« Les fins d'empires » : L'incendie de Persépolis

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14770 – 7 F

VENDREDI 24 JUILLET 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'ouverture du sommet de Madrid et la « disparition » de Pablo Escobar

Absences pour cas de force majeure

L'ANNÉE dernière, pour leur première réunion, la photo de famille hispano-lusophone était au complet : les chefs d'Etat de dix-neuf pays latino-américains rencontraient leurs anciens maîtres coloniaux espagnols et portugais à Guadalajara, au Mexique. Le deuxième sommet qui s'est ouvert, jeudi 23 juillet à Madrid, commence plus mal. Quatre présidents en sont en effet absents. Trois d'entre eux n'ont peut-être pas eu tort de rester chez eux, compte tenu des menaces pesant sur leurs régimes.

Le chef de l'Etat vénézuélien, M. Carlos Andres Perez, n'a guère eu le choix : c'est son Sénat qui lui a interdit de partir, estimant qu'il ne pouvait s'offrir le luxe d'un voyage à l'étranger quand son pays affronte sa pire crise en trente-quatre années de démocratie. Qui sait si, pendant son absence, les turbulents officiers d'un mouvement se réclamant de Bolivar n'auraient pas été tentés de réitérer leur tentative de coup d'Etat du 4 février et de renverser un homme dont beaucoup réclament la démission ?

LE président péruvien, M. Alberto Fujimori, fait face à une situation encore plus périlleuse. Depuis qu'il s'est arrogé, en avril, des pouvoirs d'exception, les rebelles « maoïstes » du Sentier lumineux – la guérilla la plus impitoyable du continent – ont intensifié et radicalisé leurs actions, au cœur de Lima. Après les attaques de commissariats et de casernes, ils multiplient maintenant les attentats à la voiture piégée contre des cibles civiles, semant un climat de panique générale. Bilan des dix derniers jours : au moins 30 morts et 300 blessés.

Avec un Pablor Escobar en cavale, le président colombien, César Gaviria, ne pouvait décemment pas se permettre d'aller discuter des meilleurs moyens de concilier libéralisme économique, démocratie et éducation pour des moins favorisés. Dans l'imbroglio actuel, nul ne peut dire si le gouvernement colombien voulait transférer le grand capo du cartel de Medellin dans un lieu plus sûr pour l'empêcher de poursuivre ses trafics depuis sa cellule, pour le juger ou pour le protéger d'un hypothétique enlèvement par des agents américains. La décision de la Cour suprême des Etats-Unis de légaliser le rapt de citoyens étrangers accusés de crime aux Etats-Unis a suscité autant de protestation que d'inquiétude dans tous les pays latino-américains.

QUANT au président portugais Mario Soares, qui avait comparé à Guadalajara M. Fidel Castro à un « animal préhistorique en voie de disparition », il est grippé et a décidé de rester à Lisbonne. Le Lider maximo, lui, est arrivé à Madrid après avoir proclamé que Cuba pratiquait la démocratie « dans le sens le plus profond du terme ». Soumis l'an passé à toutes les pressions pour desserrer l'étau de son régime, il a cette fois en poche une réforme constitutionnelle toute fraîche : elle garantit les investissements étrangers qu'il vient chercher, elle reconnaît le droit à l'entreprise privée et prévoit même l'élection des députés au suffrage direct à bulletin secret. Mais deux précautions valent mieux qu'une : en cas de « guerre ou de danger intérieur », le dictateur cubain s'est donné les moyens légaux de resserrer davantage son contrôle sur l'armée...

Lire page 4 l'entretien avec le président du Mexique

Le cartel de Medellin défie le pouvoir colombien

Les forces de sécurité colombiennes continuaient de rechercher, jeudi matin 23 juillet, le chef du cartel de Medellin, Pablo Escobar, et neuf codétenus qui leur avaient faussé compagnie lors du transfèrement entre deux prisons. Cinq autres prisonniers en fuite ont été repris et plusieurs personnes auraient été tuées au cours d'une fusillade. Le président Cesar Gaviria a promis au baron de la drogue « un procès impartial s'il se rendait volontairement ». En raison des événements, le chef de l'Etat colombien a décidé d'annuler son voyage à Madrid, où a lieu le deuxième sommet ibéro-américain.



Lire page 4 nos informations et les articles de MARCEL NIEDERGANG. Lire également page 5 dans notre série « Variations latino-américaines » : « IV. Les feux mal éteints de la guérilla »

L'application des clauses de cessez-le-feu de 1991

Les Etats-Unis et l'ONU multiplient les avertissements à l'Irak

Les pressions se multiplient pour obliger le régime du président Saddam Hussein à respecter enfin toutes les dispositions du cessez-le-feu imposé à l'Irak après la guerre du Golfe. Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a annoncé, jeudi 23 juillet, que le Conseil de sécurité des Nations unies s'apprêtait à examiner un projet d'ultimatum lui enjoignant « d'obtempérer aux injonctions des représentants de l'ONU et de laisser faire le travail des experts sur place ». Quelques heures auparavant, les Etats-Unis avaient ouvertement menacé Bagdad d'un nouveau recours aux armes.

Guerre des nerfs

WASHINGTON et NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

L'avertissement n'est pas à prendre à la légère, même s'il n'est pas le premier de ce type. Il a été formulé par le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, qui a dénoncé la politique d'obstruction menée par Bagdad à l'encontre des inspecteurs de l'ONU chargés de surveiller l'application de la résolution 687 du Conseil de sécurité imposé à l'Irak après la guerre du Golfe. *« Le régime irakien est responsable du non-respect de la résolution et il est responsable de la sécurité du personnel de l'ONU en Irak, de même que des membres de toute autre organisation internationale qui vient en aide au peuple irakien »*, a dit le porte-parole. *« Nous n'excluons aucune option, y compris l'utilisation de la force armée »*, a poursuivi M. Fitzwater, précisant que Washington était à ce sujet en contact avec ses alliés. Le chef d'état-major américain, le général Colin Powell, pourrait s'en entretenir cette semaine avec son homologue français, l'amiral Lanxade, de passage aux Etats-Unis.

M. Fitzwater commentait les dernières péripéties intervenues à Bagdad entre les autorités irakiennes et une équipe d'inspecteurs de l'ONU. Celle-ci, dirigée par M. Mark Silver, entend depuis le début juillet pénétrer dans les locaux du ministère de l'agriculture où se trouveraient, selon elle, des documents et du matériel relatifs à l'arsenal chimique du régime du président Saddam Hussein.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Lire la suite page 6

POINT DE VUE

Oui, tout simplement

Maastricht et le « contrat européen »

par Alain Juppé

On peut faire au traité de Maastricht bien des critiques. Le lecteur, même averti, est rebuté par un texte touffu, souvent incompréhensible, écrit en jargon communautaire. Le moins qu'on puisse dire est que les « politiques » n'ont pas pris la peine d'instiller le moindre souffle européen dans la copie des technocrates. Il est vrai que, chez les douze chefs d'Etat et de gouvernement, le souci de trouver un compromis entre des visions de l'Europe fort éloignées, voire contradictoires, a prévalu sur toute autre ambition. Plus grave : le traité ne porte pas vraiment remède aux maux les plus criants de la construction européenne telle qu'elle s'est développée depuis trente-cinq ans. Je pense à ce qu'il est convenu d'appeler le « déficit démocratique » et la « dérive technocratique » de la Communauté. Nul mieux que M. Dumas lui-même n'a instruit le procès du fonctionnement actuel des institutions communautaires, je le cite : *« Trente-cinq ans après le traité de Rome, trente-cinq années de textes et de pratiques, de rapprochements et de partages, nul ne s'y reconnaissait plus, personne ne discernait les frontières de compétence. »*

Lire la suite page 8

► Alain Juppé est secrétaire général du RPR.

L'autre diagnostic économique

Moroses et inquiets, les milieux d'affaires n'ont plus la même appréciation que M. Bérégovoy sur la santé de la France

par Erik Izraelewicz

« J'appelle les responsables des marchés financiers au sang-froid. La situation économique de la France est saine. » En lançant, mercredi 22 juillet sur RTL, cet appel au calme, le premier ministre était, certes, dans son rôle. A l'instar des grandes places financières internationales, la Bourse de Paris déprime.

Depuis l'arrivée de M. Pierre Bérégovoy à Matignon, l'indice CAC 40, le thermomètre du marché, a perdu près de 11 % (une baisse de 2 % depuis le début de l'année). Son appel risque pourtant de n'être pas entendu. La crédibilité de l'ex-ministre des finances reste forte. Mais, en cet été 1992, les milieux économiques sont moroses et inquiets. Telle « ma sœur Anne », la reprise, tant et tant annoncée, ils ne la voient point venir. Le décalage entre l'optimisme des analyses officielles (de l'INSEE, du FMI et de l'OCDE) et la morosité du monde des affaires croît.

Que la situation de l'économie française soit aujourd'hui plus saine qu'il y a quelques années ou que celles des autres grands pays industriels n'y est guère contesté (*le Monde* daté 5-6 juillet). La *« désinflation compétitive »* a produit des résultats remarquables, notamment sur le front des prix, des exportations et du franc. Pour le premier ministre, il n'y aurait qu'*« un seul point noir, le chômage »*. Analystes et responsables d'entreprise commencent à se demander si les points noirs ne sont pas plus nombreux.

L'environnement international est certes nettement moins favorable qu'escompté. Le chacun pour soi y règne en maître. Alors que M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine (banque centrale des Etats-Unis), annonce une nouvelle fois *« une reprise prochaine »* (*le Monde* du 23 juillet), l'économie américaine semble plutôt amorcer dans l'immédiat son troisième plongeon dans la récession.

Lire la suite et les déclarations du premier ministre page 7

M 0147 - 0724 0 - 7,00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

PASCALE ROBERT-DIARD

LES FINS D'EMPIRES

Vers 550 avant Jésus-Christ, Cyrus le Grand avait fondé l'immense empire perse en terre mésopotamienne. En 490 à Marathon, les Grecs stoppèrent son successeur Darius. Tant et si bien qu'un Macédonien d'exception, Alexandre, en 330, pourchasse le Grand Roi «fils de la pluie d'or» et prend Persépolis.

4. – L'incendie de Persépolis

Par PIERRE CHUVIN

Avant de quitter Persépolis pour poursuivre Darius III Codoman, au printemps 330 avant Jésus-Christ, Alexandre donna une grande fête à *ses compagnons et, exceptionnellement*, à leurs femmes. Dans l'ivresse, l'une d'elles, l'Athénienne Thaïs, s'écria : *«Je suis récompensée de mes peines à parcourir l'Asie, en cette journée où je savoure le vain luxe des palais persans ! Mais ce serait meilleur encore d'aller incendier en cortège les chambres de Xerxès, qui a brûlé Athènes !»* Tous d'approuver et de se mettre en marche, nous dit Plutarque, le roi en premier, la couronne du banquet sur la tête, une torche à la main.

Il est rare que les archéologues, en creusant, rencontrent un événement historique. Des monuments, si. Mais les traces fugitives de l'événement, l'instant décisif figé dans la terre... Ce fut la chance des fouilleurs de l'Oriental Institute de Chicago, qui, à partir de 1935, dégagèrent la trésorerie du palais de Persépolis. Alors que le site des salles du trône était indiqué par quelques colonnes désolées dressant leurs 20 mètres, rien, même pas un tell, ne signalait la trésorerie. Mais sous la terre délitée des murs en brique crue qui avaient dû s'ébouler très vite, dans une épaisse couche de cendres, apparurent des débris d'objets précieux : des quantités de hampes de javelot carbonisées, leurs fers stockés à part ; des pièces de monnaie, dont une du roi Crésus, oubliées ; un relief où des vandales avaient crevé les yeux du roi qui y figurait, mais non ceux de ses serviteurs ; sur un mur, un graffiti grec représentant Héraclès.

Comment douter que ces vestiges provenaient de l'incendie allumé dans le palais à la fin de l'hiver en 330 avant Jésus-Christ ? Devant le pêle-mêle, comment ne pas évoquer le pillage décrit par Quinte-Curce, les vêtements royaux déchirés par les soldats qui se les disputaient, les vases cassés à la hache, *«rien qui fût à l'abri, rien qui fût emporté intact»* ? Le rapport de fouilles, qui ne pèche pas par romantisme, peut se lire comme une illustration des descriptions antiques de ce saccage. Mais les traces d'incendie, si marquées, si violentes, sont limitées à la trésorerie. Les vastes salles d'apparat, vidées, aux murs de brique, aux colonnes de pierre, *n'offraient pas tant d'aliment à la flamme*. Quant aux tentes où résidaient les rois de Perse, Alexandre et sa suite les occupaient. Restait donc la trésorerie-arsenal, qui pour tous signifia l'incendie du palais, l'anéantissement de l'empire achéménide, fondé deux siècles plus tôt par Cyrus II, roi des Perses et des Mèdes.

Il avait duré jusqu'à l'année 331, qui vit le triomphe d'Alexandre de Macédoine. Alexandre avait vingt-cinq ans, il était passé en Asie deux ans plus tôt et, le 1er octobre, son affrontement avec une armée conduite par le roi de Perse lui-même, dans le nord de la Mésopotamie, près *d'Arbèles (Irbil en Irak), s'était soldé par l'écrasement* complet de son adversaire. Jamais sans doute par la suite Alexandre ne goûta d'aussi purs plaisirs que cet hiver. Son armée et lui-même étaient encore dispos. Il n'y avait pas de discussion sur les buts de la guerre : on avait proclamé qu'on punirait les Perses, qui, en 480, s'étaient avancés jusqu'au cœur de la Grèce, avaient ravagé l'Attique, pillé et incendié Athènes. En guise de réparation, les plus belles, les plus anciennes, les plus prestigieuses villes de l'empire s'offraient aux vainqueurs. Babylone l'impudente, Suse la royale.

Darius s'enfuit vers les provinces montagneuses du Nord-Est, mais Alexandre se garda de l'y poursuivre. Il voulait accomplir le vœu dont les dieux avaient frustré son modèle, le bouillant Achille : *«Périssent les Grecs, périssent les Troyens, et puissions-nous, tous deux, seuls*, disait-il à Patrocle, *délier le voile saint au front de Troie !»* Dévoiler la cité, comme une fiancée le soir des noces... Achille avait Patrocle. Alexandre avait Héphaïstion. En octobre *331*, tout semblait intact, la gloire, l'amitié, l'idéal.

L'armée repartit au printemps de 330. Entre-temps, elle s'était reposée, divertie. Elle avait cueilli les trésors de la Perse. Alexandre avait respecté les belles fiancées qui s'offraient à lui, les villes et leur population. Il avait sacrifié, *à Babylone selon le rite local au dieu seigneur de* la ville, Mardouk ; à Suse, selon son rite ancestral, et organisé des concours à la grecque. La famille de Darius, prisonnière depuis la bataille d'Issos de novembre 333, était honorée. Alexandre se comportait comme le héros de roman qu'il deviendrait. Or la fin de l'hiver avait vu l'accomplissement de cet acte de vandalisme théâtral : l'incendie du palais de Persépolis, livré intact par son gouverneur au nouveau maître, alors que les Macédoniens n'avaient sans doute jamais vu d'édifice aussi imposant bâti pour les hommes.

Sur une vaste terrasse, des murs en brique crue, le bas revêtu de parements de pierre. Non pas un, mais deux ensembles de réception, ou *apadana*, salles dont les plafonds lambrissés de cèdre étaient portés par des colonnes de pierre de 18 mètres de hauteur dans l'une, de bois de 9 mètres dans l'autre, groupées par 36, par 99, par 100. Sur les bas-reliefs, la procession des peuples venant offrir à leur maître le roi de Perse, «fils de la pluie d'or», les produits de la vaste Asie, depuis la mer Egée jusqu'à Samarcande. En arrière, les appartements royaux et les magasins, non moins majestueux, avec le «hall des cent colonnes» en bois, de 9 mètres de hauteur, salle carrée de 75 mètres de côté environ. Persépolis et sa voisine Pasargades sont bien définies par Strabon : trésoreries fortifiées, mémoriaux des souverains.


GIRAUDON

*Les colonnes de l'*apadana *de Xerxès Ier, roi de Perse.*

L'image des rois en majesté, la glorification écrasante de l'ancien pouvoir semblaient peut-être défier le Macédonien ivrogne, cultivé et enthousiaste. Alexandre à Persépolis ne pouvait pas oublier que les idéologues, comme Isocrate, avaient présenté *la guerre comme un conflit* de civilisations, l'antagonisme des peuples libres contre les peuples asservis à un despote. Il se devait de parfaire son image de bienfaiteur de l'hellénisme, vengeur des guerres médiques.

Pendant la campagne, un de ses principaux adversaires fut un Grec, Memnon de Rhodes, amiral de valeur dont la mort soudaine fut providentielle pour le conquérant. De même que les troupes d'élite de Darius étaient des contingents grecs, des satrapes de premier plan, tel Mazaios, s'étaient ralliés à Alexandre. Persépolis représentait un pouvoir purement ennemi et purement iranien. Dans ces conditions, deux incidents avant l'occupation suffirent à exciter, d'après la tradition unanime, le malaise et la hargne. D'abord, quand Alexandre voulut entrer dans le cœur de l'empire, le Fars actuel, au défilé des Portes de Perse, l'armée fut bloquée en position meurtrière pour la troupe, écrasée par les rochers qu'on faisait rouler sur elle. Des Thermopyles à l'envers : cette fois, les Grecs forcent le passage, des tribus iraniennes le gardent. Comme de juste, comme aux Thermopyles en 480, un traître indiqua le chemin qui contournait le défilé. Deuxième incident, aux abords de la ville une colonne lamentable vint accueillir Alexandre : des Grecs que les Achéménides avaient déportés là. Marqués au fer, ostensiblement, comme beaucoup d'esclaves antiques, et mutilés aux *membres qui n'étaient pas nécessaires à leur* tâche : Quinte-Curce fait un tableau hallucinant de cette foule de morts-vivants sortis des bagnes de la ville. Alexandre voulut les rapatrier, en les indemnisant. Ils refusèrent, pour deux raisons. Ils auraient eu honte de se montrer à leurs compatriotes mutilés et marqués au fer ; ils avaient refait leur vie en Perse, ils y avaient femme et enfants. Le deuxième argument fait penser que tous n'étaient pas des figurants pour spectacle d'épouvante. Ou l'on avait mis au premier rang les plus abîmés, ou Alexandre choisit de ne voir qu'eux.

A la fatigue, à l'énervement, au ressentiment contre l'ennemi héréditaire s'ajoutait la hâte d'arriver à Persépolis avant que le trésor eût été pillé par la garnison. Le trésor, *gaza* en persan. L'appât du plus beau butin. C'est là qu'on rafle la mise : l'équivalent en or ou pierres précieuses de 120 000 talents d'argent – plus de 3 000 tonnes. Pasargades, à environ 70 kilomètres, fournit encore 6 000 talents, soit plus de 150 tonnes. Déjà, à Suse, 50 000 talents ont servi à battre monnaie. Diodore de Sicile précise : 40 000 flans d'or et d'argent non monnayés, 9 000 d'or frappés à l'effigie du roi de Perse. De surcroît, la ville est riche. Cupidité et colère mêlées prennent le conquérant : une subite colère contre le vaincu donne à l'exercice de la cupidité sa justification. A Persépolis, les frais généraux de l'expédition payés, l'heure des sinistres gâteries est venue, avec les douceurs de l'hivernage. Pour la troupe, la liberté dont elle a été privée à Babylone et à Suse : piller, violer, tuer à satiété. Il y a trop de prisonniers : sur l'ordre d'Alexandre, on en fait un massacre général. Tamerlan donnera le même ordre, en Inde, dans un contexte analogue. Le séjour des Macédoniens commence dans le sang et s'achève dans les flammes.

Une fois les frais de l'expédition payés, l'heure des sinistres gâteries est venue : la troupe a liberté de piller, de violer et de tuer. Le séjour des Macédoniens débute dans le sang.

L'incendie allumé au moment du départ fit aussitôt scandale. Alexandre le regretta. Il gêne les historiens antiques, Arrien le réprouve : ce n'est pas un bon exemple pour l'empereur Hadrien. Certes, l'initiative est venue d'une femme, et Alexandre l'a suivie dans un élan d'ivresse. Mais cette femme est Thaïs, non une prostituée ou une *«bonne femme»*, quoi qu'affirme Plutarque, mais la compagne d'un général, Ptolémée, fils de Lagos, à qui elle a donné trois enfants. Rien d'une fille à soldats énervée. Son rôle résulte d'une mise en scène : la punition des Perses s'accomplit. L'événement était forcément organisé : il ne s'agit pas de brûler vif l'état-major *du conquérant, ni que les trésors* tant convoités partent en fumée. L'incendie répond peut-être aussi à un souci pratique : détruire ce qu'on n'emporte pas, les stocks d'armes dont on n'a pas besoin. Puis le courtois chevalier reparaît. En juillet, il fait rendre les honneurs royaux au cadavre de Darius assassiné par le satrape Bessos. A son retour, en 324, les noces de Suse marquent un nouveau rapprochement avec les Iraniens. Lui-même épouse deux princesses, la fille aînée du roi qu'il a détrôné et la cadette du précédent. Ces fêtes ne plaisent pas à tous les «fiancés», qui flairent l'intention d'associer Macédoniens et Perses au gouvernement. Mais une union au moins fut durable, celle de Séleucos, *futur maître de l'Asie, avec la prin*cesse bactrienne Apama. Séleucos et son fils donnèrent le nom d'Apamée à plusieurs villes de leur royaume, où la population comptait sans doute nombre d'Iraniens.

Quelles ont été les conséquences du scandale de Persépolis ? Un livre de Sir Mortimer Wheeler publié en 1968 en a tracé un tableau saisissant. Alexandre a fracassé une civilisation sclérosée. Il a provoqué la dissémination vers l'est des artistes et des procédés de construction employés par les Achéménides, et l'ultime reflet de Persépolis se verrait dans les palais du Pendjab et de l'Inde, à *Pataliputra*, à *Delhi* même, au pilier du Qutub. Il faut aujourd'hui rejeter ces interprétations. Les formes achéménides se sont certes diffusées vers l'est, mais étroitement associées aux influences grecques, sans exode d'artistes. Et la culture iranienne, qui ne se réduisait pas à l'art aulique, était si peu sclérosée qu'elle a survécu et prospéré à l'ouest, dans les régions sous domination macédonienne et mieux encore à leurs marges immédiates, là aussi en symbiose avec l'hellénisme.

Avant la conquête macédonienne, il existait des colonies iraniennes en Asie Mineure. Elles ont gardé leurs cultes, comme celui de la déesse des eaux Artémis-Anahita, leur morale, leur langue sacrée. Les dynastes locaux étaient à la fois iranisés et hellénisés. Après la conquête, les royaumes iraniens qui se créent ou subsistent restent fidèles à cette double tradition, dont le modèle sera donné par les rois de Commagène. Vers 40-30, Antiochos de Commagène se flatte d'une ascendance macédonienne et perse ; ses *inscriptions au Nimrud Dagh exprimeni en un* beau grec littéraire des croyances zoroastriennes pour l'essentiel. Le royaume du Pont voit naître Strabon, «le» géographe aux yeux des Anciens comme Homère était «le» poète, fier de son grand-père iranien, disert sur les cultes du feu. Les Arméniens gravent à l'iranienne des inscriptions rupestres : ce sont des vers d'Euripide.

L'exigence de justice du zoroastrisme, son aptitude à décrire les rétributions dans l'au-delà (surtout les châtiments), ont eu une large influence. Au deuxième siècle avant Jésus-Christ, les premières apocalypses, le livre de Daniel sont composés dans des communautés juives profondément iranisées. Et les premiers à *venir saluer la naissance du Christ* sont des prêtres zoroastriens, des «mages» dont nous avons fait des rois – promotion méritée. Les cendres de Persépolis, décidément, étaient fertiles.



POUR EN SAVOIR PLUS

■ Les historiens d'Alexandre, publiés aux Belles Lettres : Diodore de Sicile, XVII, 67, 4 à 72, traduction P. Goukowsky ; Quinte-Curce, V, 3 à 7, traduction R. Bardon ; Plutarque, Alexandre, 37-38, traduction R. Flacelière et E. Chambry (ou Amyot dans «La Pléiade») ; *Histoire d'Alexandre*, d'Arrien, III, 18, 10-12, traduction P. Savignac, Editions de Minuit.

■ *A History of Zoroastrianism. III. Zoroastrianism under Macedonian and Roman Rule*, de Mary Boyce et Frantz Grenet, Leyde, Brill, 1991.

■ *Perse*, de Roman Ghirshman, Gallimard, «L'univers des formes», 1963.

■ P. Calmeyer dans *L'Orient ancien*, sous la direction de Barthel Hrouda et Jean Bottéro, Bordas, 1992.

■ *Flames over Persepolis*, de Mortimer Wheeler, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

Sous la direction de Jean-Pierre Rioux

Prochain épisode : «Les enfants perdus d'Alexandre»

La guerre dans l'ex-Yougoslavie

La querelle entre M. Boutros-Ghali et le Conseil de sécurité s'envenime

La coordination des efforts de la CEE et des Nations unies pour résoudre la crise yougoslave et *« éviter des surprises et des malentendus »* a été au centre d'une rencontre, mercredi 22 juillet, entre le secrétaire au Foreign office, M. Douglas Hurd, et le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, après que celui-ci eut rejeté la décision du Conseil de sécurité concernant la prise en charge par l'ONU des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. De son côté, le président serbe Slobodan Milosevic a réitéré son soutien à *« la juste lutte »* des Serbes de Croatie et de Bosnie.

NEW-YORK
(Nations unies)
correspondance

La petite guerre entre le secrétaire général et le Conseil de sécurité continue, et M. Boutros-Ghali semble vouloir rendre publique sa querelle avec les Occidentaux en défendant la *« dignité »* de l'ONU.

Entérinant les termes de l'accord de Londres dans le cadre de la Conférence européenne sur la Yougoslavie, le Conseil avait adopté vendredi dernier à l'unanimité une déclaration demandant à M. Boutros-Ghali un rapport dans les quarante-huit heures sur les modalités pratiques de la prise en charge par l'ONU de toutes les armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. En fait de rapport, M. Boutros-Ghali a adressé une lettre de protestation aux membres du Conseil leur reprochant d'avoir pris des décisions sans le consulter. Il a tout de même publié son rapport sur l'application de l'accord de Londres.

Dans son texte, publié mercredi, M. Boutros-Ghali rejette la décision du Conseil concernant la prise en charge par les Nations unies des armes lourdes en Bosnie-Herzégovine. Fondant son argumentation sur *« des raisons de principe »* ainsi que des *« considérations pratiques »*, il déclare : *« Je suis amené à conclure que les conditions ne sont pas réunies pour que je recommande au Conseil la supervision par l'ONU de toutes les armes lourdes. »* En ce qui concerne les considérations pratiques, M. Boutros-Ghali estime que l'application de l'accord de Londres nécessite un cessez-le-feu pendant plusieurs semaines. Il ajoute que, malgré leur engagement, *« aucune des parties n'a déclaré à la FORPRONU la quantité et les emplacements de ces armes lourdes »*.

« Une question de priorité »

Citant des raisons de principe, M. Boutros-Ghali parle des relations entre les organisations régionales, en l'occurrence la CEE, et l'ONU : *« Selon la Charte, l'ONU peut utiliser les organisations régionales. Aucune disposition ne prévoit l'inverse »*. Il rappelle que l'ONU n'a pas participé aux négociations de Londres et estime donc : *« Par principe, j'estime que les fonctionnaires de l'ONU devraient prendre part aux négociations de tous les accords susceptibles de confier un rôle aux Nations unies. »* Le secrétaire général écrit par ailleurs que le rôle supplémentaire que l'on demande à la FORPRONU *« dépasse purement et simplement l'actuelle capacité opérationnelle et logistique de l'ONU »*.

Selon le diplomate égyptien, l'ONU consacre trop de ressources à l'ancienne Yougoslavie : *« Il y a une question de priorité »*, dit-il, en ajoutant : *« La concentration de tant d'attention et de ressources sur les problèmes yougoslaves se fera aux dépens de la capacité de l'Organisation de résoudre des conflits tout aussi cruels et tout aussi dangereux, par exemple la Somalie »*. La référence à la Somalie a particulièrement irrité certains membres du Conseil, qui estiment que M. Boutros-Ghali *« joue la carte africaine pour diviser le Conseil »*.

La France, la Grande-Bretagne et la Belgique ont rédigé un projet de résolution réaffirmant la décision de vendredi du Conseil et demandant à M. Boutros-Ghali de *« renforcer et élargir »* le mandat de la force de l'ONU déjà déployée en Croatie et à Sarajevo. Le Conseil lui demande de fournir davantage d'informations sur les besoins supplémentaires de l'ONU à cette fin. Dans ce projet de résolution, le Conseil reconnaît toutefois que les conditions ne sont pas encore réunies pour que l'accord de Londres puisse être appliqué.

Même si quelques membres du Conseil ont considéré que le dernier rapport de M. Boutros-Ghali n'était que la *« continuation de sa guerre contre le Conseil »*, ceux d'entre eux les plus visés, à savoir les Britanniques, mais aussi les autres membres permanents, ont décidé qu'il ne fallait *« surtout pas entrer en guerre avec le secrétaire général »*.

AFSANÉ BASSIR POUR

La Serbie appuie la « juste lutte » des Serbes de Croatie et de Bosnie

déclare le président Milosevic

Le président serbe Slobodan Milosevic a réitéré, mercredi 22 juillet, son soutien à *« la juste lutte »* des Serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine, au lendemain de la signature à Zagreb par les présidents croate et bosniaque d'un accord de coopération, notamment militaire (*le Monde* du 23 juillet). En visite dans le sud de la Serbie, M. Milosevic, qui a rejeté catégoriquement toute idée de Conférence internationale pour régler le statut de la minorité albanaise du Kosovo, a souligné que la Serbie n'accepterait *« aucune perte de sa souveraineté ou de parties de son territoire pour prix de la levée des sanctions »*.

Le président Milosevic a, d'autre part, réaffirmé que la Serbie *« soutient la juste lutte du peuple serbe pour être traité sur un pied d'égalité en Serbie et en Bosnie-Herzégovine »* et indiqué qu'elle continuera à fournir *« une aide humanitaire aux civils et combattants serbes »*.

A Sarajevo, les relations entre les Bosniaques et l'ONU se sont considérablement dégradées, comme le montrent des incidents récents et les propos tenus par plusieurs responsables. Après que le commandant de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU) pour Sarajevo, le général canadien Lewis Mackenzie, eut accusé chaque camp de *« tirer sur lui-même »* (*le Monde* du 23 juillet), le porte-parole de la FORPRONU, l'Islandais Mik Magnusson, a expliqué que l'ONU rencontrait *« beaucoup de difficultés avec les Bosniaques »* et que *« les Serbes étaient plus coopératifs qu'auparavant »*. Le général Mackenzie a, en outre, exprimé son amertume face à l'attitude de la population et des gestes grossiers qu'elle adresse aux « casques bleus » acheminant l'aide humanitaire sous les balles des tireurs embusqués.

Attaques contre la FORPRONU

De son côté, l'un des principaux conseillers du président Alija Izetbegovic, M. Kemal Muftic, répète depuis trois semaines : *« Ce n'est pas d'aide humanitaire que nous avons besoin, mais d'une intervention militaire ou, au moins, de livraisons d'armes. »* Repris par d'autres hauts responsables, ainsi que par les médias officiels et la population, M. Muftic affirme quotidiennement que l'ONU a *« gelé la situation »*, que le secrétaire général de l'Organisation, M. Boutros Boutros-Ghali, et le président Mitterrand ont *« dissuadé les Etats-Unis d'intervenir »*, que *« l'embargo empêche les Bosniaques de se procurer des armes »* et que cette situation *« profite aux extrémistes serbes »*.

La télévision, la radio et les journaux accusent la FORPRONU d'aider les Serbes, y compris en assurant leurs liaisons ou en transportant des armes. Lundi dernier, un détachement canadien a été arrêté en pleine ville par des policiers et des militaires qui les ont accusés de livrer de l'armement aux Serbes, leur demandant d'abandonner sur place armes et munitions et les menaçant avec des lance-roquettes anti-chars.

Les « casques bleus » n'ont pu repartir que deux heures plus tard, et, bien qu'une inspection des véhicules ait démontré que les Canadiens ne transportaient que leurs propres armes, télévision et journaux ont affirmé que *« des armes pour les Serbes avaient bel et bien été trouvées »*. – *(AFP.)*

□ **Le gouvernement serbe veut restreindre le droit de manifester.** – Le gouvernement serbe a présenté, mercredi 22 juillet, un projet de loi visant à restreindre le droit de manifestation, rapporte l'agence *Tanjug*. Confronté à un nombre croissant de manifestations dénonçant la guerre dans l'ex-Yougoslavie, le gouvernement de Belgrade veut, d'après ce texte, interdire les réunions qui *« visent à troubler l'ordre constitutionnel et à nuire à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de la Serbie »*. – *(Reuter.)*

RUSSIE : la liberté de la presse en question

M. Eltsine et le gouvernement soutiennent les journalistes des « Izvestia »

Le conflit se poursuit entre le gouvernement et le Parlement de Russie à propos de l'avenir des *Izvestia*, quotidien du soir considéré comme un des meilleurs titres de la presse moscovite. Le ministre russe de l'information, M. Mikhaïl Poltoranine, a déclaré, mercredi 22 juillet, qu'il refusait de le faire enregistrer en tant que quotidien officiel du Parlement, comme ce dernier l'avait voté vendredi (*le Monde* daté 19-20 juillet). Le ministre a aussi annoncé que le président Eltsine *« a préparé des mesures sérieuses et importantes pour répondre »* à l'appropriation des *Izvestia* par le Parlement.

MOSCOU
de notre envoyé spécial

« Nous ne voulons ni ne pouvons redevenir l'organe du Soviet suprême » : conjuguée sur tous les modes et tous les registres, cette profession de foi a été le leitmotiv de l'assemblée générale des journalistes des *Izvestia* qui s'est tenue lundi. Réitérant leurs promesses de ne pas céder aux injonctions du Parlement, qui avait décidé vendredi de se réapproprier le titre, le journal est d'ailleurs paru, lundi soir, comme si de rien n'était. Un titre barrait la « une » : « Nous voulons bien respecter la loi mais pas la simple volonté d'un seul faiseur de loi. » Allusion directe au président du Soviet suprême, M. Rouslan Khasboulatov, bête noire des journalistes et principal instigateur de la récente décision du Parlement.

La police de M. Gaïdar

Les journalistes ayant montré leur détermination, que peut faire le Parlement s'il veut faire respecter sa décision ? Sans doute la bataille va-t-elle d'abord se dérouler sur un terrain juridique, les deux parties s'estimant légalement propriétaires du journal. Le Soviet suprême, parce qu'il en était ainsi depuis plus de soixante-dix ans : Lénine n'y a-t-il pas fait publier ses deux premiers décrets, sur la paix et sur la terre ? Les journalistes, parce que, depuis le putsch d'août, ils ont pris en main leur quotidien, qu'ils ont fait enregistrer cette acquisition devant les tribunaux et qu'ils ont réussi en quelques mois à achever la transformation d'un outil de propagande en un véritable organe d'information. Le président du Parlement peut, aussi, tenter d'étouffer économiquement le quotidien, en demandant par exemple le gel de ses biens, ou, encore, peser sur la société d'édition qui imprime le quotidien.

Quant à un recours à la force publique, il semble, pour le moment, exclu. Au cours d'un entretien téléphonique avec le rédacteur en chef des *Izvestia*, le premier ministre, Egor Gaïdar, a mis les points sur les « i » : *« N'oubliez pas*, a-t-il dit, *que je suis à la tête du gouvernement et que la police dépend de moi. »* Le président Boris Eltsine et son gouvernement semblent donc maintenant résolus à engager une épreuve de force avec le Parlement à propos de ce conflit des *Izvestia*.

C'est d'abord le ministère de l'information qui dépose une plainte auprès de la Cour constitutionnelle contre la décision du Soviet suprême. C'est ensuite l'ancien conseiller de Boris Eltsine, M. Sergueï Chakraï, qui se dit prêt à défendre les intérêts des *Izvestia* devant cette cour. Et c'est, enfin et surtout, Boris Eltsine qui monte lui-même au créneau en dénonçant, dans une déclaration publiée le 18 juillet, un Parlement qui *« tente de museler la presse »*. *« Il est regrettable*, poursuit le président russe, *que le Soviet suprême essaye de changer le statut d'indépendance des* Izvestia, *considéré comme un des journaux les plus respectés du pays. »* Selon son porte-parole, *« le président Eltsine va entreprendre toutes les mesures nécessaires dans le cadre de la Constitution et de la loi sur la presse pour protéger les médias démocratiques »*.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ESPAGNE : avant la ratification du traité de Maastricht

Les députés ont approuvé à l'unanimité la révision constitutionnelle

MADRID
de notre correspondant

La première réforme de la Constitution espagnole de 1978 a été adoptée, mercredi 22 juillet, sans la moindre difficulté. Les trois cent trente-deux députés présents ont approuvé à l'unanimité la modification de l'article 13 qui permettra aux ressortissants de la CEE de pouvoir être élus lors de scrutins locaux, conformément aux dispositions du traité de Maastricht. La Constitution ne prévoyait jusque-là pour eux que la possibilité de voter. Le Tribunal constitutionnel, consulté par le gouvernement, avait estimé, le 1er juillet, qu'une révision constitutionnelle était nécessaire avant ratification du traité sur l'Union européenne.

Le Sénat doit encore se prononcer sur cette révision fin juillet. Le président du Parti populaire, principale formation de l'opposition, M. José Maria Aznar, a annoncé que son groupe proposera à cette occasion d'améliorer la réforme, c'est-à-dire de *« délimiter de façon explicite le droit d'éligibilité des citoyens européens »*. S'il n'obtient pas satisfaction, le Parti populaire votera néanmoins le projet de modification adopté par les députés.

Il ne fait donc guère de doute que cette réforme constitutionnelle sera adoptée. Quant à la ratification, elle devrait être soumise à référendum si un dixième des sénateurs ou des députés le demandait dans un délai de deux semaines. Il n'est pas totalement exclu que le Parti communiste, au sein de la coalition Izquierda Unida, use de cette possibilité, arguant du fait que les accords de Maastricht n'ont suscité aucun débat au sein de la population. M. Felipe Gonzalez a estimé pour sa part que le référendum n'était *« ni nécessaire ni opportun »*.

M. B.-R.

TCHÉCOSLOVAQUIE : « accord politique » sur la partition du pays

Les deux Etats indépendants devraient garder des liens économiques et militaires

Les premiers ministres tchèque et slovaque, MM. Vaclav Klaus et Vladimir Meciar, ont conclu, dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 juillet à Bratislava, un *« accord politique »* sur les principes de la partition *« dans le calme »* du pays. Deux nouveaux Etats indépendants devraient être liés par des traités, notamment dans les domaines de la défense et de l'économie. Mais les deux hommes n'ont pu se mettre d'accord sur une monnaie commune.

PRAGUE
de notre correspondant

Le démembrement de la fédération tchécoslovaque s'accélère. Les deux premiers ministres se sont mis d'accord pour présenter à l'assemblée fédérale une loi sur la « liquidation » de la Tchécoslovaquie, qui devrait être adoptée d'ici au 30 septembre. Ils sont également convenus de préparer dans le même temps des « traités » entre les futures Républiques indépendantes tchèque et slovaque dans quatre domaines : civique, défense, affaires étrangères, économique. Ces traités devraient donner naissance à une union douanière et de défense.

La cinquième rencontre entre M. Klaus et M. Meciar depuis les élections de juin a aussi permis de décider de la suppression des services secrets fédéraux, de plusieurs institutions fédérales et de la réorganisation des médias. La réunion marathon entre les leaders du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (HZDS) et du Parti démocratique civique (ODS), *« très ardue »* selon M. Klaus, a prévu d'autres formules de séparation, si le Parlement fédéral rejetait cette loi, qui devra être adoptée aux trois cinquièmes des voix et pourrait être bloquée dans la partie tchèque de l'assemblée.

Selon M. Klaus, il existe *« quatre moyens constitutionnels et légitimes »* pour mettre fin aux soixante-quatorze ans d'existence de la Tchécoslovaquie : *« une loi de l'assemblée fédérale, un accord bilatéral entre les conseils nationaux, un référendum sur l'ensemble du territoire sur le partage du pays ou un référendum dans une seule République sur sa séparation unilatérale »*. En choisissant la première solution, *« les deux parties veulent partager l'héritage de la Tchécoslovaquie »* et *« assurer à ce processus un cours tranquille et organisé »*, a souligné M. Meciar. Les deux hommes ont signé, jeudi matin, un accord contraignant. Ils ont assuré que la séparation ne *« débouchera pas sur une situation à la yougoslave »*.

Le premier traité envisagé entre les deux Républiques indépendantes doit assurer une continuité dans le domaine de la libre circulation et des droits des personnes dans l'Etat voisin. Les Tchèques ne seraient pas considérés comme des étrangers en Slovaquie et vice versa. Ce qui est un élément psychologique important pour de nombreux Tchécoslovaques, les couples mixtes et les *« expatriés »* dans l'autre République. Le deuxième traité, dans le domaine des affaires étrangères, prévoit que les ambassades tchécoslovaques dans les pays les plus importants, *« comme les Douze »*, servent aux représentations des deux nouveaux pays. Le troisième document, concernant la défense, vise à ne pas *« affaiblir la capacité de défense des deux pays »*. Le dernier texte, économique, devrait prévoir la création d'une union douanière, d'une zone libre de commerce, de circulation du capital de la main-d'œuvre.

Aucun accord n'a cependant été trouvé sur le sort de la couronne tchécoslovaque. La question de la monnaie – unique ou non – fera l'objet de nouvelles discussions et une sorte de conseil économique et financier devra veiller à l'harmonisation des politiques économiques. Selon M. Klaus, il serait préférable que la loi sur la séparation soit adoptée d'ici au 30 septembre. Et il a laissé entendre que l'indépendance des deux Républiques pourrait prendre effet le 1er janvier 1993, avec le commencement de la nouvelle année budgétaire.

MARTIN PLICHTA

ITALIE : après l'assassinat du juge Borsellino

Divisions au sein du parquet de Palerme

Le préfet de police de Palerme, M. Vito Plantone, a été muté d'office à Rome, mercredi 22 juillet, *« avec effet immédiat »*, à la suite de l'assassinat, dimanche, du juge Paolo Borsellino. Les obsèques privées du juge devraient avoir lieu vendredi. L'annonce de la démission de plusieurs magistrats palermitains illustre la crise grave que traverse le parquet sicilien.

PALERME
de notre envoyée spéciale

C'est un rebelle tranquille. Au soir de l'assassinat de son collègue Paolo Borsellino, le substitut du procureur, M. Vittorio Teresi, les yeux rougis par le manque de sommeil, démissionne de ses fonctions à la direction anti-Mafia du parquet de Palerme : *« Nous ne sommes plus en mesure de mener l'action pénale. Que cela se sache ! »* Deux de ses confrères l'imitent. La dizaine d'autres hésitent : est-il opportun de partir ?

Dans les couloirs du palais de justice, on s'interroge. Le procureur de la République, M. Piero Giammarco, hué sur les lieux de la tuerie, annonce qu'il reste à son poste. *« C'est lui qui devrait prendre la porte »*, exigent une bonne partie de ses collaborateurs, qui l'accusent de *« bloquer les enquêtes »* contre l'organisation criminelle.

Ces polémiques illustrent les divisions profondes de ce palais réputé pour ses chausse-trapes. Ces divisions viennent de loin, aiguisées par les atermoiements de l'autorité centrale. Elles débutèrent quand le « pool anti-Mafia » fut démantelé, contre la volonté de ses membres, qui récoltaient les premiers fruits de leur combat. Son dirigeant d'alors, Giovanni Falcone, se vit, peu après, refuser le poste de chef de la section d'instruction par le Conseil supérieur de la magistrature (*le Monde* du 22 juillet). Le juge Falcone quitta Palerme sans oublier de consigner ses critiques précises, y compris contre le procureur Giammarco, dans son journal découvert après sa mort.

« Sans lui, sans Borsellino, ce n'est plus possible. » Ce n'est pas la peur qui dicte le geste de M. Teresi. Entré dans la magistrature en 1979, il était en poste, toujours en Sicile, à Termini-Imerese lors de la capture du « pape », Michele Greco. Il est au fait des dossiers brûlants.

La police allemande vient de confirmer que, début juillet, Paolo Borsellino s'était rendu à Mann-heim pour interroger un « super-repenti » sur l'assassinat, près d'Agrigente, le 21 septembre 1990, du jeune magistrat Rosario Livatino. Le 22 juillet, le juge devait, toujours en Allemagne, mener l'interrogatoire d'un Milanais expert dans le recyclage des narcodollars de la filière colombienne. De là jusqu'à remonter aux assassins de son ami Falcone... Hélas, son enquête marque le pas ! Ces repentis, de plus en plus nombreux, ne voulaient se confier qu'à ces deux magistrats. Leur envergure assurait correction, transparence et garanties. Après leur disparition, *« à qui parler ? Il n'y a plus de point de référence »*, affirme calmement M. Teresi.

En terre sicilienne, les tribunaux se vident peu à peu. Quatre villes à forte densité mafieuse n'ont aucun magistrat. Le Conseil supérieur de la magistrature a décrété des mutations *« pour trahison »* ou mieux *« pour incompatibilité »* avec l'environnement. Pis encore : la mort du juge Borsellino était annoncée. Un rapport de la section spéciale de la gendarmerie, le ROS, en avait informé les autorités. Sans suite. La rue où réside la mère du magistrat, où celui-ci se rendait régulièrement, demeura sans protection. Pourquoi ?

« Nous travaillons sans aucun soutien des institutions », accuse le substitut Teresi. L'Etat a délégué la responsabilité de la lutte contre la Mafia *« à la seule magistrature »*. Face à cette attitude de Ponce Pilate, la position est devenue intenable : *« C'est l'affaire de l'Etat, de tous ! »* Ce 21 juillet, les mouchards de la Mafia se répandent dans les ruelles de Palerme. *« Ici, plus aucun magistrat ne mérite de mourir. »*

DANIELLE ROUARD

... que les résultats

PASCALE ROBERT-DIARD

AMÉRIQUES

COLOMBIE : la « disparition » du chef du cartel de Medellin

Le président Gaviria promet à Pablo Escobar un « procès impartial » en échange de sa reddition

Les autorités colombiennes recherchaient toujours, jeudi 23 juillet, le chef du cartel de Medellin, M. Pablo Escobar, qui a échappé aux forces de sécurité, avec neuf autres trafiquants de drogue, lors de son transfèrement de sa prison d'Envigado vers un établissement militaire plus sûr. Le parrain de la drogue reste introuvable après une prise d'otages ratée et une violente fusillade.

Le président colombien, M. Cesar Gaviria a expliqué, dans la soirée de mercredi qu'il espérait que Pablo Escobar se trouvait encore caché quelque part dans l'enceinte de la prison et pourrait être repris. Le président a ajouté que l'armée n'avait pu découvrir de souterrain menant hors de la prison et qu'il ne s'expliquait pas comment le baron de la drogue aurait pu quitter une prison encerclée par quatre cents soldats. Le chef de l'Etat a indiqué qu'il reportait son voyage à Madrid *« pour faire face au défi lancé contre l'Etat et l'ensemble de la société »* par Pablo Escobar. Il a également lancé un appel au narcotrafiquant, lui offrant la vie sauve *« et un procès impartial s'il se rendait volontairement »*.

Répondant à une question, lors d'une conférence de presse, le président Gaviria a, à nouveau, estimé que les trafiquants de drogue devaient être jugés en Colombie, et non extradés vers les Etats-Unis. En juin 1991, M. Escobar avait accepté de se rendre après avoir reçu la garantie qu'il ne serait pas extradé. Il était, depuis, gardé dans la prison d'Envigado, qualifiée de *« prison de luxe »*, d'où il continuait à diriger son organisation, comme l'admet un communiqué publié mercredi par la présidence.

Selon le président du Congrès, M. Joe Blackburn, le chef du cartel de Medellin avait acheté la complicité de tous ses gardiens, et avait fait venir certains de ses ennemis dans l'enceinte de la prison, où il les avait jugés et condamnés à mort. Son transfert vers une prison militaire aurait été destiné à mettre un terme à ces pratiques. En outre, des travaux de réfection de la prison d'Envigado ne permettaient plus d'assurer une parfaite sécurité.

C'est mardi soir que Pablo Escobar et ses complices ont pris en otage un membre du gouvernement et trois hauts fonctionnaires – le vice-ministre de la justice, M. Eduardo Mendoza, le directeur général des prisons, le colonel Hernando Navas, et deux magistrats – venus superviser l'opération de transfert.

Les trafiquants se sont ensuite retranchés avec des armes prises à des gardes dans un tunnel qui fait partie des installations de la prison et qui était destiné à donner refuge au trafiquant de drogue en cas d'attaque en force contre le pénitencier, précisera par la suite le porte-parole du ministère de la justice à Bogota. Escobar a alors fait parvenir un communiqué et plusieurs messages enregistrés sur cassettes à des radios locales : *« Je préfère mourir, je ne me rends pas, je n'accepte pas d'être transféré dans une autre prison. »*

Les quatre fonctionnaires ont finalement été libérés mercredi matin par des forces spéciales de l'armée. Leur libération s'est déroulée au milieu d'une *« impressionnante fusillade »*, a déclaré M. Mendoza en relatant l'opération au cours d'une conférence de presse après son retour à Bogota. Trouvant le vice-ministre étendu sur le sol, un sergent des forces spéciales l'a protégé avec son corps avant de lui ordonner de ramper avec lui. *« Il m'a sorti à quatre pattes au milieu d'une pluie de balles »*.

Le vice-ministre n'a pas donné d'indications sur les éventuelles victimes de la fusillade. Il y aurait eu deux morts, selon diverses radios locales. D'autres radios ont fait état de six morts, tous des gardiens de la prison. Cinq complices d'Escobar ont été repris sur les quatorze qui l'accompagnaient dans sa fuite. – *(AFP, Reuter, AP.)*

Une prison en or

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Depuis sa reddition négociée le 19 juin 1991, M. Pablo Escobar menait une existence paisible dans sa prison de haute sécurité, au sommet d'une colline avec vue imprenable sur son fief d'Envigado. Vaste cellule, bureau-bibliothèque, salle de bains, tapis, tableaux, terrain de football et de volley. Il recevait des visites à peu près sans contrôle, même de nuit, de *son entourage, de ses onze avo*cats et de truands pourtant recherchés par la justice.

Le trafic de la drogue a continué en dépit de l'incarcération de Pablo Escobar, qui avait mis une sourdine à l'offensive sanglante du narco-terrorisme. Il n'en demeure pas moins qu'en moyenne quinze meurtres par jour ont été commis à Medellin depuis le début de 1992.

« La non-extradition de Pablo Escobar a été obtenue par le chantage et la pression de l'argent. Le gouvernement n'a pas touché à la fortune du trafiquant, avait déclaré M. Enrique Parejo, ancien ambassadeur, lui-même victime d'un attentat de la mafia et récemment élu au conseil municipal de Bogota. *On peut penser que la plupart des procès se termineront par des non-lieu ou que les peines ne seront pas à la hauteur des crimes »*.

C'est aussi ce que disaient les avocats de Pablo Escobar. Leur client faisait face à vingt-neuf chefs d'inculpation, *dont* trafic de stupé*fiants, attentats, assassinats, enlè*vements. Trois dossiers seulement avaient été abordés en un an. Parmi les pays invités à collaborer avec la justice colombienne, trois, dont les États-Unis et la France, avaient répondu.

Escobar n'avait avoué qu'un seul délit : l'envoi en France, via la Guadeloupe, d'un chargement de 400 kilos de cocaïne, et seulement comme *« intermédiaire »*. Pour bénéficier de la non-extradition adoptée en 1991 par l'Assemblée constituante, il rejetait en bloc tout le reste, l'assassinat de Luis-Carlos Galan, candidat libéral à la présidence, du dirigeant de gauche Bernardo Jaramillo, de plusieurs colonels de la police, du procureur Carlos Mauro ou du directeur du journal *El Espectador,* Guillermo Cano.

On croyait la prison-bunker de Pablo Escobar inviolable. Des spécialistes avaient néanmoins récemment renforcé les grillages électriques, les fossés, les champs de mines, les systèmes vidéo ; les patrouilles militaires avaient même été doublées, juste avant que le gouvernement ne décide, mardi 21 juillet, le transfert du *numéro un* du cartel et de quatorze de ses codétenus dans une caserne de l'armée.

M. N.

Une nation à la dérive

Sous le choc de l'évasion de Pablo Escobar, les Colombiens égrènent le catalogue de leurs illusions perdues : la paix avec la guérilla plus éloignée que jamais ; la violence et la délinquance en hausse ; le trafic de drogue en expansion ; la moralisation et la modernisation de la vie politique, annoncées dans la nouvelle Constitution de 1991, aux oubliettes.

BOGOTA

de notre envoyé spécial

« Rien au fond n'a vraiment changé », constate avec amertume l'écrivain et éditorialiste Plinio Mendoza. *« La situation est désolante »*, ajoute un ancien ministre de la justice. Le Parti libéral au pouvoir a perdu toute crédibilité, tout sens de l'éthique. La Colombie est un navire à la dérive.

En juillet 1991, après la reddition de Pablo Escobar, la popularité de M. Gaviria était au zénith. Un an après, le chef de l'État – contraint d'annuler sa participation au sommet latino-américain de Madrid – est conspué à Cali et à Barranquilla. A Medellin, des tracts demandent sa démission. En encourageant, l'an passé, les tentatives de rénovation de l'Assemblée constituante, M. Gaviria s'était appuyé sur les nouveaux courants politiques, les conservateurs, partisans de l'ouverture, de M. Gomez Hurtado, et l'Alliance démocratique M 19 de centre-gauche, issue de la guérilla.

Il fait maintenant la cour aux caciques, flatte les parlementaires, a légalisé leurs privilèges en échange d'une réforme fiscale, car l'État a besoin d'argent. La *« révolution sociale »* qu'il a proposée, lundi 21 juillet (vaste programme de dépenses publiques pour améliorer la santé, l'éducation et le logement des pauvres) n'a guère convaincu. Même le directeur de la rédaction du journal (lié au Parti libéral) *El Tiempo,* parle de « pagaille ».

Pendant une semaine, le pays a été isolé du monde par une grève totale des télécommunications, dont les employés s'opposent à la privatisation. Depuis trois mois, les Colombiens s'éclairent à la bougie ; l'électricité est coupée de six à huit heures chaque jour. Ces restrictions doivent durer au moins jusqu'à la fin de l'année. L'eau doit être également rationnée.

« Économisons l'énergie », recommandent des banderoles en travers des avenues de la capitale. Les restrictions d'électricité coûtent officiellement 3 milliards de dollars à la nation. La production industrielle a chuté de 6 % et le tourisme de 40 %. La crise de l'agriculture, selon le ministre, est *« la plus grave depuis un quart de siècle »*. A la sécheresse s'ajoute l'insécurité dans les campagnes (guérilla et banditisme) et la chute des cours mondiaux.

Le café est au plus bas et deux millions de petits producteurs sont menacés. Seule la construction connaît un boom, favorisé par le retour au pays de capitaux plus ou moins « sales », qui profitent d'une loi d'amnistie fiscale. Officiellement, 1,6 milliard de dollars ont bénéficié de cette mesure. On estime que 20 milliards sont encore réfugiés dans des banques américaines ou européennes. C'est plus que le total de la dette extérieure de la Colombie.

Des juges « sans visage »

La corruption reste à l'ordre du jour. Le général Medina Sanchez, ancien directeur de la police, est en prison pour *« enrichissement illicite »*. L'ex-maire de Bogota, M. Caicedo Ferrer, provisoirement élargi, a été incarcéré pour le même motif. *« La première source de corruption, c'est le budget de l'État »*, affirme un haut magistrat.

En dépit des saisies de cocaïne, en hausse, *« le trafic de drogue est très actif »*, reconnaît le général Pardo, commandant la quatrième brigade de Medellin. Il est bien placé pour en juger : la police a démantelé récemment un laboratoire géant au nord de la ville. *« La capacité de production de coca du pays est passée de 300 000 à 350 000 tonnes »*, affirme un enquêteur du CINEP (Centre de recherche dirigé par des jésuites).

« Treize départements sont maintenant affectés par l'extension des champs de pavot » (matière première de l'héroïne). Ceux plantés en 1991 dans les montagnes du Cauca et du Valle n'ont pas trop souffert, dit-on, des opérations de saupoudrage de pesticides, réalisées sporadiquement par des unités de la police. Le trafic de l'héroïne est contrôlé par la nouvelle vague du cartel de Cali, ville interdite, comme Medellin, aux ressortissants américains par leur ambassade.

Une avionnette chargée de 500 kilos de cocaïne au Pérou a été capturée par hasard en juin sur une piste isolée des Llanos (les grandes plaines de l'est). Les documents de bord étaient de complaisance. *« Une prise pour cinquante autres qui échappent à tout contrôle »*, commente un expert de la Drug Enforcement Agency (DEA), agence américaine de lutte contre le trafic de drogue.

Le gouvernement Gaviria s'était récemment félicité – un peu trop tôt – de la *« victoire de la légalité »* et du *« renforcement de la justice »*. Des juges théoriquement anonymes ont été désignés pour instruire les procès de trafiquants arrêtés mais le secret ne semble pas total. Les familles de plusieurs juges *« sans visage »* viennent d'être menacées de représailles.

Le Parlement, élu en octobre 1991, ressemble comme un frère à celui qui avait été dissous par la Constitutante. Absentéisme, clientélisme, privilèges et fonds secrets, arrangements de coulisse, népotisme : peu de parlementaires échappent aux sarcasmes de l'opinion. La relève de M. Gaviria est, de toute façon, assurée. Deux personnalités du Parti libéral, six des différentes fractions du conservatisme et le chef du M 19, M. Navarro, sont déjà sur les rangs pour une élection présidentielle qui n'aura lieu qu'en 1994.

MARCEL NIEDERGANG

La visite à Paris du président du Mexique

« Il y a encore beaucoup à faire pour démocratiser le pays »

nous déclare M. Carlos Salinas de Gortari

Sur le chemin de Madrid, où se tient, jeudi 23 et vendredi 24 juillet, le deuxième sommet ibéro-américain, le président du Mexique, M. Carlos Salinas de Gortari, a fait une halte de vingt-quatre heures à Paris, où il a rencontré mercredi MM. François Mitterrand et Roland Dumas, ainsi que de nombreux chefs d'entreprise. A l'occasion *de cette visite officielle* – sa première en France en tant que président, exception faite de sa participation aux cérémonies du bicentenaire de la Révolution en 1989 – M. Salinas nous a accordé un entretien, dans lequel il a notamment affirmé sa volonté de poursuivre la démocratisation de son pays.

Le président Salinas de Gortari – frêle moustachu à l'œil vif et rusé – va vite. Et les bouleversements qu'il a imposés aux Mexicains depuis que ces derniers l'ont élu de justesse en 1988 se sont accélérés ces derniers temps. Réorganisation budgétaire et financière ; privatisations massives ; modifications des formes de la propriété de la terre qui ont bousculé l'héritage de la révolution de 1910 ; reconnaissance officielle de l'église catholique.

Il est cependant un domaine – celui de la démocratisation de la vie politique – où le rythme est plus lent, quoiqu'on ne puisse plus tout à fait dire que le Mexique vit sous un régime de parti unique. Au pouvoir depuis 1919 à Mexico, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) accaparait aussi, *en truquant* systématiquement les élections, les postes de gouverneur des trente et un Etats du pays. Un premier État, la Basse-Californie, est passé en 1989 aux mains du Parti d'action nationale (PAN, opposition de droite), qui vient d'obtenir un autre succès, le 12 juillet, dans celui de Chihuahua.

Ce même jour se déroulaient dans le Michoacan, bastion du Parti de la *révolution démocratique* (PRD, opposition de gauche), des élections beaucoup plus contestées, où les observateurs ont relevé *« plus de cinq cents irrégularités »*. M. Salinas a félicité le candidat de son parti *« pour son triomphe électoral »*, dans un communiqué officiel publié alors que seulement 20 % des bulletins de vote avaient été dépouillés. Mais, explique-t-il, *« les sondages effectués par des instituts privés dans un certain nombre de bureaux de vote, où le scrutin était clos, lui donnaient l'avantage »*. D'après les résultats officiels publiés depuis, le PRI l'a emporté avec 55 % des voix. Le PAN a, quant à lui, obtenu l'an passé l'annulation de deux élections dans les États de Guanajuato et de San Luis Potosi, où le PRI avait été proclamé vainqueur.

« Il y a encore beaucoup à faire dans le processus de démocratisation, reconnaît M. Salinas, *mais nous sommes fermement décidés à poursuivre nos efforts pour améliorer le recensement électoral et pour nous doter d'autorités adéquates dans la surveillance des élections. »* Répondant aux critiques sur le déversement de fonds de son parti avant chaque scrutin, le président estime qu'il *« conviendrait de plafonner les dépenses électorales »* et qu'il *« serait bon que les citoyens sachent clairement ce que tous les partis ont dépensé »*. Des réformes vont être proposées dans ce sens. *« Par ailleurs, pour construire la démocratie, il faut de meilleurs partis »*, ajoute-t-il, en constatant une désaffection des citoyens à leur égard. *« Le PRI a entamé une profonde réforme et l'opposition va devoir faire davantage d'efforts »* pour lutter contre ce phénomène *« inquiétant »*, commun à beaucoup de pays.

La victoire du PAN au Chihuahua, interprétée par le *New York Times* comme le signe que le PRI *« a enfin appris à admettre ses défaites »*, est intervenue – opportunément, disent les mauvaises langues – à la veille d'une rencontre entre les présidents George Bush et Salinas, qui ont lancé la *« phase finale »* des négociations sur le traité de libre-échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique.

Confiant qu'un accord de principe pourra être annoncé *« dans les prochaines semaines »*, le chef de l'Etat mexicain reconnaît que les discussions restent ardues sur les derniers points. M. Salinas a notamment évoqué la délicate question des règles d'origine des produits, ainsi que les périodes de transition à prévoir pour certains secteurs comme *« l'automobile, le textile et l'agriculture »*. Ces périodes pourront être de *« cinq, dix ou même quinze années »*.

Le principe de l'entrée des intérêts nord-américains dans le capital des banques et des assurances est acquis depuis peu, mais les pourparlers se poursuivent sur les plafonds à autoriser. *« Il y aura dans le traité une clause explicite qui réservera aux Mexicains le contrôle du système financier du pays »*, a précisé M. Salinas. De même, *« la propriété, le contrôle des réserves pétrolières et le raffinage du brut »* resteront exclusivement mexicains, conformément à la Constitution.



« Sur ces points, j'ai clairement dit non aux Américains, en dépit de leur insistance », a-t-il assuré. Dans la pétrochimie secondaire, les investisseurs étrangers, dont la participation était autrefois limitée à 40 % du capital, sont depuis peu autorisés à prendre le contrôle total des entreprises.

M. Salinas se dit déterminé à veiller à ce que les entreprises nord-américaines ne profitent pas de l'ouverture des frontières pour tourner, à l'avenir, les réglementations de leur propre pays, en matière de protection de l'environnement : *« Dans l'agglomération de Mexico, où vivent quinze millions de personnes – « presque autant qu'en Amérique centrale » –, nous dépensons plus de 4,5 milliards de dollars pour améliorer la qualité de l'air. Dans la zone frontière, c'est plus de 400 millions. »*

Lancé en 1982 par son prédécesseur, M. Miguel de la Madrid, le *programme de privatisations* (banques, compagnies aériennes, téléphone, mines et sidérurgie) *« est pratiquement terminé »*. Seuls *« quelques ports, aéroports et services ferroviaires »* seront dénationalisés. *« De plus, nous commencerons, la semaine prochaine, à mettre sur le marché international une partie de notre réseau autoroutier, qui couvre au total 2 500 kilomètres. Parallèlement, un programme de construction, avec le secteur privé, d'un nouveau réseau de 5 000 kilomètres en cinq ans a été lancé »*, a ajouté le président.

A coups de progrès vers le néo-libéralisme, le Mexique est-il finalement en voie d'adopter, sur le plan économique au moins, un « modèle » américain autrefois si décrié ? *« Le néo-libéralisme comporte le risque d'aggraver les inégalités. Je suis convaincu qu'une politique économique de ce type ne peut pas réussir, si elle n'est pas accompagnée d'importants programmes sociaux. Nos dépenses dans ce domaine ont augmenté de 70 % depuis 1989. Nous les avons financées, non pas en imprimant du papier monnaie, mais en épargnant sur le service de la dette : les quelque 20 milliards de dollars que nous avons tirés des privatisations ont servi à réduire notre dette intérieure »*, a dit M. Salinas.

Son gouvernement a montré qu'il n'était pas prêt à sacrifier la souveraineté nationale, toujours aussi ardemment défendue, sur l'autel d'un rapprochement économique. Le récent arrêt de la Cour suprême américaine (*le Monde* du 17 juin), qui a légalisé le rapt au Mexique, en 1990, d'un médecin accusé de complicité dans l'assassinat d'un agent de la DEA (organisme américain chargé de la lutte contre le trafic de drogue) a été considéré comme un *« monstruosité »*. Bien que le président Bush l'ait assuré, par écrit, que son administration *« s'engageait à ne pas persister dans ce type d'actions »*, M. Salinas a jugé plus prudent de limiter les prérogatives des agents de la DEA au Mexique, de menacer de condamnation pour *« haute trahison »* les Mexicains qui se rendraient complices de tels enlèvements et de demander la renégociation du traité d'extradition bilatéral.

Ces limites étant fixées, le président mexicain attend du traité de libre-échange tripartite plusieurs effets secondaires : *« Nous espérons qu'il fera l'effet d'un électrochoc auprès des investisseurs français. »* Les capitaux allemands, britanniques et japonais ont commencé à affluer dans le pays dès que ce dernier a entrepris, il y a vingt-sept mois, des pourparlers avec Washington et Ottawa, mais l'Hexagone n'a guère réagi jusqu'à présent, au grand regret des autorités mexicaines. *« Arriver aujourd'hui au Mexique, c'est arriver à temps »*, a dit M. Salinas aux patrons français.

MARTINE JACOT et GUY HERZLICH

AMÉRIQUES

Variations latino-américaines

IV. – *Les feux mal éteints de la guérilla*

Nous poursuivons la publication de notre enquête sur l'Amérique latine par l'analyse de la situation en Colombie, au Guatemala et au Pérou, les trois principaux pays où des mouvements de guérilla poursuivent leur lutte armée. Nous publierons demain le volet annoncé sur l'Eglise en perte de vitesse. Les trois premiers volets de cette série ont été successivement consacrés à l'évolution des relations entre Washington et les pays latino-américains (*le Monde* du 21 juillet), à l'avenir de la démocratie sur le continent (*le Monde* du 22 juillet) et à la haute bourgeoisie (*le Monde* du 23 juillet).

SAN-JOSÉ-DEL-GUAVIARE (COLOMBIE)

de notre envoyé spécial

Les soldats, maigres et bruns, du bataillon colombien de parachutistes Joaquim-Paris étirent leurs carcasses fatiguées dans l'aube tropicale. Café, riz, haricots noirs, mijotent sous l'abri de fortune du poste. Dans un coin, un amoncellement de bottes sales et trouées. La jungle commence à 500 mètres avec la forêt. Armées de fusils d'assaut israéliens, les sentinelles de la nuit sont encore embusquées dans les hautes herbes. Des éléments des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie, pro-communistes) rôdent dans les parages.

Une patrouille, en file indienne, rentre en traînant les pieds. Elle a perdu deux hommes, et le lieutenant qui la commande, le torse bardé d'une cartouchière et d'une mitrailleuse, a la mine d'un collégien en faute. Il a plu toute la nuit. Le chantier, en contrebas de la future caserne, est inondé. L'héliport, désert, est à 1 kilomètre.

L'air de méchante humeur, le colonel Nino pique consciencieusement des punaises noires et rouges sur une carte des Llanos (immense plaine entre la cordillère orientale et la frontière vénézuélienne) : les nouvelles positions supposées des insurgés. *« En cas de coup dur*, dit-il, *nous faisons appel aux hélicos des brigades mobiles de Villavicencio. »* Il a une moue ironique : *« 400 000 kilomètres carrés de savane et de forêt à surveiller pour huit bataillons et quelques brigades mobiles, c'est un peu juste... »*

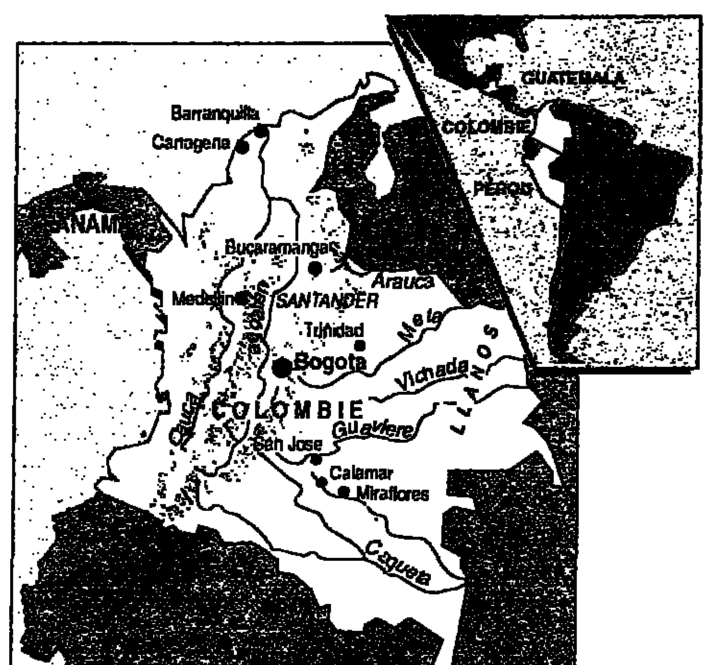
Un cocktail explosif

Le Guaviare, comme le Meta, l'Arauca, le Vaupes et le Vichada, est une terre de colonisation, de guérilla et de trafic de drogue, un cocktail explosif d'aventuriers et de migrants. San-José, Miraflores, Calamar, Trinidad : autant de bourgades du « Far West » surgies de rien, ayant attiré chercheurs d'or, tâcherons pour les plantations de coca, colons, paysans fuyant les hautes terres. La guérilla est à l'aise dans ces vastes espaces. Elle administre, rend la justice, prélève les impôts, enrôle de gré ou de force les adolescents. L'autorité de l'Etat ? Dans certains chefs-lieux et encore... Ce qu'un responsable local, la bouteille de rhum à la main, traduit à sa manière : *« Ici, c'est la zone rouge. La sécurité n'existe pas. Le boom de la coca a ralenti. Beaucoup, maintenant, retournent vers les cordillères, les terres froides du Tolima et du Cauca où les champs de pavot poussent comme des champignons. L'héroïne est le nouveau mirage. »*

Le sang a coulé et continue de couler dans les Llanos. A San José, trois maires, membres de l'Union patriotique (proche du PC), ont été successivement assassinés. Sous les palmiers poussiéreux de la place, des hommes en chemise blanche, visage fermé, racontent avec réticence les descentes de paramilitaires dans le bar voisin, les représailles de la guérilla, l'engrenage sans fin des règlements de comptes. Qui sympathise, qui est contre les FARC ? Le maire a un regard évasif. L'évêque, d'origine *basque, a la réputation de pouvoir* établir le *« contact »* avec les insurgés. Il nie à peine. *« Le premier barrage*, dit-il, *n'est qu'à 10 kilomètres. »*

Une jeep du bataillon passe au ralenti. Les soldats ont le doigt sur la gâchette. A l'embarcadère, un policier maussade contemple le flot puissant du Rio Guaviare, l'une des voies d'accès des produits chimiques importés par les trafiquants de cocaïne et d'héroïne. Le fleuve est, lui aussi, soumis à la vigilance des rebelles. Il y a trois jours, un sous-lieutenant de la marine a été tué par un tireur embusqué sur la rive. En amont, au-delà des chars, on atteint la sierra de Macarena, fief solide et traditionnel des FARC.

San-José est un microcosme. L'une parmi les innombrables bourgades isolées de Colombie, entre guerre et paix, dans le Valle, l'Antioquia, le Cordoba, le Santander. Cela dure depuis quatre *décennies. Comment les vents de* l'Histoire pourraient-ils arriver jusqu'ici ? La chute du communisme, à l'Est, s'est déroulée sur une autre planète. La guérilla multiforme de Colombie est la plus ancienne de toute l'Amérique latine. Elle ne semble pas près de baisser les bras. Une longue tradition d'abord. Le plus espagnol des pays d'Amérique du Sud est aussi celui des curés-guérilleros et des *bandoleros* de grands chemins. La guerre de mille jours, à la fin du dix-neuvième siècle, a fait 100 000 morts. Celle de la *« violence »*, de 1948 à 1953, guerre civile d'une cruauté exceptionnelle entre libéraux et conservateurs, 300 000 victimes. Demi-soldes et chefs de guerre ont pris des habitudes. Marulanda, numéro un militaire des FARC, bat la campagne depuis quarante ans. Toujours poursuivi, jamais pris.



Le M-19 et l'EPL (Armée populaire de libération, pro-chinoise) ont certes accepté, en 1990, de déposer les armes et de se plier à la légalisation offerte par le gouvernement. Leurs chefs se sont plus ou moins intégrés. Dans leurs troupes, beaucoup, déçus, sont retournés au maquis ou ont basculé dans la délinquance.

« Avec un fusil, on peut encore faire la loi »

Pourquoi cette persistance des guérillas ? *« Ils ne sont pas vraiment intéressés à la paix*, dit le général Bedoya, commandant de la deuxième division à Bucaramanga. *Avec un fusil on peut encore faire la loi... » « Ils persistent par inertie et par appât du jeu*, estime de son côté M. Gilbert Etcheverry, responsable au gouvernement de la réintégration sociale des ex-guérilleros. *Les chefs historiques ont la soixantaine. Ils ne peuvent plus évoluer. Ils n'ont d'ailleurs pas de projets politiques et l'ont fait savoir aux négociations de Caracas et du Mexique. »* M. Etcheverry déploie des cartes de Colombie, hachurées de gris, de rouge, de vert : les zones d'implantation de la guérilla, les régions où elle est légalisée depuis quatre ans et enfin, les secteurs d'action du gouvernement. Il ne reste guère de tache blanche dans ce pays. L'ELN (Armée de libération nationale, le mouvement colombien de guérilla le plus dogmatique, de tendance castriste) *« est devenue la première entreprise nationale, la plus riche, avec les dizaines de millions de dollars des extorsions et des impôts révolutionnaires »*, dit encore M. Etcheverry.

Les dirigeants de l'insurrection active font, bien sûr, une autre analyse. Ils estiment d'abord que leur situation est meilleure en 1992 (crise des institutions, crise économique, montée de la grogne populaire) qu'en 1991 (ouverture politique et Constituante). Ils spéculent donc sur les difficultés et le discrédit du gouvernement Gaviria et de la classe politique. La solution salvadorienne – ni vainqueurs ni vaincus – les incite à rechercher l'équilibre militaire sur le terrain et à réclamer une reddition ainsi qu'une épuration des forces armées et de la police. A l'argument du gouvernement selon lequel *« la guérilla n'a plus de justification idéologique et ne peut plus compter sur un soutien extérieur, pays de l'Est ou Cuba »*, ils répondent que l'aggravation de la crise sociale est un ferment de réformes latent et justifie encore le recours à la lutte armée.

Lassitude de la population ? Sans doute. Dans le Santander, le village d'El Carmen était étroitement contrôlé depuis vingt-cinq ans par l'ELN. Les paysans, fatigués des exécutions et du recrutement forcé des jeunes, se sont révoltés. Ils le paient cher. L'ELN a truffé les champs cultivés d'El Carmen de mines faisant de nombreux morts et mutilés. Un conflit un peu oublié, mais qui s'éternise.

Tout comme au Guatemala, autre guérilla encore active et *« ancienne »* puisqu'elle remonte pratiquement au renversement, en 1954, du gouvernement Arbenz avec l'aide et la bénédiction de la CIA. En quatre décennies, il y a eu 120 000 morts et 40 000 « disparus ». Hameaux stratégiques à la vietnamienne, napalm sur le superbe Quiché indien des hautes terres. Escadrons de la mort, 500 000 civils enrôlés dans des milices d'autodéfense. Comme en Colombie, l'ouverture des pourparlers de paix n'a guère fait bouger les choses. Lacs, volcans, forêts épaisses, cités coloniales et temples mayas : le Guatemala est une multiple splendeur. Il est aussi devenu, pour son malheur, le neuvième producteur mondial d'héroïne et un tremplin pour l'exportation de la cocaïne californienne vers les Etats-Unis. Le trafic de stupéfiants complique le jeu politico-militaire et la pacification. Selon l'archevêque de la capitale, on a déploré 132 exécutions sommaires depuis le début de l'année. Le président Serrano, un évangéliste, avait promis de mettre un terme à cette violence.

Il avoue aujourd'hui son désarroi. *« Nous luttons*, dit-il, *contre la culture de la mort. Avant, les guérilleros étaient marxistes. Maintenant ils ne sont plus rien mais ont conservé leurs armes »*.

Culture de la mort. Une formule sinistre qui s'applique parfaitement à la situation du Pérou, où les perspectives de pacification paraissent encore plus éloignées que partout ailleurs. *« Vive la guerre populaire ! » ; « Vive le PCP ! »* : les slogans du Sentier lumineux, habituels dans les bourgades désolées de la sierra andine, apparaissent aussi sur les murs sales des immenses bidonvilles de la périphérie de Villa-El-Salvador, au sud, à Comas, au nord. Signe que la perversion la plus fanatique et sectaire progresse, qu'elle applique son plan d'*« encerclement des villes »*, multiplie les attentats terroristes, attend son heure. *« Ils sont partout »*, dit un prêtre français qui s'accroche encore à sa paroisse misérable.

Avant même l'insurrection du Sentier lumineux, lancée en 1980, Lima a toujours vaguement redouté une avalanche populaire, la colère furieuse des pauvres (plus de deux millions de migrants de l'intérieur) installés dans des gourbis sommaires ou des cabanes en planches dans le désert côtier, et qui submergeraient l'ancienne capitale des vice-rois. L'arrivée des commandos de *« liquidation physique »*, composés de garçons et de filles de douze à seize ans entraînés à tuer, a fait monter d'un cran la peur latente dans les quartiers résidentiels. *« La nuit, la police s'enferme dans ses commissariats, le terrorisme a les mains libres pour agir »*, écrit la revue *Caretas*, dont les collaborateurs sont quotidiennement menacés d'attentat.

Le Sentier lumineux n'a pas, malgré quelques revers cuisants face aux milices paysannes d'autodéfense contrôlées par l'armée (les *rondas)*, abandonné ses fiefs de la sierra. Il maintient sa pression dans la vallée tropicale du Huallaga (zone de production extensive de la coca) et ses liens avec les trafiquants. Il a découragé les coopérants étrangers, isolés dans les villages de la montagne. D'importantes sociétés comme la Bayer allemande ont décidé de cesser leurs activités.

Il prétend avoir atteint la phase d'*« équilibre stratégique »*, et ses propagandistes affirment que les *bidonvilles*, ceintures de misère, seront le théâtre de batailles décisives. Langue de bois et prédictions apocalyptiques sont suffisamment à l'honneur dans ce mouvement pour que l'on conserve un doute raisonnable. Il marque souvent des points par simple intimidation.

Rien n'est jamais certain avec un mouvement hermétique qui ne revendique pas toujours ses actions. Le coup de force de M. Fujimori apporte de l'eau à son moulin en accélérant la polarisation de la société et en lui permettant peut-être de recruter dans des secteurs de gauche jusqu'alors hostiles ou réservés.

Au Pérou, comme en Colombie, il n'y a pas de cloison étanche entre les guérillas actives et des courants de gauche ou d'extrême gauche divisés et atomisés. Le tronc est commun. José-Carlos Mariategui (1894-1930), journaliste, écrivain, fondateur du premier Parti socialiste péruvien (d'où sont sorties toutes les formations d'extrême gauche, y compris le PC orthodoxe), affirmait que le *« problème national était celui de l'exploitation des masses indiennes »*.

« Hors du pouvoir tout est illusion »

L'APRA (Alliance populaire pour la révolution américaine social-démocrate) se réclame aussi, à l'occasion, de Mariategui, qui prophétisait des lendemains qui chantent *« sur des sentiers lumineux »*. L'ancien président Alan Garcia, alors au pouvoir, avoua lui-même publiquement son admiration pour le *« mysticisme »* et l'abnégation des militants du Sentier. Dans les premières années, le mouvement suscitait la sympathie, voire la collaboration de nombreux intellectuels. Ses excès sanglants et son sectarisme les ont éloignés. Mais la gauche péruvienne, viscéralement anti-américaine, déboussolée par l'effondrement du communisme, refuse parfois la réalité. Elle continue volontiers d'idéaliser un passé indien et inca (supposé parfait) et a tenté de justifier l'action armée par la nécessité de tempérer la misère séculaire des hommes de la sierra et aujourd'hui des miséreux des villes.

Ces liens subtils et la puissance du courant anti-américain expliquent en partie le succès de la guérilla. *« Hors du pouvoir, tout est illusion »*, proclame le Sentier. Certains secteurs de gauche, pourtant, continuent à préconiser un impossible dialogue avec des insurgés qui le refusent et qui s'inspirent d'une vision quasi religieuse et ultra-orthodoxe d'un marxisme-léninisme rejeté partout ailleurs dans le monde. La révolution culturelle chinoise était terminée lorsque Abimael Guzman, leader de l'organisation, déclencha un conflit qui a déjà fait au moins 25 000 morts. Imperturbable, il a repris le flambeau, champion autoproclamé de la *« seule véritable révolution communiste mondiale »*.

Il y a deux ans, un ouvrage de politique fiction, *Attila*, avait suscité un intérêt amusé à Lima. Le sujet : un coup d'Etat avait lieu au Pérou en 1992. Le Sentier était écrasé au prix de 600 000 morts et *une dictature s'installait pour longtemps*. La réalité est peut-être sur le point de rejoindre la fiction.

MARCEL NIEDERGANG

Prochain article :

Une Eglise en perte de vitesse
par Jean-Michel Caroit
Bertrand de La Grange
et Denis Hautin-Guiraut

AFRIQUE

ALGERIE : dans sa première intervention télévisée

Le premier ministre appelle les Algériens à une « nécessaire » austérité

Trois jours après la formation de son gouvernement, le premier ministre, M. Belaïd Abdesslam, a exposé, mercredi 22 juillet, au cours d'une déclaration télévisée, les grandes lignes de son action future. Annonçant à ses concitoyens *« rigueur »* et *« abnégation »* – *« comme jamais »*, – il a affirmé son intention de mener une *« lutte implacable* [contre] *toutes les formes de corruption »*, tout en soulignant la nécessité de *« restaurer l'autorité de l'État »* compromise sous le régime du président Chadli.

ALGER

de notre correspondant

Il y a eu la période du *« regretté Houari Boumediène »* et celle du *« regretté Mohamed Boudiaf »*. Entre les deux : la parenthèse Chadli, durant laquelle *« l'Algérie a été frustrée de son avenir* [et] *l'Etat livré au jeu des intérêts personnels, dévoyé de ses missions essentielles et en fin de compte, bafoué »*. Pour sa première intervention télévisée depuis sa nomination au poste de premier ministre, M. Belaïd Abdesslam, n'a pas mâché ses mots, dressant un bilan sévère du régime Chadli, promettant une lutte implacable contre la corruption et avertissant les Algériens que l'austérité était à nouveau à l'ordre du jour. Le programme du premier ministre, qui devait être présenté mercredi au Haut Comité d'Etat, n'a été exposé qu'en pointillé. Seuls ses principes ont été dévoilés. Selon M. Abdesslam, la condition *sine qua non* d'une solution à la crise réside dans une plus grande rigueur, couplée à une lutte implacable contre toutes les formes de corruption. Aux dires des milieux économiques algériens, le premier ministre aurait d'ailleurs évoqué son intention de mener prioritairement une lutte résolue contre le *« trabendo »* (l'économie parallèle) en renforçant sensiblement les moyens et les effectifs des services douaniers.

Bâtir une économie efficiente

Traditionnellement considéré, à cause de ses anciennes fonctions de ministre de l'industrie sous la présidence de Houari Boumediène, comme un partisan du socialisme, M. Abdesslam a aussi voulu montrer qu'il savait tenir compte des réalités internationales nouvelles. *« Il faudra s'atteler à bâtir une économie efficiente qui tienne compte des évolutions et des contraintes de notre temps »*, a-t-il précisé, en soulignant l'utilité de *« l'ouverture sur le monde d'aujourd'hui »* et en affirmant que l'Algérie *« poursuivra et renforcera sa coopération internationale sur des bases saines et équilibrées »*. Mais, pour ce faire, il faudra compter *« sur nos propres ressources »*.

Bref, le premier ministre n'a pas caché que la période à venir sera rude : *« L'effort que la situation actuelle impose à chaque citoyen et à chaque citoyenne sera douloureux. »* Une claire mise en garde à l'adresse des Algériens pour que ces derniers s'apprêtent à se serrer la ceinture. C'est là toute la difficulté du nouveau premier ministre. Même s'il précise que l'austérité promise devra être *« équitablement partagée »*, il lui faudra tenir compte de la résistance d'une population inquiète de la montée des prix et des licenciements qu'une réorganisation de l'économie pourrait entraîner. Dans une déclaration rendue publique le 21 juillet, le secrétaire général de l'UGTA, la grande centrale syndicale algérienne, avait préventivement appelé à *« empêcher les licenciements massifs qui se préparent »* en même temps qu'il demandait la *« révision des décisions de hausse des prix du pain, du lait et de la semoule »*, aliments de base des Algériens.

M. Abdesslam, enfin, ne pouvait pas faire moins, alors que les attentats se poursuivent à travers le pays, d'affirmer sa volonté de restaurer *« l'autorité de l'Etat »*. *« Il faut que cessent les actions de déstabilisation*, a-t-il affirmé, *pour que cesse de couler le sang des Algériens. Il n'y aura pas de sortie de la crise, et encore moins de reprise du développement, sans moralisation de la vie publique et sans un climat politique et social sain »*. Au même moment, le Haut Comité d'Etat (HCE) appelait au dialogue partis et personnalités politiques de l'opposition, sans préciser si cette invitation s'adressait également aux islamistes, qu'ils soient de tendance « modérée » ou « radicale ». – *(Intérim.)*

□ **Attentats à l'explosif à Alger.** – Une bombe artisanale, placée dans une cabine téléphonique de la Grande-Poste d'Alger, a pu être désamorcée à temps, mercredi 22 juillet, à la suite d'un appel téléphonique anonyme. Le même jour, un autre engin, placé dans une salle de cinéma du centre de loisirs de Ryad El Feth, a, lui, explosé, ne faisant aucune victime mais causant des dégâts matériels. Par ailleurs, la radio algérienne a annoncé mercredi que les recherches entreprises depuis le 17 juillet pour intercepter un groupe d'islamistes armés dans la région de Sétif, se poursuivaient toujours. – *(AFP, Reuter.)*

□ **TOGO : le référendum constitutionnel a été fixé au 23 août.** – Le gouvernement de transition a fixé, mercredi 22 juillet, la date du référendum sur le projet de nouvelle Constitution au dimanche 23 août. Le projet de loi fondamentale contient un article qui prolonge, jusqu'à la mise en place des nouvelles institutions, la durée de la transition. Celle-ci devait se terminer le 28 août, conformément aux décisions prises par la Conférence nationale un an plus tôt. – *(AFP.)*

□ **CENTRAFRIQUE : *« Grand débat national »* en août.** – Par décret, le chef de l'Etat, le général André Kolingba, a fixé l'organisation d'un *« grand débat national »* du 1er au 20 août, a indiqué une source officielle à Bangui, mercredi 22 juillet, neuf jours après la clôture des travaux de la Commission nationale préparatoire (CNP), qui avait défini les objectifs de ce forum. La Concertation des forces démocratiques (CFD, union de l'opposition), qui réclame une *« conférence nationale souveraine »* au lieu du *« grand débat »* proposé par le pouvoir, avait refusé de participer aux travaux de la CNP. – *(AFP.)*

Invité du président Ben Ali

M. Chirac vante le « miracle tunisien »

TUNIS

de notre correspondant

« La Tunisie fait l'admiration des pays européens et africains car elle est un pays qui connaît une situation économique dynamique avec une croissance forte, une gestion intelligente et sage qui va permettre de parler de miracle tunisien » a déclaré M. Jacques Chirac qui était, mercredi 22 juillet, pour quelques heures, l'invité à Tunis du président Ben Ali.

Et comme si des propos aussi élogieux ne suffisaient pas au plaisir de son hôte, le maire de Paris, interrogé au cours d'une conférence de presse sur le problème – plus que jamais à l'ordre du jour ici – de l'islamisme, s'est dit convaincu que la Tunisie, *« pays de vieille tradition, de vieille culture, de tolérance, tout à fait intégré dans les principes démocratiques »*, était à l'abri de ce danger.

En affirmant qu'il condamnait *« formellement »* les bénéficiaires du droit d'asile – *« à ne pas confondre avec le droit à l'agitation »* – qui utilisent en Europe leur statut pour se livrer à des activités politiques contre leur pays d'origine, M. Chirac a très probablement répondu aussi à l'attente des autorités tunisiennes.

Ces dernières, en effet, ne cachent plus leur irritation devant *« la bienveillance »* dont fait preuve l'Europe, et singulièrement la France, à l'égard de chefs islamistes actuellement jugés par contumace par le tribunal militaire de Tunis.

Interrogé sur sur les raisons de cette visite éclair et inopinée, M. Chirac s'est borné à répondre : *« Je suis venu pour le plaisir et l'amitié. »*

MICHEL DEURÉ

□ **Grâces présidentielles à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la République.** – 767 détenus ont bénéficié d'une libération conditionnelle à la suite d'une grâce présidentielle accordée à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la proclamation de la République, qui sera célébré samedi 24 juillet. Le ministère *tunisien de l'intérieur a, de son* côté, annoncé que 1 191 condamnés, déchus de leurs droits, avaient été réhabilités. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

LIBAN

La mort de l'ancien président Soleiman Frangié

Chrétien nationaliste mais ami des Syriens

Ancien président de la République libanaise, Soleiman Frangié est décédé, jeudi 23 juillet, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, à l'hôpital de l'Université américaine de Beyrouth, où il avait été admis il y a plusieurs semaines.

Porté à la tête de l'Etat en 1970 sous la bannière d'un affrontement avec les Palestiniens et, donc, à l'époque, avec les musulmans et la gauche, Soleiman Frangié est certes le président – chrétien – sous le mandat duquel la guerre a commencé, en 1975. Mais il laisse aussi l'image d'un interlocuteur admis et respecté, d'abord par les musulmans. Celle en tout cas d'un patriarche qui aura épargné à son fief du Nord les cataclysmes qui ont dévasté le reste du pays.

D'un bout à l'autre de son itinéraire, Soleiman Frangié aura été fidèle à une idée simple : garder coûte que coûte des relations privilégiées avec la Syrie. Sans pour autant sacrifier un nationalisme farouche. L'un, selon lui, n'empêchant pas l'autre.

Né en 1910, Soleiman Frangié coulait une existence provinciale presque sans histoires – malgré une réputation de *« dur aux nerfs d'acier »*, tireur d'élite, d'un courage et d'un sang-froid à toute épreuve, – second fidèle et efficace d'un frère aîné, Hamid Frangié, qu'un parcours exemplaire destinait à la présidence de la république. *Peu avant la cinquantaine*, ce qui eût dû être pour lui un désastre, fut la chance de sa carrière. Obligé de fuir la justice en 1957, après avoir fait le coup de feu dans une église de son Nord natal, il se retrouve à Lattaquieh, en Syrie, où un jeune lieutenant d'aviation, Hafez El Assad devient son partenaire de trictrac et son ami.

Dissensions du camp maronite

Son frère gravement malade, Soleiman Frangié prend tout naturellement la relève : député, puis ministre, et enfin président. Commencé dans l'euphorie, son mandat s'achève en 1976 dans le drame. L'Etat agonise et les milices – dont la sienne – s'imposent, l'armée syrienne a déjà pris pied au Liban, sans avoir neutralisé Israël, ni chassé les fedayins palestiniens.

Son alliance avec la Syrie est à l'origine des premières dissensions avec ses partenaires chrétiens, qu'il refuse de suivre dans leur hostilité envers Damas et, plus encore, dans leur alliance avec Israël. Un raid, monté par la jeune garde des Forces libanaises (chrétienne), galvanisée par Béchir Gemayel, se termine, en 1978, dans un bain de sang. Son fils Tony, sa bru et leur fille sont tués, ainsi que trente-deux de ses partisans. La rupture du camp chrétien est consommée.

C'est alors pour Soleiman Frangié une traversée du désert d'autant plus pénible qu'en même temps son ennemi Béchir Gemayel progresse rapidement vers la présidence. L'assassinat de ce dernier, en 1982, n'est peut-être pas son œuvre, mais fut salué par des tirs de joie sur ses terres de Zghorta et Ehden.

Amine Gemayel succède à son frère Béchir à la présidence, et bénéficie d'abord de la sollicitude de Soleiman Frangié, jusqu'à ce que celui-ci, en 1986, le traite de *« tête malade »* de l'État. L'ancien président reprend du service politique et se veut le dernier rempart des droits des maronites, dont il sauve la mise aux conférences interlibanaises de Genève et de Lausanne, grâce à ses liens avec la Syrie. Il croit que cela peut à nouveau faire de lui le chef de l'Etat. Mais il échoue en 1988, victime de l'obstruction de ses rivaux chrétiens et de la réticence des Etats-Unis. Résultat : une vacance du pouvoir qui devait durer plus d'un an et l'équipée du général Michel Aoun, à laquelle il ne fut pas insensible malgré le combat mené contre ce dernier par ses amis syriens.

LUCIEN GEORGE

□ **Raid aérien israélien au Liban-sud.** – Deux jours après la mort d'un soldat israélien lors d'attaques du Hezbollah pro-iranien contre la « zone de sécurité » occupée par Israël au Liban-sud, quatre avions israéliens ont effectué, jeudi 23 juillet, un raid contre une place-forte du mouvement intégriste, dans la localité de Mlita et ses environs, a indiqué la police libanaise. Cinq soldats israéliens avaient été blessés dans les attaques du Hezbollah. – *(AFP.)*

Les pressions sur l'Irak

Suite de la première page

Les experts de l'ONU font valoir qu'une telle inspection est conforme à leur mandat qui leur fait obligation, aux termes de la résolution *687, de contrôler l'élimination* des armes de destruction massive encore aux mains du gouvernement irakien. Et celui-ci dénonce une atteinte à sa souveraineté.

Alors qu'elle était harcelée par des manifestants et après qu'un de ses membres eut été attaqué à l'arme blanche, M. Silver a pris la décision, mercredi, de retirer son équipe des abords du ministère devant lequel elle campait depuis le 5 juillet. A l'ONU, à New-York, le patron de la mission d'inspection, le Suédois Rolf Ekeus, a évoqué devant la presse les *« conséquences graves et même tragiques »* qu'allait entraîner le refus persistant du gouvernement irakien. Les membres du Conseil de sécurité ont eu des entretiens avec l'ambassadeur irakien, M. Abdul Amir al-Anbari, qui n'a guère semblé impressionné : *« Quelques bombes sur Bagdad ou ailleurs ne changeront pas notre position. Cela ne nous fait pas peur »*, a dit le diplomate. Une opération militaire menée par les Occidentaux, a-t-il poursuivi, *« équivaudrait à ouvrir une boîte de Pandore dans l'ensemble de la région, pas seulement en Irak »*.

« La bataille du ministère de l'agriculture »

La veille, le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, avait rappelé que les Etats-Unis avaient sur place les moyens d'une intervention, avec treize bâtiments de guerre dans le Golfe autour du porte-avions *Independence* – sans compter les navires dont ils disposent en Méditerranée. Comme pour ajouter de la crédibilité à ces menaces, de sources proches du pouvoir, on se faisait fort de distiller quelques hypothèses militaires : bombardements sur dix-sept sites militaires repérés depuis longtemps ; bombardement de la route reliant Bagdad à la frontière jordanienne (et par laquelle transiterait du matériel militaire, en violation de la résolution 687) ; bombardement des unités qui assurent la défense rapprochée du président Saddam Hussein.

Depuis quelques jours, les diplomates des pays membres du Conseil de sécurité multiplient les « fuites » à la presse sur l'inéluctabilité d'une intervention militaire occidentale contre Bagdad si le régime irakien ne cède pas dans « la bataille du ministère de l'agriculture ». A Washington et à New-York, les spéculations allaient bon train sur l'issue de cette nouvelle guerre des nerfs. Une certitude : le départ du personnel de l'ONU de l'Irak – *pas* encore à l'ordre du jour – pourrait être le signal d'une éventuelle opération militaire.

Toutefois, un très haut responsable militaire occcidental a dit son scepticisme sur l'imminence d'un bombardement : *« On va lâcher quelques bombes et après ? Qu'est-ce qu'on fera après ? »* D'autres s'interrogent sur l'opportunité « électorale », pour M. Bush, d'une action armée qui soulignerait, une fois de plus, les limites des résultats de la guerre menée contre l'Irak en 1991 et l'échec de l'embargo qui est imposé depuis à ce pays et punit davantage les populations kurdes et chiites que les dignitaires du régime. Si l'embargo avait pour objet de « fragiliser » le régime baasiste, c'est apparemment raté puisqu'on semble, au contraire, assister à un durcissement. En témoignent non seulement l'actuelle épreuve de force, mais aussi les récents attentats perpétrés contre le personnel de l'ONU et contre Mme Danielle Mitterrand dans le Kurdistan.

Le tour d'horizon des rumeurs à l'ONU et à Washington ne serait pas complet sans évoquer celles qui indiquent que ces « bruits de bottes » seraient surtout destinés à faciliter ou à encourager des tentatives de coup d'Etat à Bagdad.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

ASIE

La conférence de l'ASEAN à Manille

Les pays d'Asie du Sud-Est restent « préoccupés » par les intentions de la Chine

En dépit des assurances renouvelées de Pékin sur ses intentions pacifiques, les Etats de la région manifestent une *« préoccupation croissante »* à l'égard de la diplomatie chinoise en Asie du Sud-Est. C'est, du moins, l'impression laissée par la 25e conférence ministérielle de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN), réunie à Manille les mardi 22 et mercredi 23 juillet (*le Monde* du 22 juillet).

BANGKOK

de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Les ministres des affaires étrangères de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) – Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande – ont pris bonne note des propos rassurants que leur a tenus M. Qian Qichen, leur homologue chinois, présent en tant qu' *« invité »*. La Chine, leur a-t-il déclaré, s'engage à ne pas combler le vide créé par le retrait militaire américain des Philippines et à résoudre par la négociation tout conflit territorial. Il a réitéré la proposition chinoise d'un développement conjoint de l'archipel disputé des Spratleys et proposé, ce qui est nouveau, la création d'un mécanisme de consultation entre la Chine et l'ASEAN sur les questions affectant la sécurité de la région.

L'attitude chinoise a été accueillie avec une prudente satisfaction, ainsi que le souligne le communiqué final de la conférence, qui demande que les questions de souveraineté en mer de Chine méridionale soit abordées avec *« retenue »* et résolues par la négociation. Mais le ministre malaisien des affaires étrangères a souligné l'inquiétude générale en déclarant que *« en dépit de cette politique très positive, de nature à favoriser la confiance, la Chine doit expliquer ce qu'elle fait sur le terrain »*. Il faisait ainsi allusion à l'attribution par Pékin d'une concession pétrolière à une société américaine dans un secteur revendiqué par le Vietnam et au renforcement, début juillet, des garnisons chinoises sur six îles des Spratleys.

« Soutien total » à l'ONU au Cambodge

Dans son discours d'ouverture, le nouveau président philippin Fidel Ramos avait averti que les rivalités en mer de Chine se traduiraient, faute de négociation, par *« des développements périlleux »*. Le débat doit être repris vendredi, toujours à Manille, entre l'ASEAN et ses sept *« partenaires »*, en tête desquels figurent les États-Unis et le Japon.

Ni Washington ni Tokyo ne souhaitent, bien entendu, que la Chine et l'ASEAN mettent sur pied le *« forum »* réclamé par M. Qian pour aborder les questions de sécurité régionale. Tout en fermant leurs bases aux Philippines, les Etats-Unis ont élaboré un système de coopération avec plusieurs pays de l'ASEAN qui souhaitent le maintien d'une présence militaire américaine dans la région.

Même quand la Russie, ainsi que l'a déclaré à Manille son ministre des affaires étrangères, *« n'est pas pressée »* d'évacuer la base aéronavale vietnamienne de Cam-Ranh, Washington entend faire comprendre qu'aucun vide stratégique ne sera susceptible d'être exploité en Asie du Sud-Est. Le message, adressé avant tout à la Chine, a également pour objet de rassurer les alliés régionaux des Américains.

Autre signe des temps, le Vietnam et le Laos ont accédé, comme prévu, au statut d'*« observateurs »* auprès de l'ASEAN, dont seule la Papouasie-Nouvelle-Guinée bénéficiait jusqu'alors. Ce développement, ainsi que l'appel de l'ASEAN en faveur de l'application des accords de Paris et son *« soutien total »* à l'action des Nations unies au Cambodge, soulignent le rapprochement entre Hanoï et l'Association alors que les relations sino-vietnamiennes, normalisées en novembre dernier, connaissent un net refroidissement à cause des Spratleys.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CAMBODGE

Paris se « réjouit du message clair » de l'ONU aux Khmers rouges

Le Quai d'Orsay s'est *« réjoui du message clair »* adressé, mardi 21 juillet, par le Conseil de sécurité des Nations unies aux Khmers rouges (*le Monde* du 23 juillet) dans une résolution prévoyant la suspension de l'aide internationale aux partisans de M. Pol Pot aussi longtemps qu'ils continueront à bloquer le processus de paix. Le représentant de l'ONU à Phnom-Penh, M. Akashi, a critiqué *« le ton et le contenu des dernières émissions* [de la radio khmère rouge] *qui sont non seulement inexactes mais semblent également avoir pour but de susciter la haine raciale et de saper les efforts de l'ONU »*. D'autre part, l'ONU a obtenu que les détenus du régime de Phnom-Penh ne seront plus enchaînés dans leur prison. Les fers, qu'ils portent vingt heures par jour, seront supprimés, et le cas de tous les détenus sera examiné pour savoir s'ils seront jugés ou libérés. – *(AFP.)*

La campagne du référendum du 20 septembre

M. Pierre Bérégovoy : « Si par malheur le « non » l'emportait il n'y aurait pas de deuxième chance pour la France et ce serait terrible »

M. Pierre Bérégovoy s'est longuement exprimé, mercredi après-midi 22 juillet, sur RTL, en faveur de la ratification du traité de Maastricht, qui fait l'objet de la question posée aux Français le 20 septembre par référendum. Le premier ministre a mis en garde ses concitoyens contre la victoire du « non », qui serait, selon lui, *« terrible »*. *« Si par malheur le « non » l'emportait, l'Europe se déferait,* a souligné M. Bérégovoy. *Il n'y aurait pas de deuxième chance pour la France. »*

M. Pierre Bérégovoy a consacré la plus grande partie de son intervention au débat sur Maastricht. Il a indiqué notamment : *« Il faut s'occuper de l'Europe, et non de politique intérieure. Lorsque M. Valéry Giscard d'Estaing dit que l'Europe c'est la sienne, il ne rend pas un service à la construction européenne. Lorsqu'il dit que les Français veulent se débarrasser des socialistes, il anticipe sur les élections législatives. »*

Le premier ministre a invité les hommes politiques *« de droite et de gauche »* à faire campagne en faveur de la ratification : *« Le traité s'inscrit dans la continuité de la politique européenne de la France. L'Europe est une garantie de paix, d'équilibre dans le monde et, à terme, une plus grande prospérité pour l'ensemble des citoyens. Que ceux qui veulent bien participer* [à sa construction], *quelle que soit leur origine politique, y participent clairement. (...) Dire* [comme le socialiste Jean-Marie Bockel] *qu'il y aura un « oui » de gauche est juste. Mais tout cela est secondaire par rapport à l'enjeu. »*

Evoquant le *« cartel des « non », du refus »* au traité sur l'Union européenne, le premier ministre s'est demandé : *« Qu'y a-t-il de commun entre M. Le Pen, M. Marchais et M. Séguin ? Si le « non » l'emportait, pourraient-ils gouverner ensemble ? A l'évidence, non. Pourraient-ils reconstruire quelque chose après ? Non. Si par malheur le « non » l'emportait, l'Europe se déferait. On ne peut pas dire qu'après on pourrait reconstruire, ce ne serait pas exact. (...) Il n'y aurait pas de deuxième chance pour la France, et ce serait grave, ce serait terrible (...)* [car] *l'Europe est aussi un facteur d'unité face à la puissance économique du Japon, face à la puissance politique et économique des Etats-Unis. L'Europe est un facteur d'équilibre. On est plus fort à douze, à treize ou à quatorze que tout seul. »*

Les tensions monétaires

D'autre part, a-t-il ajouté, *« les partisans du « non » sont tous pour l'Europe, mais pour une Europe différente. S'ils sont pour l'Europe, qu'ils commencent par voter « oui », et s'il y a des améliorations à apporter à l'Europe, on les fera ensuite. En effet, l'Europe n'a jamais été figée. (...) L'Europe est une création continue. L'arrêter serait terrible, la continuer sera toujours possible. On pourra toujours perfectionner, mais on ne pourra pas remettre en chantier ce qui aura été détruit. »*

M. Bérégovoy a évoqué les inquiétudes suscitées par la puissance de l'Allemagne en disant : *« Parfois, j'entends dire qu'il y a l'Allemagne qui est un grand pays, mais, moi, je souhaite une Allemagne européenne. Je ne souhaite pas une Allemagne hors de l'Europe. Or, si la France fermait aujourd'hui la porte de l'espérance à l'Europe telle qu'elle est construite, tous les pays pourraient se considérer comme libres de toute obligation. Est-ce que c'est ce que veulent les partisans du « non » ? Je ne le crois pas, mais ils commettent une grave erreur de jugement. Il faut consolider ce qui existe à douze, l'élargir à ceux qui veulent nous rejoindre. (...) Cette communauté devra par la suite s'associer aux pays de l'Europe de l'Est,* [mais] *on ne pourra pas faire aujourd'hui l'économie du processus européen. Prendre le risque de défaire l'Europe, c'est prendre le risque de réveiller des antagonismes qui ont fait tant de mal au cours de ce siècle. (...) Tous ceux qui ont tiré les leçons des événements de ces cinquante dernières années sont pour la construction européenne. Ce n'est pas l'Europe de Giscard, de Chirac, de Fabius qu'il faut construire, c'est l'Europe de la France. »*

PILE : JE VOTE OUI COMME "BÉRÉ".
FACE : OUI COMME GISCARD.
PESSIN

M. Bérégovoy a ensuite abordé les tensions actuellement perceptibles sur les marchés financiers et monétaires. *« Le problème, c'est qu'il n'y a pas assez de coopération à l'échelle du monde. D'un côté, les Américains baissent les taux d'intérêt et font baisser le dollar parce qu'ils ont été dans l'incapacité de réduire leur déficit budgétaire. (...) D'un autre côté, les Allemands, confrontés au problème de l'unification, sont devant des difficultés. Le monde souffre de situations différentes et d'une coopération insuffisante. Il faut que l'on revienne à l'esprit du Plaza* (1) *lorsque, en 1985, nous avons pris des décisions »*, a-t-il déclaré.

Ces perturbations ont d'ailleurs renforcé sa conviction dans la nécessité de la ratification de Maastricht. *« Si l'Union économique et monétaire existait et si, à l'intérieur de la Banque centrale européenne, il y avait des représentants de tous les pays, nous serions associés à toutes les décisions. Je trouve argument dans la situation actuelle pour aller plus loin. La crise actuelle exige non pas moins d'Europe mais plus d'Europe »*, a-t-il souligné.

« Qu'ils cessent de dire que la France va mal ! »

Le premier ministre a ensuite dressé le bilan de la politique économique menée par le gouvernement. *« La véritable origine de la crise vient des difficultés de la situation américaine. Dans cette affaire, je demande aux marchés financiers de juger les économies des pays sur les performances. La France est le pays qui a le plus bas taux d'inflation,* [elle] *dégage depuis plusieurs mois un excédent de son commerce extérieur,* [elle] *a un déficit des finances publiques maîtrisé. Il n'y a aucune raison pour que la Bourse baisse et pour nous ne trouvions pas les moyens à nouveau d'agir sur les taux d'intérêts. »*

Il a adressé un message à l'opposition. *« Je voudrais dire* [à ses] *responsables qu'il faut également qu'ils tiennent un discours responsable. Ils doivent penser à la France, et non pas simplement à leur victoire hypothétique de 1993. Qu'ils disent que tout n'est pas mal dans le comportement du gouvernement, qu'ils cessent de dire que la France va mal, alors que tous les experts internationaux reconnaissent nos résultats. »* M. Bérégovoy a aussi évoqué *« le problème préoccupant du chômage »*. *« Tout est fait et tout sera fait pour que le cap des trois millions des demandeurs d'emplois ne soit pas atteint. Il n'y aura pas trois millions de demandeurs d'emplois. »*

« Le gouvernement est irréprochable »

Le premier ministre a enfin abordé les « affaires » liées au financement des partis politiques et les rapports entre la justice et le gouvernement. *« Il faut que la justice soit indépendante et qu'elle soit sereine. Il faut aussi rappeler un principe qui vaut pour tous : inculpation ne veut pas dire condamnation. Il faut que ce point soit éclairci. (...) Je suis contre le fait que le pouvoir politise la justice, mais je souhaite aussi que la justice ne politise pas les affaires. »*

Interrogé à propos de l'enquête préliminaire, citée par *le Figaro* du 22 juillet, menée sur les activités de la société d'édition nantaise SNEP, il a indiqué que *« le garde des sceaux n'a pas eu à geler la procédure. Il ne l'aurait pas fait en toute circonstance, le procureur a fait son métier »*. *« Y a-t-il dans cette affaire des éléments qui établissent des financements à des fins politiques qui soient en contradiction avec la loi qui désormais les réglemente ? Je n'en sais rien, ce n'est pas à moi de le dire. Pour l'instant, dans cette affaire, je constate que le secret de l'instruction est violé, que la présomption d'innocence est bafouée et que le gouvernement est victime d'une contre-vérité car il n'a pas eu, ni de près ni de loin, à connaître ce dossier. Le gouvernement est irréprochable et je ne comprends pas qu'il ait pu être mis en cause dans un grand organe d'information »*, a conclu M. Bérégovoy.

Le premier ministre a ensuite abordé brièvement la question de l'implantation du Grand Stade prévu pour la Coupe du monde de football qui se déroulera en France en 1998. *« Il semble*, a-t-il dit, *qu'à Melun-Sénart le conseil général concerné ne soit pas prêt à dégager les crédits nécessaires. De leur côté, Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, et Michel Sapin, conseiller municipal de Nanterre, se sont prononcés en faveur de Nanterre comme lieu de construction de ce Grand Stade. Je constate le fait. Je vais étudier de très près ce dossier. »*

(1) Le 22 septembre 1985, à l'hôtel du Plaza de New-York, les cinq pays les plus industrialisés, les Etats-Unis, le Japon, la Grande-Bretagne, la République fédérale allemande et la France, s'étaient entendus pour assurer une baisse contrôlée du dollar, alors surévalué. Les accords du Plaza avaient été prolongés, le 22 février 1987, par les accords du Louvre pour répondre à la chute brutale, sur les marchés, de la monnaie américaine.

L'autre diagnostic économique

Suite de la première page

Le désendettement des entreprises et des entreprises s'y révèle plus lent que prévu.

La Grande-Bretagne n'a pas eu le temps de sortir de la crise que déjà le premier ministre, M. John Major, annonçait mercredi un objectif de réduction drastique des dépenses publiques, au risque d'aggraver encore la conjoncture outre-Manche. L'austérité est aussi à l'ordre du jour à Rome et à Madrid.

Quant aux deux anciennes locomotives de l'économie mondiale, l'Allemagne et le Japon, elles sont aux prises avec des difficultés nettement plus graves que prévu, la première pour absorber sa moitié (l'ex-RDA), la seconde pour gérer les conséquences du dégonflement de la bulle financière et immobilière. Outre-Rhin, les responsables sont surtout préoccupés par la lutte contre l'inflation. A Tokyo, les dirigeants hésitent à donner un véritable coup de fouet à une activité qui reste faible.

A quoi a donc servi Munich ?

Il faut revenir *« à l'esprit des accords du Plaza »*, *« il faut une véritable coopération économique et monétaire internationale »*, en conclut M. Bérégovoy. Il est vrai qu'après le relèvement du taux de l'escompte par la Bundesbank et la baisse du dollar, on peut se demander à quoi a donc bien pu servir la réunion du G 7 à Munich au début de ce mois. Une véritable mascarade ! A l'issue de ce sommet, les ministres des finances des sept grands pays industriels avaient affiché leur confiance dans la reprise... et avaient annoncé leur détermination à créer *« les conditions d'une baisse des taux d'intérêt »* ! On peut imaginer, *a posteriori*, l'ampleur des désaccords entre ces partenaires. Le ministre français de l'économie, M. Michel Sapin, devrait s'en expliquer jeudi avec son homologue allemand à l'occasion du conseil franco-allemand à Paris.

Malgré ce qu'un expert américain appelle *« la sclérose des pays riches »*, la France continue pourtant à développer ses exportations, seul véritable moteur actuel de son activité. Les autres moteurs sont, semble-t-il, en panne. Les investissements ? La direction de la prévision du ministère des finances perçoit les premiers signes d'un redémarrage. Pas les industriels interrogés par l'INSEE, qui laissent prévoir, pour la seconde année consécutive, une baisse du volume de l'investissement productif (de 8 %, après celle de 9 % en 1991). La consommation ? Elle reste faible. L'INSEE a annoncé une progression du PIB de 1,1 % au premier trimestre de cette année et prévoit une croissance de 2,5 % sur l'ensemble de 1992. *« Attendez les révisions »*, avertit un grand de la distribution qui précise : *« Chez nous, les ventes sont totalement plates sur le premier semestre, avant les mouvements des routiers donc. »* Ses confrères sont sur une même ligne, ou presque.

A propos de la faiblesse relative de la consommation, certains experts évoquent maintenant un *« effet patrimoine »*. La crise de l'immobilier commencerait à avoir des conséquences sensibles sur le comportement des agents économiques. Ayant le sentiment de voir la valeur de leurs actifs se réduire, ceux-ci deviendraient plus frileux, hésitant à s'engager dans de nouveaux investissements pour les entreprises, dans de nouveaux achats pour les particuliers. Ces hésitations sont naturellement confortées par un coût de l'argent exorbitant, par des taux d'intérêt réel exceptionnellement élevés. Elles pourraient être renforcées par la baisse des cours des actions, autre élément du patrimoine.

De nombreuses enquêtes révèlent, de fait, un pessimisme certain aussi bien parmi les particuliers que chez les décideurs économiques, pessimisme dont le CNPF ne manque pas de se faire l'échos. Petits industriels et grands commerçants, professionnels du bâtiment ou de la communication et banquiers d'affaires, nombreux sont ceux qui, au vu de l'activité dans leur secteur, s'interrogent sur les prévisions de croissance retenues aussi bien par l'INSEE que par les organisations internationales (généralement supérieur à 2 % pour l'année et proche de 3 % pour 1993).

La détérioration des comptes publics

Les profits de leurs entreprises – notamment parmi les petites et moyennes – devraient en tout cas être affectés par cette morosité ambiante et par le maintien de taux d'intérêt réels élevés. Quant aux bons résultats du commerce extérieur, ils seraient la conséquence de cette atonie générale du marché intérieur (des importations faibles, des exportations fortes).

La détérioration des comptes publics constitue un autre *« point noir »*, une autre source d'inquiétude pour les *« responsables des marchés financiers »*. Reconnaissant que le déficit serait supérieur à ses prévisions, Le premier ministre a, à nouveau, plaidé, mercredi sur RTL, en faveur *« d'une dépense publique maîtrisée, sans excès »*. La perspective d'un dérapage budgétaire sensible apparaît pourtant de plus en plus vraisemblable en raison de l'évolution défavorable des recettes. Dans une étude publiée mardi 21 juillet, le service économique de la Caisse des dépôts et consignations estime qu'en ce domaine, *« les difficultés sont à venir »*. Il prévoit, pour 1992 et hors recettes de privatisations, un déficit de l'Etat de 165 milliards de francs (pour un objectif, *déjà révisé en juin*, de 135 milliards). Quant aux comptes sociaux, l'OCDE s'inquiète de l'ampleur du déficit attendu et estime qu'il sera nécessaire de procéder, début 1993, à un relèvement des cotisations. Certains suggèrent plutôt une hausse de la contribution sociale généralisée (CSG). L'aggravation des déficits publics risque de peser, à son tour, sur les taux d'intérêt et de retarder davantage encore la perspective d'une baisse, pourtant à nouveau promise par M. Bérégovoy pour *« les mois qui viennent »*.

La situation économique de la France est saine, certes. L'assainissement reste pourtant partiel et, surtout, l'ampleur du chômage en témoigne, son redémarrage reste incertain. Le risque est peut-être aujourd'hui de voir les deux moteurs internes de l'activité, la consommation et l'investissement, se fatiguer à force de piétiner. Le gouvernement poursuit la lutte contre l'inflation alors même que celle-ci a pratiquement disparu. *« 0,1 % en juin, pourquoi ne pas viser maintenant une inflation négative ? »*, s'insurgeait récemment un grand industriel, exaspéré par la priorité toujours maintenue par les pouvoirs publics à la seule lutte contre l'inflation. N'est-il pas temps, compte tenu de la baisse des prix des actifs, de s'interroger maintenant sur les meilleures armes pour lutter contre le risque de déflation ?

ERIK IZRAELEWICZ

Chômage et chômeurs de longue durée

Le premier ministre abaisse la barre

« Tout est fait et sera fait pour que le cap des trois millions de chômeurs ne soit pas atteint », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, mercredi 22 juillet sur RTL. Pour relever ce défi, ce faisant, le premier ministre abaisse la barre puisque, une nouvelle fois, il retient le chiffre du chômage selon les critères du BIT (Bureau international du travail) pour affirmer que *« la France ne compte pas deux millions cinq cents mille chômeurs »*. Il y en avait deux millions neuf cent douze mille en données corrigées, à la fin du mois de mai, d'après la série statistique mensuelle que publie le ministère du travail, et qui sert de référence depuis toujours.

De même, pour les chômeurs de longue durée, M. Bérégovoy modifie sensiblement son objectif, *tel qu'il avait été présenté* lors de son discours d'investiture du 8 avril. *« D'ici la fin octobre »*, les neuf cent mille chômeurs de longue durée auront eu un entretien avec l'ANPE, promet-il maintenant, et son plan d'action vise à *« essayer de réduire le nombre de chômeurs de longue durée »*. A l'évidence, son ambition a été révisée à la baisse. A « L'heure de vérité » sur Antenne 2 le 10 mai, M. Bérégovoy affirmait : *« Mon objectif, c'est qu'il n'y ait plus de chômeurs de longue durée au 1er novembre prochain. »*

A. Le.

□ **Le bilan de santé du chef de l'Etat.** – Le bilan de santé du président de la République a fait ressortir des *« résultats normaux »*, a indiqué, mercredi 22 juillet, un communiqué publié par le service de presse de l'Elysée. Ce texte précise : *« A la demande du président François Mitterrand, un bilan de son état de santé a été effectué à la fin du premier trimestre 1992. Selon le protocole habituel, ce bilan a comporté des examens cliniques et des examens biologiques et paracliniques approfondis. Les résultats sont normaux. »*

M. Giscard d'Estaing : l'UDF « sous ses propres couleurs »

A l'issue de la réunion du bureau politique de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing a présenté, mercredi 23 juillet, la campagne de son parti en faveur du « oui » au référendum sur le traité de Maastricht. Le président de l'UDF a appelé les Français à voter en faveur de l'Europe, *« malgré le socialisme »*.

L'Europe est une spécialité de l'UDF et son président, M. Valéry Giscard d'Estaing, veille à ce qu'elle le reste. Pas question donc de laisser à d'autres que lui le soin de présenter officiellement et avec solennité la campagne de son parti pour le « oui » au référendum du 20 septembre, quitte à faire passer ses voisins de tribune – tous les membres du bureau politique – pour des figurants bien empruntés.

Pas question non plus de partager cette spécialité européenne avec ses amis du RPR. L'UDF fera campagne *« sous ses propres couleurs »* et l'union de l'opposition est priée de se mettre momentanément en congé dans *« cette période difficile »*. D'une part parce que, comme l'a indiqué avec suavité M. Giscard d'Estaing sur TF 1 mercredi soir, son parti ne veut *« rien faire pour compliquer les problèmes du RPR »*. Et, d'autre part, parce que, lorsqu'il est prononcé par l'UDF, le « oui » a *« plus de conviction, de constance et de passion »* que chez toute autre formation politique. Le « oui » de l'UDF sera donc *« franc et clair »* et se décline en quatre points : la paix – *« Il n'y aura plus à ouvrir des cimetières militaires ni à édifier des monuments aux morts »* – le grand espace économique *« sans barrières »*, la jeunesse qui veut *« vivre à l'air libre »* et le maintien de l'identité française et de son *« influence »*, l'opposition. *« Si le « non » l'emporte*, a toutefois averti M. Giscard d'Estaing, *ce serait un désastre pour la France »* et, pour l'opposition, *« une coupure très profonde »*.

Pas question surtout, a-t-il rappelé, de laisser l'Europe et un succès du référendum sur Maastricht à la gauche. La *« mission »* de l'UDF est donc de faire apparaître que la réponse au référendum *« n'est pas un « oui » des socialistes à l'Europe, mais des Français à l'Europe »* et de *« veiller »* à ce que les résultats de cette consultation électorale *« ne puissent être récupérés par personne »*.

La mission de l'UDF sera surtout de convaincre ses partisans de ne pas céder à la tentation d'un vote « non » pour sanctionner M. François Mitterrand et son gouvernement. M. Giscard d'Estaing le sait, qui a pris grand soin de mettre en garde les Français *« qui supportent de plus en plus mal la trop longue durée du pouvoir socialiste »* mais qui *« se trompent »* en espérant *« avancer le départ des socialistes »*. *« En votant « non »*, a souligné le président de l'UDF, *on risque de perdre l'Europe et de garder le socialisme. » « Oui à l'Europe, malgré le rejet du socialisme »* sera donc le slogan de l'UDF en campagne. D'autant que, comme l'a affirmé M. Giscard d'Estaing, il ne s'agit après tout pour l'opposition que de patienter quelques mois jusqu'aux prochaines élections législatives...

Une fois rappelés ces grands principes, M. Giscard d'Estaing a laissé à M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, le soin de présenter l'intendance. Le programme d'ici le 20 septembre est dense : mille réunions militantes, un document de quatre pages expliquant le traité, tiré à cinq millions d'exemplaires, la mise en place de serveurs téléphonique et télématique et surtout trois cents réunions publiques, *« dont une dizaine de portée nationale »*, avec les ténors de l'UDF. La plus attendue sera vraisemblablement celle qui doit réunir le 15 septembre à Caluire, dans la banlieue de Lyon, MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre, en présence de M. Charles Millon, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale et président de la région Rhône-Alpes. Les annales de l'UDF ne relèvent pas une seule réunion publique commune entre l'ancien président de la République et son ancien premier ministre depuis... 1985 !

La campagne s'achèvera le 16 septembre à Strasbourg, en présence de M. Giscard d'Estaing et des députés européens de l'UDF, après un détour par Paris, *« avec la participation de plusieurs intellectuels »*. Le temps sera venu alors, mais alors seulement, de se préoccuper des plaies de l'opposition.

PASCALE ROBERT-DIARD

POLITIQUE

Le référendum du 20 septembre

Campagnes de France

par Alain Rollat

« LES Maastrichiens attaquent ! ». C'est *l'Humanité* qui le claironne, à la « une » de son numéro du jeudi 23 juillet, et il faut bien reconnaître que le quotidien du Parti communiste, en la circonstance, voit juste. Si le bureau politique de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing en tête, et le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, sont montés le même jour en première ligne, mercredi, pour sonner le rassemblement de leurs troupes respectives, c'est bien parce que, dans le camp « maastrichien », celui du « oui », les stratèges de la coalition en campagne pour l'Union européenne ont compris la nécessité de passer à l'offensive sans attendre la rentrée afin de ne pas laisser le terrain libre à MM. Philippe Séguin, Charles Pasqua et aux chevau-légers du « non » qui gambadent allègrement à travers le pays.

La métaphore guerrière est d'ailleurs parfaitement appropriée. Par l'une de ces coïncidences qui métamorphosent parfois les événements en symboles historiques, il se trouve en effet que le référendum du 20 septembre aura lieu le jour même de l'anniversaire d'une autre grande bataille, celle de Valmy, dont on fêtera le bicentenaire. Mais ce n'est pas, bien entendu, parce qu'il y a, si l'on ose dire, une sonorité « prussienne » dans l'adjectif « maastrichien » qu'il faut en conclure, deux cents ans après la première victoire de la République sur l'armée contre-révolutionnaire du duc de Brunswick, que c'est l'armée coalisée autour du « oui » qui sera, cette fois, vouée à la défaite. Car, aujourd'hui, c'est plutôt le camp des « non » qui, du Front national au Parti communiste, incarne les conservatismes.

Arrière-pensées

Le premier ministre a d'ailleurs trouvé un argument fort, sur RTL, en relevant la contradiction qu'il y a, chez les partisans du « non », à se prononcer pour la poursuite de la construction européenne tout en s'opposant au traité de Maastricht : *« Ils sont tous pour l'Europe mais pour une Europe différente. S'ils sont pour, qu'ils commencent par voter « oui » ! S'il y a des améliorations à apporter à l'Europe, on les fera ensuite, on pourra toujours perfectionner ! »* C'est exactement ce que disait M. Jacques Chirac, dans sa lettre du 17 juillet aux cadres du RPR en justifiant son *« oui » sans enthousiasme mais sans état d'âme »* par *« les opportunités »* qui ne manqueront pas, à partir de 1993, de *« réorienter »* éventuellement le cours des choses européennes.

Dans le camp du « oui », les socialistes et leurs alliés provisoires ont déjà remporté une grande victoire sur eux-mêmes en évitant le piège dans lequel le référendum a failli se fourvoyer quand tout dépendait de l'attitude du président de la République. M. François Mitterrand a su adopter le profil neutre et le discours unitaire qu'il fallait pour éviter toute dérive plébiscitaire, et son sort personnel n'est donc plus lié au résultat du référendum.

Le fait que cette hypothèque soit levée ne signifie pas que les arrière-pensées de politique intérieure soient absentes des options stratégiques des uns et des autres. Bien au contraire, celles-ci sont manifestes. De M. Giscard d'Estaing à M. Chirac, en passant par M. Brice Lalonde, il existe une gamme de « oui » riche de tellement de nuances que les électeurs n'auront que l'embarras du choix.

Le président de l'UDF mène campagne en maréchal de l'opposition. Quand il avertit les chantres du « non » qu'ils font fausse route s'ils s'apprêtent à voter ainsi en croyant *« avancer le départ des socialistes »* – donc celui de M. Mitterrand – M. Giscard d'estaing pratique le mélange des genres qu'il aurait volontiers reproché aux socialistes si M. Mitterrand s'était comporté autrement. Mais c'est de bonne guerre. Tout comme l'est la réaction du premier ministre qui s'est empressé d'admonester l'opposition en lui demandant de *« s'occuper de l'Europe et non de politique intérieure »* et en priant ses généraux en chef de tenir un *« discours responsable »* au lieu de penser *« à leur victoire hypothétique de mars 1993. »*

M. Bérégovoy, ce faisant, prêche lui aussi pour sa paroisse ; il mène sa propre campagne de France. Cent jours après sa nomination à la tête du gouvernement il cherche à valoriser son bilan personnel. Mais, pour lui, comme pour les autres socialistes, qui entreront en lice dès lundi prochain, M. Laurent Fabius en tête, comme pour M. Giscard d'estaing, et comme pour M. Chirac, il s'agit bien déjà, au-delà du référendum, d'occuper les meilleures positions stratégiques dans la perspective des législatives du printemps de 1993... Ce n'est pas une coïncidence si la chasse aux « suffrages verts » s'accélèrent, surtout de la part des dirigeants socialistes qui se sont déclarés prêts mercredi à offrir une vingtaine de circonscriptions aux écologistes. Cela est, somme toute, dans l'ordre des choses : en 1792 non plus la bataille décisive n'a pas eu lieu à Valmy mais, un peu plus tard, à Jemmapes...

Oui, tout simplement

Suite de la première page

« D'empêtrements en empiètements réels, puis en procès d'intention, une confusion grandissait entre Etats membres et Communauté qui risquait de paralyser l'ensemble », poursuivait M. Dumas (1).

Quoi qu'en dise notre ministre des affaires étrangères, Maastricht ne changera rien à cet état de choses, pourtant dénoncé avec vigueur par les responsables politiques de tous bords, et de plus en plus difficilement accepté dans de nombreux secteurs de l'opinion.

Autre grief : les audaces du traité sont curieusement « dosées ». Timides là où il aurait fallu aller de l'avant, les « hautes parties contractantes » ont ailleurs péché par orgueil intellectuel : l'organisation d'un système de sécurité collective européenne est embryonnaire alors qu'il y a urgence ; en revanche, on prétend fixer par le menu et de manière irréversible (!) le cheminement qui doit conduire à la monnaie unique d'ici la fin du siècle.

Enfin et surtout, les négociateurs ont fait l'impasse sur les conséquences de l'inéluctable élargissement de la Communauté. On sait qu'avant cinq ans plusieurs pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange) auront adhéré à la Communauté européenne. Nous ne pourrons pas, jusqu'en l'an 2000, fermer la porte aux nouvelles démocraties d'Europe centrale, et d'abord pour tout ce qui touche à la coopération politique. A quinze ou à vingt, qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, l'Europe ne pourra plus fonctionner comme aujourd'hui. Il est inimaginable qu'à Maastricht, aucune mesure d'anticipation n'ait été seulement esquissée pour préparer la Grande Europe.

Et pourtant, tout imparfait qu'il soit, j'ai depuis le début la conviction que la France doit ratifier le traité de Maastricht. Dans ces colonnes, dès le 21 avril 1992, je disais « oui à Maastricht, si... » la révision constitutionnelle préalable nous donne les garanties nécessaires.

« Le Parlement a bien travaillé »

Les trois grandes conditions qu'au nom du groupe RPR j'avais posées à l'Assemblée nationale le 6 mai dernier ont été en très large partie remplies. Le contrôle préalable du Parlement sur les projets de textes communautaires devant avoir, en droit interne français, valeur législative a été institué. Malgré les palinodies de certains membres du gouvernement, la pérennité du droit de veto reconnu à chaque Etat dès lors que ses intérêts vitaux sont en jeu a été réaffirmée (compromis de Luxembourg). Enfin, l'extension du droit de vote et de l'éligibilité à tous les ressortissants d'un Etat membre de la Communauté pour les élections municipales – extension que je persévère à considérer comme inopportune –. sera plus strictement encadrée. Au total, le Parlement a bien travaillé et a limité les dégâts d'une modification constitutionnelle que le gouvernement avait préparée et gérée en dépit du bon sens.

Mais, désormais, c'est la ratification du traité elle-même qui est en cause. Avant de confirmer mon vote, je me suis encore posé deux questions.

En premier lieu, je me suis demandé si cette ratification faisait courir un risque sérieux à l'identité et à la souveraineté de mon pays. Je dis aujourd'hui que ce risque me paraît quasiment nul. Il serait facile de démontrer qu'à l'exception des dispositions relatives à la monnaie unique – dont j'ai déjà relevé l'irréalisme – le traité de Maastricht repose sur une logique de coopération intergouvernementale et non point sur une philosophie fédérale. Les fédéralistes bon teint s'en plaignent d'ailleurs. Et M. Major s'en réjouit bruyamment... ce qui devrait mettre la puce à l'oreille des gardiens vigilants de notre identité nationale.

De toute manière, le traité sera renégocié. Je ne songe pas tant, en écrivant cela, aux conséquences du « non » danois – problème juridique néanmoins majeur qui n'a pas été résolu à Lisbonne – qu'à celles des élargissements successifs qui interviendront d'ici la fin du siècle. Quand nous disons, au RPR, que le traité de Maastricht sera ce que nous en ferons, nous n'avons naturellement pas l'intention de remettre en cause la parole de la France, une fois la ratification acquise. Nous nous bornons à une remarque de bon sens : tout dépendra de la manière dont les futurs gouvernements français participeront à l'inévitable renégociation des textes fondamentaux de la Communauté et de l'Union. Et de la manière dont, jour après jour, dans le cadre de ces textes fondamentaux, nous défendrons les intérêts de la France en Europe, qu'il s'agisse d'agriculture, d'industrie ou de commerce international. Dans tous ces domaines et dans d'autres, notre approche ne sera pas du tout celle des socialistes. On l'a constaté de 1986 à 1988.

Je dirai enfin à ceux qui craignent de voir l'Europe de Maastricht « digérer » nos vieilles nations européennes qu'ils manquent de confiance dans la vitalité du sentiment national. Que voit-on en effet ? Quand l'Allemagne s'inquiète d'une reprise de l'inflation qui a laissé dans son peuple tant de souvenirs cruels, elle décide, sans rien demander à personne, de relever ses taux d'intérêt. L'illusion du gouverneur de la Banque de France qui s'imagine qu'après Maastricht et d'ici 1999, il pourra en pareille circonstance conquérir voix au chapitre, n'est-elle pas un syndrome aigu de naïveté technocratique ?

Même force des réalités nationales, pour ne pas dire des égoïsmes nationaux en politique étrangère. Maastricht ou pas Maastricht, la diplomatie allemande n'a pas forcément les mêmes traditions ni les mêmes intérêts que la diplomatie française ou britannique. Les peuples de l'ancienne Yougoslavie en font la tragique expérience.

Qu'on m'entende bien ! Je ne fais pas profession de scepticisme ni d'hostilité envers l'idée européenne. Bien au contraire. Je tente seulement de montrer que, le plus difficile dans les vingt ans qui viennent, ce ne sera pas de protéger la souveraineté de nos Etats contre les assauts de la prétendue pieuvre supranationale ! Ce sera d'obtenir que la solidarité entre nos nations fasse quelques progrès concrets au détriment de leur penchant naturel à l'égoïsme. Ce qui nous menace le plus, ce n'est pas l'absorption-fusion dans un vaste ensemble apatride ; c'est, pour reprendre l'expression de P. Lellouche, *« le désordre des nations »*.

« Ne pas se tromper d'échéance »

Deuxième question fondamentale : l'Europe se remettrait-elle d'un refus français ? On nous dit que oui, en invoquant le précédent de 1954-1957 : trois ans après l'échec de la CED (Communauté européenne de défense), c'était la signature du traité de Rome, c'est-à-dire le vrai démarrage de la construction communautaire. Ce qu'on oublie d'ajouter, c'est que la situation en Europe a radicalement changé. Dans les années 50, l'Allemagne était coupée en deux ; la guerre froide battait son plein ; l'affrontement entre les deux blocs ne laissait aux Européens de l'Ouest aucun autre choix que de construire ensemble le Marché commun. Aujourd'hui, l'Allemagne est unifiée. Le mur de Berlin s'est effondré. L'Union soviétique a explosé.

Avons-nous bien conscience, nous Français, que nos amis allemands, si nous leur claquons la porte au nez, peuvent avoir d'autres tentations ? Qu'ils peuvent, forts d'une population de 80 millions d'âmes, de leur suprématie économique, de leur influence historique en Europe centrale et orientale, s'affranchir des contraintes communautaires ? Là encore, qu'on me comprenne bien. Je n'imagine pas que nous puissions, contre son gré, corseter l'Allemagne dans le traité de Maastricht. Mais je crois que les dirigeants actuels de l'Allemagne sont sincèrement européens, qu'ils veulent la réussite de la Communauté et de l'Union, qu'ils sont attachés à l'amitié franco-allemande, même s'ils ont parfois des réactions de puissance qui nous choquent. Avons-nous le droit de les rebuter, de retirer la main tendue, de rompre le contrat de confiance ?

Voter « non » à Maastricht, ce serait, que nous le voulions ou non, courir ce risque et, finalement, remettre en cause l'œuvre entreprise il y a trente ans par Charles de Gaulle et Conrad Adenauer. Telle est, en tout cas, mon intime conviction. Je respecte les opinions contraires. Mais, quelles que soient les exigences de ma fonction actuelle, j'ai voulu exprimer sans ambages la mienne.

Il y a, en tout cas, un grief qu'on ne saurait me faire : celui, en votant « oui » le 20 septembre, de faire le jeu de M. Mitterrand et des socialistes. On connaît ma détermination à les combattre. Elle est plus grande que jamais quand je vois l'état de la France au terme d'une décennie de mitterrandisme. Je demande à ceux qui veulent voter « oui » à l'Europe et « non » à Mitterrand de ne pas se tromper d'échéance. Si le « non » l'emportait, M. Mitterrand serait peut-être déstabilisé, mais il a déjà annoncé son intention de rester à son poste quoi qu'il advienne. On peut lui faire confiance pour se cramponner. C'est en fait la France qui serait affaiblie en Europe. Le rendez-vous de l'alternance est fixé en mars 1993. C'est ce combat-là qui nous permettra de redonner à la France le gouvernement qu'elle mérite. C'est dans ce combat que le RPR engagera toutes ses forces et toute sa foi.

ALAIN JUPPÉ

(1) Débat au Sénat le 2 juin 1992.

Après la commémoration de la rafle du Vel' d'Hiv'

Des précisions de l' « Appel des 250 »

A la suite de notre compte-rendu de la cérémonie organisée le jeudi 16 juillet à Paris pour commémorer la rafle du Vel'd'Hiv' (le Monde du 18 juillet), le collectif de l'« Appel des 250 contre le fascisme *» nous prie de préciser* :

A l'occasion de la commémoration il y a cinquante ans, de la rafle du Vel d'Hiv', des incidents ont marqué l'arrivée de François Mitterrand. Le collectif de l' « Appel des 250 » avec Maurice Rajsfus, Lucie et Raymond Aubrac, Anne Tristan, Didier Daenninchx, Jacques Testard, etc., a marqué à sa façon cette date en se rendant le matin devant l'immeuble de Bousquet, en y posant une plaque et en l'entourant de barbelés. Le soir, présents à la commémoration officielle, les militants des collectifs antifascistes de l' « Appel des 250 » se sont vu confisquer leur banderole *« Bousquet 42-Le Pen 92 »* par la police. Sortant ensuite leur journal *Ras l'front*, ils se le sont fait arracher violemment par la police, qui est alors intervenue dans la foule. Aux cris de *« Dehors la police ! »*, ils ont marqué leur étonnement, leur indignation de voir cette institution ne pas se faire plus discrète un tel jour. C'est alors que le Betar (ou le Tagar) est arrivé sur les mêmes lieux pour crier *« Mitterrand à Vichy ! »*, ce qui n'avait évidemment pas la même signification politique. Les membres des comités de l' « Appel des 250 » se sont alors retirés pour ne pas être amalgamés à une opération politique menée par un groupe de l'extrême droite sioniste.

□ **RECTIFICATIF.** – Dans l'article intitulé « M. Mitterrand et le maréchal », paru dans nos éditions du 23 juillet, une citation extraite de *la Paille et le Grain*, le livre publié en 1975 par M. Mitterrand, a été altérée. Il fallait lire : *« Je considérais notre résistance sur le territoire national, au contact incessant* [et non « intéressant »] *de la torture et de la mort, comme d'une autre nature... »*

JUSTICE

Le financement du Parti socialiste en Loire-Atlantique

Le gouvernement, les magistrats et les policiers affirment que l'enquête sur la SNEP se poursuit

Dans un article paru le 22 juillet, *le Figaro* a affirmé que l'enquête préliminaire sur la Société nouvelle d'édition et de publication (SNEP), dirigée par M. Daniel Nedzela, avait fait l'objet d'une *« discrète mise en sommeil »*, à la demande du garde des sceaux. Cette information a fait l'objet de plusieurs démentis catégoriques, venant du gouvernement, de la magistrature et de la police judiciaire. En revanche, il n'est pas contesté que les documents saisis à la mi-juin au siège de la SNEP révèlent des financements ayant bénéficié localement au PS en vue des élections législatives de 1993. L'enquête préliminaire a pour objet d'établir si ces financements ont contrevenu aux dispositions de la loi de janvier 1990. Dans ce cas, elle entraînera la désignation de la juridiction compétente aux fins d'instruction.

Militant socialiste, M. Daniel Nedzela était de notoriété publique, en Loire-Atlantique, l'un des concurrents de M. Michel Reyt, PDG de la SAGES, et de M. René Trager, industriel devenu intermédiaire, dans le domaine du financement politique, pour un département où Urba, l'habituel bureau d'études socialiste, n'a jamais été performant. Ce sont les déclarations de M. René Trager au conseiller Renaud Van Ruymbeke qui avaient entraîné la perquisition menée, le 15 juin dernier, au siège de la SNEP, ainsi que la mise en garde à vue de M. Daniel Nedzela. Constatant que les documents saisis sortaient du cadre de sa saisine dans le dossier Trager, M. Van Ruymbeke avait laissé le procureur général de Rennes ordonner une enquête préliminaire confiée au SRPJ de Rennes, qui avait procédé à une seconde perquisition, le 16 juin (*le Monde* du 17 juin).

Le ministre de la justice, M. Michel Vauzelle, a fait savoir, mercredi 22 juillet, qu'il n'avait *« pas demandé de « geler »* [la] *procédure »* : *« Tout au contraire, le garde des sceaux a donné instruction de poursuivre avec diligence l'enquête en cours. Il s'agit de la saisie au siège de la SNEP à Nantes de différents documents liés aux financements d'activités politiques.* (...) *Le 26 juin, le garde des sceaux a donné instruction de poursuivre sans retard l'enquête préliminaire. »* Le procureur général de Rennes, M. Jacques Brun, a précisé que cette enquête préliminaire *« doit notamment permettre de rechercher si les activités de la SNEP ont pu permettre l'enrichissement personnel de certains élus et également si les documents manuscrits saisis se rapportent ou non au financement régulier des élections législatives de 1993, conforme à la législation nouvelle »*.

Fait inhabituel, M. Jacques Genthial, directeur central de la police judiciaire, est sorti de sa réserve en s'insurgeant contre de *« soi-disant révélations »*. Se déclarant *« irrité par la méthode grossière utilisée pour laisser croire qu'elles sont le fait de policiers menant l'enquête »*, M. Genthial a déclaré que *« les investigations n'ont jamais été interrompues »* et s'est élevé contre *« toutes les erreurs et fausses nouvelles »* diffusées, selon lui, par *le Figaro*. Enfin, M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes et président des élus socialistes et républicains de Loire-Atlantique, a estimé que *« cette attaque, particulièrement ignoble, cherche à atteindre aussi les services de la police judiciaire, la chancellerie et le gouvernement tout entier qui, tous, font leur devoir »*.

Le procès des responsables de la transfusion sanguine au tribunal de Paris

« Notre carence collective... »

Les dépositions du docteur Saleun, responsable du centre de transfusion sanguine de Brest, et du professeur Jean Ducos, président de la Société nationale de la transfusion sanguine (SNTS), ont dominé l'audience, mercredi 22 juillet, devant la 16e chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Après tant de médecins sans compassion apparente, le docteur Jean-Paul Saleun, directeur du centre de transfusion sanguine de Brest depuis 1969, a dissipé un malaise certain. Avec des mots et des larmes. Du désarroi et de la douleur. Au point de quitter la barre en lançant : *« C'est un médecin brisé qui s'en va ! Ne cassez pas la transfusion ! Vous en aurez encore besoin. »*

Le docteur Saleun a eu le mérite de faire comprendre les tâtonnements et les difficultés de la transfusion sanguine : *« En 1990, j'ai contaminé un enfant parce qu'un homosexuel à partenaires multiples, encore séronégatif, m'a menti. Que devons-nous faire, monsieur le Président ? On parle au congrès d'Amsterdam sur le sida d'un troisième virus. Est-ce que nous devons tout arrêter ? »* Et faisant référence à l'hépatite C, cet autre redoutable virus, ce spécialiste de la transfusion a indiqué : *« Aujourd'hui encore, le sang que nous délivrons est potentiellement dangereux. »*

Mais son témoignage peut-il pour autant exonérer le corps médical de ses responsabilités ? A sa manière, un autre médecin, le professeur Jean Ducos, notamment président de la Société nationale de transfusion sanguine, a tenté de démontrer que les incertitudes scientifiques l'emportaient largement sur les certitudes et que d'autres pays comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la Suisse n'ont pas mieux su franchir cette dramatique période que la France.

Le président Jean-Louis Mazières fit cependant remarquer au témoin qu'il tenta lui-même d'alerter les pouvoirs publics au printemps 1985 sur la nécessité *« absolue »* d'arrêter la diffusion de produits non chauffés. Le professeur Ducos reconnut alors qu'il ne sut pas convaincre le secrétariat d'Etat à la santé et le ministère des affaires sociales : *« A chaque fois que nous proposions des mesures, on avait beaucoup de difficultés à les faire admettre. On nous expliquait que le financement manquait. Et nos interlocuteurs nous répondaient : regardez ce qu'ils font aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Pourquoi ferions-nous ce qu'ils ne font pas ? »*

Inquiet, désemparé, il écrit le 27 juin 1985 au professeur Jacques Roux, directeur général de la santé, afin de l'inviter à ne pas attendre la date du 1er octobre pour ne plus rembourser les concentrés contaminés. *« Je suis très préoccupé par la gravité de la situation dans laquelle nous nous trouvons placés,* lui confie-t-il. *Nous savons en effet que tous les jours nous injectons des produits sanguins (...) qui provoqueront une séroconversion chez le receveur qui pourra à son tour contaminer ses proches. De combien de sidas serons-nous responsables ainsi ? »* Et plus loin, le professeur Ducos ajoute : *« Je crains également les conséquences juridiques de ce qu'on pourrait appeler notre carence collective. »*

Le professeur voyait clair, bien que tardivement. Il ne fut pas entendu. *« J'ai adressé neuf lettres à M. Roux, Mme Dufoix, M. Weisselberg, M. Hervé... Je n'ai jamais eu de réponses. Je me suis un peu découragé même si le professeur Roux m'écoutait. »*

Le président Mazières donne alors lecture de sa lettre à Mme Georgina Dufoix : *« Madame le ministre, Bien que la chose ait été démesurément grossie par les médias, le sida, vous le savez, représente un risque sérieux pour les malades recevant des transfusions sanguines... »* Et il s'étonne qu'il n'y soit pas question des concentrés sanguins destinés aux hémophiles mais seulement de la généralisation du dépistage

« Pourquoi ? – Monsieur le Président, ce jour-là, j'ai écrit trois lettres, répond le professeur Ducos. *Je n'ai pas recopié strictement la même chose. – Je reviens aux termes de vos lettres,* insiste le président. *Dans l'une, vous écrivez directement : « De combien de sidas serons-nous responsables... ». Pas dans l'autre. – Je ne savais plus à quel saint me vouer. »*

Certes. Mais la différence de ton, de style et de sujets abordés est manifeste. A tel point que l'on peut se demander si les ministres furent aussi nettement informés que les responsables de la transfusion sanguine le prétendent aujourd'hui.

LAURENT GREILSAMER

Une délibération de la Commission nationale de l'informatique et des libertés

La gendarmerie est appelée à mettre de l'ordre dans ses fichiers

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a rendu publique, mercredi 22 juillet, une délibération rappelant à la gendarmerie nationale les obligations imposées par la loi du 6 janvier 1978 dite « informatique et libertés ».

Le fichage systématique des habitants est, dans la gendarmerie, une tradition séculaire. Chacune des 3 600 brigades du pays se fonde sur un décret du 20 mai 1903 pour collecter, par ordre alphabétique, toute information jugée utile à *« la connaissance de la population »*. Une bonne moitié de la population française habitant en « zone gendarmerie » – les résidents à titre principal comme les possesseurs d'une résidence secondaire – se trouve ainsi, sans le savoir, mise en fiches. Tout le problème est, pour la CNIL, de conjuguer cette pratique et les impératifs de la loi « informatique et libertés ».

Une précédente enquête de la CNIL avait, en 1981, pris la gendarmerie en flagrant délit d'illégalité. Des renseignements dits « sensibles » – sur les origines raciales, les opinions politiques ou religieuses – avaient été relevés dans ses fichiers (*le Monde* du 17 décembre 1981). Plus récemment, en 1990, les gendarmes de Corse avaient été épinglés pour avoir fait preuve d'un zèle excessif dans le fichage de sympathisants supposés de l'ex-FLNC. A chaque fois, la CNIL avait exigé que la gendarmerie se mette en conformité avec la loi.

Visites surprises

Sans vouloir renoncer à ses nombreux fichiers locaux – le souvenir des dirigeants d'Action directe, cachés pendant de longs mois au nez et à la barbe des gendarmes du Loiret avant d'être repérés par des policiers, traumatise toujours les gendarmes –, la direction de la gendarmerie a diffusé plusieurs circulaires pour, notamment, proscrire la mention des données « sensibles ». Si l'on en croit la délibération de la CNIL, qui continue cependant de relever des irrégularités, les gendarmes ont fait le ménage dans leurs fichiers.

Deux brigades d'Ile-de-France, à Saint-Fargeau-Ponthierry (Seine-et-Marne) et Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), ont reçu la visite inopinée des experts de la CNIL en début d'année. Aucune donnée « sensible » n'a été relevée dans les fichiers alphabétiques. D'autres illégalités ont toutefois été épinglées : des *« condamnations relatives à des infractions »*, qui auraient dû être effacées pour cause de prescription, ainsi que des données recueillies à l'occasion d'un contrôle d'identité, et conservées plus de six mois après les faits, sont apparues sur les fiches cartonnées.

La gendarmerie se fait enfin tirer l'oreille parce qu'elle procède au fichage généralisé de la population des campagnes sans en avertir les intéressés. En revanche, au sujet des fichiers comportant les avis de condamnations pénales, les brigades visitées avaient, selon la CNIL, *« apuré de manière satisfaisante »* les condamnations effacées par l'amnistie ou les délais de prescription. Réagissant au rappel à l'ordre de la CNIL, le ministère de la défense a déclaré qu'il *« étudie les diverses mesures à prendre pour satisfaire aux recommandations de la Commission nationale de l'informatique et des libertés »*. Celle-ci devrait être prochainement saisie de projets de décrets dérogatoires autorisant la gendarmerie à ficher des informations « sensibles » pour trois traitements nationaux : le fichier des renseignements de police judiciaire de la gendarmerie (JUDEX), le fichier des violences, attentats, terrorisme (VAT), et le fichier des personnes sans domicile ni résidence fixes. *« Dans l'hypothèse où* [ces informations dites « sensibles »] *figureraient dans les fichiers de la gendarmerie nationale »*, la Commission a en effet demandé à être saisie *« pour chaque fichier ou groupe de fichiers analogues »* concernés. Le directeur de la gendarmerie, M. Jean-Pierre Dintilhac, a assuré que ces fichiers nationaux seront soumis à l'avis de la Commission au cours du deuxième semestre de 1992.

ERICH INCIYAN

Certains juges « dépassent les limites de leurs fonctions »

déclare M. Roland Dumas

Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déploré une nouvelle fois, jeudi 23 juillet, sur France-Inter, l'attitude de *« certains magistrats »* qui veulent *« se substituer aux organes normaux de l'Etat pour rectifier ce qui n'irait pas dans la société »*. *« On marche sur la tête et il était normal de tirer la sonnette d'alarme »*, a-t-il dit sur France-Inter à propos de ses récentes déclarations au Journal de la Dordogne où il dénonçait un *« complot contre la République »* après l'annonce la prochaine inculpation de M. Henri Emmanuelli.

« Aujourd'hui, a-t-il précisé, *tout repose sur la volonté de se substituer aux organes normaux de l'Etat pour rectifier, au nom de principes éthiques, de valeurs particulières, ce qui n'irait pas dans la société.* (...) *C'est le mélange des genres que je critique. Lorsque l'on voit par exemple des magistrats exciper de leur qualité de magistrat pour signer des tribunes libres dans des journaux à grand tirage, je dis qu'ils dépassent les limites de leurs fonctions. Ou ils sont magistrats, ou ils sont politiques engagés. Ils ne peuvent pas être les deux et ils ne peuvent pas se servir d'une qualité pour se manifester dans d'autres fonctions. »*

MÉDECINE

La conférence internationale d'Amsterdam

Les experts divisés sur l'efficacité des traitements précoces du sida

La troisième journée de la conférence internationale sur le sida a été en partie consacrée à l'analyse des différentes stratégies thérapeutiques possibles. Dans l'attente des résultats du vaste essai thérapeutique européen Concorde, les spécialistes ne savent toujours pas à quel moment il est préférable de débuter le traitement : très tôt ou après l'apparition d'un déficit immunitaire important et des premiers symptômes.

AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

Quand faut-il commencer, chez une personne infectée par le VIH, le traitement par AZT ? Depuis 1987, date de la mise sur le marché de l'AZT, un médicament anti-viral commercialisé par la firme pharmaceutique Wellcome, toutes les conférences internationales sur le sida butent sur cette question. Faute d'études permettant de répondre avec certitude, les médecins se divisent en deux écoles : les partisans d'une intervention thérapeutique extrêmement précoce, et ceux qui préfèrent attendre l'apparition de symptômes et surtout un infléchissement net de la courbe des lymphocytes T4 de leurs patients.

La mise sur le marché aux Etats-Unis et en France d'un second anti-viral, le DDI, dont le mécanisme d'action est quasiidentique à celui de l'AZT, n'a guère changé les choses, si ce n'est que des associations médicamenteuses deviennent maintenant possibles.

Quatre grands spécialistes – les professeurs David Cooper (Centre médical de Saint-Vincent, Australie), Paul Volberding (Hôpital général de San-Francisco, Etats-Unis), John Hamilton (Veteran's Administration Medical Center) et Maxime Seligmann (hôpital Saint-Louis, Paris) – ont pourtant essayé de donner quelques pistes. Le professeur Volberding, s'appuyant sur les études de cohorte faites à San-Francisco depuis plusieurs années, a rappelé que l'AZT *« ralentit la progression clinique de la maladie et améliore les marqueurs biologiques »*. Il s'est montré plutôt favorable à la mise sous AZT chez les patients ayant un taux de lymphocytes T4 de l'ordre de 500 par mm^3. Mais, a-t-il ajouté, *« nous manquons d'éléments permettant d'affirmer que la mise sous AZT très précocement est préférable »*.

Le professeur Hamilton a pour sa part rappelé les principaux résultats de l'essai thérapeutique qu'il a publié en février dans le *New England Journal of Medicine*. Sachant, a-t-il expliqué, qu'il s'écoule actuellement en moyenne douze ans entre le moment où une personne est infectée par le VIH et le moment où elle va mourir du sida, quand faut-il commencer le traitement ? *« A l'évidence,* a-t-il déclaré, *un traitement précoce ralentit la progression vers la maladie. Mais, faute d'avoir des données précises sur le taux de survie à long terme, il est difficile de savoir si un traitement précoce est meilleur ou pire. »* Deux phénomènes ne font qu'accroître la complexité de ce problème : l'apparition relativement fréquente de résistances à l'AZT et le fait que ce médicament provoque de nombreux effets secondaires.

Dans sa pratique personnelle, le professeur Hamilton a expliqué qu'il tenait compte avant tout de la demande de son patient. *« Si un patient asymptomatique me demande de l'AZT, j'aurai tendance à lui en prescrire,* précisa-t-il. *Sinon, je préfère attendre l'apparition des premiers symptômes et une accélération de la chute des lymphocytes T4. »*

Le professeur Seligmann, qui coprésidе le comité de coordination de l'essai Concorde, a d'abord informé le congrès du fait que cet essai, qui compare, chez 5 300 patients asymptomatiques, l'efficacité de l'AZT (1 g par jour) à celle d'un placebo, serait poursuivi jusqu'au 1er janvier 1993. Bénéficiant ainsi d'un recul de plus de trois ans, les résultats devraient être communiqués lors du prochain congrès mondial qui aura lieu en 1993 à Berlin. En attendant, le professeur Séligmann s'avoue lui aussi incapable de faire des recommandations sur la conduite à tenir : *« Nous ne disposons pas d'éléments scientifiques suffisants qui nous permettent d'être dogmatiques,* nous a-t-il indiqué. *Tant que la courbe du taux de lymphocytes T4 dessine un plateau, je crois que l'on peut ne pas traiter. Faute de traitements réellement efficaces et curatifs, nous devons tout faire pour, d'une part, ne pas nuire aux malades, d'autre part, tenter d'allonger leur durée de vie et enfin, essayer au maximum de leur donner le meilleur confort de vie possible. »* L'association AZT-DDI ? *« Ce n'est pas l'idéal,* ajoute le professeur Seligmann. *Mais l'expérience montre qu'il existe* in vitro *une synergie entre ces deux médicaments. »*

Un coût de plus en plus lourd

Le docteur Frank Miedema (laboratoire central de la Croix-Rouge néerlandaise) a indiqué qu'il s'appuie, pour prescrire l'AZT, sur d'autres marqueurs biologiques que le taux de lymphocytes T4. Avec d'autres chercheurs, il a pu montrer qu'il existait deux sous-types de VIH : le sous-type SI (syncytium inducing) et le sous-type NSI (non-syncytium inducing). Fait extraordinaire, les VIH-NSI sont retrouvés chez tous les séropositifs, alors que les sous-types SI n'existent que chez 50 % des personnes infectées. L'apparition du sous-type SI chez un séropositif entraîne une accélération de la chute du taux de T4 (3 à 5 fois plus rapide que s'il n'y avait que du VIH-NSI) et une progression rapide vers la maladie. Cette variation du phénotype viral est due à des mutations survenant au niveau de l'enveloppe protéique. Deux ans après l'apparition de VIH-SI, a expliqué le docteur Miedema, la moitié des personnes deviennent malades. En revanche, seulement 8 % de ceux qui n'ont que du VIH-NSI ont développé un sida.

Le docteur Miedema a conduit un essai thérapeutique montrant que l'AZT n'a pas d'effet sur la transformation de NSI en SI. En revanche aucun malade, parmi ceux qui n'avaient que des variants NSI et qui ont été mis sous AZT, n'est tombé malade. Ces résultats, qui demandent à être confirmés, montrent la nécessité de disposer de nouveaux marqueurs permettant de suivre l'évolution de la maladie.

Le coût des traitements a été longuement évoqué. Quasiinaccessibles dans la plupart des pays en voie de développement, ils commencent à représenter pour les économies des pays industrialisés des sommes non négligeables. Selon une étude présentée par M. Fred Hellinger (Agency for Health Care Policy and Research, Etats-Unis), le coût cumulé de la prise en charge du sida aux Etats-Unis a été en 1992 de 10,3 milliards de dollars. Ce chiffre devrait augmenter de 48 % d'ici à 1995, pour atteindre 15,2 milliards de dollars. Dans le même temps le nombre de personnes tombées malades au cours de l'année sera passé de 66 300 en 1992 à 97 800 en 1995.

En France, l'accueil des malades à l'hôpital commence, dans certains grands services, à devenir problématique. Le personnel infirmier et médical est souvent en nombre insuffisant nombreux. Ajoutée à d'inévitables problèmes psychologiques, la tâche devient parfois si écrasante qu'il a pu arriver que des médecins ou des infirmières craquent totalement.

FRANCK NOUCHI

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Un congrès extraordinaire en septembre

Le tribunal de Paris annule l'exclusion de deux syndicats de la FEN

Le tribunal de grande instance de Paris a annulé, mercredi 22 juillet, la mesure d'exclusion prise, le 6 mai, par la Fédération de l'éducation nationale (FEN), à l'encontre de deux de ses syndicats, le Syndicat national des enseignements du second degré (SNES) et le Syndicat national de l'éducation physique (SNEP) (nos dernières éditions du 23 juillet). La direction de la FEN, ainsi désavouée, a annoncé la convocation, dès septembre, d'un congrès extraordinaire.

Un vent d'euphorie a balayé, mercredi 22 juillet, la salle des pas perdus du palais de justice de Paris. Sur une marche perché, Mᵉ Antoine Comte vient de lire à haute voix le jugement de l'affaire, plaidée le 24 juin, qui opposait principalement deux des quarante-sept syndicats de la FEN à la direction de la fédération. Véritable coup de théâtre dans le feuilleton syndicalo-judiciaire qui s'est noué depuis quatre mois, la première chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris a annulé la décision d'exclusion du SNES et du SNEP.

Il y a là, contenant difficilement leur joie, une cinquantaine de représentants du «front du refus» qui s'est formé ces dernières semaines contre la direction de la fédération : militants du SNES et du SNEP bien sûr, membres du SNETAA (enseignement technique), non exclus mais solidaires dans la procédure, ou encore militants du «SNI-PEGC maintenu», qui ont refusé la transformation, fin juin, du Syndicat national des instituteurs en Syndicat des enseignants (SE).

Le 6 mai, le conseil fédéral national de la FEN (CFN) avait décidé *«l'exclusion immédiate»* du SNES et du SNEP, pour *«manquements répétés des règles et violations graves du pacte fédéral»*. C'était, avec l'éclatement de la fédération, l'aboutissement de la lutte fratricide des deux principales tendances de la fédération : la tendance UID (proche des socialistes) majoritaire à la FEN et chez les instituteurs, et la tendance Unité et action (proche des communistes), qui tient notamment le secteur des professeurs du secondaire (*le Monde* du 23 juillet).

Sur le fond, le tribunal reconnaît que le conseil fédéral a *«incontestablement compétence pour mettre en cause ce qu'il considérait comme un manquement au pacte fédéral»*. Mais le tribunal, qui ne se prononce pas sur le bien-fondé des motivations d'exclusion, relève qu'*«aucune procédure d'exclusion n'était prévue par les statuts fédéraux»*, que les pouvoirs du CFN ne sont *«que des pouvoirs d'administration de la fédération, ce dans l'intervalle des congrès»*, et qu'un certain nombre d'actes importants de la vie de la fédération doivent donc être ratifiés par un congrès.

«La décision incriminée, conclut le jugement, *ne peut dès lors qu'être annulée en ce qu'elle a été déclarée immédiatement exécutoire.»* En clair, le CFN réuni le 6 mai a outrepassé ses droits en faisant l'économie d'une décision en congrès. Et cela, précise le tribunal, *«alors surtout qu'aucune saisine du congrès, pourtant prévu dès le mois de décembre prochain* [à Perpignan] *n'était envisagée»*. Enfin, en demandant la réintégration de M. Alain Chevarin, évincé du conseil fédéral national parce que membre du SNES, le tribunal ordonne implicitement la réintégration de tous les élus du SNES et du SNEP dans les structures fédérales, du bureau au congrès, et annule *de facto* les décisions prises depuis le 6 mai par ces instances sans ses membres normalement élus.

A marche forcée

La décision de la première chambre correctionnelle n'a pas manqué de susciter des réactions. *«On ne peut pas dire mieux!»*, s'est exclamé Mᵐᵉ Monique Vuaillat, secrétaire général du SNES, à la lecture du jugement. *«C'est une victoire pour la démocratie syndicale»*, notent conjointement le SNES et le SNEP dans un communiqué. *«C'est une victoire pour le respect des règles du syndicalisme»*, insiste-t-on au SNETAA.

Cependant, la direction de la FEN constate que le tribunal *«n'a pas mis en cause le bien-fondé de la décision, mais conteste uniquement la date d'effet de celle-ci»*. Elle a donc décidé de réunir, *«avant la rentrée scolaire»*, ses instances statutaires (bureau et conseil fédéraux) afin de tenir un congrès extraordinaire *«dans le courant du mois de septembre»*. Ce congrès serait destiné à régler, dans les formes requises, le sort du SNES et du SNEP et serait suivi, en décembre comme prévu, d'un second congrès *chargé d'examiner la réorganisation* de la fédération afin de préserver durablement la majorité actuelle. En précipitant le calendrier, la direction de la FEN entend donc, manifestement, maintenir la ligne tracée depuis quatre mois, symbolisée par la création du nouveau Syndicat des enseignants, *«de la maternelle au lycée»*.

Le congrès de septembre permettrait de prendre de court les «contestataires», qui ont récemment déposé plusieurs autres assignations en justice contre le Syndicat des enseignants, attaqué sur tous les fronts. D'une part, les minoritaires de l'ex-SNI (un gros tiers des effectifs) rejettent la procédure *«hâtive»* de transformation de leur syndicat en SE. D'autre part, le SNETAA – auquel pourraient maintenant se joindre le SNES et le SNEP réintégrés – juge *«illégitime»* l'affiliation du *«nouveau»* syndicat à la FEN, en vertu des statuts fédéraux qui imposent une règle de non-concurrence au sein de la fédération. En toute logique, donc, les minoritaires entendent désormais contester la présence du SE, pilier de la majorité fédérale UID... au prochain congrès de septembre. Le feuilleton est loin d'être terminé.

JEAN-MICHEL DUMAY

DÉFENSE

Après un test réussi pendant la guerre du Golfe

L'armée de l'air américaine veut utiliser plus largement le satellite français Spot

Après un premier test convaincant pendant le conflit du Golfe, l'armée de l'air américaine a l'intention d'utiliser de manière plus systématique les images du satellite français d'observation civil Spot. Elle pourrait se doter de stations de réception mobiles lui permettant de capter et de traiter les images à proximité immédiate du champ de bataille.

Les responsables de l'armée de l'air américaine sont ravis des performances du satellite civil français Spot d'observation de la Terre, dont ils ont utilisé largement les images durant la guerre du Golfe. Fidèles à leur tradition, ils l'expliquent avec un luxe de détails dans un rapport dont l'hebdomadaire *Aviation Week and Space Technology* publie de larges extraits. *«L'imagerie Spot s'est révélée essentielle pour l'emploi des armes de précision guidée»*, affirme ce document. Selon des militaires cités par la revue américaine, l'efficacité de ces armes serait passée de 30 à 70 % grâce au satellite français.

Les stratèges américains ont pu ainsi monter en vingt minutes l'attaque (réussie) d'une maison de Bagdad où des généraux irakiens s'étaient réunis. Les photos Spot ont été utilisées pour tracer la route du missile guidé par caméra vidéo, et même pour choisir un angle d'attaque susceptible d'éviter les pertes civiles, au cas où l'engin aurait manqué la maison. Spot a aussi permis la destruction, au début du conflit, d'un centre de télécommunications essentiel pour la coordination des troupes irakiennes. Le bunker souterrain qui l'abritait fut localisé grâce à des images vieilles de deux ans, qui montraient une convergence de pistes à cet endroit. De la même manière, il fut possible de repérer avec une grande efficacité les accidents de terrain ou les constructions (comme des ponts, par exemple), susceptibles de dissimuler des batteries de missiles Scud.

Les pilotes américains emportaient lors de leurs raids des photos de Spot, qui leur fournissaient une image de leur route et de leurs objectifs plus réaliste et, surtout, beaucoup plus précise que des cartes traditionnelles auraient donnée si elles avaient existé. Y étaient portés les sites à détruire, mais aussi ceux à préserver, comme les hôpitaux, les écoles, les mosquées, et les zones résidentielles.

Employées seules, les images de Spot, dont la définition (le degré de précision) n'est que de 10 mètres au sol, n'auraient évidemment pas permis ces applications impressionnantes. Elles servaient, en fait, de «squelette», sur lequel étaient ajoutées les données recueillies par des observateurs sur le terrain, des vues aériennes et des photos des fameux satellites espions américains Keyhole, dont la précision inférieure au mètre est contrebalancée par une largeur de vue infiniment plus réduite, limitée au seul objectif à détailler. L'ensemble était «brassé» dans un ordinateur spécialisé, le MSS 2 DS (Mission Support System) de la société Fairchild (filiale américaine de Matra).

Le conflit du Golfe fut pour l'armée de l'air américaine l'occasion de tester pour la première fois ce dispositif en opérations. Le rapport dont fait état *Aviation Week and Space Technology* dresse un bilan de cet essai pour lequel un premier contrat de 4,7 millions de dollars avait été obtenu par Spot-Image Corp., filiale américaine de la société française Spot-Image (*le Monde* daté 26-27 mai 1991). Bilan positif au point que, affirme la revue américaine, *«l'armée de l'air a demandé l'autorisation d'effectuer un nouveau test des possibilités du satellite français en utilisant cette fois des petites stations mobiles* (...). *Baptisé Eagle Vision, ce projet pourrait être mis en œuvre en 1993-94.»*

Un appel d'offres pour la fourniture de ces stations a été lancé. Trois sociétés y ont répondu : une américaine, une canadienne, et la firme française MS2I (filiale de Matra avec participation de la Société européenne de propulsion), confirme-t-on côté français. Comprenant une grande antenne mobile, capable de «traquer» le satellite, et une station de traitement d'images, ces stations sont prévues pour fonctionner à proximité immédiate du champ de bataille. Elles tiennent dans deux conteneurs de la taille d'un camion de déménagement et peuvent être amenées sur place par un avion de transport C-130.

L'armée française n'emploie pas ce genre de matériel. Elle reste très discrète sur la manière dont elle utilise les images de Spot. Un usage qui, d'après les experts français, est beaucoup moins large que celui fait par les Américains. Sans doute l'état-major français et le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, qui avait expliqué que la France avait été *«aveugle»* pendant la guerre contre l'Irak, misent-ils avant tout sur le satellite d'observation militaire Hélios. Développé avec la participation de l'Italie et de l'Espagne, il devrait être prêt en 1994. En attendant, le bon vieux civil Spot intéresse de plus en plus les militaires étrangers, parmi lesquels deux pays d'Asie qui négocient avec Spot-Image Corp. un contrat similaire à celui du Pentagone.

JEAN-PAUL DUFOUR

EN BREF

□ **Les victimes de la catastrophe de Furiani se sont constituées en collectif.** – Les victimes de la catastrophe de Furiani se sont organisées en collectif, mercredi 22 juillet, pour mieux défendre leurs intérêts. A la suite de sa première réunion, ce collectif a demandé audience au premier ministre, car, ont indiqué les responsables, *«l'État semble progressivement se désengager de ses responsabilités dans cette affaire»*.

□ **Un gendarme tué en Nouvelle-Calédonie.** – Un gendarme, Thierry Fernandez, âgé de trente-trois ans, a été mortellement blessé d'un coup de fusil tiré en pleine poitrine, mercredi soir 22 juillet à Canala (côte est de la Nouvelle-Calédonie), alors qu'il regagnait son domicile. Deux suspects ont été livrés à la gendarmerie par des responsables coutumiers des tribus de Canala.

□ **L'affaire des cliniques de Marseille.** – Marcel Long, un des tueurs présumés de Léonce Mout, le gérant de la Polyclinique nord de Marseille, assassiné le 18 mai 1988, a bénéficié d'une mise en liberté, mercredi 22 juillet, dans le cadre de cette affaire pour laquelle il reste inculpé d'assassinat. Cette décision n'aura pas d'effet pratique, Marcel Long demeurant écroué pour un autre assassinat, celui de Jean-Jacques Peschard, le maire du 7ᵉ secteur de la cité phocéenne qui avait été tué le 15 janvier 1990.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311 F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, *gérant.*

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Commission paritaire des journaux et publications, nᵒ 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

SPORTS

CYCLISME : le 79ᵉ Tour de France

Souvenirs d'enfance

«Accroche toi», lui avait dit son épouse la veille au soir. Le Français Jean-Claude Colotti (Z) s'est accroché et il a remporté, détaché, la dix-septième étape, La Bourboule-Montluçon (189 kilomètres). Mission accomplie avec la «complicité» de ses deux compagnons d'échappée, le Néerlandais Maassen et le Belge Sergeant qui, appartenant à deux formations néerlandaises rivales (Panasonic et Buckler), ont refusé ostensiblement d'unir leurs efforts pour mener la chasse. Un comportement anti-sportif qui a valu aux directeurs de ces deux équipes un blâme de la direction du Tour, cette dernière ayant tenu à condamner «l'image déplorable» ainsi donnée du cyclisme professionnel. Aucun changement en tête du classement général où ne figure plus le Russe Konishev contraint à l'abandon.

MONTLUÇON

de notre envoyé spécial

Neuf adolescents, âgés de douze à quinze ans, jouent les apprentis reporters dans le cadre d'une originale «colo» organisée par l'association «Paris pour les Jeunes», présidée par un adjoint du maire de la capitale, Paul Violet. Fidèle à une course qu'elle suit maintenant depuis six ans, cette équipe, joliment baptisée «Tour d'Enfance», est présente dans la caravane pour filmer, photographier, enregistrer et décrire la course, ses acteurs et ses coulisses. D'agréables devoirs de vacances (avec, à la clé, un journal final et plusieurs films) pour ce peloton de journalistes en herbe, issus d'une sélection sévère, qui non seulement vit dans le sillage du Tour, en couvrant l'événement avec les moyens des «pros», mais découvre, par la même occasion, la France des routes buissonnières.

Des routes investies par une foule dont l'importance a frappé les membres de l'équipe. *«Le monde qu'y a, c'est incroyable!»* relève Fabien, douze ans et demi, de Cognac, étonné de voir *«autant de gens massés au bord des routes pour voir passer des coureurs pendant dix secondes»*.

Deuxième source d'étonnement, l'effort consenti par les coureurs, tel qu'ils l'ont perçu en les observant une fois la ligne d'arrivée franchie. Chiappucci, par exemple, à Sestrières, *«effondré, en nage, tremblant, presque à quatre pattes, ne pouvant monter les marches du podium»*. *«C'est vraiment des efforts inhumains»*, juge Mathieu, un Parisien de quatorze ans, qui se croit parfois *«sur une autre planète»*. Pour Julie, quatorze ans, de Montpellier, *«même le dernier est un athlète formidable»*. *«C'est un des sports les plus durs*, confirme Claire, treize ans, de Chaville dans les Hauts-de-Seine, impressionnée par le passage des Alpes : *«Notre bus lui-même avait du mal à monter, alors on se demande comment des hommes arrivent à le faire à vélo...»*

Un peu déçus de n'avoir que très rarement assisté à la course elle-même (ils la suivent ou la précèdent), ils se consolent en évoquant les rencontres avec les coureurs, avant ou après l'étape. *«Plutôt avant*, précise Mathieu, *car ils sont relaxés alors qu'à la fin ils sont complètement crispés et fatigués.»* Ceux qui les ont particulièrement impressionnés? Miguel Indurain, bien sûr. *«Je savais que c'était une bête*, explique Fabien, *mais là, c'est impressionnant quand on le voit comme ça, très grand, très musclé.» «On ne voit pas quand il fait des efforts*, ajoute Mathieu, *car son visage reste toujours impassible.»* Mais tous les deux le jugent *«plutôt solitaire et un peu trop réservé»*. *«En fait*, avoue Julie, *je n'avais pas envie qu'il gagne le Tour, non que je ne l'aime pas, il n'attaque pas beaucoup.» «Cela dit le vélo ce n'est pas que les jambes, il faut aussi être intelligent.» «Il réfléchit bien, il calcule bien son truc, un peu comme Hinault»*, observe Alexandra, quinze ans, de Tours.

Dur métier

A l'évidence, ils trouvent l'Italien Chiappucci, *«beaucoup plus sympathique, plus vivant»*. *«Je ne sais pas pourquoi mais je l'aime bien»*, confie Laëtitia, douze ans, de Malakoff. Mathieu, lui, le sait : *«Il attaque tout le temps, il donne du spectacle, il fait plaisir aux spectateurs.»* Opinion partagée par Julie qui avoue également un petit faible pour Laurent Jalabert, *«très sympa et bon en vélo»*. Laurent Fignon, lui, fascine Jordane, treize ans, de Saint-Martin de Landelles, dans la Manche. *«Il est réservé, des fois on s'approche de lui et il part, comme s'il avait peur tandis que d'autres, Thierry Marie ou Jean-François Bernard disent tout de suite oui.»*

Manifestement attiré par les coureurs secrets, Jordane avoue une préférence pour l'Italien Bugno *«J'ai failli l'interviewer ce matin mais une dame m'a dit : non il est trop fatigué, il a une bronchite»*.

Le journalisme? *«C'est très dur de filmer»*, dit Mathieu, passionné de cyclisme et qui suit régulièrement les courses à la télévision : *«On est des petits journalistes et il faut s'imposer. On est toujours bousculé un peu, il faut s'y faire et se battre un peu.» «Le cyclisme c'est un sport très dur*, insiste Claire, *le journalisme aussi.»*

Concepteur et directeur du «Tour d'Enfance», Patrick Menant, quarante ans, a un rêve : *«Retrouver un jour sur le Tour un de mes gamins avec une carte verte de journaliste autour du cou.»*

PATRICK FRANCÈS

Les classements

DIX-SEPTIÈME ÉTAPE
La Bourboule-Montluçon (189 kilomètres)

1. Colotti (Fra), 4 h 34 min 55 s; 2. Maassen (PB) à 3 min 31 s; 3. Sergeant (Bel) même temps; 4. Louviot (Fra) à 8 min 34 s; 5. Nulens (Bel) même temps.
Général : 1. Indurain (Esp), 84 h 49 min 10 s; 2. Chiappucci (Ita) à 1 min 42 s; 3. Hampsten (EU) à 8 min 7 s; 4. Lino (Fra) à 9 min 22 s; 5. Bugno (Ita) à 10 min 9 s.

□ **Les Yougoslaves participeront aux Jeux olympiques, à titre individuel.** – Les athlètes yougoslaves (Serbie et Monténégro) participeront à titre personnel (épreuves individuelles à l'exclusion des relais et des sports d'équipe) aux Jeux olympiques de Barcelone qui débuteront samedi 25 juillet. Leur comité national olympique, réuni le 22 juillet, a accepté les décisions prises deux jours plus tôt, à New-York, par le comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations-unies. Les Yougoslaves ne défileront pas lors des cérémonies d'ouverture et de clôture et devront s'abstenir de toute déclaration ou geste politiques. Leurs succès seront salués par l'hymne et le drapeau olympiques.

La commission exécutive du Comité international olympique a entériné ces décisions, jeudi 23 juillet, avant de pourvoir au remplacement des Yougoslaves dans les sports d'équipe pour lesquels ils s'étaient qualifiés. Les équipes repêchées sont celles d'Italie (basket-ball féminin), d'Islande (handball masculin), de Norvège (handball féminin) et de Tchécoslovaquie (water-polo).

مكرر عن الأصل

SPORTS

Souvenirs d'enfance



L'Été festival

Avignon



MARC ENGUERAND

De gauche à droite : Charles Gonzalès, Régis Laroche, Christine Gagneux, Martine Schambacher et Jean-Louis Martinelli.

« Nous sommes tous en danger »

Jean-Louis Martinelli s'empare de Pasolini pour un spectacle sombre et salutaire

CALDERON
à la salle Benoît-XII

Qui sont ces femmes, sœurs, mères, si proches et si dissemblables ? L'une est brune, l'autre est blonde, et toutes deux ont l'incroyable don de voyager dans le temps. Pour le meilleur et pour le pire. Tout à l'heure, elles étaient sœurs dans un château espagnol de l'Age d'or ; les voici toutes deux prostituées à Barcelone, exclues, malmenées par la misère et la violence d'un franquisme dur aux marginales. Pour finir, dans une lumière froide, elles seront des martyres qu'un hypothétique drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau arrachera aux bourreaux de l'Holocauste. Auparavant, elles s'étaient introduites sans effraction dans le plus célèbre tableau de Velasquez, *les Ménines*.

Regardez ! Oui, ce sont bien *les Ménines* (décors de René Caussanet, costumes de Patrick Dutertre, lumières de Claude Couffin, un trio en état de grâce). Velasquez (Charles Gonzales) regarde le spectateur droit dans les yeux tandis qu'il peint un tableau que nul ne verra jamais, sinon peut-être cet homme à l'arrière-plan de la toile qui, lui, a tout vu et a décidé de partir. Mais lui n'existe pas, et d'autant moins qu'il est en scène figuré par un jeune homme en jeans (Régis Laroche). A moins que, comme le pensait Lacan, le tableau que Velasquez peint soit précisément celui que nous regardons nous-mêmes aujourd'hui, quatre siècles plus tard, au Musée du Prado. A moins encore que, comme le pensait Michel Foucault, Velasquez n'ait choisi de peindre un portrait du roi et de la reine d'Espagne aperçus eux aussi à l'arrière-plan de la toile dans ce qui pourrait être un miroir...

Une pièce méconnue et rarement jouée

L'homme qui figure le peintre s'avance sur le devant de la scène et expose ces différents points de vue, tels que les a rassemblés l'écrivain Gérard Wajcman. Et comme tout ce qui est grave doit être dit avec humour, le metteur en scène Jean-Louis Martinelli permet à ses ménines à lui, Christine Gagnieux et Martine Schambacher, de partir d'un fou rire dont on ne sait pas très bien s'il est engendré par la fatigue de la pose ou par ces explications.

Pier Paolo Pasolini, en admirateur et lecteur passionné de Shakespeare et de Calderon de la Barca, est bien décidé à mettre en scène son histoire, notre histoire, l'Histoire : c'est *Calderon*. Au magicien espagnol, il vole l'essentiel de *La vie est un songe* – cette réflexion vertigineuse sur la réalité et sa perception. Pasolini situe l'action en 1967, dans l'Espagne franquiste, et la fait voyager dans le temps, remontant à ce dix-septième siècle qui vit naître Calderon quelque temps après Velasquez. Pasolini a souvent répété que l'essentiel de son inspiration venait de la peinture, qu'elle soit rugueuse et brutale, claire et obscure comme celle de Masaccio, son artiste de prédilection, ou qu'elle soit mise en abyme du regard, comme le fit Velasquez avec *les Ménines* – ce tableau lui avait déjà inspiré un film, en 1963, *la Ricotta*, avec Orson Welles.

Quelques heures avant sa mort, Pasolini suggérait à son ultime interlocuteur de titrer ainsi ce qui serait son dernier entretien : « *Nous sommes tous en danger*. » Cet avertissement avait trouvé, deux ans plus tôt, en 1973, sa forme dramatique dans cette pièce méconnue et rarement jouée. Pièce tragique et sombre, écrite en pleine maturité par un auteur qui avait traversé les années 60 en prince de cinéma. Dans un coin de sa tête, sont présents, omniprésents, les événements violents ou tendres qui ont jalonné sa vie, depuis l'assassinat de John Kennedy jusqu'à celui de Rudi Dutschke, depuis la mort d'Ho Chi Minh jusqu'à sa rencontre avec Maria Callas et leur collaboration dans *Médée*. Durant tout ce temps, où qu'il aille, quoi qu'il fasse et qu'il dise, les fascistes italiens auront été et seront sur ses pas. Il publie alors six tragédies, un volume d'essais et un recueil de poésie, *Trasumanar e organizzar*, salut fulgurant d'un homme de son siècle à Dante et au marxisme. *Calderon* fait partie du lot.

Jean-Louis Martinelli, directeur du Théâtre de Lyon, a le talent d'assembler des fragments de textes pour qu'ils s'éclairent les uns les autres. Il y était cette fois d'autant plus autorisé que Pasolini a inventé pour *Calderon* un « speaker » (Charles Gonzales encore, pantalon noir et chemise blanche, cheveu noir et court, Pasolini en somme) donnant ici et là le point de vue de l'auteur et dont la langue est totalement différente de celle utilisée dans le reste de l'œuvre... Martinelli n'a retenu que quelques épisodes d'une pièce qui en compte seize. Il y a ajouté des textes de Gérard Wajcman donc, et de Pasolini lui-même. Il a cousu tout cela avec la même passion et la même habileté qui avaient enchanté Avignon l'an passé lors de son « chantier » consacré à Jean Eustache. Il a su une nouvelle fois réunir un groupe homogène d'excellents acteurs. Il les dirige une fois encore avec maestria, inventeur permanent du geste juste, qu'il soit drôle ou pathétique.

Le texte de Pasolini comme le collage de Jean-Louis Martinelli sont d'une ambition et d'une complexité superbement assumées. Il s'agit avant tout pour les deux hommes, fût-ce au prix fort des coups qu'ils nous portent, de nous forcer à ouvrir les yeux, à écarquiller les yeux. En ce sens, cette représentation rejoint, par des chemins différents mais parallèles, le spectacle de Georges Lavaudant, *Terra Incognita*. Nous sommes ici et là confrontés au même théâtre – soigné, exigeant, passionnant, – le théâtre de la désillusion.

O. S.

▶ Jusqu'au 31 juillet. A 21 h 30, salle Benoît-XII.

Sida : le théâtre se tait

Présence discrète à Avignon des responsables d'une association lancée en janvier 1991, Sida-solidarité-spectacle, Alain Neddam et Patrick Bossatti. Le premier est metteur en scène, le second dessinateur et critique de danse. Ils ont créé cette association dans trois buts : l'information des milieux culturels par l'édition d'un bulletin périodique ; la sensibilisation sur les problèmes d'emploi et d'insertion professionnelle des personnes atteintes par le VIH ; la réflexion sur toutes les actions visant à améliorer la solidarité interprofessionnelle à l'égard des personnes malades ou séropositives, ainsi qu'à favoriser l'information et la prévention au sein des compagnies et des entreprises culturelles.

A ce jour, trois bulletins ont été diffusés à plusieurs milliers d'exemplaires et l'association compte 280 adhérents, dont des personnalités comme Patrice Chéreau, Marie Collin, Georges Lavaudant, Gérard Mortier, Micheline Presle. Cinquante des membres sont « institutionnels » : compagnies de danse et de théâtre, centres dramatiques, festivals – Avignon n'a pas encore adhéré. La parution du bulletin n° 3, consacré au théâtre, a dû être retardée en raison « *de la difficulté à recueillir des informations et des témoignages* », explique, attristé Alain Neddam.

« Le silence favorise toutes les rumeurs »

« *Quand il s'agit de faire un geste de solidarité avec l'association*, reprend le metteur en scène, *nous obtenons des réponses immédiates. Mais nous avons questionné des directeurs de théâtre, des metteurs en scène pour savoir s'ils avaient été confrontés à la maladie. Nous n'avons pas eu de réponse ou des réponses sibyllines.*

» *En interrogeant les milieux de la danse, à la faveur d'un débat public en collaboration avec Jean-Paul Montanari, directeur du Festival de Montpellier, nous avons pu constater que ces milieux se mouillaient un peu plus. Un danseur malade a donc des choses moins compliquées à vivre qu'un comédien.*

» *Plusieurs acteurs sont morts sans parler de leur maladie. C'est dramatique pour plusieurs raisons. L'impact d'un travail comme le nôtre serait multiplié par dix si une personne reconnue dans le monde du spectacle, comme a pu le faire Hervé Guibert dans la littérature, affirmait publiquement sa maladie. Le silence, le tabou favorise toutes les rumeurs.*

» *On constate par ailleurs de plus en plus de situations de pertes de travail. Ne plus travailler, c'est se retrouver bientôt sans allocations de chômage, puis sans logement. Un acteur au travail a toujours des amis. Après un an loin des scènes, il est de plus en plus seul. Nous voulons casser la barrière entre ceux qui ne se croient pas concernés et ceux qui se croient concernés.* »

Des professionnels ont déjà inventé des formes de solidarité avec les malades. « *Jacques Weber à Nice n'a cessé de distribuer le comédien Luc Alexander, mort l'année dernière, pendant les six ans de sa maladie. Maguy Marin a payé le salaire d'un de ses danseurs malade jusqu'à la fin de son contrat et l'a nommé responsable des relations publiques de sa compagnie après son hospitalisation. Nous voudrions que les professionnels du spectacle fassent en sorte que, le temps de vie avec la maladie s'allongeant, les malades ne mènent pas une existence de chien, ne soient plus rejetés.* »

L'association espère pouvoir bientôt s'ouvrir au monde musical que l'épidémie n'épargne pas, loin s'en faut, et offrir aux auteurs dramatiques, aux écrivains, une tribune pour s'exprimer sur la maladie. « *Nous refusons le pathos, le chantage à l'émotion*, dit Alain Neddam. *Il n'est pas intéressant de dresser la liste des morts. Nous voulons seulement donner la parole aux vivants.* »

Propos recueillis par
OLIVIER SCHMITT

▶ **Sida-solidarité-spectacle. 45, rue Sedaine, 75557 Paris Cedex 11. Adhésion simple : 60 F. Adhésion de soutien : 200 F. Adhésion compagnies et structures : 500 F.**

Musique des souvenirs

Deux spectacles lyriques populaires à l'écoute des airs anciens

ZARZUELA
à l'hôpital Sainte-Marthe
LES NAUFRAGÉS DE L'OLYMPE
au Gymnase Aubanel

Le temps n'est plus où les audaces avant-gardistes d'Avignon se cultivaient dans la serre chaude du « théâtre musical », au cloître des Célestins. Les références au passé – dans les années 70, quand Guy Erisman programmait des œuvres de Prey et d'Aperghis, de Henze et Ligeti – ne se concevaient qu'ironiques, déconstructives, subversives. Aujourd'hui, le goût est au *revival*, à la tradition, aux valeurs sûres du folklore. Les spectacles musicaux du festival procèdent ainsi de souvenirs de musique, à moins qu'ils ne s'abandonnent à la musique des souvenirs.

Stéréotypes et critique sociale

Pierre Roullier s'est contenté de dépoussiérer des airs populaires espagnols du siècle dernier, en les réorchestrant, dans *Zarzuela ! Histoire d'un patio*. L'idée des auteurs, Alita Baldi et Jean-Claude Carrière, était de montrer « *le vrai visage* » d'une tradition ibérique trahie par les espagnolades, en présentant un genre lyrique autochtone qui intègre à la fois le cantique, la chansonnette des rues et l'opérette.

Le spectacle inspiré d'une des plus célèbres zarzuelas, *la Verbena de la Paloma*, évoque une journée de fête votive dans un quartier de Madrid. La cour de l'hôpital Sainte-Marthe, qui l'accueille – façade austère mais intéressant déambulatoire sous arcades, – a été astucieusement transformée en patio madrilène où les habitants viennent échanger menus propos et œillades, s'interpellant de fenêtre à balcon.

Réglées par Alain Maratrat, ces allées et venues permettent d'enchaîner petits et grands airs. Elles restituent l'animation de ce patio, microcosme de la société espagnole de l'époque, avec les bourgeois et le petit peuple, le curé et le gardien de l'ordre, les matrones et les amoureux. La musique est jolie, les voix agréables, l'orchestre pittoresque avec son hélicon et ses bandonéons, et Jean-Claude Carrière a dosé habilement l'humour et la gravité, revivifiant des situations stéréotypées par un zeste de critique sociale : sous la convivialité suave de la célébration mariale, on devine les conflits latents entre riches et pauvres.

Tout cela fait ce qu'on appelle un divertissement de qualité, un peu frustrant peut-être pour qui attend d'un spectacle autre chose qu'une fabrication intelligente et de bon goût. On se prend à rêver d'une zarzuela qui s'autoriserait quelques vulgarités et ringardises mais paraîtrait plus authentiquement populaire ; une de ces zarzuelas qui n'ont pas droit de cité dans les grands festivals...

La fabrication est plus créative dans *les Naufragés de l'Olympe*, « fantaisie lyrique » présentée au gymnase Aubanel. La musique de Giovanna Marini appartient pour l'essentiel aux dix-huitième et dix-neuvième siècles : elle pastiche, avec une indiscutable virtuosité, divers compositeurs d'opéra et d'opéra bouffe, allemands et italiens. Mais un esprit contemporain tonifie les imitations révérentes ou parodiques. Quant au livret de Pierre Meunier, qui raconte une sombre histoire de Prométhée magouilleur et incapable, il rappelle les charges d'Offenbach contre les fantoches de l'Olympe.

Les amateurs de bel canto y trouvent leur compte, grâce au travail remarquable de Claudine Le Coz, Ricardo di Napoli, Pierre Meunier et Sylvie Sullé. Et l'ensemble Ars Nova interprète cette musique entre deux âges avec subtilité. A l'actif du spectacle, encore, un impressionnant décor de Catherine Rankl évoquant un enfer industriel souterrain.

Mais si les auteurs du spectacle ont voulu faire plus que divertir avec cette musique, ces images, ces jeux bouffons ; s'ils ont, comme on croit le comprendre, l'intention de dire des choses graves sur le monde contemporain, alors on peut regretter que leur propos se perde dans trop de citations, de références, de souvenirs.

BERNADETTE BOST

▶ *Zarzuela*, **jusqu'au 31 juillet, à 22 heures à l'hôpital Sainte-Marthe.** *Les Naufragés de l'Olympe*, **jusqu'au 28 juillet, à 21 h 30, au gymnase du lycée Aubanel. Tél. : 90-86-24-43.**

Alès

En toute liberté

LES CARABINIERS
à Alès

Les Carabiniers, c'est un film de Jean-Luc Godard, sur un scénario de Roberto Rossellini et de Jean Gruault d'après une pièce de Benjamino Jappolo. Et voilà que le théâtre récupère cette histoire rageusement pacifiste. Plus qu'une histoire, une série de tableaux noir et blanccomme en eau-forte, dans l'adaptation très libre que la compagnie Valsez-Cassis a présentée au Festival du jeune théâtre d'Alès – après Paris, Rouen et Strasbourg, où le spectacle a obtenu le prix du Festival « Turbulence ».

A Alès, *les Carabiniers* ont été joués dans le théâtre, salle mal commode, trop grande, avec un matériel d'éclairage succinct et une acoustique déplorable – malgré tout dans des conditions bien meilleures que n'importe où au « off » Avignon. Comme les metteurs en scène, Agnès Sourdillon et François Wastiaux, ont misé sur l'extrême simplicité, le spectacle n'en a pas trop souffert. Sans décors, dans les figures géométriques découpées par les lumières, les déplacements des comédiens dessinent des lignes aiguës sur un rythme nerveux. Les répliques sont courtes et se cognent, s'enroulent et s'envolent jusqu'au lyrisme. Il y a dans ce spectacle toute l'agressivité nécessaire, et aussi un goût de liberté, le sens de l'amusement sinon de l'humour. Ou peut-être l'humour s'est-il perdu dans les espaces trop vastes et trop vides du théâtre.

Quoi qu'il en soit, la compagnie Valsez-Cassis ne cherche pas la facilité, a des idées, de la vitalité, et du bonheur à jouer. Un bonheur que les acteurs savent communiquer. On espère que la carrière de ces *Carabiniers* ne s'arrêtera pas à Alès.

COLETTE GODARD

CULTURE

L'Été festival

Bagnols-sur-Cèze

Le voyage en Perse

Une création de Jean-François Duroure résultat d'une « résidence »

LE LANGAGE DES OISEAUX
à Bagnols-sur-Cèze

Jean-François Duroure est depuis quelque temps sous influence orientale. Sa nouvelle pièce s'inspire d'un merveilleux poème peran, peu connu en France : *la Conférence des oiseaux* de Farid Uddin Attar (douzième siècle) – Peter Brook en a tiré naguère un spectacle présenté au Festival d'Avignon. Il raconte le voyage entrepris par les oiseaux du monde à la recherche de leur roi, le Symorgh.

Après mille périls et la traversée de sept vallées, dans chacune desquelles ils doivent résoudre une énigme, ils parviennent au terme de cette quête initiatique : le Symorgh n'est autre qu'eux-mêmes, enfin parvenus à la connaissance de soi. « *Le soleil de ma majesté est un miroir. Celui qui se voit dans ce miroir, il y voit son âme et son corps. Il s'y voit tout entier. Seriez-vous trente ou quarante, vous verriez trente ou quarante oiseaux dans ce miroir. Alors les oiseaux se perdirent pour toujours dans le Symorgh. L'ombre se confondit avec le soleil, et voilà tout* », écrit Farid Uddin Attar.

Quatre musiciens (percussions indiennes et accordéon) sont assis à droite du plateau, sobrement orné d'une colonnade blanche au fond et de branches d'arbres nues piquées sur des claies de bois blanc, d'inspiration japonaise. Sobres sont aussi les costumes des sept danseurs, panneaux d'étoffes de couleurs sourdes diversement drapés : Annick Gonçalves a heureusement évité de les déguiser en oiseaux. Ces derniers sont présents dans la musique, mais rarement. Peut-être tant de discrétion ne facilite-t-elle pas la compréhension du spectacle pour le spectateur, qui ne dispose pour tout guide que de la fin du poème d'Attar que nous avons citée. Une chanteuse – sonorisée beaucoup trop fort – se mêle aux danseurs, mais elle chante en persan, en italien et en hébreu...

La chorégraphie est assez inégale, mêlant des banalités, des tics contemporains et des passages brouillons à d'autres plus inventifs et cohérents. Elle fait parfois appel à un folklore stylisé, surtout dans la première partie qui évoque quelque rite primitif païen fortement rythmé ; les moments de transe, d'énergie, d'amples et rapides parcours, alternent avec des phases de calme, de mouvements ralentis sur place, de belles attitudes. Souvent, ces « oiseaux » épuisés se laissent choir sur le sol avant de reprendre leur voyage. La rencontre du Symorgh, à la fin, n'est pas très claire : les danseurs prennent dans les arbres des poses de martyrs, avant de tourner comme des derviches, bras à l'horizontale.

Il convient de replacer ce spectacle dans son contexte : celui d'une « résidence-mission » accordée à Jean-François Duroure par la ville de Bagnols-sur-Cèze (c'est un enfant du pays). Pendant deux mois, il a multiplié les contacts avec les habitants sous forme de stages, interventions dans les écoles, cours et répétitions publiques, et ce travail de sensibilisation à la danse a visiblement porté ses fruits : les spectateurs étaient plus d'un millier dans l'amphithéâtre de verdure. A la fin ils ont réclamé Duroure sur l'air des lampions et, pour les remercier, il a improvisé un solo de toute beauté.

SYLVIE DE NUSSAC

▶ Prochaines représentations le 28 juillet à Munich, le 1er août à Pézenas, le 6 août à Florence, le 29 octobre à Colombes.

Bordeaux

Les avancées bordelaises

La métropole de l'Aquitaine redécouvre le bel canto

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

Soir de première à Bordeaux : une interminable ovation salue les interprètes d'*Otello*, au Palais des sports donné pourtant en version de concert. La veille, mardi 21 juillet, le même triomphe accueillit ceux de *Rigoletto* dans la production du Théâtre de Bologne, au Grand Théâtre somptueusement restauré.

Quelques mélomanes n'étaient pas heureux, pourtant : ils n'avaient pas pu trouver de place et tempêtaient. C'est ainsi, depuis que la capitale de l'Aquitaine s'est réveillée à la musique et à l'opéra. Et l'on regrette que la ville ait dû amputer le budget de la culture de 20 %. Il n'y aura donc que sept productions lyriques l'année prochaine, contre onze cette année...

A la recherche d'une salle de concerts

Les responsables de l'Orchestre Bordeaux Aquitaine et du Grand Théâtre doivent s'adapter, et plus encore convaincre. Lutter pour que la ville soit dotée d'une salle de concerts moderne, à l'acoustique irréprochable. Trop cher, murmurent certains élus, qui n'ont pas rechigné devant la construction d'un vélodrome dont ses détracteurs affirment qu'il ne sert pratiquement pas. Car l'Orchestre de Bordeaux a fait des progrès stupéfiants. Et il arrive un moment où la qualité d'un ensemble symphonique dépend directement de celle de la salle dans laquelle il répète et joue. Cela se sait dans le monde entier, sauf en France, apparemment.

Triomphe pour ces deux opéras de Verdi. Pour les chanteurs bien sûr, même si Vladimir Atlantov hurle le rôle d'Otello davantage qu'il ne le chante, même si le tout jeune Ettore Kim n'a pas encore le timbre qu'il faut à Iago, ni surtout la distance qu'il faut mettre dans ce rôle de salaud – mais quelle voix et quel art du chant ! – même si la Desdémone de Ljubov Kazarnovskaya, dont le chant n'est pas à mettre en cause, manque de fragilité, même si le duc de Mantoue de Taro Ichihara et la Gilda de Leontina Vaduva connaissent des problèmes vocaux qui, par intermittence, ternissent leurs prestations, même si l'on a entendu Rigoletto plus subtil que celui d'Alexandru Agache, même si, enfin, la mise en scène, très classique et peu claire de Giancarlo Cobeli et Ivo Guerra ne restera pas dans les annales. Mais ces deux interprétations verdiennes témoignaient d'un tel souffle, d'un tel travail d'équipe, qu'elles ne pouvaient que déclencher de tels vivats.

Cette envolée dramatique, cette détermination, on les doit à John Fiore, un tout jeune Américain qui réunit toutes les qualités que l'on attend d'un chef lyrique : il sait accompagner les chanteurs sans sacrifier la précision rythmique, les rattraper quand ils décalent, équilibrer le plateau et l'orchestre, sans raboter la dynamique de ce dernier, être attentif à la beauté instrumentale de la musique de Verdi, sans en faire de la musique pour concert symphonique, savourer les détails sans ralentir la progression dramatique. Sa biographie nous apprend que, à l'âge de quatorze ans, il était déjà répétiteur pour les productions annuelles de l'Opéra de Seattle, aux Etats-Unis. Répétiteur... pour la *Tétralogie* de Wagner.

ALAIN LOMPECH

▶ Prochaine représentation d'*Otello*, les 25 et 28 juillet. De 70 F à 270 F. Tél. : 56-48-58-54.

CINÉMA

Ingrédients télévisuels

FRANC-PARLER
de Barnet Kellman

On retrouve dans *Franc-parler* quelques-uns des ingrédients qui firent en leur temps (et cet été, dans une salle du Quartier latin) le succès de *Vierge sur canapé*, de Richard Quine, avec Natalie Wood et Tony Curtis. Ici aussi, une psychologue à succès (Dolly Parton) est courtisée par un journaliste (James Woods) qui a un article derrière la fête, au moins jusqu'à ce qu'il tombe amoureux. Mais en vingt ans (ou presque), les choses ont changé. Aujourd'hui, les psychologues parlent à la radio et – surtout – ne sont pas psychologues, c'est là le terrible secret que le limier cherche à révéler.

De toute façon, il suffit de dix minutes pour prévoir, plan par plan ou presque, ce qui va se passer jusqu'à la fin de *Franc-parler*. Barnet Kellman vient de la télévision (il a beaucoup travaillé sur la série *Murphy Brown)* ; pour lui, il ne faut surtout pas prendre le spectateur à rebrousse-poil, comme si l'on pouvait zapper dans un fauteuil de cinéma. Alors, ce qui doit arriver arrive : en brave fille de l'Arkansas, Dolly Parton séduit Chicago par son bon sens, trouve l'amour et la fortune.

En sous-James Stewart, James Woods est presque drôle à force d'incompétence, mais les seconds rôles (Griffin Dunne en patron de radio, Philip Bosco en rédacteur en chef) n'ont pas l'air de s'amuser. Enfin, les chansons, signées Dolly Parton, sont surproduites et banales.

T. S.

Dans l'espace personne ne vous entend ronfler

STARTREK VI
de Nicholas Meyer

Startrek VI marque la fin de la série, au cinéma, à la télévision. Plus jamais le capitaine Kirk et le docteur Spock ne navigueront à bord du vaisseau *Enterprise*. William Shatner et Leonard Nimoy, qui les ont incarnés pendant un quart de siècle, l'ont juré. A ce titre, le film gagnera peut-être sa place dans les histoires du cinéma. A moins que ce ne soit dans une filmographie consacrée à la fin de la guerre froide, puisque *Startrek VI* montre que les empires sont mortels, même celui des terribles Klingon. A la suite d'une catastrophe écologique, ces barbares entament un processus de démocratisation et de désarmement. Tout le monde ne s'en satisfait pas, d'un côté comme de l'autre, heureusement l'*Enterprise* veille.

Mais pour que les historiens parlent de *Startrek VI*, il faudrait qu'ils l'aient vu, et ce serait beaucoup demander, même au plus patient des bénédictins.

T. S.

Ne vaut pas cher

SUP DE FRIC
de Christian Gion

Le film est dédié à Jean Poiret, qui y tint son dernier rôle. Celui de Cyril Dujardin, directeur en région parisienne d'une très chic école de commerce privée où l'on enseigne à des fils à papa l'art et la manière de s'enrichir en affaires par la pratique de l'arnaque « légale ».

Poiret, l'œil malin, l'allure vantarde et cynique, l'humour nonchalant, compose, avec des airs entendus à l'adresse des spectateurs, une franche canaille qu'on n'arrive pas à trouver antipathique. Car ses adversaires, Cris Campion et Anthony Delon, élèves jouant les redresseurs de torts en le battant sur son propre terrain, ne font pas le poids face à lui.

Le scénario, au début prometteur – une comédie satirique sur les magouilles du capitalisme libéral par système informatique interposé et trafic d'influence, – tourne vite en eau de boudin dans le néant cinématographique de la réalisation. Seuls des acteurs capables de se prendre en charge, comme le cher Poiret et Roland Giraud, arrivent à exister sur l'écran.

J. S.

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenczi, Philippe Herreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

CARNET DU Monde

Naissances

– **Angélique BERÈS, Denis OLIVENNES et Benjamin,**

ont la joie d'annoncer la naissance, le 16 juillet 1992, de

Simon.

Décès

– On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre CAPRON,
architecte DPLG,
survenu le 12 juillet 1992.

L'inhumation a eu lieu le 16 juillet 1992, au cimetière ancien d'Ivry-sur-Seine.

10, rue Raspail,
94000 Ivry-sur-Seine.
36, rue Gabriel-Péri,
94000 Ivry-sur-Seine.

– **M. Jean DELOUSTAL**

a accompli son chemin terrestre, à l'âge de quatre-vingts ans.

Anne-Marie,
son épouse,
Pierre et Marie-Claude,
Maguy et Solange,
ses enfants,
Bruno et Benoît,
ses petits-enfants,
Ses belles-sœurs, neveux et nièces, cousins et cousines,
Et toute la famille
prient d'assister aux obsèques, célébrées en l'église Saint-Hélier de Rennes, le 24 juillet, à 9 heures, ou de s'unir à eux par la prière.

Inhumation au cimetière Montmartre, à Paris.

« *Je suis le chemin, la vérité et la vie.* »

Visites réservées à la famille et aux proches.

Ni fleurs ni couronnes.

Pas de condoléances.

27, rue Adolphe-Leray,
35000 Rennes.

– M. Michel Gastebois et Mme, née Thérèse Cressard,
ont la douleur de faire part du décès de leur fils,

Philippe GASTEBOIS.

Ses obsèques auront lieu le 24 juillet 1992, à 11 heures, en la cathédrale de Rennes.

22, rue de Paris,
35000 Rennes.

– Mme Michel Mancy,
Mme Charles Mancy,
M. Olivier Mancy,
M. et Mme Ignacio Cuadrado,
M. et Mme Jérôme Mancy,
M. Laurent Mancy,
M. et Mme François Mancy,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel MANCY,

le 21 juillet 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 24 juillet, à 10 h 30, à la paroisse de Notre-Dame-des-Champs, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Le président du conseil de surveillance de la banque Paribas,
Le président du directoire de la banque Paribas,
Les membres du comité de direction de la banque Paribas,
Les collaborateurs de la banque Paribas,
ont le grand regret de faire part du décès de

M. Michel MANCY,
directeur général
de la banque Paribas en Italie,

survenu le 21 juillet 1992,

et adressent leurs condoléances à sa famille.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 24 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, Paris-6e.

Banque Paribas,
3, rue d'Antin,
75002 Paris.

– Lyon-5e.

Monique et René Mothiron,
ses parents,
Martine et Philippe Mothiron,
Christiane Mothiron,
ses frère et sœur,
Les familles Mothiron, Soubeyrand, Nicolas, Bouiges,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Yves MOTHIRON,
ancien élève de l'ESC-Lyon,

survenu à Grenoble, le 21 juillet 1992, dans sa trente et unième année.

Une réunion de prières rassemblera ceux qui l'ont connu et aimé dans la région Rhône-Alpes, le vendredi 24 juillet, à 14 heures, en l'église du Point-du-Jour, à Lyon-5e.

Une messe de funérailles sera célébrée en l'église Notre-Dame du Chêne, à Viroflay (Yvelines), le 27 juillet, à 10 h 45.

Elle sera suivie de l'inhumation, dans l'intimité, au cimetière de Viroflay, dans le caveau de famille.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue Guizot,
78220 Viroflay.

– Monique Uri,
née Blanchetière,
son épouse,
Jean-Michel et Marie-Christine Uri,
Marie-Hélène et Maurice Piccot,
Noëlle Uri,
Didier Uri et Dominique Ludwig,
ses enfants,
Anne-Laurence et Jean-Christophe Hubau
et Charlotte,
Pascale Uri,
Camille et Julien Uri,
Eléonore Piccot,
ses petits-enfants,
Carmène Blanchetière,
Françoise Denis et Dominique Vernier,
ont le chagrin de faire part du décès de

Pierre URI,
commandeur de la Légion d'honneur,
grand-croix
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre 1939-1945,
commandeur de l'ordre de Léopold Ier,
Prix Robert-Schuman,

le 21 juillet 1992, à l'âge de quatre-vingts ans.

L'inhumation dans le caveau de famille aura lieu le lundi 27 juillet, à 11 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, avenue du Président-Wilson,
75116 Paris.

– Le président,
Le conseil d'administration
Et tous les membres de l'Association Jean-Monnet,

ont la douleur de faire part du décès de leur ami

Pierre URI,
président d'honneur,

survenu à Paris, le 21 juillet 1992.

Association Jean-Monnet,
47, rue de l'Université,
75007 Paris.

(Le Monde du 23 juillet.)

– Mme Jyl Valegeas,
son épouse,
M. et Mme Jacques Couzy,
Les médecins et le personnel
de la clinique du Colombier,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur André VALEGEAS,

survenu le 15 juillet 1992.

Les obsèques ont eu lieu le 17 juillet, au crématorium de Landouge (Haute-Vienne).

Anniversaires

– **Benoît CAMAU**

nous quittait, le 24 juillet 1982.

Il allait avoir treize ans.

« *Le vent de la mer essuie les larmes.* »

– Il y a neuf ans, mourait subitement, d'une crise cardiaque,

Jean-Claude RIVIÈRE,
chevalier des Arts et Lettres,
critique musical à Paris,
éditeur de musique en RFA,
fils de déporté mort à Auschwitz,
livré par Vichy aux nazis.

André Calas, son légataire universel et son ami (1941 à 1983),
vous prie d'avoir une pensée pour lui.

« *Mort ? toi ? mon grand soleil radieux.* »
Verlaine à Rimbaud.

Le Monde

DES LIVRES

Dernières nouvelles de Vialatte

Utilité des malles sans fond pour ranger ses manuscrits – Risques de la notoriété et avantages de l'almanach
Si Pascal avait traduit Kafka – Inconvénients du roman – Grandeur consécutive d'Alexandre

ALMANACH DES QUATRE SAISONS BADONCE ET LES CRÉATURES ANTIQUITÉ DU GRAND CHOSIER
d'Alexandre Vialatte.
Julliard, 634 p., 140 F.

SALOMÉ
d'Alexandre Vialatte.
Les Belles Lettres,
coll. « l'Idiot international »,
255 p., 120 F.


COLL. PIERRE VIALATTE

Alexandre Vialatte : « L'homme est zoologique. C'est ce qui rend la lecture des romans fastidieuse ».

Pour entreposer ses manuscrits, Alexandre Vialatte utilisait, semble-t-il, des malles sans fond. Régulièrement, depuis sa mort, il y a vingt ans, des éditeurs y lancent leurs filets et ramènent à la surface le dernier, assurent-ils, texte inédit. Jusqu'à la pêche suivante qui s'avérera tout aussi miraculeuse. Et c'est ainsi que Vialatte qui n'avait guère publié de son vivant que quatre livres – trois romans et un album sur la basse Auvergne – jouit désormais d'une bibliographie florissante.

Il doit beaucoup de cette prospérité à Ferny Besson qui fut sa grande amie. Cette dame s'est vouée au culte d'Alexandre. Elle lui a consacré une biographie, toute de finesse et d'émotion, *Alexandre Vialatte ou la complainte d'un enfant frivole*, parue en 1981 chez Lattès.

Elle s'est aussi attelée à une tâche vialattienne entre toutes par son allure de pari perdu d'avance : rassembler en volumes les textes courts, chroniques, nouvelles, almanachs, célébrations que Vialatte dispersait dans les organes de presse les plus inattendus, *la Montagne*, bien sûr, le quotidien régional de sa chère Auvergne, mais aussi *Art, le Spectacle du monde, le Journal du tiercé, le Courrier des Messageries maritimes, Marie-Claire, Flammes et fumées, la Revue rhénane, l'Epoque, l'Alsace française, le Crapouillot*, sans oublier, car il n'était pas snob, la *NRF, les Lettres françaises* et l'insubmersible *Revue Des deux Mondes*. Plus, sans doute, d'autres feuilles et organes qui ont échappé jusqu'à présent aux recherches minutieuses.

Disséminées aux quatre vents, offertes au plaisir et à la sagacité des lecteurs les plus improbables, ces chroniques demeurent le plus éblouissant de l'œuvre. Rassemblées en volumes, elles ont sensiblement augmenté le clan des fanatiques de Vialatte. Le temps n'est pas loin où l'on ne pourra plus dire de lui qu'il est, selon ses propres termes, notoirement méconnu.

Cette notoriété ne va pas sans risque : si Vialatte n'a pas de maître reconnu, s'il a inventé un genre, comme en leur temps Montaigne ou Diderot, ses épigones foisonnent. De la rhétorique rigoureuse et cocasse de l'auteur des *Dernières nouvelles de l'Homme*, ils ont « chopé » quelques tics, mais ils sont à Vialatte ce que le plateau de Millevaches est à l'Auvergne ; leur chanson est sans mystère.

Le mystère est le pain quotidien de Vialatte. La création entière lui est mystérieuse. Le livre du monde se confond pour lui avec celui des merveilles. « *Dieu*, écrit-il, *se dissimule comme le loup de la devinette qui se cache dans sa propre image au milieu des branches du pommier. On ne voit plus que lui quand on l'a découvert. D'autres ne voient jamais que le pommier.* » Si la chronique, si l'almanach lui sont des formes littéraires privilégiées, c'est qu'elles lui permettent de faire, à sa manière, l'inventaire de toutes les choses – l'une de ses séries d'articles s'intitule *le Grand Chosier*, – le répertoire désordonné et amoureux de la vie sous toutes ses formes, la mort étant l'une de ces formes, la plus mystérieuse donc la plus fascinante.

Vialatte est l'anti-encyclopédiste par excellence. Les philosophes du XVIIIe siècle voulaient faire l'inventaire de tous les savoirs pour conquérir le monde et libérer l'homme d'une obscurité d'où naissaient tous les malheurs. Vialatte écrit et décrit pour obscurcir, pour épaissir les mystères, pour placer les certitudes en porte-à-faux, pour mettre à nu les faiblesses et les bornes de la raison.

S'il choisit les armes délicieuses de l'humour, du syllogisme pervers, de la nomenclature savoureusement délirante, de la simplicité trompeuse, de l'érudition dérisoire, de la définition gauchie, son propos ne se contente pas d'être grave, il est d'un pessimisme allègre, mais total. S'il faut à tout prix trouver un inspirateur à Vialatte, c'est du côté de Pascal qu'il faut le chercher. Pascal, s'il avait traduit Kafka, aurait pu proposer cette définition de l'homme : « *Animal à chapeau mou qui attend l'autobus 27, au coin de la rue de la Glacière* ».

Ces dispositions d'esprit ne s'accordent guère au genre romanesque. Le paradoxe perd de son efficace métaphysique lorsqu'il se dilue dans la durée romanesque. Il exige de la pointe plutôt que du souffle ; il joue sur les mots, sur les articulations fines de la phrase davantage que sur la masse des chapitres. C'est sans doute pourquoi Vialatte, s'il a publié trois romans estimables – dont un chef-d'œuvre, *les Fruits du Congo* – en a laissé tant dormir inachevés dans sa fameuse malle.

« *Ecrire*, disait-il, *n'est intéressant que lorsque l'œuvre collabore avec l'auteur, quand ils enfantent ensemble, quand il sort quelque chose qu'on n'attendait pas* ». Il est probable que *Salomé* que l'on édite aujourd'hui ne lui promettait plus assez d'inattendu pour qu'il songe à parfaire ce roman écrit en 1932, quatre ans après la parution de *Battling le ténébreux*.

C'est pourtant une œuvre bien agréable dans le léger négligé où elle se présente. Peut-être, justement, parce que ce n'est pas tout à fait un roman, que l'auteur ne s'est guère soucié de lier entre eux des personnages et des épisodes qui, du coup, retrouvent la verve, le charme et les vertus méticuleuses du texte court. Les métaphores peuvent fleurir et libérer leur parfum d'incongruité et de poésie ; les descriptions peuvent étaler leurs séductions sans craindre de ralentir le cours du récit, la trame est assez lâche pour ne pas contraindre des personnages peu ordinaires à la discipline d'une unité psychologique.

A la vérité romanesque, Vialatte préfère les émotions profondes et essentielles de la vérité mythologique. Mythologie de la vie quotidienne, celle d'une petite ville de province au début du siècle, avec ses étroitesses et ses rêveries, mêlée intimement à deux autres mythologies, puissantes et douloureuses, celle des légendes allemandes et celle de la geste biblique.

Révulsé, à sa manière qui était affable et indulgente, par l'idéologie française des Lumières, homme de culture plutôt que de civilisation, Vialatte se sentait proche du romantisme allemand, de son culte de la nuit, de sa soumission dramatique et religieuse aux pouvoirs de l'inconnu. Comme la plupart de ses livres, *Salomé* peut aussi se lire comme la métaphore développée du *Erlkönig* de Goethe : la mort est tout ce qui tue l'enfant dans l'homme. Les enfants de Vialatte sont tristes et mélancoliques parce qu'ils pressentent la mort qu'ils portent en eux.

Cela ne fait pas de Vialatte, comme l'écrit malencontreusement le préfacier de *Salomé*, « *le romancier allemand de la France* ». Il est, par bonheur, tout autre chose, et pas vraiment romancier : « *L'homme est zoologique. C'est ce qui rend la lecture des romans fastidieuse. On sait d'avance tout ce qui va s'y passer. On ne pourra jamais y voir l'homme que naître, mourir ou se marier. Si ingénieuses que soient ses façons de faire ces trois choses, on sait d'avance qu'il n'en sortira pas.* »

Pierre Lepape

Bureaux d'écrivains : Dominique Rolin

Nicolas Guilbert a rencontré quatre écrivains pour dessiner leur bureau. En contrepoint chacun évoque ce lieu de leur création. Dominique Rolin ouvre cette série. Elle sera suivie par Pierre Mertens, Marie Nimier et Charles Juliet.

Page 14

RENCONTRES IMAGINAIRES

L'Europe de Valéry

Après Roland Jaccard et Schopenhauer (« le Monde des livres » du 17 juillet), nous poursuivons nos « rencontres imaginaires » par un entretien avec Paul Valéry par Hector Bianciotti. L'auteur de *Charmes* évoque les questions politiques et géopolitiques : *« Aucune nation d'Europe ne peut se passer des autres, en présence de l'éveil du reste du monde et de son rapprochement. »*

Page 15

SOCIÉTÉS

par Georges Balandier

L'imaginaire hors les murs

Les mythes et les légendes sont construits autour de deux mondes. Celui de l'intérieur, de la cité, de la civilisation, et celui de l'extérieur, de l'inconnu, d'où l'ennemi peut surgir. Les forêts appartiennent à cette catégorie. C'est le pays des bêtes, comme celle du Gévaudan, qu'étudie Michel Louis. Robert Harrison fait à partir de cette histoire de la relation à la forêt, à l'univers sauvage, un essai passionnant sur *« L'imaginaire occidental »*.

Page 17

Le credo de Don DeLillo

Le romancier américain écrit dans un monde où la terreur, les dangers « sont en compétition narrative directe avec la fiction »

MAO II
de Don DeLillo.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Marianne Véron,
Actes Sud, 280 p., 128 F.

Mao II, le dernier roman de Don DeLillo, s'ouvre sur un mariage et finit sur une noce. Le premier se déroule à New-York, dans un stade ensoleillé du Monde libre et sous le haut patronage de Sa Majesté Moon. Les fiancés, appareillés par le seul choix du prophète, y convolent en masse, sans se connaître, et ne sont unis que par leur foi en une métaphysique de bazar qui transcenderait leur désarroi individuel. La seconde a pour cadre Beyrouth, et, dans les ruines d'une ville mutilée par la guerre, sous la protection d'un tank dont « *le canon se met à onduler comme une blague grivoise de noces et banquets* », célèbre l'union unique de deux individus uniques.

Entre ces deux événements, DeLillo tisse la toile d'une métaphore où le monde apparaît comme le théâtre d'un vaste complot anonyme où « *la terreur est un langage et le terroriste fait un raid sur la conscience humaine* ». L'argument du roman est simple : Bill Gray, écrivain devenu mythique aussi bien par le retentissement de son œuvre passée que par le choix qu'il a fait de disparaître soudainement de la vie publique pour pouvoir rédiger le Livre définitif de sa Vie, accepte de recevoir, dans son antre de reclus, une photographe monomaniaque qui cherche à fixer le regard de tous les écrivains du monde, comme pour y trouver « *le sens de leur mission* ».

Bill est, en fait, un homme quasi vaincu, un écrivain d'une intégrité opiniâtre qui n'a rien publié depuis vingt ans et qui noie dans l'alcool et les pilules « *up and down* » sa quête mystique de « *la phrase parfaite* ». La publication de la photo est pour lui comme une sorte de réveil de la Belle au bois dormant. Il abandonne la rédaction du Livre pour entrer dans la Vie et, sitôt sa jonction avec le réel opérée, se voit confier la mission d'échanger sa notoriété contre l'anonymat d'un obscur poète enlevé par un obscur groupe terroriste libanais. « *Du point de vue de Bill Gray, mon roman pourrait se résumer en deux parties*, dit Don DeLillo : *le Livre et le Monde.* »

On ne saurait mieux dire, et l'incapacité de Bill à trouver le sens du Livre se résout dans son impuissance à sauver le frère écrivain des griffes de ses ravisseurs. « *Autrefois un écrivain pouvait toujours croire qu'il influençait la culture. Aujourd'hui, nous sommes dominés par le terrorisme et le rapport qu'il entretient avec les médias. La terreur, les dangers de notre monde sont en compétition narrative directe avec la fiction.* » Ce credo angoissé, ce regard teinté de paranoïa sur un monde qui affiche ses horreurs avec une inconsciente complaisance et où la crudité du langage journalistique a remplacé les métaphores de l'art, donne, à la fois, la clé du roman et celle de son titre.

Mao II n'est pas une référence à Mao Zedong, mais à la célèbre série de portraits d'Andy Warhol. Pour Don DeLillo, les peintures de Warhol sont bien plus qu'un clin d'œil ironique : « *Elles anticipent l'image télévisée du portrait officiel de Mao, défiguré à la peinture rouge sur la place Tiananmen.* » Dans *Mao II*, les toiles de Warhol font la jonction entre le totalitarisme et une image fabriquée qui incite à se demander ce qui transforme la renommée en masque mortuaire, ou comment un portrait parvient à geler l'esprit de ce qu'il représente. Mao est mort deux fois, et ses enfants déboussolés réinventent le vieux rêve de la pureté communiste en s'unissant à l'aveuglette dans les véritables églises de la liturgie moderne que sont devenus les stades, ou en posant des bombes pour le seul bénéfice des diffuseurs d'informations.

Patrick Raynal

Lire la suite page 18

DÉBAT

Fiction et autobiographie

Faut-il reprocher aux romans d'aujourd'hui d'être des autobiographies déguisées ? A cette vieille question, Danièle Sallenave oppose le contrat mystérieux et secret entre la vie et l'œuvre, au cœur de toute grande entreprise littéraire

Le directeur de la revue *Esprit*, Olivier Mongin, a publié en page « Débats » du *Monde* du 3 juillet un point de vue, sous le titre « Identité et littérature : la France en mal de fiction ». Dans ce texte où les seuls écrivains français vivants cités étaient Jeanne Bourin et Sébastien Japrisot, – il apparaissait que la fiction française n'était plus qu'*« autosatisfaction individualiste »* ou *« nostalgie de l'Histoire »* face à la *« vitalité actuelle du roman anglo-saxon »*. Cette vision appelle des réponses. Outre celle du public (voir les succès récents d'Annie Ernaux, de J.-M. G. Le Clézio, et toujours, de Marguerite Duras). « Le Monde des livres », qui depuis vingt-cinq ans, n'a cessé de défendre la fiction française, se doit de participer à ce débat. Voici une première contribution, celle de Danièle Sallenave.

« *L'autobiographie ! Mais on pourrait dire qu'aucune de mes œuvres n'est autobiographique ou que toutes le sont.* » Ainsi répondait Marguerite Yourcenar à propos d'un colloque sur elle et l'autobiographie.

On ne peut rêver pourtant une œuvre dont les contours soient plus austèrement cernés : la part concédée aux Mémoires y est d'autant plus claire que les romans ont choisi de faire parler en première personne des figures historiquement attestées, grâce à quoi l'archive ou l'inscription substituent parfois leurs références canoniques aux libertés (qu'à tort on croit débridées) de l'imagination romanesque.

Les relations du roman avec l'écriture de soi sont donc certainement plus complexes que ne semble l'indiquer le point de vue d'Olivier Mongin. Pour celui-ci, en effet, la fiction française actuelle manque à tous ses devoirs en n'étant plus que de l'autobiographie mal déguisée. On serait bien souvent tenté de lui donner raison, tant il est vrai qu'on est las, chaque saison, de voir revenir ces romans où il est trop évident que l'auteur s'est livré au jeu gratifiant d'un déguisement de sa propre existence et, dans l'espérance de gagner sur tous les tableaux, a évité soigneusement toute espèce de risque. On ne les lit pas du reste sans un secret malaise qui se change vite en ennui.

C'est que, travestie en roman, la confession n'y est jamais un retour sur soi, elle n'affronte ni la vérité ni le réel ; elle se dérobe au risque que comporterait une véritable tentative autobiographique, qui descelle les évidences les mieux établies, fait trembler les contours du moi, oblige à redéfinir ses repères. En même temps, s'abritant derrière les leurres commodes d'un romanesque convenu, ces faux mémoires ne deviennent pas pour autant de la véritable fiction : ils autorisent simplement l'auteur à un narcissisme réconfortant, à une complaisance émerveillée, ils l'aident à sculpter sa propre image dans une matière pour laquelle de grandes références ne manquent pas.

Exemples médiocres

Le roman n'y gagne pas : réduite à fournir non son invention mais ses conventions, la fiction n'est pas plus que l'autobiographie soumise à l'épreuve de réalité – qui pour la fiction résulte justement d'une transformation de l'expérience vécue. Ainsi l'auteur peut-il à peu de frais répondre à la demande sociale, qui n'émane pas moins des éditeurs (faites-nous donc un roman !) que du public.

Qu'Olivier Mongin cependant se rassure : il ne s'agit là que de petites œuvres, car il n'est pas de grand projet qui ne demande pour s'accomplir que l'on coure un risque vital. Ces « œuvres » dont il parle n'en méritent pas le nom ; elles sont le pur produit de l'époque et elles périront comme elles sont nées, dans la fadeur et la pusillanimité. Il ne leur sera donné d'accéder ni à la grandeur du roman ni à l'énigme du journal ou de l'autobiographie.

On ne peut pourtant pas en rester là et profiter de ces exemples médiocres pour vitupérer l'époque et rejoindre ainsi le chœur de ceux pour qui la France n'est désormais plus la patrie du grand roman. Car on ne peut limiter à l'examen de quelques livres médiocres et éphémères la réflexion que mérite le rapport de l'œuvre romanesque et de l'autobiographie.

A quoi servirait-il, pour assainir les Lettres, d'opposer d'un côté les « véritables » autobiographies, qui seraient tout entières du côté de l'écriture de soi et, de l'autre, les « véritables » romans, qui seraient placés tout entiers sous le signe de l'invention, de l'imagination ? Ce ne serait pas davantage progresser dans cette grande affaire philosophique. Qu'est-ce, en vérité, que nous pouvons inventer ? Tout n'est-il pas dans le monde et dans les livres, et déjà filtré par notre expérience ? La part de l'invention est toujours, dans le roman, moins grande qu'on ne croit – ce qui ne veut pas dire qu'il faille rechercher, dans la vie de Nabokov, le goût des nymphettes et le détail des mésaventures d'Humbert Humbert.

Une sorte de contrat mystérieux et secret est au cœur de toute grande entreprise romanesque, contrat par où la vie et l'œuvre s'échangent et sont liées : voilà ce qu'il faut éclaircir. Or, loin de réduire les termes du débat, notre littérature se prête plutôt à une révision générale de ces notions qu'à un partage univoque. Nous le montrent à la fois l'éclosion de genres intermédiaires, le retour en force des journaux et carnets qui ne se contentent pas de reproduire l'expérience mais tentent de saisir au plus vif le *moment où elle se fait écriture*, et l'extrême qualité romanesque d'œuvres issues, de Duras à Annie Ernaux, de Sollers, Guibert ou Calaferte à Le Clézio ou Henri Thomas, tantôt d'une méditation fantasmatique sur sa vie, tantôt d'une volonté sombrement réaliste de ne pas inférer sur le cours des choses.

Métaphysique et métamorphose

L'écriture se dévoile alors pour ce qu'elle est : le maniement de dangereux effets de retour, qui marquent « la vie » de conséquences ineffaçables. La vie d'un écrivain, dès lors, se représentera topologiquement sous les aspects d'une spirale sans fin autre que la mort, où se creuse chaque jour davantage l'aventure conjointe du vivre et de l'écrire. De sorte qu'avec le temps – et comme le dit mystérieusement l'Evangile : *« Celui qui venait derrière moi est devant moi »*, – un trouble de la causalité s'empare de l'existence vécue. Car, malgré tout ce que Proust écrivait contre Sainte-Beuve à l'éloge du moi profond de l'écrivain, où se décide le choix et qui le fait ? Dit plus trivialement : vit-on enfermé pour écrire la *Recherche* ou écrit-on la *Recherche* afin de vivre enfermé ?

A ce nœud de raisons intriquées, on opposera des œuvres si éloignées de la vie de leur auteur que la dimension d'autobiographie y est totalement invisible : Nabokov, encore. Soit. Mais la question est autre ; elle n'est pas de l'ordre policier d'une recherche de *sources ou de concordances*. Ce n'est pas une affaire d'histoire littéraire, mais de métaphysique et de métamorphose : car, si persuadé que soit l'auteur d'être libéré dans tous les ressorts de son imagination, si infimes et peu reconnaissables que soient les fragments de vie vécue que recèle un roman, il n'est probablement d'œuvre que dans le souci de transformer la matière de la vie vivante, donc périssable, en un livre : *« J'arrache l'œuvre à ma vie, afin que celle-ci ne périsse pas tout entière. »*

C'est que je veux que ma vie soit mon œuvre, sans quoi je n'écrirais pas. Qu'on le comprenne dans tous les sens qu'on voudra : on aura toujours raison.

Danièle Sallenave

□ ***Précisions.*** – *Le travail de Giovanni* Macchia sur Marcel Proust et l'énigme d'*Albertine disparue*, que commentait Jacqueline Risset dans « le Monde des livres » du 10 juillet, a été publié dans la presse italienne. Deux articles de Macchia ont paru dans le *Corriere della Sera* les 13 et 14 octobre 1991. Ces textes seront repris prochainement dans un volume d'essais de Macchia, chez Gallimard. Par ailleurs, Jacques Bersani nous fait remarquer qu'il avait, dans un article publié dans le volume annuel d'*Encyclopaedia Universalis* paru en 1988, avancé la même hypothèse que Macchia selon laquelle Proust prévoyait de donner pour ses *Œuvres libres* une version réduite de *la Fugitive*.

D'autre part, la souscription pour le *Dictionnaire historique de la langue française* (« le Monde des livres » du 10 juillet) est ouverte auprès des libraires jusqu'au 31 octobre (695 F au lieu de 890 F).

BUREAUX D'ÉCRIVAINS DOMINIQUE ROLIN

Dessin de Nicolas Guilbert



LE matin en me mettant au travail, je vérifie au millimètre près la place occupée sur mon bureau par chaque objet (il y en a beaucoup, utiles ou superflus). Il s'agit d'un calcul secret pour garantir un ordre immuable, une espèce de *nombre d'or* dont j'ai besoin. Le moindre décalage serait une auto-trahison, un manque de respect à l'égard des choses.

L'équilibre entre les couleurs et les plans, les matières et les lignes doit être arithmétique à la surface de mon chantier d'écriture : son encombrement discipliné jusqu'à la maniaquerie ouvre les perspectives au lieu de les clore. Impossible d'échapper à cette concentration plane, très réduite en somme, où les choses, comme saisies architecturalement et fantastiquement dans mon rayon d'œil, agissent à la façon de paisibles et vibrants collaborateurs.



Rencontres Imaginaires



L'Europe de Paul Valéry

Après Schopenhauer, nous poursuivons notre série de « rencontres imaginaires ». Cette semaine Hector Bianciotti s'entretient avec Paul Valéry (1).

***« Au lendemain de la guerre de 14 vous vous demandiez si l'Europe n'allait pas devenir** « ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire : un petit cap du continent asiatique ». **Et vous disiez qu'aucune partie du monde n'a possédé** « cette singulière propriété « physique » : le plus intense pouvoir « émissif » uni au plus intense pouvoir « absorbant ». **Vous disiez :** « Tout est venu à l'Europe et tout en est venu »...*

– Europe est un système paradoxal – qui a réalisé le maximum d'union (c'est-à-dire qui *ait été observé)* intellectuelle – et le maximum de désunion au point de vue des volontés. L'Europe est chargée du poids de son histoire.

« Des considérations purement nationales conduisent les nations à leur perte. Un point de vue purement français est nécessairement dangereux pour la France »

L'image réelle de ce poids est donnée par ses dettes. Les emprunts sont l'effet actuel de toute cette histoire. Qui s'engagerait dans la justification de ces emprunts retrouverait nécessairement l'histoire entière. Quel mariage extraordinaire que celui d'Aristote, de Platon, des Ecritures juives et de S. Paul opéré par le moyen âge occidental ! C'est le mélange, la combinaison qui fut si importante pour l'Europe. Sans les Persans, sans les Sémites, sans la culture hellénique et les développements inattendus qu'elle a reçus, les Européens seraient de beaucoup inférieurs en raffinement et inventions aux peuples de l'Orient et de l'Extrême Orient.

– Lorsque, jadis, vous pensiez à l'Europe, Napoléon montrait souvent le bout de son bicorne...

– Napoléon semble être le seul qui ait pressenti ce qui devait se produire et ce qui pourrait s'entreprendre. Il a pensé à l'échelle du monde actuel, n'a pas été compris, et l'a dit. Mais il venait trop tôt ; les temps n'étaient pas mûrs ; ses moyens étaient loin des nôtres. On s'est remis après lui à considérer les hectares du voisin et à raisonner sur l'instant. Napoléon a senti que l'Europe était quelque chose de particulier et son démon étant l'organisation qui est dans la politique ce que la construction est dans la pensée ou l'art, il avait – en voyant que les deux seules puissances rationnelles en Europe devaient être la France et la Russie à cause de leur situation et de leur caractère moyen, et en touchant du doigt que l'Angleterre ne pouvait qu'être éternellement opposée à l'Europe parce qu'elle est forcément intéressée à ce qui est contraire à l'Europe et très désintéressée de ce qui est capital pour cette dernière, – pensé à détruire la puissance anglaise, puis, plus largement à ouvrir un monde qui serait l'actuel en unifiant toute l'Europe occidentale sous une administration seule et avec un concours de tous les gens habiles et intelligents. Napoléon, le plus excitant des hommes d'aucun temps. Toutefois, il est *manqué !* Et d'ailleurs il a manqué l'Europe.

LAURE ALBIN-GUILLOT/ROGER-VIOLLET

– Croyez-vous que l'unification des nations européennes est aujourd'hui devenue impossible ?

– Plus nous aurons de l'Europe une idée distincte, plus nous nous connaîtrons en tant qu'Européens, moins trouverons-nous insolubles nos difficultés internes et irréductibles nos différences. Les nations sont étranges les unes aux autres, comme le sont des êtres de caractères, d'âges, de croyances, de mœurs et de besoins différents. Plus d'une est intimement convaincue qu'elle est en soi et par soi la nation par excellence, l'élue de l'avenir infini, et la seule à pouvoir prétendre, quels que soient son état du moment, sa misère ou sa faiblesse, au développement suprême des virtualités qu'elle s'attribue. Chacune a des arguments dans le passé ou le possible : aucune n'aime à considérer ses malheurs comme ses enfants légitimes. Aucune nation d'Europe ne peut se passer des autres, en présence de l'éveil du reste du monde et de son rapprochement. Aucune ne peut se flatter d'acquérir une durable autorité sur les autres.

» Des considérations purement nationales conduisent les nations à leur perte. Un point de vue purement français est nécessairement dangereux pour la France. Idéal ridicule – une France *isolée*, aux frontières infranchissables – une France impériale. Elle semble donner un modèle. Mais que vaut ce modèle ? Une de nos erreurs ce fut de vivre à demi morts, et de ne pas voir ce que nous étions. Nous étions une nation de 6e rang, qui pensions en nation de 1er rang, et agissions tantôt comme l'une tantôt comme l'autre.

– Ne pensez-vous pas que, en dépit de tout, la France représente toujours un idéal politique ?

– L'idéal politique de la France serait d'avoir un monarque que l'on pourrait injurier profondément presque tous les jours dans les journaux et acclamer tous les jours dans la rue ; absolu, mais que l'on pourrait renverser quelquefois pourvu que 3 jours après rien n'eût l'air de s'être passé ; sous lequel le commerce irait bien – et qui donnerait quelquefois des guerres victorieuses sans profit, des fêtes prodigieuses. Il aurait une cour ; il y aurait une étiquette, des titres, des cordons, des domestiques d'or, mais il recevrait avec des cigares le petit commerce, dans l'après-midi et ferait visite aux ouvriers.

» Les affaires devraient marcher, mais les grèves seraient permises, et les financiers mis souvent en prison à condition qu'il y en ait d'autres au soleil, et que la rente ne baisse pas. Il serait galant, grave, spirituel et bon, c'est-à-dire un imbécile en politique. La formule *l'Etat c'est moi*, a engendré la formule : *l'Etat est un Moi* – qui est la nouveauté politique terrible. Le roi-homme aboli, il en reste un Egotisme monstrueux.

– Nous vivons cependant en démocratie ...

– La démocratie est une terrible affectation, une pose. Rien de moins vrai. Elle périra avec le règne exclusif de l'argent.

– Croiriez-vous à la supériorité de l'Allemagne, dans l'hypothèse d'une Europe unie ?

– L'Allemagne beaucoup plus forte que nous – et voisine – voilà le fait que toute la politique française – depuis 70 – a essayé de ne considérer que comme... impossible. Ceci par une sensibilité irritée par l'histoire glorieuse et une attention insuffisante à la carte – d'Europe. Enfin croyance à un surnaturel politique, à la valeur réelle du jeu diplomatique, des alliances – toutes choses vieillies, et dangereuses dans une époque de temps raccourci où, d'ailleurs, les facteurs quantitatifs bruts prennent rapidement leur importance dominante.

» En quelques années l'Europe a perdu nombre de ses valeurs et de ses différences précieuses. Les gens, un peu partout, et à tous les étages, s'amusent des mêmes choses. Tout est sacrifié aux Idoles. Production. Puissance. Etat. Unification. Centralisation. Normalisation ! Technification... Mystifications ! Tout ce qui se fait en Europe en est toujours au brigandage et à la propriété des Etats. Ils en sont tous là. C'est leur *« réalisme »*. Avec ses conséquences écrasantes pour les individus.

« Tout est sacrifié aux Idoles. Production. Puissance. Etat. Unification. Centralisation. Normalisation ! Technification... Mystifications ! Ils en sont tous là. C'est leur « réalisme ». Avec ses conséquences écrasantes pour les individus. »

Si l'Allemagne peut donner au peuple français le sentiment qu'elle n'a point de mauvaises intentions aussitôt la face du monde aura changé.

– Alors ... ?

– ... La nation qui comprendra le mieux la situation de l'Europe aura la direction des choses européennes.

– Vous souriez... Vous n'y croyez guère ?

– Toute politique implique (et généralement ignore qu'elle implique) une certaine idée de l'homme, et même une opinion sur le destin de l'espèce, toute une métaphysique qui va du sensualisme le plus brut jusqu'à la mystique la plus osée. L'Europe aspire visiblement à être gouvernée par une commission américaine. Toute sa politique s'y dirige. Ne sachant nous défaire de notre histoire, nous en serons déchargés par des peuples heureux qui n'en ont point. »

Entretien réalisé par Hector Bianciotti

(1) Excepté quelques lignes glanées dans le premier volume de *Variété* (Gallimard, 1924) et dans *Regards sur le monde actuel et autres essais* (Gallimard, « Folio/Essais »), les « réponses » de Valéry ont été composées à partir de ses notes, prises au jour le jour, de 1894 à 1945, et qui constituent ses *Cahiers* (Gallimard, « La Pléiade », Tome I et II, 1973 et 1974). L'orthographe et la ponctuation de ces notes ont été, ici, scrupuleusement respectées.

Louis Calaferte, pornographe

L'auteur de « Septentrion » célèbre dans un style souverain l'impudeur de la femme

LA MÉCANIQUE DES FEMMES
de Louis Calaferte.
L'Arpenteur/Gallimard,
140 p., 80 F.

« Au commencement était le sexe. » Telle est la première phrase de *Septentrion*, œuvre à laquelle Louis Calaferte consacra cinq années de travail durant lesquelles il fut un possédé de l'écriture. Mais ne définissait-il pas ce livre comme *« un tribunal intérieur »* devant lequel il se serait lui-même *« assigné à comparaître »* afin de mieux *« se tourner le dos »* ? Interdit dès sa parution, en 1963, cet ouvrage est devenu, depuis sa réédition en 1984 (1), un livre culte dont la magie noire demeure intacte tant l'appel aux excès de la vie y est fort et vrai.

Dans ses entretiens avec Patrick Amine (2), Louis Calaferte évoquait son envie d'aller plus loin encore et de dresser un état du langage, du vocabulaire amoureux féminin en écrivant une espèce de répertoire pornographique dont le titre serait *la Mécanique des femmes*. Ce brûlot est aujourd'hui disponible en librairie, et le moins que l'on puisse dire est que Calaferte ne faillit pas à sa réputation d'écrivain ennemi de la tiédeur et de la mesure. Ici, il n'est pas question d'érotisme ou de jeu amoureux courtois ou pas, mais seulement de pornographie. Les mots sont crus, directs et doivent plus au vocabulaire des bordels qu'à celui de l'Académie française.

Louis Calaferte s'est fait le scribe de celles dont il a recueilli les propos obscènes ou graveleux. Amant, voyeur et écrivain public, il ne sait jamais si ces femmes ne vont pas se métamorphoser en petites ingénues, en jeunes filles, en femmes du monde, en bourgeoises ou en putains. Toutes leurs confidences ou leurs bribes de lettres, il les restitue dans des saynètes ou des dialogues qui, les uns à la suite des autres, forment un requiem de la « petite mort ».

« La seule vérité, c'est la mort, et moi je ne veux pas de la mort. Je veux de la vie. Alors je mens », dit l'une et, comme en écho, une autre formule : *« A ma mort, je veux qu'il y ait autour de mon lit tous les hommes qui m'ont sautée. Je suis sûre que la mort sera impressionnée et qu'elle m'épargnera. »* Toutes, en fait, apparaissent à l'auteur comme des agonisantes conscientes qui veulent retenir la vie dans leur corps, fût-ce avec leur sexe. Le *« plaisir désespéré »* qu'elles offrent à leurs partenaires successifs n'est qu'un moyen de retarder l'échéance ou de dénier au temps les outrages qu'il se croit autorisé à dispenser.

Louis Calaferte les aime, ces naufragées qui s'accrochent et se donnent au premier phallus qui passe. Aussi a-t-il dispersé des diamants dans son déluge de stupre et de foutre. Le désir, si bestial soit-il, devient alors poésie et les corps s'allègent de leur pesanteur. Si la nuit est le décor naturel de ces étreintes, les trains et les hôtels en sont les refuges, les morgues provisoires.

Certaines phrases sont si envoûtantes, si belles, que l'on est en droit de soupçonner l'auteur de les avoir extraites de sa seule imagination. Ainsi, ces *« chambres d'hôtel au petit matin où on n'a pas dormi, étrangement vides, silencieuses. On souhaiterait que le monde se pétrifiât pendant que, dans le lit, après les dépenses de la nuit, le petit corps en boule sous les couvertures se repose d'une demi-somnolence qui, bientôt, s'interrompra pour la séparation du jour nouveau »*.

« La littérature, comme la société, a besoin d'une étincelle pour faire tomber les gales qui la dévorent », écrivait Flaubert à Louise Colet. Là où un quelconque « écrivant » aurait aligné des obscénités, Louis Calaferte a célébré, dans un style souverain, l'impudeur de la femme, ce mystère qui le console de la banalité des hommes.

Pierre Drachline

(1) Denoël, réédité en « Folio »-Gallimard (1990).

(2) *Une vie, une déflagration*, Denoël, 1985.

Le cérémonial du plaisir

MONSIEUR DÉSIRE
de Hugo Marsan.
Zulma, 89 p., 75 F.

Un homme s'éprend de sa chatte qui, de jour en jour, grandit et se métamorphose en humain. Elle se glisse dans son lit. Ils font l'amour. La chatte n'est plus un animal, elle n'est pas encore une femme. Ils se *« rejoignent dans la douleur »*, en attendant de vivre un amour banal, le jour où la chatte se sera définitivement transformée en femme.

Dans *Monsieur désire*, les hommes ôtent leur masque viril, les femmes se travestissent, l'amour est un théâtre où tous les rôles sont inversés. Les huit nouvelles qui composent ce recueil érotique sont des variations autour d'un cérémonial : le cérémonial du captif, du voyeur impuissant, de l'homme qui aimait les chats, du paumé, prostitué d'un jour.

Hugo Marsan est un impitoyable metteur en scène du vice. Le livre refermé, au lecteur de s'arranger avec ses certitudes quant à sa propre identité sexuelle.

R. J.

★ Autre titre de cette nouvelle collection érotique que créent les éditions Zulma : *En mémoire morte*, de Jacques Abeille (111 p., 85 F).

Les mots noirs

La rage et le désarroi d'Ingrid Naour

DANS LA RUE DU SOMMEIL RARE
d'Ingrid Naour.
Ed. Table Rase/Manya.
157 p., 89 F.

A l'âge où l'on apprend à aimer, Ingrid Naour ne reçut que des coups. Elle y répondit par l'autodestruction et le silence. Les mots devinrent alors son refuge intime, son amour secret, sa vengeance future. Privée de la parole, elle apprenait le langage des muets. *« J'écris parce que je ne parle pas*, dit-elle aujourd'hui, *je ne parle pas de ce que j'écris. »*

Dans son premier ouvrage, *les Lèvres mortes* (1) publié en 1983, elle révélait son secret. Sous sa plume, les mots semblaient brûler de s'être si longtemps contenus. Grandie dans l'un de ces âpres corons du Nord, elle fut tyrannisée par un père, et délaissée par une mère qui ne cessait d'enfanter. Dans l'univers des terrils, la seule perspective d'avenir, c'était l'usine. Ingrid tenta maintes fois de s'enfuir définitivement, mais en vain, la mort ne voulut point d'elle. A dix-neuf ans, elle sortit de cet « interminable coma » grâce à la naissance de sa fille Carole. Plus tard, elle écrivit *les Lèvres mortes*. Le livre paru, elle fut prise de vertiges.

Contrairement à ses espérances, l'écriture ne l'avait pas délivrée de son enfance, elle l'en avait seulement dépossédée. La petite fille meurtrie, prise dans ses contradictions, ses désirs et ses rejets, se réfugia une fois encore dans son silence. Il lui fallait retrouver les mots qui l'avaient trahie. Près de dix ans ont passé. Ingrid Naour nous convie aujourd'hui *Dans la rue du sommeil rare*, la suite de son autobiographie. Le voyage est chaotique, violent, d'une beauté noire.

La rebelle éperdue ne s'est pas apaisée. Quelque cent cinquante pages obstinément arrachées à la douleur, pour dire son désarroi, sa solitude et sa rage. Alors, en vrac, les poings serrés, la jeune femme évoque ses terribles séjours en hôpital psychiatrique, sa haine demeurée intacte pour son père, les années humiliantes où elle fut serveuse. Et puis soudain les mots se font tendres : elle dit son amour pour ses enfants et son compagnon, les rares êtres qui l'ont maintenue en vie.

Le genre autobiographique verse souvent dans la complaisance ou la vanité. *Dans la rue du sommeil rare* n'y succombe jamais. C'est un livre dérangeant, difficile et déchirant. Reniée dès sa naissance, Ingrid Naour fut longtemps une femme sans visage. Si les mots n'ont pas refermé ses blessures, tout au moins lui ont-ils permis d'exister : de se faire entendre à défaut d'être comprise. *« Sous toutes mes outrances, c'est la vie que j'appelle. Mais une vie qui serait mienne, à ma démesure. »*

Florence Sarrola

(1) Publié aux Editions de l'Instant.

Penser après Auschwitz

Pour Adorno, si la philosophie a manqué à sa tâche, il lui reste à comprendre pourquoi elle a failli, à traquer le mal partout où il subsiste

DIALECTIQUE NÉGATIVE
de Theodor Adorno.
Traduit de l'allemand par le groupe de traduction du Collège de philosophie.
Payot, 352 p., 160 F.

A l'exception de Marcuse, qui eut son heure de gloire en 1968, les philosophes de l'école de Francfort – Benjamin, Adorno, Horkheimer – ont été longtemps méconnus chez nous. On leur reprochait de se vouloir tantôt poètes, tantôt prophètes. *On les trouvait trop* marxistes ou pas assez heideggériens. Lorsqu'en 1978 parut la traduction française de *Dialectique négative*, le dernier ouvrage important d'Adorno, la presse et le public s'en aperçurent à peine. Quinze ans après, le goût a-t-il changé ? Souhaitons-le, puisque Payot vient de rééditer le volume.

Ce livre, Adorno l'a porté en lui pendant des années. Il existe, pour certaines pages, des esquisses remontant à 1937. Réfléchissant sur la notion de liberté, le philosophe s'y mesure déjà à Kant, Hegel et Marx, les trois penseurs entre lesquels il ne cessera plus de chercher son chemin. Puis vient l'expérience du nazisme, l'exil, la guerre, la découverte des camps de la mort. C'est un monde qui s'écroule : le monde des Lumières (*Aufklärung*), fondé sur le primat de la raison. Alors, avec Horkheimer, Adorno s'efforce de remonter le temps pour comprendre ce qui a pu se passer. Tous deux publient, en 1947, une *Dialectique de la raison* (1) qui analyse, sous l'angle historique, les contradictions du rationalisme européen.

Mais Adorno sent bien l'ambiguïté d'un tel projet : parce qu'elle permet de concilier les contraires, la dialectique n'est-elle pas, en fin de compte, l'art de tout justifier ? Or, il y a quelque chose qui, dans l'absolu, ne saurait l'être : Auschwitz. Non seulement Auschwitz est un défi à la pensée, mais, après Auschwitz, il n'est même plus certain qu'on puisse encore penser. Auschwitz oblige, en fait, à tout recommencer à zéro. C'est pourquoi, *en 1959, Adorno reprend ses* notes et entreprend une *Dialectique négative*. Il l'achèvera en 1966, trois ans avant de mourir.



D.R.

Theodor Adorno : « Penser et agir en sorte que Auschwitz ne se répète pas. »

Une critique radicale de Heidegger

Voici donc un livre qui prétend aller jusqu'au bout du mal. Voici un texte dur, marqué par la douleur. Il n'épargne personne, ne s'accorde aucune complaisance. Composé de plusieurs dizaines de « fiches » rédigées dans un style lapidaire, proche de l'hermétisme, l'ouvrage se distribue en trois parties qui sont comme trois coulées de lave jaillies d'un même volcan.

La première constitue une critique radicale de Heidegger et des philosophies de l'existence, auxquelles Adorno reproche de ne pas voir que l'Etre est un concept vide. S'attaquant à la problématique hegelienne, la seconde partie développe l'idée centrale du livre : pour *ne pas tricher avec elle-même*, la dialectique ne doit aboutir à aucune positivité, le savoir absolu n'existe pas, il n'y a pas de synthèse possible, pas d'identité qui ne soit travaillée par le non-identique. La troisième partie, enfin, s'interroge sur le mal absolu. C'est la partie la plus désespérée. Celle, aussi, qui parlera le plus au lecteur d'aujourd'hui.

Auschwitz, dit en substance Adorno, détruit toute possibilité de réconciliation de la philosophie avec l'expérience, rend tout espoir absurde, toute culture dérisoire. Il *y a là un constat auquel le temps* ne changera rien, et qui n'épargne aucun être pensant. « *L'angoisse*, dit encore Adorno, *est dans le froid universel la figure nécessaire de la malédiction pesant sur ceux qui souffrent.* » Autrement dit, sur tous les hommes.

Mais en même temps cette angoisse, issue de notre sentiment de culpabilité (pourquoi avons-nous survécu ?), nous met dans l'obligation de continuer à penser. Car même si la philosophie a manqué à sa tâche, il lui reste la tâche de comprendre pourquoi elle a failli. Il lui reste le devoir d'affronter le réel, de traquer le mal partout où il subsiste. Nous ne pouvons accepter passivement le passé. Nous devons nous opposer à lui, de l'intérieur de ce présent – le nôtre – dans lequel il se perpétue.

« *Penser et agir en sorte qu'Auschwitz ne se répète pas* » : tel est, selon Adorno, le seul impératif catégorique acceptable aujourd'hui. Il faut s'y conformer, sans se faire toutefois d'illusions excessives : dans une société dévorée par les effets du capitalisme, dans un monde où les hommes eux-mêmes ne sont plus que des marchandises, la grande révolution souhaitée par Marx et par Marcuse ne risque guère de se produire. Il faut se battre, autrement dit accepter la négativité, sans se laisser séduire par aucune utopie : Adorno, sur ce point, se situe à l'opposé d'Ernst Bloch.

Dialectique négative laisse beaucoup d'autres questions ouvertes. Comment, par exemple, demander à la raison de s'attaquer à la critique de la culture, si l'on affirme que la culture est la seule arme qui puisse faire reculer le mal ? Comment exiger du rationalisme qu'il se remette en cause, si l'on estime qu'il n'est pas de solution possible hors de lui-même ?

Face à ces apories, la pensée semble tourner en rond. Mais si Adorno a tenu, juste avant de disparaître, à nous les mettre sous les yeux avec une telle force, c'est sans doute qu'il avait fini par voir en elles les seules énigmes dignes d'être méditées. Peut-on vraiment, quinze ans après, lui donner tort ?

Christian Delacampagne

(1) Traduction française, Gallimard, 1974.

Adieu Chipaya

DIEUX ET VAMPIRES
Retour à Chipaya
de Nathan Wachtel.
Seuil, coll. « Librairie du XXᵉ siècle ». 184 p., 85 F.

Seize ans s'étaient écoulés depuis le premier séjour de Nathan Wachtel à Chipaya, chez *les indiens Urus*, sur le haut plateau bolivien. Quittant la tranquillité des salles d'archives où il travaillait à reconstituer, en un renversement de perspective pionnier, la vision des Indiens du Pérou face à la conquête espagnole (1), il découvrait, en 1973, leurs lointains descendants. Plusieurs *voyages avaient* suivi, puis un important ouvrage (2), une recherche au long cours, mêlant ethnologie et histoire, remontant du présent vers le passé, jusqu'au XVIᵉ siècle, pour retrouver le sens d'une singularité préservée. Et voici qu'il revient, à l'automne 1989, moins en enquêteur qu'en ami, pour une sorte d'adieu au terrain.

De cet ultime voyage, ce livre est le récit vif, lucide et subtil. Ce retour à Chipaya confronte Nathan Wachtel aux multiples aspects d'une société transformée et déstructurée par une modernité qui la menace jusque dans ses fondements. Et l'observateur se remet à la tâche. Attentif à ce qu'il pressentait déjà d'abandon des coutumes et rites ancestraux, il s'attarde, interroge, passe d'une maison à l'autre, perd et retrouve ses repères dans ce village devenu moins familier, où le changement imprime sa marque sur les lieux, comme sur les relations et les croyances ; où le silence dense des nuits d'autrefois est désormais rompu par le bruit des surprises-parties organisées *par les jeunes ; où est apparu un* phénomène jusqu'alors inconnu, indice d'anomie sans doute : le suicide d'adolescents.

Le terrain glisse et se décompose. Nathan Wachtel, qui avait, dans son travail d'« *histoire régressive* », suivi sur la longue durée les fils d'une identité maintenue, les voit aujourd'hui se dénouer dans un devenir accéléré. Il se surprend *à céder à la nostalgie* et, sortant de sa réserve, s'interroge sur son rôle, sur les liens qui l'attachent à ce lieu, se dévoilant à la fois ironique et mélancolique pour évoquer ces « tristes tropiques ».

Car ce voyage est aussi l'occasion d'un retour sur soi, d'une réflexion sur le métier d'ethnologue et sa position ambiguë : étranger familier, observateur impliqué, dont la présence influe sur la société qui l'accueille, l'assigne à une place et le manipule parfois. On laissera au lecteur le plaisir de découvrir comment l'auteur, un jour, fut un dieu à perruque, criant et tournoyant pieds nus dans l'herbe piquante et drue des étendues lacustres.

Ces fêtes-là n'ont plus lieu et les anciens dieux sont supplantés par de nouveaux mouvements religieux. Mais une figure est revenue hanter la contrée, celle du *Kharisiri*, le vampire. Signe des temps et symptôme de crise profonde : celui qui est accusé et subit la vindicte du village en est issu, mais c'est un marginal ; il est différent, non pas un étranger. A travers une enquête étonnante, Nathan Wachtel découvre, jusque chez ses anciens « compères », les haines et tensions exacerbées de ce monde qui se défait. Finalement, l'ethnologue, intrus reconnu et accepté, et Grégorio, le villageois exclu et persécuté, qui représentent l'un et l'autre l'altérité, quitteront ensemble Chipaya.

Nicole Lapierre

(1) *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la conquête espagnole*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 1971. Réédition « Folio histoire », 1991.

(2) *Le Retour des ancêtres. Les Indiens Urus de Bolivie. XXᵉ-XVIᵉ siècle. Essai d'histoire régressive*, Gallimard, coll. « Bibliothèque des sciences humaines », 1990.

Jours tranquilles à Mauthausen

MAUTHAUSEN, VILLE D'AUTRICHE 1938-1945
de Gordon J. Horwitz.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par André Charpentier.
Seuil, 312 p., 149 F.

Lorsque l'on pense aux témoins des camps, il s'agit toujours des survivants, comme s'ils étaient les seuls à devoir se souvenir. Mais les autres, ceux qui n'étaient ni victimes ni bourreaux, les simples citoyens qui demeuraient alentour, qu'ont-ils su, qu'ont-ils fait, et que peuvent-ils aujourd'hui raconter ? Pour le savoir, Gordon J. Horwitz, historien américain, s'est rendu en Autriche, à Mauthausen, une petite ville tranquille au bord du Danube, dans une contrée boisée *et vallonnée propice aux randonnées*. De 1938 à 1945, ses habitants et ceux d'autres bourgades de la région vécurent dans le voisinage immédiat d'un des principaux complexes concentrationnaires du IIIᵉ Reich.

Les carrières de granit et l'accès aisé par voie d'eau et chemin de fer avaient retenu l'attention de la société Terre et pierre, fondée par Himmler, qui avait pour vocation d'acheter et d'exploiter carrières et briqueteries utiles aux grands projets architecturaux nazis. Il ne manquait que la main-d'œuvre. Les premiers détenus, *des condamnés de droit commun*, arrivèrent dès août 1938, rejoints l'année suivante par des communistes, des socialistes, des « asociaux », parmi lesquels de nombreux tziganes qui construisirent le camp.

De l'automne 1939 à juin 1943, ce dernier connut une expansion considérable ; les déportés y arrivaient de tous les territoires occupés, et la mortalité y était telle que rapidement le service d'incinération de la commune de Steyr ne suffit plus. En mai 1940, le camp fut doté d'un premier four crématoire. A partir du printemps 1943, plus de quarante installations satellites surgirent dans la région, dont les sites industriels souterrains d'Ebensee, de Melk et de Redl-Zipf.

Au cours de l'hiver et du printemps 1945, des dizaines de milliers de juifs hongrois arrivèrent à Mauthausen, à pied ou entassés sur des bateaux fluviaux, en provenance de Vienne et de la frontière austro-hongroise. Ceux qui *survécurent à l'épreuve furent* poussés vers un autre camp, à 50 kilomètres de là, dans les bois, près de Gunskirchen.

Tout cela, évidemment, la population ne pouvait l'ignorer. Les bénédictins, du haut de leur monastère, comme les autres habitants de Melk, voyaient quotidiennement passer les colonnes de détenus allant au travail ou en revenant. Les civils employés dans les carrières assistaient aux sévices et aux meurtres. Ceux qui habitaient au-delà des excavations devaient les longer pour se rendre en ville. La violence qui *entourait l'arrivée de chaque* convoi à la gare, distante de 4 kilomètres du camp, ne passait pas inaperçue, et moins encore celle qui déferla au milieu des rues, des villes et des villages lors des marches forcées de la dernière heure.

« On ne pouvait rien faire »

Il y avait les curieux et ceux qui, horrifiés, préféraient se détourner. Mais ces derniers devaient également se boucher les oreilles pour ne pas entendre ce que l'on murmurait, par exemple au sujet du château de Hartheim, où les autocars arrivaient pleins et d'où ils repartaient toujours vides. Une chambre à gaz a fonctionné là dès la mi-mai 1940. Handicapés et malades mentaux y furent supprimés dans le cadre du programme euthanasique. Des déportés malades y subirent le même sort. Il fallait aussi se boucher le nez quand s'élevaient du château ou du camp des fumées noires et nauséabondes.

« *On ne pouvait rien faire* », disent aujourd'hui la plupart des témoins, invoquant la peur, et démentis par l'initiative de ceux, peu nombreux, qui déposaient pourtant, sur le chemin emprunté par les détenus, des vivres ou des médicaments. Mais la création du camp donna aussi aux commerçants et aux artisans de Mauthausen ou des environs l'occasion de faire d'excellentes affaires.

Et lorsque, le 2 février 1945, quatre cent quatre-vingt-quinze *officiers soviétiques réussirent à* s'échapper, des habitants s'associèrent aux battues : « *Le démon qui sommeillait en eux s'est déchaîné et les a transformés en bêtes. Une action de nettoyage était nécessaire, mais pas de cette manière* », note le rapport de la gendarmerie locale. Quatre des douze survivants de cette évasion furent cependant cachés et sauvés par trois familles autrichiennes.

La majorité de ces citoyens ordinaires ne faisaient certes partie ni des héros ni des brutes sanguinaires. Et la lecture de ce *livre suscite, finalement*, un mélange de révolte et de lassitude douloureuse : non en raison des atrocités relatées – elles n'ajoutent pas grand-chose à ce que l'on sait déjà, – mais parce que, en dépit de quelques exceptions notoires, l'attitude générale, *faite de passivité, d'indifférence*, de refus de l'évidence, de crainte, de fatalisme et d'égoïsme nous confronte à la défaite triviale de la morale.

N. L.

Spirales de la modernité

Notre société est religieuse à son insu, mais l'inflation de ses représentations désorganise l'effort spéculatif

LA MYTHOLOGIE PROGRAMMÉE
de Marie-Dominique Perrot, Gilbert Rist, Fabrizio Sabelli.
PUF, 256 p., 148 F.

LA TRAJECTOIRE DE LA MODERNITE
Représentations et images
d'Alain Gauthier.
PUF, 256 p., 148 F.

Ils sont trois : deux politologues et un anthropologue. Ils enseignent à Genève. Le livre qu'ils viennent d'écrire en commun ne se ressent pas du tout, comme trop souvent, de cette production « trinitaire ». La pensée ne flotte pas et, fait plus rare, l'écriture est limpide. Un bel exemple de synergie littéraire.

Perrot, Rist et Sabelli s'engouffrent avec délice dans les voies ouvertes par Durkheim, Barthes ou Eliade sur le fait religieux et les mythologies. Ils savent que, littéralement, *religare* signifie « relier ». Or, les sociétés ont besoin d'un fonds commun pour assurer leur cohésion et leur reproduction. Le « *désenchantement du monde* » (Gauchet) n'est qu'apparent car « *ce qui n'est pas reconnu pour religieux est cependant vécu comme tel* ». Les croyances sociales subsistent en dépit de l'incroyance individuelle.

La « *mythologie programmée* » dans laquelle nous baignons sans le savoir, concept central du livre, est ainsi définie : « *un système de croyances socialement partagées, collectivement construit par l'imaginaire social, à partir de matériaux fournis par l'Histoire, qui permet de rendre socialement acceptables les pratiques modernes et de les orienter en fonction d'un avenir présenté comme légitime et nécessaire* ».

Les figures de cette « *mythologie programmée* » peuvent être très diverses. Voici, par exemple, l'ordinateur qui « *ordonne en mettant de l'ordre autant qu'en donnant des ordres* » ; la culture d'entreprise qui dégage des valeurs mobilisatrices et des métaphores organisatrices au service de l'efficacité ; la bioéthique qui légitime « *l'emprise du système sur tout ce qui ne lui est pas explicitement interdit* » ; la commémoration, les salons commerciaux, temples et institutions ; la Déclaration des droits de l'homme ; Mère Teresa, symbole de la nouvelle bonté et débouchant sur le champ de « *la solidarité Nord-Sud comme religion du salut* ».

Le système de masse

D'autres spirales de la modernité sont analysées dans le livre d'Alain Gauthier, *plus difficile* d'accès mais qui, lui aussi, ouvre son discours par un chapitre sur le mythe. Il ne s'y attarde pas et préfère regarder chez les grands auteurs ce qu'ils apportent à la trajectoire d'aujourd'hui ou ce qu'ils entraînent hors d'elle. Ainsi Marx et Freud, selon lui, éclairent la double face de la modernité, celle de l'exploitation et celle du plaisir, mais ils ne suffisent pas à rendre compte de toute « *la plasticité des représentations, leur pouvoir de se créer ici, de se déplacer ailleurs, et de modifier en fin de compte l'état des choses* ».

Le système de masse dans lequel nous nous installons paraît capital à notre auteur. Sa genèse remonte au principe d'égalité qui peut se traduire chez Tocqueville par la forme du bien-être ou par celle de la phobie chez Canetti (« *Il n'est rien que l'homme redoute davantage que le contact de l'inconnu* »). Le phénomène de masse est créateur de l'opinion publique qui joue un peu, chez Alain Gauthier, le rôle de la religion masquée dans le livre analysé plus haut. Celui d'un « *mode d'emploi pour se gouverner à travers les méandres de l'existence* ».

Après son analyse critique des démonstrations de Lyotard, c'est à la « *forme-image* » qu'Alain Gauthier consacre ses dernières pages, où défilent une étourdissante série d'auteurs : Eliade, Jung, Dumézil, Bachelard, Dagognet, Thom, Virilio, Deleuze, Baudrillard, Barthes, McLuhan, Foucault, etc. On est un peu perdu, jusqu'à ce qu'on soit convié à des commentaires sur le cinéma, « *en crise car il continue à fonctionner en vase clos pour un public bien ciblé* » et la télévision qui, dès le départ, a eu une vocation de masse. La « *simulation* » (J. Baudrillard) ne rend pas simplement irréels les phénomènes, elle « *reconfigure l'ensemble des domaines sociaux, selon ses propres modalités de confusion* ». Elle n'est pas sans effet sur le refroidissement de l'esprit public parce qu'elle propose une sorte de jeu vidéo.

Le discours très pénétrant n'est pas roboratif. On nous parle *in fine* de « *trajectoire* (de la modernité) *sans finalité et sans conséquence* », aux effets multiples entraînés dans une spirale imprévisible et une inflation de représentations et d'images désorganisant l'effort spéculatif, avec peut-être tout de même un enjeu. La « *mythologie programmée* » de nos Genevois était tout de même plus réchauffante.

Pierre Drouin



FORÊTS
Essai sur l'imaginaire occidental
de Robert Harrison.
Traduit de l'anglais
par Florence Naugrette.
Flammarion, 396 p., 145 F.

LA BÊTE DU GÉVAUDAN
L'innocence des loups
de Michel Louis.
Perrin, 333 p., 135 F.



SOCIÉTÉS

par Georges Balandier



L'imaginaire hors les murs

AUTREFOIS, au temps des mythes, des légendes, des croyances reçus de la tradition, une ligne de partage, matérielle et imaginaire à la fois, sépare l'espace civilisé par les hommes de l'espace abandonné à la nature sauvage. Deux mondes par lesquels se manifeste l'opposition de la cité et de ce qui s'étend hors de ses murs, de l'intérieur, où tout est familier, réglé par la loi et les usages, et de l'extérieur, où siègent sous l'abri naturel les puissances redoutées et d'où l'ennemi peut surgir.

L'un est le lieu des attachements à un territoire, à une terre des ancêtres, à une demeure, à des sites porteurs de significations et chargés de mémoire; l'autre est le lieu où l'homme ne s'aventure que pour affronter l'inconnu et les dangers, ou subir les épreuves et recevoir les initiations qui le lient à la chasse, à la guerre et à la pratique des pouvoirs acquis dans le secret.

La relation établie entre les deux mondes est toujours ambiguë, comme si chacun d'eux tentait de reprendre ce qu'il a concédé à l'autre. Les sociétés de la tradition ont recouru à une sorte de pacte de non-agression, d'accord à double profit, respecté par la médiation des symboles et des rites. Les nôtres, à partir du moment où l'homme se voit et se comporte *« comme possesseur et maître de la nature »*, livrent cette dernière au regard des sciences, à l'entreprise des techniques et aux calculs des économies. Elles n'ont pas pour autant rejeté dans l'oubli total l'héritage imaginaire et la peur d'un retournement qui nous transformerait en victimes d'une nature soudain insoumise et redevenue conquérante.

AU plus lointain de nos horizons historiques se dressent les forêts; elles étaient là *« d'abord »*, elles restent présentes dans notre imaginaire culturel. C'est en leur sein que *« la civilisation occidentale a défriché son espace »* : Robert Harrison, dans le plus passionnant et le plus nécessaire des livres parus au cours des dernières années, le rappelle et révèle un au-delà de la simple considération écologique. Il guide l'exploration d'une mémoire culturelle, d'une histoire de l'imaginaire, effectuée sous le couvert des forêts – là où l'Occident défricheur a établi, aux dépens de celles-ci, ses institutions principales, la religion et le droit, la famille et la cité; là où se situent *« les origines métaphoriques de la pensée »* et où les significations s'effectuent au moyen de personnifications imaginaires.

Par le mouvement même de sa démonstration, Robert Harrison fait de cette histoire de la relation à la forêt, à l'univers sauvage, une histoire fantastique de la civilisation occidentale. Dès l'Antiquité, celle-ci se définit en opposition aux forêts, dans un rapport à la nature *« instauré comme un traumatisme »* d'où naissent les premiers mythes et les premières fables.

Artémis, déesse redoutable pour les Grecs, vierge inviolable comme les contrées sur lesquelles elle règne, chasseresse alliée aux animaux et pourtant cruelle, gouverne un monde étranger aux hommes où les distinctions claires n'ont aucune place et où s'accomplissent les métamorphoses. Dionysos est son émissaire dans la cité, avec les mêmes capacités à se jouer des formes que la raison régit et des limites que fixe la loi. Il est l'emblème de la subversion dans l'hellénisme, de l'irruption sauvage qui bouleverse l'ordre social et porte au paroxysme une tension où la tragédie trouve son origine.

Du Moyen Age à la Renaissance le recul des forêts s'accélère; elles deviennent davantage l'extérieur, *« un en-deçà ou un au-delà de l'humanité »*. D'une part, le lieu de la bestialité, de la perdition, de l'errance des proscrits, des cultes païens et des sorcelleries; d'autre part, le lieu de l'aventure du chevalier à la recherche des épreuves de vaillance, des folies auxquelles conduit le dépit amoureux, le refuge des redresseurs de torts, ennemis de la corruption de la loi.

Et puis, la forêt s'inscrit dans un champ de significations plus complexes : obscure, elle est l'équivalent du *« monde temporel privé de la lumière de Dieu »* (avec Dante); abri des amoureux, son ombre établit le désir *« en marge de la loi civile »*; espace de paix, elle permet d'opposer aux tumultes de la vie en société les demandes de la nostalgie lyrique (avec Pétrarque).

Après Descartes, qui trace les chemins de la méthode et ouvre l'ère de la possession de la nature, aux dix-huitième et dix-neuvième siècles, la forêt devient objet de science et richesse exploitable. Rousseau la considère ainsi dans son *Projet pour la Corse*, tout en la découvrant dans ses *« promenades »* comme la scène imaginaire des origines, la pourvoyeuse des images des *« premiers temps »* – celles qui permettent de *« dénoncer les ambitions progressistes »*.

Les forêts régressent, celles des pays de l'entreprise coloniale révèlent alors les autres *« cœurs des ténèbres »*, les autres *« sauvageries »* où l'imagination accède à des sources nouvelles. Les villes conquièrent, elles assurent le triomphe de la raison organisatrice, effacent le royaume végétal qui devient lieu de la mémoire, moyen de la vision poétique, ou incitation à fuir – comme le fait Roquentin, le héros sartrien de *la Nausée* – le *« cercle de la Végétation »*.

Périodiquement, la forêt resurgit de l'imaginaire. Les gardiens du folklore la peuplent de ce qui a nourri l'ancienne culture populaire. Les symbolistes y retrouvent le vrai site des symboles, des analogies et correspondances propices à *« un transport de l'esprit et des sens »*. Et nous découvrons mieux maintenant que, sans ce monde extérieur, nous ne disposerions pas d'un « intérieur » où habiter pleinement.

Robert Harrison achève son parcours en évoquant l'angoisse confuse *« de perdre cette frontière d'extériorité »*, en affirmant que l'homme ne réside pas dans la nature, mais dans sa *« relation à la nature »*. C'est montrer l'essentiel, c'est placer son livre à la bonne hauteur – en faire l'indispensable compagnon de toute réflexion insatisfaite de la seule prédication écologiste.

LA forêt est le pays des bêtes, et celles-ci peuvent à l'évidence figurer l'agression de la sauvagerie contre l'homme et son univers domestique. Elles aussi hantent notre imaginaire. Dans un livre-dossier, monté à la façon d'un drame, Michel Louis fait reparaître la *« bête du Gévaudan »* qui ravagea le pays, tuant et dévorant femmes et enfants, à partir de 1764. Un cauchemar, un carnage poursuivi durant plusieurs années, et toujours l'animal monstrueux esquive, échappe aux pièges et aux coups, retrouve l'abri des forêts les plus profondes.

C'est une lutte à mort entre la Bête et la société progressivement engagée en son entier : les villageois, entraînés dans *« une véritable levée en masse »*, avec leurs notables, leur clergé en appelant à *« la miséricorde de Dieu »*, et puis les dragons, inefficaces, et le roi lui-même qui ordonne d'en finir et promet récompense et honneurs au vainqueur.

Au terme de trois années d'effroi, la Bête est abattue, le pays est apaisé, mais l'énigme de son identité reste entière. C'est en fait le travail de l'imaginaire qui l'a définie. La Bête signifie l'irruption désastreuse de la sauvagerie dans l'univers humain, avec les moyens qui sont ceux des hommes associés aux puissances obscures du monde naturel. L'animal monstrueux a l'intelligence de la ruse, l'invincibilité des héros néfastes, la capacité de se métamorphoser. Par lui, se révèlent une sorte de pacte diabolique entre les forces de la nature et les forces du mal, une guerre jamais achevée entretenue aux frontières du pays des hommes.

La Bête était peut-être un des loups du Gévaudan. Michel Louis proclame leur *« innocence »*. Selon lui, c'était un animal fabriqué, dressé afin de tuer et dévorer – par *« un fou sadique »*, révolté, lycanthrope ou aristocrate dégénéré. Paul Eluard, entré en clandestinité, retrouva le territoire de la Bête et son imaginaire : il reçut refuge au château de Saint-Alban, centre des opérations contre l'animal monstrueux, devenu hôpital psychiatrique. Le poète découvrait une autre terre du sur-réel.

LA BANDE DESSINÉE

BD sans frontières

CANNES
de François Boucq.
Éd. Mango-la Vie moderne,
48 p., 49 F.

LE BAR DU VIEUX FRANÇAIS
Tome 1
de Stassen et Lapière.
Dupuis, coll. « Aire Libre »,
56 p., 66 F.

SAIGON-HANOI
de Cosey.
Dupuis, coll. « Aire libre »,
48 p., 66 F.

LES FILS DU SUD
de Jacques Ferrandez.
Casterman, coll. « Studio »,
79 p., 76 F.

LE FILET DE SAINT-PIERRE
de Jean-Pierre Autheman.
Glénat, coll. « roman BD »,
173 p., 110 F.

LE DOLLAR A TROIS FACES
de Greg et Michel Rouge.
Dargaud, 48 p., 52 F.

OSIRIS
de Jacques Martin et Pleyers.
Éd. Bagheera, 48 p., 55 F.

LE TEMPS DES BOMBES
tome 1
de Moynot.
Dargaud, 60 p., 68 F.

A la période des vacances et des départs mouvementés les albums de bande dessinée peuvent servir d'habiles subterfuges pour apaiser la marmaille surexcitée de la banquette arrière ou les adultes au volant au bord de l'apoplexie à force de faire du surplace.

François Boucq est arrivé à Cannes. Il trace, en quarante-cinq planches désopilantes, les aberrations d'un Festival où le smoking fait figure de tenue de commando et le m'as-tu-vu de carte de visite, jusqu'aux chaises de la Croisette qui s'enorgueillissent d'avoir accueilli le séant des stars.

ON peut aller plus loin, grâce à trois albums : *le Bar du vieux Français, Saïgon-Hanoï* ou *les Fils du sud*. *Le Bar du vieux Français* est un véritable roman, conté par un vieux pilier de bistrot échoué au fin fond de l'Afrique du Nord. Il évoque Célestin qui, à quatorze ans, chassé par la famine et la guerre, doit fuir son village africain. Et la beurette Leïla, qui fugue vers la terre de ses ancêtres, après avoir tenté de faire accepter ses idées de liberté, son walkman, ses mini-jupes et ses copines, à son père et à son frère. Célestin et Leïla vont tisser sur le sol marocain les liens ténus d'un amour métissé. Les deux auteurs, Stassen et Lapière, traitent sans mièvrerie cette histoire en la parant d'un dessin étonnant, dont le trait rappelle les bois africains et les coloris l'ocre et le safran des terres du grand Sud.



Autheman : « le Filet de Saint-Pierre »

C'est une autre rencontre que narre le dernier album de Cosey, *Saïgon-Hanoï*. Le plus prolifique des auteurs suisses de BD a abandonné – provisoirement? – son héros Jonathan et ses neiges célestes pour décrire le retour d'un vétéran du Vietnam, Homer, dans la maison de son enfance. En pleine nuit de la Saint-Sylvestre, il reçoit un coup de téléphone impromptu de Felicity, une adolescente abandonnée par ses parents, le temps d'un voyage. *Saïgon-Hanoï* raconte cette conversation téléphonique nocturne qui se transforme en slalom nostalgique, avec pour toile de fond un reportage télé sur le Vietnam d'après-guerre. En usant d'un feu d'artifice de couleurs bleues et or et de la sûreté de trait qui fait sa marque, Cosey se tire avec brio de la double construction de ce récit et évoque en filigrane la permanence de l'amitié, la possible passerelle lancée entre des êtres aux origines et aux âges différents, et la fragilité de l'image que l'on se fait de l'autre.

L'Algérie de la colonisation tient particulièrement à cœur à Jacques Ferrandez. Petit-fils de pied-noir, il a longuement écouté son grand-père et engrangé ses souvenirs – jusqu'aux expressions idiomatiques – avant d'esquisser sa saga algérienne dont le troisième tome, *les Fils du sud*, vient de paraître. Au seuil du vingtième siècle, on retrouve, après les *Carnets d'Orient* et *l'Année de feu*, petit Paul, le fils du chef de gare de Beni-Ouif, son frère Casimir et ses copains juifs et musulmans, en proie aux grondements de la Grande Guerre, aux futures luttes politiques et aux haines racistes qui ravagent déjà les populations d'Algérie. Ferrandez sait dessiner et peindre – ses aquarelles somptueuses en font foi – et, surtout, raconter les mille faits et gestes de cette communauté, en mélangeant l'émotion et l'humour.

Jean-Pierre Autheman a choisi le noir et le blanc, pour plonger avec *le Filet de Saint-Pierre* dans une histoire de bord de mer et d'espionnage qui met aux prises un quarteron d'anciens résistants haut en couleur – un pharmacien amateur de dives bouteilles, un médecin fou de violoncelle, un curé anticlérical et leur chef, dit « l'Amiral » – à un réseau secret iranien et surtout à un jeune capitaine de la DGSE, qui se révèle être une jeune femme plutôt gironde. Mots et dessins sonnent avec une justesse jubilatoire dans ce véritable roman en BD sur décor de ciel et de flots d'une Camargue décrite comme jamais, et digressions septuagénaires sur les souvenirs guerriers, le vin rosé ou les appas féminins.

PLUS classiques, mais également susceptibles de faire oublier les embouteillages, sont le dernier épisode des aventures de Comanche, *le Dollar à trois faces*, le récent album de Jacques Martin, *Osiris*, ou *le Temps des bombes* de Moynot.

Avec son *Dollar à trois face*, Greg, créateur de l'inénarrable Achille Talon mais aussi de Olivier Rameau, Luc Orient, Bruno Brazil, etc., signe son 250e album en quelques quarante ans de carrière, et c'est un festival, auquel concourt le dessin parfaitement maîtrisé de Michel Rouge. Dans un Far West qui s'ouvre peu à peu à la modernité – les journaux arrivent dans les fermes *« pas même vieux d'un mois »*. – Red Dust, l'adjoint de la jeune Comanche, a maille à partir avec son frère, un repris de justice surnommé « Dollar à trois faces », expression argotique usitée pour désigner un faux-jeton.

Quant à Jacques Martin, « père » d'Alix et de Guy Lefranc, et son désormais complice d'écriture Jacques Pleyers, auteurs des aventures médiévales de Jhen, ils signent avec *Osiris* la première aventure du jeune Keos, dépositaire d'un rayon vert, le « feu d'Osiris », dans une Egypte que n'épargnent ni les intrigues courtisanes, ni les invasions. Le dessin est tracé au cordeau et les détails historiques abondent, mais le scénario est un peu tiré par les cheveux. Un reproche auquel échappe *le Temps des bombes* de Moynot dont le premier volet, *Au nom du père*, décrit l'entrée en scène, dans le Paris du début du siècle, celui des complots anarchistes et de « la Sociale », d'un jeune bourgeois provincial, Augustin Fillon, qui a fui le domicile familial après avoir, soi-disant, assassiné son père. Il y a de l'Eugène Sue et du Jules Vallès dans ce récit mené à tombeau ouvert par un auteur qui sait planter une atmosphère, jeter un décor plus vrai que nature et décrire les affres d'une société en plein bouleversement.

Yves-Marie Labé

Les fantômes de Ghosh

LIGNES D'OMBRE
(The Shadow Lines)
d'Amitav Ghosh.
Traduit de l'anglais
par Christiane Besse.
Seuil, 316 p., 130 F.

Les feux du Bengale (1), le premier roman de l'écrivain indien Amitav Ghosh, fourmillait de personnages et d'aventures, de tours et de détours extravagants, d'épisodes comiques ou meurtriers, tous hauts en couleur : il s'inscrivait dans une tradition marquée par ce qu'on a appelé *« le réalisme magique »*, genre qui fut brillamment illustré par Salman Rushdie. *Lignes d'ombre*, comme le laisse pressentir le titre, est sans doute un roman moins spectaculaire, plus intimiste, mais on y retrouve, à le lire de près, la manière et les préoccupations majeures d'Amitav Ghosh, sa subtilité d'approche et sa remarquable maîtrise de l'art romanesque.

On pourrait dire, pour commencer, qu'il s'agit d'une saga familiale, ou de la chronique des souvenirs de l'un des protagonistes, qui est aussi le narrateur, ou encore de l'histoire commune de deux familles, l'une, indienne, qui vit à Calcutta, l'autre, anglaise, qui habite Londres ; on pourrait décrire le va-et-vient entre les personnages des deux groupes et entre leurs pays, ou le passage d'une époque à l'autre, d'un moment au suivant et du présent au passé, remarquer que n'apparaissent pas, entre ces périodes, entre les êtres ou entre les pays, ces lignes de démarcation qui, les fixant trop étroitement, ne respecteraient pas la réalité du souvenir.

« Un désir pur et douloureux »

Lignes d'ombre, donc, que le romancier excelle à traverser : la structure narrative ni la trame temporelle n'ont d'axe fixe, les événements de l'enfance ni ceux de l'adolescence ne sont retracés suivant un fil chronologique ou un lien de cause à effet. Mais alors, on n'aurait encore rien dit du thème principal de ce livre qui, autant qu'un roman, est une songerie sur le rêve et la mémoire. Et sur le pouvoir de l'imagination.

Car le héros-enfant de l'histoire parcourt le monde à partir d'une chambre et le connaît avant de l'avoir vu : c'est qu'il est de ces *« gens capables de connaître le monde en imagination aussi concrètement qu'elle* [Ila, sa cousine] *l'expérimentait à travers ses sens »* – plus concrètement sans doute puisqu'il ne suffit pas à un lieu d'exister, il faut encore l'inventer.

Tridib, le cousin fascinant, conteur d'histoires fabuleuses, visionnaire à ses heures, pour qui le rêve précède, et même modèle la réalité, lui a donné depuis toujours *« des univers où voyager et des yeux pour les voir » : « Il m'a dit un jour que l'on ne pouvait jamais rien connaître excepté à travers le désir, le vrai désir qui n'avait aucun rapport avec l'avidité ou la convoitise ; un désir pur, douloureux et primitif, un besoin de ce qu'on ne possédait pas en soi, un tourment de la chair qui vous emportait au-delà des limites de votre esprit vers d'autres temps et d'autres lieux. »*

Aussi bien, ce livre construit en deux parties : Partir et Revenir, se joue des limites, ces lignes d'ombre tracées dans la distance et dans le temps, pour faire renaître, au gré du désir et de la mémoire, des fantômes, qui ne sont, après tout, que des *« présences déplacées dans le temps »*.

C'est pourquoi les frontières s'effacent : le souterrain de Raibajan, en Inde, où les enfants jouaient sous une table poussiéreuse et immense, est semblable à la cave de Lemington Road, à Londres, où, pendant la guerre, puis plus tard, les mêmes se retrouvent : Tridib et May, l'amie anglaise à la bonté dangereuse, Ila, belle et intrépide, qui croit désirer la liberté, et le narrateur, condamné, parce qu'il n'est pas aimé d'Ila, à être le chroniqueur de leur histoire. Le souterrain comme la cave sont peuplés de silhouettes réelles ou remémorées, et d'histoires imaginées ou vécues.

Et ces histoires s'imbriquent les unes dans les autres ou se superposent, car dans l'imaginaire le passé et le présent parfois se recouvrent et se confondent. Celle des personnages bientôt se mêle à l'Histoire, comme le voulait Ila qui exprimait la joie de participer aux grands événements de son époque.

La guerre avec la Chine en 1962, puis celle avec le Pakistan en 1965, sont évoquées, ainsi que les émeutes en Inde causées par les conflits entre hindouistes et musulmans. Tridib, qui sera sauvagement assassiné, rêvait d'un endroit où *« n'existerait plus de frontière entre vous et votre image dans le miroir »*.

Mais la peur, celle qui naît de la certitude qu'à tout instant la réalité familière peut vous échapper et devenir dangereuse, cette peur qui, plus encore que la langue, la nourriture et la musique *« sépare du reste du monde les mille millions d'habitants du sous-continent »*, est précisément de celles qui provoquent *« une guerre entre vous et votre reflet dans le miroir »*.

C. J.

(1) Seuil, traduction de Christiane Besse. Prix Médicis Etranger, 1990, vient d'être réédité dans la collection « Points » (R 521).

Persécutés persécuteurs

Le roman de Graham Swift présente la chaîne sans fin de l'oppression et de la faiblesse. Chaque personnage manie un pouvoir et est manipulé

L'AFFAIRE SHUTTLECOCK
(Shuttlecock)
de Graham Swift.
Traduit de l'anglais
par Robert Davreu.
Laffont, 255 p., 120 F.

Dès sa parution en 1983, *le Pays des eaux* (1) était salué comme un chef-d'œuvre par la critique, et son auteur, l'écrivain anglais Graham Swift, placé d'emblée parmi *« les écrivains les plus brillants de sa génération »*. Cette année, l'université française offrait à Graham Swift la consécration suprême en mettant ce livre au programme de l'agrégation d'anglais.

Bien qu'antérieur au *Pays des eaux*, *l'Affaire Shuttlecock* (1981 pour l'édition anglaise ; Swift avait alors trente-deux ans) montre déjà sa remarquable maîtrise de l'art romanesque. Comme dans *Ever After* (2), son dernier roman, deux récits alternent et se mêlent, l'un venant en contrepoint de l'autre. Le premier, au temps présent, est celui du narrateur, un archiviste dans une subdivision de la police, le département des affaires criminelles : Prentis, commis principal, est sous les ordres de Quinn, un personnage énigmatique, tortionnaire à ses heures, qui profite du pouvoir relatif que lui confère un accès direct aux dossiers, c'est-à-dire du fait de savoir ce que les autres ne savent pas, pour persécuter ses subordonnés.

Comme de bien entendu, Prentis, une fois rentré chez lui, se venge de sa propre faiblesse et de sa lâcheté en persécutant à son tour sa femme et ses deux fils. Deux fois par semaine, il quitte la cave où il officie pour se rendre à l'asile d'aliénés où végète son père, un héros de la Résistance, aujourd'hui privé de voix comme de mémoire, selon toute apparence. Le second récit est tiré du livre de ce père héroïque, qui prit le nom de code de Shuttlecock pendant la guerre, fut emprisonné par la Gestapo et torturé, puis s'échappa et écrivit son histoire.

Héros et victime

Un *« Shuttlecock »*, c'est-à-dire *« une chose que vous frappez à la volée et sur quoi vous cognez, comme une balle de golf »*. On le voit, les thèmes principaux du livre sont annoncés par ce seul mot : le pouvoir et la dépendance et, par suite, les tentations inhérentes à ces deux états : la manipulation des faits et du savoir, le sadisme, la revanche insidieuse. Le roman, qu'on peut lire comme une intrigue policière puisqu'il va s'agir de débrouiller plusieurs énigmes qui s'entremêlent, est aussi, de façon très subtile, un roman d'idées, une songerie où sont opposés le mythe du héros et la réalité de l'homme ordinaire.

Au-delà de ces thèmes de réflexion se pose la question de la vérité : celle des événements aussi bien que celle de l'être. Si Prentis admire le père qui l'a toujours dominé et, en conséquence, ne ressent que mépris envers ses propres doutes et sa pusillanimité, chacun, dans ce livre qui présente la chaîne sans fin de l'oppression et de la faiblesse, a son héros comme sa victime ; chacun, consciemment ou non, manie un pouvoir, serait-ce celui de faire souffrir, et chacun souffre, ou jouit, de ce pouvoir exorbitant : les enfants qui admirent « l'homme bionique » à la télévision, cette image artificielle de la confiance en soi et de la force, tourmentent leur père dont ils sentent la faiblesse, tout comme ce dernier, subjugué par un héros fictif, celui que dépeint une autobiographie vraisemblablement truquée, a devant leur vulnérabilité l'envie de les soumettre, de les réduire. Quinn, quant à lui, s'interroge : *« C'est une chose bizarre, Prentis, que de regarder vivre les autres et de voir les dangers qui les menacent à leur insu. C'est comme... de regarder un monde et de se demander : vais-je l'écraser ? »*



G. GASTAUD/SIPA

Graham Swift : une maîtrise de l'art romanesque

Tant et si bien que les notions de pouvoir et d'héroïsme, ou celle du mal, finissent par se rejoindre et s'interpénétrer, comme se rejoignent finalement les figures de Quinn, du père et de Prentis, et se superposent les divers lieux du roman : le cul-de-basse-fosse où travaille Prentis, l'hôpital psychiatrique où vit son père, cet endroit où règnent la paix, l'ordre et la stabilité parce que là *« tout le mal a déjà été commis »*, et le château-prison où fut enfermé le soi-disant héros de guerre.

« Parfois je vois avec quelle facilité cet hôpital psychiatrique en briques rouges, avec ses jardins tranquilles, pourrait virer dans l'instant d'un lieu de refuge à un lieu de torture », commente Prentis en méditant sur une phrase qui revient souvent au cours du livre, accompagnée tantôt d'un sentiment d'horreur, tantôt de soulagement, liée alors à l'abandon de soi, au renoncement à toute responsabilité, à la dépendance totale : *« Je suis entre leurs mains »*.

La vérité des faits se fait jour et la question de l'héroïsme est en passe d'être résolue. Cependant, si les masques tombent et si les mythes se défont, la vérité ne serait-elle pas également dans la fiction que l'on forge pour les autres et pour soi-même ? Le point d'équilibre entre le mépris de soi et les prétentions à l'héroïsme, entre la chute et l'ascension, Prentis le découvre à la fin de l'histoire, assis en compagnie de son père sur un banc qui jusqu'alors lui avait semblé *« pareil à une bascule inconfortable »*.

Ce n'est pas le moindre mérite de ce roman que de traiter des tendances humaines fondamentales, tel le sadisme dans une relation d'amour, en évitant la lourdeur du commentaire comme celle de l'analyse, et en suggérant la complexité des mouvements intérieurs et des attitudes à demi conscientes à travers les péripéties du récit.

Christine Jordis

(1) 1985, Laffont, à paraître en édition de poche chez Gallimard.

(2) 1992 pour l'édition anglaise, à paraître chez Gallimard.

Le credo de Don DeLillo

Suite de la page 13

Aucune lueur d'espoir dans ce conte noir. Bill, aussi impuissant à sauver l'otage qu'il l'était à trouver la phrase parfaite, mourra seul dans un petit coin de guerre, l'otage sera vendu à un groupe intégriste et la photographe, ayant finalement compris qu'il n'y avait plus rien à guetter dans le regard des écrivains, retournera sur le terrain voir ce qui peut bien briller dans l'œil des terroristes.

On sort de la lecture de *Mao II* un peu comme un tissu sortirait d'une essoreuse : secoué, froissé, un peu inquiet d'avoir été entraîné dans une mécanique complexe et de ne pas en avoir saisi tout le sens, mais, finalement, propre et sec. Sec parce que, à aucun moment, DeLillo ne fait appel à l'émotion.

Ses personnages ne se plaignent jamais, ne se renient jamais et se comportent comme si la conscience de leur humanité était le garant d'une dignité sans faille. Propre, parce que le désespoir lucide de l'auteur l'est aussi. En vingt ans et dix romans, Don DeLillo n'en finit pas d'illustrer la phrase de Graham Greene : *« Un écrivain se doit d'être une fêlure dans la machine de l'Etat. »* Des dangers du nucléaire (*White Noise*) à la mort de J. F. K. (*Libra*) en passant par l'analyse des risques comme moyen de décrypter la réalité (*les Noms*), l'œuvre de DeLillo clignote inlassablement en rouge comme un système d'alarme branché sur tous les dangers du monde.

« Tout a commencé avec la mort de Kennedy. Sans ce meurtre mon œuvre aurait été complètement différente. Il m'a fait comprendre que notre histoire n'était pas aussi simple qu'on cherchait à nous le faire croire, mais que tout était manipulé, détourné, travesti. Depuis, je suis obsédé par la puissance et les dangers qu'elle fait courir au monde. J'écris parce que je suis cerné par ces dangers. Ils m'apparaissent tous les jours et les gens refusent de les voir. Ils font semblant de croire qu'il n'y a rien de plus dangereux que les rues du South Bronx et le métro de New-York après 1 heure du matin... »

Légèrement parano, ce discours ? Pas si sûr. DeLillo a écrit *White Noise* trois ans avant Tchernobyl, et l'histoire de la littérature est pleine de ces écrivains qui regardaient le monde avec une telle acuité qu'on peut se demander s'ils n'écrivaient pas avec une boule de cristal. *« Un écrivain doit se situer dans une opposition générale et définitive. Il ne doit pas tenir compte de ce qu'il reçoit des autres... Ni sagesse, ni vérité, il ne doit rien accepter. »* Reste cette prose simple et cursive au service d'un désespoir limpide, ces romans passionnants dont la construction tordue emprunte souvent à l'art du thriller, cet incroyable mélange de clairvoyance et d'insouciance comme si, au-delà de l'exorcisme de ses inquiétudes, Don DeLillo cherchait surtout à nous faire partager son bonheur d'écrire et de raconter des histoires.

Patrick Raynal

L'art selon Walter Pater

La religion du beau contre l'Angleterre victorienne

WALTER PATER
La Renaissance et l'esprit de modernité
d'Hélène Bokanowski.
José Corti, 94 p., 80 F.

L'ENFANT DANS LA MAISON
de Walter Pater.
Traduit de l'anglais
et présenté par Pierre Leyris.
José Corti, 166 p., 95 F.

Si Walter Horatio Pater, né en 1839, mort en 1894, apparaît à nombre d'artistes de la fin du dix-neuvième siècle, tel Oscar Wilde, comme un maître dans le domaine de la critique esthétique, ce n'est pas sans qu'il ait combattu une morale du beau qui prévalait dans les milieux intellectuels de l'époque victorienne. S'il avait d'abord subi l'influence de Ruskin, il s'insurgea contre ses théories et contre le joug des doctrines kantiennes. Pauvre, il met en cause les structures sociales du pays, le mépris des gens nés pour les humbles, l'étroitesse des vues académiques. De plus, lui qui avait envisagé de prendre les ordres renie sa foi anglicane et se tourne vers l'enseignement à Oxford, où sa nature trop rêveuse entrave son autorité.

Stimulé par les chefs-d'œuvre de la Renaissance florentine qu'il évoquera dans *la Renaissance* – ouvrage foisonnant, où il évoque Léonard de Vinci, Michel-Ange, Botticelli, Giorgione, etc., il privilégie les aspirations de l'artiste, revendique, hors des concepts et des écoles, le pouvoir de l'imaginaire, l'approche sensorielle et individualiste. Cette religion du beau renvoie à une conception idéaliste de la vie qui doit être façonnée à la manière d'une œuvre d'art pour en tirer les accords les plus nobles, les émotions les plus intenses et les plus personnelles. *« C'est dans la passion de la poésie, l'aspiration au beau, l'amour de l'art en soi que s'accomplit la plénitude de la vie »*, écrira-t-il. Ce sont ses croyances annonciatrices d'une certaine modernité que met vivement en lumière l'essai fervent d'Hélène Bokanowski.

Sous le titre *l'Enfant dans la maison*, les quatre portraits, restés jusqu'alors inédits en France, illustrent bien l'art et la manière de Pater. Deux retracent émois et souvenirs d'enfance et d'adolescence au contact d'un univers familier, deux autres sont des fantaisies autour de thèmes mythologiques. *« Déjà Pater annonce Proust »*, notait Mario Praz. Ce jugement, Pierre Leyris le confirme tant le style de Pater se plie avec une méticulosité ondoyante aux fluctuations émotives de la pensée, faisant coexister passé, présent, avenir pour mieux faire saisir la modulation du destin du personnage qui l'occupe.

Pierre Kyria

L'Europe sans ghetto et sans arme

« Villes et vies. » Pour son numéro d'été, *Lettre internationale* a parcouru le monde *« sans provincialisme, sans ghetto, sans arme »*. Avec une série d'articles de romanciers, de poètes, d'historiens et de philosophes qui racontent leur ville. Ou une autre.

Voilà Madrid « capitale européenne de la culture », et Barcelone, qui semble avoir *« perdu de vue son projet de synthèse culturelle en se tournant vers les monts de l'Olympe »*... Deux Catalans, Josep Ramoneda et Manuel Vasquez Montalban, traitent de cet antagonisme Madrid-Barcelone, les deux plus grandes villes d'Espagne entre lesquelles il n'existe pas d'autoroute, tandis que Juan Goytisolo, lui, Barcelonais parisien depuis trente-cinq ans, a vu changer la ville et part de Baudelaire et de Walter Benjamin pour rêver d'un Paris antérieur à Haussmann où la promiscuité, le fourmillement humain lui rappellent, curieusement, certains quartiers de Marrakech ou du Caire.

Entre ville et voyage, entre tradition et futur, la gare est pour la sociologue hongroise Agnes Heller, qui propose de *« vivre dans une gare »*, la métaphore du présent absolu. Prague est-elle une *« pièce sans issue »* ?, s'interroge Daniela Hodrova. Quel est le rapport de la ville à la mémoire historique ? demande Jacques Derrida qui tente de faire parler les murs de Prague, tandis que le Berlinois Peter Schneider, l'auteur du *Sauteur de mur*, explique qu'on ne recolle pas une ville en détruisant un mur et que Berlin vivra *« encore longtemps avec deux âmes dans la poitrine »*. Ewa Bérard a vu *« le vent de Pétersbourg souffler sur Leningrad »* ; Nedim Gürsel a sondé les fondations d'Istanbul ; Avishai Margalit, le mythe de Jérusalem et, à la porte de l'Europe, le Slovaque Martin M. Simecka analyse un *« irrépressible sentiment d'échec »*.

Des commentaires (Christopher Hope, Jean-Claude Masson, Jan Trefulka, Peter Hanak, Eric Hobsbawm), une correspondance nourrie (Adam Michnik, Marina Warner, Pascal Bruckner), complètent cette livraison absolument passionnante.

N. Z.

► Lettre internationale, numéro 33. Eté 1992. 96 p. 60 F. Abonnement : 6 numéros 200 F (18, rue Saint-Fiacre 75002 Paris).

EXPOSITIONS

Nous publions le *jeudi* (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (44-78-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et fêtes de 10 h à 22 h.

***LA CAMPAGNE DE JEAN-LOUP* TRASSARD.** Galerie de la BPI. Jusqu'au 28 septembre.

LA DATION PIERRE MATISSE. *Salle* d'art graphique MNAM. Jusqu'au 13 septembre.

ICARE ET COMPAGNIE, UN PREMIER REGARD SUR LA PHOTOGRAPHIE. Cabinet d'art graphique, 4e étage. Jusqu'au 28 septembre.

MANIFESTE. 30 ans de création en perspective 1960-1990. Jusqu'au 28 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mar. de 9 h à 18 h, jeu. de 9 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

AUGUSTE LEPÈRE ET LE RENOUVEAU DU BOIS GRAVÉ. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 *septembre.*

CHRONIQUES ITALIENNES, DESSINS D'ERNEST HÉBERT (1817-1908). *Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet* d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

MASSENET, AFFICHES D'OPÉRAS. Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 13 septembre.

PHOTOGRAPHIE : ACQUISITIONS RÉCENTES (1990-1992). Exposition-dossier. Entrée : 31 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 13 septembre.

Palais du Louvre

Porte Jaujard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. 9 h à 18 h. Nocturne un lun. sur deux et le mer. jusqu'à 22 h.

L'IL DU CONNAISSEUR : HOMMAGE A PHILIP POUNCEY. Pavillon de Flore. Entrée : 31 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 7 septembre.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30.

OPALKA. Jusqu'au 4 octobre.

MICHEL VERJUX. *Jusqu'au 11 octobre.*

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivages. (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.

Galerie nationale du Jeu de paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). *T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim.* de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Visites-conf. jeu. à 12 h, sam. à 16 h, *dim. à 11 h.*

HELIO OITICICA (1937-1980). Rétrospective. Galerie nationale du Jeu *de paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au* 23 août.

MUSÉES

ALECHINSKY. Musée de la Marine, palais de *Chaillot, place du Trocadéro* (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 13 septembre.

L'ARCHITECTE FOU DE SUCRE. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland *(42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à* 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 26 août.

ARRÊT-RETOUR SUR IMAGES : LES CINÉMAS DE PICASSO. Musée Picasso, hôtel Salé - 5, rue de Thorigny (42-71-25-21). T.l.j. sf mar. de 9 h 15 à 17 h 15, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

LUIS CABALLERO. Hôtel de Miramion, musée de l'Assistance publique, 47, rue de la Tournelle (46-33-01-43). T.l.j. sf dim. et lun. de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet.

AUGUSTIN-VICTOR CASASOLA. *Centre national de la photographie,* Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson *(47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à* 17 h. Jusqu'au 13 octobre.

LES COLÈRES DE LA SEINE. Musée *Carnavalet, 23,* rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 16 F. Du 28 juillet au 4 octobre.

DENISE COLOMB. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 23 août.

D'AGAGGIO, JUNG, UNGER. Musée du Luxembourg, 19, rue de Vaugirard (42-34-25-95). T.l.j. sf mar. de 10 h à *19 h. Du 23 juillet au 22 août.*

DE BONNARD A BASELITZ. Bibliothèque nationale, galeries Mansart et Mazarine, 58, rue de Richelieu (47-03-81-10). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 septembre.

DESIGN 1950-1990. Cinquante acquisitions du Fonds national d'art contemporain. Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 20 septembre.

***LE DESSIN ET L'ARCHITECTE.* Excursion dans les collections de l'Académie d'architecture.** Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-26-53). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 6 septembre.

DU TAGE A LA MER DE CHINE. Une épopée portugaise. Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 32 F (comprenant la visite du musée). Jusqu'au 8 septembre.

GLOIRE AUX VIGNERONS. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les 15 derniers jours de chaque trimestre. Entrée : 25 F. Jusqu'au 28 novembre.

LA GRANDE EXPOSITION DES FRUITS ET DES LÉGUMES. Muséum *national d'histoire naturelle, galerie de* botanique, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (40-79-30-00). T.l.j. sf mar. et *jours fériés de 10 h à 17 h. Groupes scolaires* sur rendez-vous au 43.36.54.26. Entrée : 25 F. Jusqu'au 14 septembre.

GUÉRIN ET DELACROIX. *Musée national* Eugène Delacroix, 6, rue de Furstenberg (43-54-04-87). T.l.j. sf mar. de *9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 12 F. Jusqu'au* 22 septembre.

LES HERBES DE LA SAINT-JEAN, GRAVURES DE CHARLOTTE NOYELLE. Jardin des Plantes, pavillon d'accueil, 2, rue Bouffon (40-79-30-00). *T.l.j. sauf mar. de 10 h à 17 h. Jusqu'au* 27 septembre.

IMAGES D'AMÉRIQUE 1880-1980, LES MAGAZINES A L'AFFICHE. Et les aventures publicitaires d'un dromadaire. Musée de la publicité, Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 13 septembre

INSTRUMENTARIUM EUROPÉEN Jardin des Plantes, ménagerie, 57, rue Cuvier (45-35-82-08). T.l.j. sauf lun. de 15 h à 17 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 août.

ANNIE LEIBOVITZ. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson *(47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à* 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 juillet.

SHERRIE LEVINE. Fondation nationale des arts. *Hôtel des arts, 11, rue Berryer* (42-56-71-71). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 août.

MARY ELLEN MARK ; 25 ANS DE PHOTOGRAPHIE. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 13 octobre.

LA MÉNAGERIE DU PALAIS. Centre national de la photographie, Palais de *Tokyo, 13, av. du Président-Wilson* (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 13 octo*bre.*

MODE ET LIBERTÉS. Musée des arts de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de *10 h* à 18 h, nocturne le mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 25 octobre.

MONTMARTRE, VILLAGE URBAIN, QUARTIER RURAL. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-61-11). T.l.j. sf lun. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 *septembre.*

GUSTAV-ADOLF MOSSA. *L'œuvre* **symboliste : 1903-1918.** Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. *sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à* 18 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

LES ORDRES MENDIANTS A PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de *10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F. Jusqu'au* 11 octobre.

PATRIMOINE MONDIAL. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

PIER LUIGI PIZZI. Bibliothèque du Palais Garnier, Opéra de Paris, place de l'Opéra (47-42-07-02). T.l.j. de 10 h à 17 h. Entrée : 28 F. Jusqu'au 18 octobre.

PLISSON. Musée de la marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. *sf mar.* de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 28 septembre.

PROMENADE DE VOILE. *Parc de la Villette,* 211, avenue Jean-Jaurès (42-78-70-00). T.l.j. sf lun. de 6 h à 1 h *du matin. Jusqu'au 16 août.*

TINGATINGA. Peintures de Tanzanie. Musée national des arts africains et océaniens, *293,* av. *Daumesnil* (44-74-84-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam. et dim. jusqu'à 18 h. Jusqu'au 31 août.

TOUS PARENTS, TOUS DIFFÉRENTS. Musée de l'Homme - galerie d'anthropologie, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F, 25 F (comprenant la visite du musée). Jusqu'au 30 novembre.

TRADITION ET MODERNITÉ. Musée Cernuschi, 7, av. Vélasquez (45-63-50-75). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 9 août.

UN VOYAGE GOURMAND, 60 AFFICHES DE GASTRONOMIE DE 1850 A 1950. Musée-galerie de la *Seita, 12, rue Surcouf (45-56-60-17).* T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

VAN CLEEF & ARPELS. *Musée de la* Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1er-de-Serbie *(47-20-85-23). T.l.j. sf lun. et jours fériés* de 10 h à 17 h 40. Visites-conférences le jeu. et sam. à 14 h 30. Entrée : 30 F. *Jusqu'au 30 octobre.*

CENTRES CULTURELS

PIERRE ANTONIUCCI. Carré des arts, Parc floral du [illegible], esplanade du *Château (43-65-7[illegible]-92). T.l.j. sf lun. et* mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 13 septembre.

LES ARTS ÉTONNANTS. *Théâtre* national de Chaillot, 1, place du Trocadéro (47-27-81-15). T.l.j. sf lun. de 16 h *à 22 h. Entrée : 50 F. Jusqu'au 9 août.*

BELLEVILLE - BELLEVILLE. Maison de la Villette, 30, av. Corentin-Cariou (42-40-27-28). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 10 octobre.

BIJOUX DE RÊVE, RÊVE DE BIJOUX. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, [illegible]-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. et *jours fériés* de 11 h à 18 h. Jusqu'au 4 octobre.

HUMBERTO CASTRO, MOISÉS FINALÉ, *MANUEL MENDIVE.* *Trois* artistes cubains. Le Monde de l'art, 18, rue de Paradis (42-46-43-44). T.l.j. *sf dim. de 13 h à 19 h 30, lun. de 14 h à* 19 h. Jusqu'au 1er août.

COLLECTION CAISSE DES DÉPOTS. ***Nouvelles acquisitions.*** Caisse des dépôts et consignations, 56, rue Jacob (40-49-94-63). T.l.j. sf sam., dim. et lun. de 10 h à 18 h 15. Exposition fermée du 1er au 31 août. Jusqu'au 17 octobre.

LES COLLECTIONS PERMANENTES DE L'ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS, accrochage d'été. Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, 17, quai Malaquais (47-03-50-00). T.l.j. de 13 h à 19 h. *Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 septembre.*

CUISINES ET TABLES MEXICAINES. Centre culturel du Mexique, 28, bd Ras*pail (45-49-16-26). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h 30 à 18 h.* Reprise de l'exposition du 1er au 10 septembre. *Jusqu'au 31 août.*

LE GRAND HÉRITAGE. Sculptures de l'Afrique noire. Fondation Dapper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F (entrée libre le mercredi). Jusqu'au 15 septembre.

LES JARDINS DU BARON HAUSSMANN. Le Louvre des Antiquaires, 2, place du Palais-Royal (42-97-27-00). T.l.j. sf lun. et fêtes de 11 h à 19 h. Réserv. groupes : 42.97.27.20. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 octobre.

MOHAMMAD OMER KHALIL. Institut *du monde arabe, galerie d'art et d'essai,* 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à *18 h. Jusqu'au 30 août.*

MOORE A BAGATELLE. Parc de Bagatelle, bois de Boulogne (40-67-97-00). T.l.j. de 11 h à 19 h. Entrée : 6 F (entrée du parc). Jusqu'au 3 octobre.

BRIGITTE NAHON, LÉO DELARUE, BASSERODE, FRÉDÉRIC FENOLLABBATE, BRUNO. Carbonnet, Oleg Kornev, Franck Péquignat, Brigitte Zieger. Hôpital Ephémère, 2-4, rue Carpeaux (46-27-82-82). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 20 septembre.

DOMINIQUE PERRAULT, ARCHITECTE. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.l.j. sf lun., mar. de 12 h 30 à 19 h. *Jusqu'au 27 septembre.*

LJUBOMIR RAJCEVIC. Centre culturel yougoslave, 123, rue Saint-Martin *(42-72-50-50). T.l.j. sf dim. de 11 h à* 18 h et un sam. sur deux de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre.

JEAN ET ALBERT SEEBERGER. Photographies de mode. Société française de photographie, 9, rue Montalembert (42-22-37-17). T.l.j. sf dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 juillet.

SÉVILLE : LE PARI ANDALOU. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillot (47-23-81-84). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 19 septembre.

TERRES SECRÈTES DE SAMARCANDE. Céramiques du VIIIe au XIIIe siècle. Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). *T.l.j.* sf lun. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 27 septembre.

ZADKINE. Couvent des cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine (43-29-45-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à *18 h.* Entrée : 25 F. *Jusqu'au 27 septembre.*

GALERIES

RICHARD AGERBEEK. Galerie Sabrina *Grassi, 9, rue Saint-Germain-l'Auxerrois* (42-21-06-08). Jusqu'au 8 août.

CLAUDE ET FRANÇOIS-XAVIER *LALANNE.* *Les portes du jardins. JGM* Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). Jusqu'au 27 juillet.

JOSEPH CORNELL. *Galerie Karsten* Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 20 septembre.

HERVÉ DI ROSA. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 31 juillet.

ET L'EUROPE CRÉA HOLLYWOOD. Espace Kronenbourg aventure, 30, avenue George-V (44-31-16-00). Jusqu'au 31 juillet.

REBECCA HORN, JEAN-PIERRE BERTRAND. Galerie de France, 52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 31 juillet.

LOUIS JAMMES. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 30 juillet.

PIERRE KLOSSOWSKI. *Galerie Beaubourg,* 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 31 juillet.

STANISLAV KOLIBAL. Galerie Jacqueline Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 31 juillet.

PATRICK LANNEAU. Galerie Mostini Bastille, 23, rue Basfroi (44-93-93-64). Jusqu'au 30 juillet.

DAVID MACH. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 29 août.

MIRO. Galerie Maeght, hôtel Le Rebours - 12, *rue Saint-Merri* (42-78-43-44). Jusqu'au 20 août.

RÉTROSPECTIVE DES EXPOSITIONS *A LA GALERIE ZABRISKIE DE PARIS* ET DE NEW-YORK. Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 31 *juillet.*

BERNARD THOMAS-ROUDEIX. Espace Art & Patrimoine, 22, rue des Blancs-Manteaux (48-04-87-77). Jusqu'au 1er août.

CY TWOMBLY. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 31 août.

UBAC, DESSINS A L'ENCRE DE CHINE, ARDOISES TAILLÉES. Galerie Lambert Rouland, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). *Jusqu'au 30 juillet.*

MAMIKO UEMATSU. Galerie Gutharc Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). *Jusqu'au 31 juillet.*

VIVE LA FRANCE. Galerie Gérald Piltzer, 78, avenue des Champs-Elysées (43-59-90-07). Jusqu'au 12 septembre.

Périphérie

CHAMPIGNY-SUR-MARNE. André Fougeron. Musée de la Résistance nationale, 88, av. Max-Dormoy (48-81-00-80). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, sam., dim. et fêtes de 14 h à 18 h. Jusqu'au 15 septembre.

CLAMART. Jean Arp et Sophie Taeuber. Pièces maîtresses. Fondation Jean Arp, 21-23, rue des Châtaigniers (45-34-22-63). Ven., sam., dim. de 14 h à 18 h et sur rendez-vous. Entrée : 20 F. Jusqu'au 14 septembre.

LA DÉFENSE. Arrêt sur viaduc. Espace art Défense - Art 4, 15, place de La Défense (49-00-15-96). Jusqu'au 7 septembre.

ÉCOUEN. Autour des Fructus Belli. Une tapisserie de Bruxelles du XVIe *siècle.* *Musée national de la Renaissance,* château d'Ecouen (39-90-04-04). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 17 F (comprenant l'accès au château). Jusqu'au 21 septembre.

FONTAINEBLEAU. Le Temps des jardins. Musée national du château de Fontainebleau (64-22-27-40). T.l.j. *sf* lun. de 10 h à 19 h. Entrée : 23 F (prix d'entrée du musée), dim. 12 F. Jusqu'au 13 septembre. **Un ameublement à la mode en 1802. Le mobilier du général Moreau.** *Musée national du château de Fontainebleau (64-22-27-40). T.l.j. sf mar. de* 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h. Entrée : 26 F. Jusqu'au 14 septembre.

IVRY-SUR-SEINE. Silvie Blocher, Jürgen Paas, Claire-Jeanne Jezequel, Philippe Lepeut. Et Frédérique Lucien. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gosnat (49-60-25-04). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 13 h à 19 h, dim. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 2 août.

JOUY-EN-JOSAS. A visage découvert. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. de 12 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 4 octobre.

MEAUX. Dominique Gaessler. Musée Bossuet, palais épiscopal (64-34-84-45). *T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à* 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 15 septembre.

NEUILLY-SUR-MARNE. André Robillard, Jean Smilowski. Art et bricolage. L'Aracine - musée d'art brut, château Guérin, 39, av. du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). T.l.j. sf lun., mar., mer. *de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.*

PONTOISE. Rose Fejtö. Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (30-38-02-40). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

RUEIL-MALMAISON. Livres précieux du musée de Malmaison. Musée natio*nal des châteaux de Malmaison et de* Bois-Préau, 1, avenue de l'Impératrice-Joséphine (47-49-20-07). T.l.j. sf mar. de *10 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h.* Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 septembre.

SAINT-DENIS. Lucien Lautrec, rétrospective. Musée d'art et d'histoire, 22 bis, rue Gabriel-Péri (42-43-05-10). *T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30, dim. de* 14 h à 18 h 30. Visite commentée sur rendez-vous. Entrée : 15 F. Jusqu'au 14 *septembre.*

VERSAILLES. Les Jardins de Versailles et de Trianon. D'André Le Nôtre à Richard Mique. Musée national du château de Versailles (30-84-74-00). T.l.j. sf lun. de 9 h à 18 h 30. Entrée : 31 F (donnant l'accès au château). Jusqu'au 27 septembre.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 24 JUILLET

« Du passage du Grand-Cerf restauré au passage Brady à restaurer (deuxième parcours) », 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).

« Mouffetard et ses secrets. De la maison du père Goriot aux convulsionnaires de Saint-Médard pour finir aux arènes de Lutèce », 11 heures, 15 heures et 17 h 45, métro Monge (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« De Saint-Philippe-du-Roule au quartier François-Ier », 14 h 30, métro Saint-Philippe-du-Roule (Paris pittoresque et insolite).

« Les plus belles demeures du Marais », 14 h 30, sortie du métro Chemin-Vert (Arts et caetera).

« Appartements royaux du Louvre et vie quotidienne de la cour », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devant le Louvre des Antiquaires (Connaissance de Paris).

« Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escalier inconnus », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (I. Hauller).

« *Les Nymphéas* de Monet au Musée de l'Orangerie », 14 h 30, hall d'entrée (Europ explo).

« Cycles jardins : le Luxembourg, le verger et les écoliers », 14 h 45, entrée du jardin, sortie RER (Regards).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 15 heures, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« La vie au Moyen Age dans les collections du Musée de Cluny : ivoires, sculptures, tapisseries », 15 heures, entrée du musée, place Paul-Painlevé (Paris et son histoire).

« Chefs-d'œuvre du Musée du Louvre », 15 heures, sous la Pyramide, près accueil des groupes (Approche de l'art).

« Les salons littéraires du Marais », 17 heures, métro Saint-Paul-le Marais.

« Les hôtels célèbres du Marais illuminés », 21 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

CONFÉRENCES

Salle Laennec, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 15 : « La symbolique des rêves » (Institut gnostique d'anthropologie. Tél. : 43-57-29-81).

ÉCONOMIE

BILLET

L'axe Washington-Ryad

Régulièrement, au cours des réunions de l'OPEP, les pays réputés « durs » au sein de l'organisation – l'Iran, l'Irak, l'Algérie – dénoncent en termes plus ou moins diplomatiques l'étroite connivence entre l'Arabie saoudite et les Etats-Unis dans le domaine pétrolier.

C'est cette thèse que vient de reprendre à son compte, il y a quelques jours, le *Washington Post*, mais en s'appuyant sur *des documents officiels inédits*. Citant des notes internes du département d'Etat et des dépêches diplomatiques, le quotidien américain affirme que *« sous les administrations Reagan et Bush les Saoudiens ont parfois informé à l'avance les Etats-Unis de démarches-clés qu'ils prévoyaient de faire lors de réunions de l'OPEP »*. Par ailleurs, en 1984, alors que les prix du brut dépassaient les 30 dollars, indique le *Washington Post*, les responsables américains incitèrent les Saoudiens à faire baisser les cours, ce qui devait d'ailleurs se produire. En sens inverse, lors du contre-choc pétrolier de 1986, *« l'administration Reagan a fait part à Ryad de sa préoccupation concernant la menace posée par cet effondrement des prix sur les banques américaines* (...) » Le plaidoyer fut sans doute convaincant puisque les prix n'allaient pas tarder à remonter sur le marché international.

La confirmation d'un axe pétrolier unissant le principal pays consommateur de la planète et le *numéro un mondial* de la production ne surprendra guère les spécialistes. Dans un article fameux publié en 1986, un économiste américain, M. Morris Adelman, notait que le marché pétrolier international *« marchait sur la tête »*. Pourquoi, s'interrogeait-il, aller gaspiller des milliards de dollars pour aller rechercher en dehors de l'OPEP un pétrole abondant et bon marché dans le Golfe, et singulièrement en Arabie saoudite ?

Les Etats-Unis ont repris à leur compte la « doctrine Adelman » et l'appliquent sans complexe. Les importations américaines en *provenance d'Arabie saoudite* n'ont jamais été aussi élevées qu'en 1991 tandis que, dans le même temps, les « majors » désertent l'exploration pétrolière sur le continent nord-américain.

Il reste que pour être valable « la doctrine Adelman » suppose que le Golfe, sans être la *« colonie américaine »* évoquée par l'ancien ministre M. Michel Jobert, demeure dans la zone d'influence des Etats-Unis. De là les efforts de Washington pour se débarrasser de Saddam Hussein, le grand perturbateur.

JEAN-PIERRE TUQUOI

Dans une conjoncture de plus en plus morose

Le gouvernement britannique impose une stricte austérité budgétaire

Confrontée à une récession plus longue que prévu, confirmée par de nouveaux indices défavorables, le gouvernement britannique a annoncé, mercredi 22 juillet, une stricte limitation des dépenses publiques, au risque de remettre en cause certaines *promesses* électorales.

LONDRES

de notre correspondant

Si les intentions actuellement affichées sont confirmées ultérieurement, la nouvelle méthode d'arbitrages budgétaires annoncée mercredi 22 juillet va provoquer bien des tiraillements entre le Trésor et les ministères les plus dépensiers. Le système qui prévalait jusque-là, selon lequel chaque ministre *« négociait »* une *« rallonge »* budgétaire avec les finances, va être abandonné. Dorénavant, un plafond de dépenses sera fixé par le gouvernement, les discussions avec chaque département ministériel se limitant à la seule répartition du total. Toute augmentation dans un secteur devra être équilibrée par des économies correspondantes dans un autre secteur. La curiosité est que cette approche plutôt saine de la gestion des finances publiques apparaît presque... « révolutionnaire ».

Dans la pratique, cela signifie que l'objectif, fixé en octobre dernier, de limiter les dépenses au cours de l'année financière 1993-1994 à 245 milliards de livres (environ 2 347 milliards de francs), devra être impérativement respecté. A l'époque, les marchés financiers avaient manifesté leur inquiétude devant l'augmentation importante des besoins d'emprunt du secteur public (le PSRB), c'est-à-dire le déficit budgétaire, évalué *à 28 milliards de livres pour* 1992-93. Pour le prochain exercice, le déficit sera probablement de 32 milliards de livres. Ce gonflement des dépenses publiques répondait à des préoccupations préélectorales. Les promesses d'alors doivent être, dans la mesure du possible, respectées, ce qui est peu compatible avec la nouvelle rigueur, conséquence de l'absence de reprise économique sur laquelle le gouvernement comptait après sa victoire électorale.

Coup d'arrêt

Les ministres ont d'ores et déjà présenté un montant de dépenses nouvelles pour un total de 14 milliards de livres, s'ajoutant aux 245 milliards prévus, cette dernière enveloppe incorporant déjà une « rallonge » de 13 milliards. Cette volonté de réaliser des économies va probablement se manifester dans les dépenses d'investissement (routes, hôpitaux, logement, écoles), ainsi que dans les dépenses militaires. D'autres dépenses sont *incompressibles, pour des raisons* politiques et sociales : c'est le cas notamment de l'augmentation – environ 3 milliards de livres – du coût du chômage. Le gouvernement de M. John Major est d'autant plus fondé à donner un coup d'arrêt aux dépenses publiques que les indicateurs économiques restent désespérément défavorables.

Si la reprise doit être amorcée, comme le croit le gouvernement, par un retour des dépenses de consommation, les perspectives sont plutôt inquiétantes. Le volume des ventes de détail a chuté de 0,2 % en juin, ce qui illustre bien une tendance morose : les Britanniques continuent à épargner sans dépenser. L'industrie manifeste la même absence de confiance dans une reprise de la croissance, comme en témoigne, par exemple, la chute continuelle du marché de la construction. Enfin, sur le plan extérieur, les exportations faiblissent (8,8 milliards de livres en juin, contre 9,2 milliards en mai), accentuant le déficit commercial de la Grande-Bretagne. La rigueur budgétaire annoncée semble donc d'autant plus nécessaire que, après avoir longtemps annoncé le retour de la reprise, la plupart des économistes de la City envisagent maintenant un enracinement durable de la récession.

LAURENT ZECCHINI

Les marchés financiers restent fragiles

S'exprimant sur RTL, mercredi 22 juillet, M. Pierre Bérégovoy a estimé qu'il n'y avait *« aucune raison que la Bourse baisse et pour que nous ne trouvions pas dans les mois qui viennent les moyens à nouveau d'agir sur les taux d'intérêt, compte tenu de nos performances économiques »*. Un message de soutien aux boursiers. Car depuis que la Bundesbank a relevé son *taux d'escompte* pour le porter à 8,75 %, les marchés mondiaux en général, et français en particulier, n'en finissent pas d'accuser le coup.

Ainsi, après un court répit de 24 heures, l'ensemble des places a de nouveau mal réagi mercredi 22 juillet. Aux premières heures de la matinée, Tokyo – dont la fragilité ne fait qu'amplifier les réactions – *abandonnait* 2,9 % à la clôture (avant de se reprendre nettement jeudi 23 juillet alors que le gouvernement japonais envisageait de prendre des mesures de soutien pour le marché). Paris terminait sur un retrait de 2 %, non sans avoir en cours de séance inscrit un nouveau plus bas de l'année (à 1 721,50) entre l'annonce de la progression de la masse monétaire allemande et le relèvement du taux d'intervention de la Banque d'Espagne. Tendance identique à Londres où les valeurs se dépréciaient de 1,1 % au terme des échanges. A Francfort, comme sur les autres *places, l'annonce de l'augmentation* de la masse monétaire allemande a également été mal accueillie par le marché.

De plus les opérateurs continuent d'avoir de sérieux doutes sur la reprise du dollar qui pourrait connaître d'autres accès de faiblesse après les interventions massives des banques centrales en début de semaine. A la clôture, Francfort a cédé *1,9 %. Toutefois*, la place allemande est l'une des rares Bourses européennes à encore afficher quelques gains (+ 3,38 %) depuis le début de l'année avec Amsterdam, Bruxelles et Zurich. A l'échelon mondial, Hong-Kong caracole en tête avec 39,9 % de hausse et New-York conserve encore 3,43 %.

□ ***La Banque d'Espagne augmente* son taux directeur.** – la Banque d'Espagne a augmenté, jeudi 23 juillet, son taux directeur de 0,60 point, en le portant de *12,40 % à 13 %. Mecredi, elle était* intervenue sur le marché monétaire au taux de 12,75 %, alors que son taux d'intervention est fixé à 12,45 %. La veille, le gouvernement de Madrid avait adopté les grandes lignes d'un sévère plan de redressement économique *(le Monde* du 22 juillet). Par ailleurs, le nouveau gouverneur de la Banque d'Espagne, M. Luis Angel Rojo, est entré en fonctions le 22 juillet, en remplacement de M. Mariano Rubio.

Le feu vert de Bruxelles à la reprise de Perrier par Nestlé

« Une considérable victoire pour le consommateur »

selon Sir Leon Brittan

La Commission européenne a, comme prévu, donné, mercredi 22 juillet, son feu vert à la reprise, pour 15,5 milliards de francs, de la firme française Perrier par le géant suisse de l'agroalimentaire, le groupe Nestlé *(nos dernières éditions du 23 juillet)*.

Ce feu vert s'accompagne toutefois de sévères conditions imposées par Bruxelles. Déjà détenteur des marques Vittel et Hépar, le groupe suisse va hériter avec Perrier d'une famille d'eaux minérales (Contrexéville, Volvic, Vichy Saint-Yorre, Pierval, Thonon, sans parler de la marque Perrier) mais il devra en céder une partie, avant une date butoir *restée secrète, « à un acheteur unique, puissant et indépendant »*, faute de quoi les autorités communautaires reviendront sur leur feu vert, a décidé la Commission, suivant les vœux du commissaire à la concurrence, le Britannique Sir Leon Brittan.

Dès son entrée dans la bataille pour le contrôle de Perrier, Nestlé avait prévu de revendre la marque Volvic à son allié du moment le groupe agroalimentaire francais BSN (propriétaire d'Evian et de Badoit). Viendront donc s'y ajouter *« quelques autres sources »*. Leur nombre exact n'a pas été précisé – de l'ordre d'une dizaine, dont Vichy Saint-Yorre, Pierval et Thonon – mais, au total, les cessions devront représenter le cinquième du marché français des eaux minérales.

Ce faisant, Bruxelles entend susciter l'émergence d'un troisième concurrent – venu d'Italie, de Belgique, d'Allemagne, de Grande-Bretagne voire des Etats-Unis – et éviter que deux acteurs, Nestlé et BSN, aient une position par trop dominante dans l'Hexagone même si les trois quarts du marché français demeurent sous leur contrôle.

Commentant, lors d'une conférence de presse, la décision des autorités de Bruxelles, Sir Leon a jugé que l'arrivée d'un troisième larron constituait *« une victoire considérable pour le consommateur »*. Notamment en France où, selon lui, la concurrence ne s'exerce guère, la meilleur preuve étant que *« les prix des grandes marques ont constamment augmenté en parallèle pendant ces cinq années »*.

L'arrivée imposée d'une *« troisième force »* constitue en tout cas une victoire indéniable pour le commissaire à la concurrence, qui, pour la première fois, a fait admettre par ses collègues de la Commission que Bruxelles pouvait à bon droit, au nom du respect de la concurrence et sans outrepasser la législation européenne, s'attaquer à des marchés dominés par des oligopoles et non pas simplement des monopoles. Ce faisant, la Commission s'est auto-investie d'un pouvoir considérable pour l'avenir.

J.-P. T.

Accord au Club de Paris

L'Argentine obtient le rééchelonnement de sa dette publique

Les pays créanciers de l'Argentine ont décidé de rééchelonner le tiers de sa dette publique (2,8 milliards sur 8,73 milliards de dollars), a annoncé, mercredi 22 juillet, l'ambassade d'Argentine, à l'issue de discussions formelles avec le Club de Paris. L'échéance pour la restructuration de la dette (capital et intérêts) est de seize ans, avec un délai de grâce de quatre ans pour les échéances allant du 1er juillet 1992 au 31 mars 1995. Une période qui coïncide avec celle du programme de prêts accordé en avril par le Fonds monétaire international, pour un montant de 3 milliards de dollars.

Les pays créanciers de l'Argentine sont les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Canada, la Belgique, la Suisse, la Suède, la Finlande, l'Espagne, Israël, le Danemark et l'Autriche. L'accord de rééchelonnement avec l'Argentine traduit leur volonté d'encourager Buenos-Aires sur la voie du retour aux grands équilibres macroéconomiques.

Le conseil économique et financier franco-allemand s'est réuni à Paris

De passage à Paris à l'occasion de la tenue du conseil économique et financier franco-allemand, le président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, a commenté jeudi 23 juillet la récente hausse des taux d'intérêt en Allemagne . *« Nous allons voir ce que sera l'évolution* [de la masse monétaire] *et nous en tirerons le moment voulu les conséquences »*, a-t-il déclaré. *« Vous pouvez être convaincus que nous gardons en vue la situation du SME »*, a-t-il ajouté. Les ministres allemand des finances, M. Théo Waigel, et français de l'économie, M. Michel Sapin, se sont pour leur part félicités de l'intervention concertée des banques centrales, intervenue *lundi 20 juillet*, afin de contenir la chute du dollar.

□ **ALLEMAGNE : Hausse de 8,7 % de la masse monétaire en juin.** – La *Bundesbank a annoncé, mercredi* 22 juillet, que la masse monétaire M3 (liquidités et dépôts à moins de 4 ans) avait augmenté en juin au rythme de 8,7 % après 8,8 % en mai.

Sanctions et accord entériné avec le cinéma

Le cahier des charges de Canal Plus est modifié

Un décret publié le 20 juillet au *Journal officiel* modifie le cahier des *charges conclu entre l'Etat et Canal* Plus, seule chaîne à dépendre encore du régime de la concession de service public. Cet avenant introduit un régime de sanctions graduées en cas de manquement du concessionnaire. Ces sanctions, calquées sur celles applicables aux autres chaînes privées (réduction de la durée de la concession, amende pécuniaire allant jusqu'à 5 % du chiffre d'affaires en cas de récidive, insertion d'un communiqué dans les programmes, déchéance...), sont infligées par le concédant, l'Etat. Mais les manquements sont constatés par le CSA, auquel la chaîne cryptée doit adresser *un rapport annuel (et non plus seulement* au ministre de tutelle). A défaut de pouvoir sanctionner directement Canal Plus, le CSA est donc chargé de la surveiller.

L'avenant aligne également le régime de Canal Plus sur celui des chaînes privées en matière de publicité et de parrainage. Il fixe les horaires de diffusion des films, leur nombre (364 par an, rediffusables six *fois au maximum sur une période de* trois semaines), met les quotas en conformité avec le nouveau régime général (40 % d'expression française, 60 % d'œuvres européennes, calculé titre par titre). Et il prévoit une évolution des obligations d'achat de droits de la chaîne, portées à 25 % de ses ressources et réparties différemment entre œuvres françaises et européennes.

Cet avenant était nécessaire pour qu'entre en vigueur l'accord conclu au début de l'année entre Canal Plus et le BLIC (Bureau de liaison interprofessionnel du cinéma). Cet accord prévoit une « prime » pour les films ayant réalisé de bons scores en salles. La pression des producteurs explique d'ailleurs que le gouvernement ait dissocié ce dossier de ses autres discussions avec Canal Plus, notamment sur les décodeurs et la norme de diffusion du satellite Télécom 2A.

M. C. I.

□ **M. Giancarlo Parretti inculpé *pour usage de faux lors du procès* MGM.** – M. Giancarlo Parretti, l'homme d'affaires italien qui a perdu le contrôle de la firme cinématographique américaine MGM à la suite d'un procès qui l'opposait au Crédit lyonnais *(le Monde* du 9 août 1991), a été inculpé, mardi 21 juillet, d'usage de faux et faux témoignage par un tribunal du Delaware. Il est reproché à M. Parretti d'avoir altéré des documents présentés comme des preuves lors de son procès, et d'avoir menti sur leur provenance.

□ **Rectificatif.** – M. Jean-Pierre Valais, directeur de la communication du groupe Chargeurs SA, nous prie de préciser que Gaumont n'est pas une société du groupe Chargeurs. Dans *le Monde* du 11 juillet, une erreur nous a fait écrire que l'échange de salles de cinéma soumis à l'arbitrage du Conseil de la concurrence avait eu lieu *« entre la société du groupe Chargeurs (Gaumont) »* et Pathé-Cinéma. Il s'agissait, bien entendu, d'une erreur puisque la filiale de Chargeurs n'est pas Gaumont, mais Pathé-Cinéma.

CORRESPONDANCE

Le SNJ et les remous au « Figaro »

A la suite de notre article consacré aux remous qui agitent la rédaction du Figaro (le Monde du 23 juillet), nous avons reçu de la part de François Boissarie, secrétaire général du Syndicat national des journalistes (SNJ), les précisions suivantes :

« 1. La demande de réunion du comité d'entreprise extraordinaire du Figaro a été signée, pour la rédaction, par les élus du SNJ, qui occupent la totalité des sièges du collège journalistes.

» 2. Le communiqué du comité d'entreprise, adopté à l'unanimité par *les élus et dont le Monde* a *fait état*, a été rédigé par le SNJ.

» 3. Les élus SNJ ont réuni une assemblée générale de la rédaction à l'issue du comité d'entreprise pour en rendre compte.

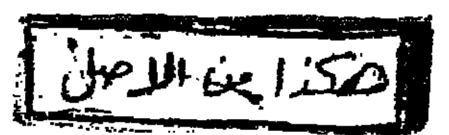
» 4. Le Monde a bien voulu se déplacer au siège du SNJ pour recueillir le récit du CE et le communiqué qui en est issu.

» Sans s'approprier l'entièreté de l'action *menée sur ce dossier, le SNJ*, majoritaire au Figaro comme dans la profession, en revendique toute sa part.

» Pour le Syndicat national des journalistes – que Yann Clerc a quitté il y a plus de vingt ans pour rejoindre la CGC, – le silence de la direction du Figaro cumule deux tares : à l'extérieur, il alimente la confusion ; à l'intérieur, il creuse le malaise. »

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

le joug des doctrines kantiennes.



ÉCONOMIE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La poursuite de la politique de décentralisation

Plusieurs entreprises publiques décident de transférer 3 500 emplois en province

M. Pierre Bérégovoy a réuni, jeudi 23 juillet, un comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) sur trois sujets : la procédure de préparation des contrats de plan (1994-1998) et la définition, par les préfets, de la stratégie prospective de l'Etat dans les régions, la mise en place des schémas départementaux de services publics, et surtout la poursuite de la politique engagée par Mme Cresson sur le transfert d'emplois publics en province. Des mesures ont aussi été annoncées en faveur des métropoles de Lyon et de Marseille.

Le premier ministre veut prouver que la *« continuité »* est assurée et que cette politique dite de *« délocalisation »* reste *« active »*. Le CIAT s'inscrit dans la ligne des comités des 3 octobre et 7 novembre 1991 et 29 janvier dernier, et c'est le même ministre d'Etat, M. Michel Delebarre, qui, dans les gouvernements de Mme Cresson (aménagement du territoire) et de M. Bérégovoy (fonction publique), a en charge ce dossier.

Le CIAT a d'abord arrêté le calendrier des décisions (dont la quasi-totalité est confirmée) prises en janvier, concernant 7 000 emplois au profit de 73 villes (*le Monde* du 30 et du 31 janvier). Le déplacement de l'Ecole nationale d'administration à Strasbourg sera définitif le 1er janvier 1994.

Les recettes commerciales d'Air France à Toulouse ?

Même si des réticences apparaissent ici ou là (des personnels comme au Commissariat du Plan, aux voies navigables ou à l'office des forêts, des hauts fonctionnaires ou même de certains ministres qui ont demandé des expertises par exemple aux finances et à l'industrie), Matignon affirme que le processus sera mené à bien. Il sera même amplifié, plusieurs décisions concernant les ministères des finances, de l'équipement, des affaires sociales ou de la défense portant sur quelque 1 200 à 1 500 emplois ont été annoncées. Elles concernent une dizaine de sites particulièrement touchés par la réorganisation des armées (Cherbourg, Roanne, Orléans, Amiens, Soisson...). Des mesures concernent également les aires urbaines de Lyon et Marseille. Le gouvernement a aussi demandé aux grandes entreprises publiques (banques, assurances, transports) de s'associer plus étroitement à cette politique.

Selon un premier train de mesures, elles devraient contribuer au transfert d'ici à quatre ans de 3 500 emplois. Les entreprises présenteront des *« plans de localisation précis »* dont le gouvernement n'a reçu actuellement que les grandes lignes. Plusieurs se font tirer l'oreille, arguant d'une logique économique et d'entreprise qui leur impose la recherche de la rentabilité. Le gouvernement a cependant annoncé le transfert par Air France à Toulouse du service des recettes commerciales (350 emplois), et celui de quelque 900 emplois de la SNCF, 800 emplois de Thomson-CSF et 180 de l'UAP.

Au total, le gouvernement estime que 2 500 emplois publics auront effectivement été décentralisés en province, en vertu de cette politique, entre l'automne 1991 et mars 1993.

F. Gr.

SOCIAL

L'application du nouveau statut

Le désaccord entre les dockers et le patronat persiste à Marseille

Le syndicat des dockers CGT de Marseille a annoncé, jeudi 23 juillet, lors d'une assemblée générale, une grève de quarante-huit heures vendredi et samedi. Les dockers de Sète qui continuent à négocier, s'associeront à ce mot d'ordre.

Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, avait déclaré, mercredi 22 juillet, que *« l'écart était considérable entre les propositions »* du patronat et celles des 2 030 dockers CGT de Marseille sur le nombre d'ouvriers qui pourraient être mensualisés dans le premier port de France. Il a confirmé, à l'issue de discussions à Paris avec une délégation de dockers provençaux, que le gouvernement était prêt à porter le nombre de dockers conservant le statut d'intermittents (jouissant donc du régime antérieur) à 350 au maximum, soit 17,5 % des effectifs à Marseille, alors que les accords dans 27 ports se limitent en moyenne à 15 %. Le patronat avait réaffirmé qu'il n'admettrait le maintien du statut actuel que pour 300 dockers, 1 000 autres devant être mensualisés. La CGT réclame le maintien d'environ 800 intermittents, et se dit prête à accepter 800 mensualisations.

Outre Marseille et Saint-Malo, où les dockers refusent toujours l'application du nouveau statut, c'est à Dunkerque que la situation est tendue. Malgré un accord, le 10 juillet, une partie des dockers irréductibles empêche ceux qui ont accepté la mensualisation (550 à ce jour) de travailler normalement. Des gendarmes mobiles et des CRS ont pris position sur le port. L'Union nationale des industries de la manutention (UNIM) a protesté contre *« ce climat de « terreur »*.

Selon une enquête de l'INSEE

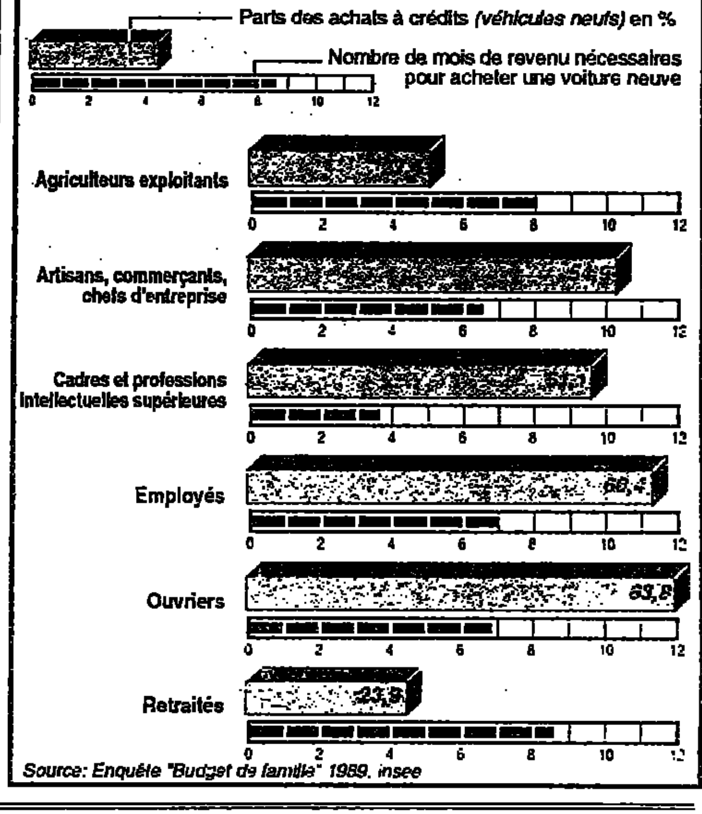
Les ménages français ont l'un des budgets les plus élevés d'Europe pour leur automobile

Pour leur voiture, les ménages français ne reculent devant rien. En 1989, ils lui ont consacré, en moyenne, 22 400 F, soit 15 % de leur budget, constate l'INSEE, dans *une étude publiée* jeudi 23 juillet. La France, toujours selon l'INSEE, est l'un des champions européens de la possession d'automobiles : en 1989, 75 % des ménages français étaient propriétaires d'un véhicule, contre 66 % des ménages britanniques ou 67 % des ménages allemands. En Europe, seuls les Belges et les Luxembourgeois semblent plus attachés que les Français à la conduite automobile.

Pourtant, acheter et entretenir une auto coûte cher : en moyenne 1 850 F par mois, ce qui classe les Français parmi les Européens consacrant la plus grande part de leur budget aux transports. L'effort financier consenti par les ménages pour acquérir un véhicule est de plus en plus important : le prix des automobiles a augmenté légèrement plus vite que l'inflation, et la qualité des véhicules s'est améliorée. Résultat, l'achat d'une voiture neuve, qui équivalait à 5,5 mois de revenus en 1979, en représentait 7 *en 1989.* A cela s'ajoutent les dépenses d'entretien du véhicule : carburant (5 230 F en moyenne en 1989), assurance (2 700 F) et réparations (1 412 F).

Dans un marché presque saturé, l'essentiel des ventes d'automobiles correspond à l'achat d'une seconde voiture. En 1989, près d'un ménage sur quatre disposait d'au moins deux véhicules, contre 17 % en 1979. La deuxième voiture semble s'imposer dans les ménages où l'épouse est active (40 % des ménages dans ce cas ont au moins deux voitures), ainsi que chez les ménages aisés : près de la moitié des cadres et des professions libérales ont au moins deux véhicules, contre seulement 29 % des ouvriers.

Les voitures et leurs acquéreurs en 1989



Source : Enquête "Budget de famille" 1989, insee

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 22 juillet, au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

• Enseignement supérieur.

– Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale et de la culture a présenté au conseil des ministres un décret relatif aux enseignants associés et invités et un décret modifiant les dispositions statutaires applicables aux professeurs des universités et aux maîtres de conférences.

1. – Le premier décret allège la procédure de recrutement des enseignants associés. Il assouplit également les règles de recrutement des enseignants invités. Ces deux mesures facilitent l'ouverture du corps enseignant des universités, notamment par une plus grande coopération avec les universités étrangères.

2. – Le deuxième décret raccourcit la procédure de nomination des maîtres de conférences et des professeurs des universités, en particulier par le recours aux moyens télématiques.

• Décrets d'application des lois.

– Le premier ministre a présenté une communication relative à l'adoption des décrets d'application des lois adoptées depuis 1988.

Les trois quarts des décrets d'application de ces lois ont été publiés. Pour les lois votées entre juin 1988 et juin 1990, la quasi-totalité des textes nécessaires ont paru. Quant aux lois des sessions de l'automne 1990 et du printemps 1991, les trois cinquièmes de leurs décrets ont été publiés. Si on peut relever des exemples de grande rapidité dans la publication des décrets d'application de certaines lois, notamment dans le domaine social, les délais demeurent encore trop importants dans certains cas. Le premier ministre a rappelé aux ministres qu'ils doivent engager, dès la promulgation des lois, les concertations et les consultations nécessaires, qui sont une cause fréquente d'allongement des délais. Il tranchera rapidement les divergences entre ministères qui peuvent retarder la mise au point des textes.

• Formation continue dans la fonction publique.

– Le ministre d'Etat, ministre de la fonction publique et des réformes administratives a présenté une communication sur la formation continue dans la fonction publique de l'Etat.

L'application du premier accord cadre sur la formation continue dans la fonction publique de l'Etat, conclu en 1989 pour trois ans, a permis de développer les actions de formation continue dans des proportions importantes. Un nouvel accord cadre a été conclu le 10 juillet 1992 pour trois ans, avec l'ensemble des organisations syndicales sauf une. Il marque une nouvelle étape de la politique contractuelle du gouvernement. Alors qu'en 1992 l'Etat aura consacré 2 % de sa masse salariale aux dépenses de formation continue, l'accord fixe l'objectif de leur affecter au moins 3,2 % de celle-ci, au plus tard en 1994.

Chaque agent bénéficiera d'au moins trois jours de formation pendant la durée d'application de l'accord, portés à quatre jours pour les agents des catégories C et D. L'importance des actions déconcentrées de formation sera accrue, de même que celles des actions organisées en commun par plusieurs ministère.

L'accord sera mis en œuvre de manière concertée, pour l'ensemble de la fonction publique comme dans chaque ministère ou établissement public et comme aux échelons déconcentrés. Les ministères et établissements publics qui ne l'ont pas encore fait élaboreront un plan de formation. La qualité des actions de formation fera l'objet d'une évaluation permanente.

□ **Nominations.** – Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes : sur proposition du ministre du budget, M. Bertrand de Galle est renouvelé dans les fonctions de président du conseil d'administration de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA). Sur proposition du ministre de l'agriculture et de la forêt, M. André Lachaux, conseiller maître à la Cour des comptes, est renouvelé dans les fonctions de président du conseil d'administration du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles. Sur proposition du secrétaire d'Etat aux grands travaux, M. Marcel Linet, ingénieur en chef des ponts et chaussées, est nommé président du conseil d'administration de l'établissement public du Parc de La Villette.

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a procédé, mercredi 22 juillet, sur proposition de M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur, au mouvement préfectoral suivant :

AQUITAINE : *M. Bernard Landouzy*

M. Bernard Landouzy, préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme, est nommé préfet de la région Aquitaine, préfet de la Gironde, en remplacement de M. Pierre Chassigneux, nommé hors cadre le 1er juillet pour devenir directeur de cabinet de M. François Mitterrand.

[Né le 16 juin 1933 à Paris, M. Bernard Landouzy, ancien élève de l'ENA, a commencé sa carrière administrative comme chef de cabinet du préfet de Saïda en 1961. Secrétaire général du Morbihan (1969-1973), sous-préfet de Brest (1973-1977), préfet de la Réunion (1977-1980) puis conseiller technique pour les DOM-TOM au secrétariat général de l'Elysée (1980-1982), il a été nommé préfet successivement de la Haute-Marne (1982), des Pyrénées-Atlantiques (1983) puis de la région Corse en 1985. Nommé hors cadre en 1986, il était devenu le directeur de cabinet de M. Philippe Séguin, alors ministre des affaires sociales et de l'emploi. Il avait été nommé préfet de la région Auvergne le 27 juillet 1988.]

AUVERGNE : *M. Philippe Massoni*

M. Philippe Massoni, préfet de l'Oise, est nommé préfet de la région Auvergne, préfet du Puy-de-Dôme, en remplacement de M. Landouzy, nommé préfet de l'Aquitaine.

[Né le 13 janvier 1936 à Marseille, M. Philippe Massoni est entré dans la police en 1962 comme commissaire de police, affecté à la préfecture de police de Paris. Nommé commissaire principal en 1971, puis commissaire divisionnaire en 1976, il devient contrôleur général de la police nationale en 1978. Licencié en droit, diplômé d'études supérieures de police et criminalistique, ancien auditeur à l'Institut des hautes études de la défense nationale, M. Massoni est nommé en 1980 directeur des services techniques de la préfecture de police, puis en mars 1986 directeur adjoint du cabinet de M. Pandraud, alors ministre délégué chargé de la sécurité. Devenu directeur central des renseignements généraux en avril 1986, promu préfet en 1987, il est nommé hors cadre en octobre *1987 avant de devenir préfet de* l'Aube en juillet 1988. Il était préfet de l'Oise depuis le 4 avril 1990.]

TABLES D'AFFAIRES

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VIE DES ENTREPRISES

Les transplants gagnent la micro-électronique

Toshiba va installer une usine de semi-conducteurs aux Etats-Unis

Les groupes japonais de micro-électronique jouent la carte des «transplants». Toshiba, numéro deux mondial des semi-conducteurs derrière NEC, se prépare ainsi à fabriquer des circuits intégrés aux Etats-Unis. Le groupe nippon va en effet construire une usine de semi-conducteurs près de Portland, dans l'Oregon. Le terrain a été acquis en décembre dernier et les travaux d'installation devraient commencer incessamment.

La démarche de Toshiba ressemble à s'y méprendre à celle adoptée, au *début des années 80, par ses compatriotes* de l'automobile. S'implanter aux Etats-Unis est le meilleur moyen de se prémunir contre toute tentation protectionniste des autorités américaines. Depuis plusieurs semaines, les fabricants américains de semi-conducteurs ont intensifié leurs campagnes d'opinion pour dénoncer le manque d'ouverture du marché japonais et réclamer des mesures de rétorsion. Le dossier des semi-conducteurs avait été évoqué lors de la visite du président Bush à Tokyo en janvier. Les industriels américains estiment que les assurances données à l'époque par les interlocuteurs nippons de M. Bush sont restées sans effet. Un durcissement de Washington serait, à cet égard, très dommageable pour les groupes nippons. Le marché américain est en effet le second marché mondial pour les semi-conducteurs... après le Japon, l'Europe se classant en troisième position. Par ailleurs, les circuits intégrés que Toshiba projette de fabriquer aux Etats-Unis sont d'un type particulier. Il s'agit d'asics (application specific integrated circuits), circuits qui, à la différence des microprocesseurs et des mémoires, sont conçus pour une application précise, selon un mode de confection «sur mesure».

Les téléviseurs haute définition devraient doper la consommation de ces circuits. Les autres débouchés industriels se situent dans les télécommunications et l'électronique automobile. Télévision, radiotéléphone et automobile : *trois secteurs* où une présence américaine est un atout déterminant.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTAT

□ **Euro Disney prévoit une perte nette pour l'année fiscale.** – Euro Disney a annoncé, jeudi 23 juillet, qu'il *«s'attend qu'une perte nette soit constatée pour l'année fiscale se terminant le 30 septembre 1992»* dont *«l'importance dépendra de la fréquentation du parc à thèmes et des taux d'occupation des hôtels atteints pendant les mois les plus significatifs des vacances d'été en Europe»*. Cette prévision est faite *«malgré une fréquentation qui évolue positivement, avec notamment une forte fréquentation continue de visiteurs venant du Royaume-Uni et d'Allemagne»* : entre l'ouverture, le 12 avril, et le 22 juillet 1992, environ 3,6 millions de visiteurs ont fréquenté le parc et plus de 370 000 nuitées ont été vendues. Cette fréquentation dépasse les niveaux constatés dans les autres parcs à l'ouverture. Cependant, le groupe précise qu'*«aucune conclusion ne devrait en être tirée quant à la fréquentation future ou la rentabilité»*. Pour les trois mois ayant pris fin le 30 juin, le chiffre d'affaires total frôle les 2,475 milliards de francs dont 1,5 milliard relevant de l'exploitation et 973 millions de la construction.

OFFRE

□ **Le patron de CBS négocierait la reprise du projet Canary Wharf.** – Le patron de CBS, M. Tisch, négocierait avec M. Paul Reichman, un des trois frères à la tête d'Olympia and York, numéro un mondial de l'immobilier, une offre de reprise du complexe inachevé Canary Wharf. Ce projet phare d'Olympia and York concernant les Docklands de Londres, et considéré comme étant à l'origine des difficultés financières du groupe canadien (*le Monde* du 12 juillet), avait été placé sous administration judiciaire le 28 mai. Aucune décision définitive n'a cependant été prise par M. Tisch, et d'autres repreneurs comme Richardson Brothers, British Land ou le conglomerat Hanson PLC sont susceptibles de se joindre au consortium créé par M. Reichman en vue de la reprise de Canary Wharf. Les banquiers, quant à eux, craignent que *le projet ne soit placé en liquidation* judiciaire si une reprise n'a pas lieu avant la fin septembre.

NOMINATION

□ **M. Bertrand de Gallé a été reconduit à la tête de la SEITA.** – Le conseil des ministres, qui s'est réuni mercredi 22 juillet, a reconduit, sur proposition du ministre du budget, M. Michel Charasse, le mandat de M. Bertrand de Gallé à la tête du conseil d'administration de la Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA). Agé de quarante-huit ans, cet ancien directeur adjoint du budget au ministère des finances préside le conseil d'administration de l'entreprise publique depuis 1988. La restructuration des établissements du groupe et l'éventuelle délocalisation du siège à Angoulême devraient occuper les premiers mois de son second mandat. *La SEITA fait partie des entreprises* publiques dont l'opposition envisage la privatisation.

CONFLIT

□ **La Compagnie de navigation mixte remporte une manche judiciaire contre Allianz.** – Le tribunal de commerce de Créteil a décidé, mercredi 22 juillet, de geler la fusion entre les deux sociétés d'assurances d'Allianz Via Holding, un groupe contrôlé à 66 % par Allianz et 34 % par la Compagnie de navigation mixte. L'assureur allemand ne pourra pas réaliser le rapprochement avant le jugement, le *27 octobre prochain, de la cours* d'appel de Paris. Cette dernière doit se prononcer sur la nomination d'un expert pour clarifier les comptes d'Allianz Via Holding. Il devrait notamment déterminer si la suppression par Allianz de son accord de réassurance avec sa filiale française Allianz IARD est de nature à modifier les parités d'apport des sociétés d'assurances d'Allianz et de la Compagnie de navigation mixte au holding commun Allianz Via Holding.

CAPITAL

□ **Feu vert de la Commission européenne *à une aide d'Etat en faveur* d'Iberia.** – La Commission européenne a autorisé, mercredi 22 juillet, le gouvernement espagnol à effectuer un apport de capital de 120 milliards de pesetas (environ 5 milliards de francs) en faveur de la compagnie aérienne nationale espagnole Iberia. Cet apport de capital constitue une aide d'Etat, mais il s'insère dans un plan de restructuration global de la compagnie Iberia *«visant à restaurer sa viabilité à moyen terme»*, a précisé la Commission européenne. Le plan de restructuration d'Iberia, approuvé en février par le gouvernement espagnol, prévoit le renouvellement de sa flotte, la suppression de 3 300 emplois d'ici la fin de l'année, la consolidation de ses opérations en Amérique latine et l'assainissement de ses finances.

le joug des doctrines kantiennes

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 23 juillet ↓

Retournement de tendance

Après avoir perdu près de 7 % lors des quatre dernières séances, la Bourse de Paris a entamé la journée du jeudi 23 juillet sur une note un peu plus optimiste. A l'ouverture, une reprise technique permettait à l'indice CAC 40 d'afficher une hausse de 0,56 %. Deux heures plus tard, les gains atteignaient près de 1,20 %. Mais à partir de la fin de la matinée la progression n'a cessé de se réduire sous la pression de prises de bénéfices. En début d'après-midi, le CAC 40 basculait dans la baisse et perdait 0,35 % à 1 720,06 points.

Le redressement de Tokyo jeudi matin et les rachats par des vendeurs à découvert, qui expliquaient une bonne partie de la reprise en début de séance n'ont pas suffi à restaurer la confiance. *«A la veille de la liquidation mensuelle, aucune reprise ne semble tenir, ce qui illustre bien l'inquiétude des intervenants»*, expliquait un opérateur. La déclaration de Pierre Bérégovoy indiquant mercredi matin qu'*«il n'y a aucune raison pour que la Bourse baisse»* n'a pas eu beaucoup d'impact.

Du côté des valeurs, Eurotunnel continuait à perdre du terrain et cédait 3,4 %. BSN, après l'annonce du rachat de Volvic est en baisse de 0,6 %. Euro Disney limitait les dégâts et perdait seulement 0,1 % après la publication des résultats trimestriels. En revanche, le Club Méditerranée progressait de 1,6 % et Axa de 0,4 % après qu'Equitable Life eut achevé mercredi son entrée en Bourse et permis à l'assureur français de détenir 49 % de son capital.

NEW-YORK, 22 juillet ↓

Nouvelle baisse

Wall Street a accentué ses pertes des dernières séances mercredi 22 juillet, après la légère reprise de la veille. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 277,61 points, en baisse de 30,80 points, soit un repli de 0,93 %. L'activité a été moyenne avec quelque 190 millions d'actions traitées. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse dans un rapport de cinq contre trois (1 056 contre 645). 593 titres sont restés inchangés.

Les corrections récentes subies par les marchés mondiaux reflètent les inquiétudes des investisseurs face aux *difficultés de redressement des économies des principaux pays industrialisés*, soulignent des experts.

Aux Etats-Unis, *la faiblesse de Wall Street est accentuée par les incertitudes* sur l'issue de l'élection présidentielle de novembre. Selon des analystes, les investisseurs semblent également avoir du mal à réagir positivement aux *annonces de progression, pour certaines* entreprises américaines, de leurs résultats du deuxième trimestre.

VALEURS	Cours du 21 juillet	Cours du 22 juillet
Alcoa	71 1/4	71
ATT	44 1/8	43 1/4
Boeing	40 1/8	39 3/4
Chase Manhattan Bank	26 3/8	25 7/8
Du Pont de Nemours	49 1/2	48 7/8
Eastman Kodak	41 3/4	41 1/2
Exxon	61 3/4	62 1/8
Ford	44	42 3/4
General Electric	77 1/8	76 1/2
General Motors	39 3/4	38 7/8
Goodyear	65	63 1/2
IBM	93 5/8	92 1/2
ITT	64 3/4	64 3/4
Mobil Oil	63 5/8	63 7/8
Pfizer	75 3/4	75 1/2
Schlumberger	62 5/8	62 1/8
Texaco	62 1/8	62 1/2
UAL Corp. ex-Allegis	114 7/8	112 1/2
Union Carbide	13 3/4	13 3/8
United Tech.	53 1/2	53 3/4
Westinghouse	18 5/8	18 1/4
Xerox Corp	71 3/4	71 1/2

LONDRES, 22 juillet ↓

Recul

Les valeurs ont perdu du terrain, mercredi 22 juillet au Stock Exchange, affectées par la baisse inattendue des ventes de détail en juin, la faiblesse du marché à terme et les maigres performances des autres places boursières. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 27,7 points, soit 1,1 % à 2 387,9 points, clôturant en-dessous des 2 400 points pour la première fois depuis la veille des élections, le 9 avril.

Le recul de 0,2 % des ventes de détail alors que les analystes tablaient sur une progression de 0,1 % a déprimé le marché, confirmant le manque de *reprise économique en Grande-Bretagne* et la poursuite de la récession. L'élargissement du déficit des paiements courants en juin à 722 millions de livres, conforme aux attentes de la City, a également pesé sur le marché.

TOKYO, 23 juillet ↑

Vive reprise

La Bourse de Tokyo s'est très sensiblement reprise jeudi 23 juillet, l'indice Nikkei s'adjugeant en clôture 497,99 points, soit une progression de 3,20 %, pour finir juste au-dessus de la barre des 16 000 points, à 16 039,94 points. Les échanges ont porté sur 250 millions d'actions environ, volume identique à la veille.

Le premier ministre japonais, M. Kiichi Miyazawa, a annoncé jeudi qu'il appelait à une réunion d'urgence dès vendredi pour évoquer les différents moyens de soutien à la Bourse. A cette perspective, les investisseurs se sont placés sur le marché, qui était survendu en raison de l'important recul de l'indice la veille. Le sentiment reste à la prudence et les opérateurs notent que la hausse a manqué d'énergie.

VALEURS	Cours du 22 juillet	Cours du 23 juillet
Ajinomoto	1 170	1 180
Bridgestone	1 110	1 100
Canon	1 280	1 270
Fuji Bank	2 610	2 590
Honda Motors	1 120	1 190
Matsushita Electric	1 200	1 210
Mitsubishi Heavy	510	520
Sony Corp	3 840	3 990
Toyota Motors	1 390	1 420

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	4160	4180	Immob. Hôtelière	1060	1050
Arnault Associés	211 50	.	Interm. Computer	148	
B A C	23 70	28 70 d	I P B M	58 50	..
Bque Vernes	708	710	Locamic	104	105 20
Boiron (Ly)	468	465	Matra Comm	215 10	295 70
Boisset (Lyon)	201		Moler	124 90	137 60 d
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	690	670	Publ.Filipacchi	450	445 10
Calberson	340	.	Rhone-Alp Ecu (Ly)	330	330
Cardif	720	720	Select Invest (Ly)	85 50	85 50
C E G E P	159 50	160	Serbo	258	.
C F P I	260	270	Sopra	324	324
C.N.I.M	1065	1063	TF1	472 30	477 90
Codetour	265	263	Thermador H (Ly)	350	341 10
Conforama	1218	.	Unilog	264	255
Creeks	138 50	138	Viel et Cie	93 10	95
Dauphin	300	290	Y. St-Laurent Groupe	776	780
Delmas	1060	1090			
Demachy Worms Cie	370				
Devanlay	980	1025			
Deville	185				
Dolisos	109	108			
Editions Belfond	240	240			
Europ Propulsion	190	192 90			
Finacor	107 50				
G.F.F. (group fon. f.)	65	65 90			
G.L.M	340	345			
Gravograph	170	170			
Guntoli	800	810			
I.C.C.	165 50	168			
Idianova	81				

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 22 juillet 1992
Nombre de contrats estimés : 186 919

COURS	ÉCHÉANCES Sept. 92	Déc. 92	Mars 93
Dernier	105,82	106,14	106,54
Précédent	105,90	106,10	106,46

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 92	Déc. 92	OPTIONS DE VENTE Sept. 92	Déc. 92
107	0,24	0,53	1,61	–

CAC 40 A TERME (MATIF)

Volume : 26 472

COURS	Juillet 92	Août 92	Septembre 92
Dernier	1 740	1 755	1 770
Précédent	1 778	1 794	1 817

CHANGES

5,02 F =

Après les remous des dernières séances, le dollar retrouvait un peu de calme jeudi 23 juillet. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 5,02 francs contre 5,0190 francs mercredi au cours indicatif de la Banque de France.

FRANCFORT	22 juillet	23 juillet
Dollar (en DM)	1,4885	1,4875
TOKYO	22 juillet	23 juillet
Dollar (en yens)	125,42	126,40

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (23 juillet) .... 9 15-16 - 10 1/16 %
New-York (22 juillet) .... 3 1/4 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

	21 juillet	22 juillet
Valeurs françaises	102,	100,30
Valeurs étrangères	94,20	92,70
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	484,70	481,50
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 762,60	1 727,49

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	21 juillet	22 juillet
Industrielles	3 308,41	3 277,60

LONDRES (Indice «Financial Times»)

	21 juillet	22 juillet
100 valeurs	2 415,60	2 387,90
30 valeurs	1 831	1 803
Mines d'or	96,70	93,30
Fonds d'Etat	89,19	89,21

FRANCFORT

	21 juillet	22 juillet
Dax	1 659,77	1 628,22

TOKYO

	22 juillet	23 juillet
Nikkei Dow Jones	15 541,95	16 039,94
Indice général	1 205,75	1 227,82

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	5,0220	5,0240	5,1080	5,1130
Yen (100)	3,9624	3,9656	4,0213	4,0276
Ecu	6,8770	6,8790	6,8603	6,8675
Deutschemark	3,3755	3,3760	3,3787	3,3822
Franc suisse	3,8132	3,8177	3,8261	3,8338
Lire italienne (1000)	4,4460	4,4480	4,3747	4,3829
Livre sterling	9,5625	9,5675	9,5612	9,5729
Peseta (100)	5,2691	5,2740	5,2239	5,2376

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	4 3/8	4 1/2	4 3/16	4 5/16	4	4 1/8
Ecu	10 15/16	11 1/16	10 15/16	11 1/16	10 7/8	11
Deutschemark	9 9/16	9 11/16	9 5/8	9 3/4	9 11/16	9 13/16
Franc suisse	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 7/8	8 3/4	8 7/8
Lire italienne (1000)	17 3/8	17 5/8	16 3/8	16 5/8	16 1/4	16 1/2
Livre sterling	10 1/8	10 1/4	10 1/4	10 3/8	10 1/4	10 3/8
Peseta (100)	13	13 1/4	13	13 1/4	13 1/4	13 1/2
FRANC FRANÇAIS	10 1/16	10 3/16	10 3/16	10 5/16	10 3/16	10 5/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 23 JUILLET

Cours relevés à 14 h 00

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4660	C.N.E 3%	4700	4700	4690	- 0 21
920	B.N.P. T.P.	913	905	905	- 0 88
900	Cr.Lyon. T.P.	871	870	870	- 0 11
1495	Renault T.P.	1574	1579	1575	+ 0 08
1760	Rhone Poul. T.P.	1688	1650	1688	- 0 06
1135	Saint Gobain T.P.	1030	1031	1028	- 0 19
882	Thomson T.P.	880	892	892	+ 1 36
740	ACCOR	648	650	640	- 1 23
750	Air Liquide	728	728	721	- 0 96
625	Alcatel-Alsthom	613	615	599	- 2 28
1760	Als.Superm.	1790	1799	1790	....
310	A L S P I	282	288	281	- 0 35
475	AGF Sté Centrale	402 50	415	399	- 0 87
150	Avenir H. Média	140	140	139	- 0 71
910	Axa (ex Cie Midi)	746	741	742	- 0 54
138	Bafip	128	122	122	- 4 69
114	Bail-Equipem.	102	98 10	99	- 2 94
810	Bail Investiss.	700	700	701	+ 0 14
400	Bancaire	329 50	332	332	+ 0 76
800	Bazar H.-V.	770	790	770	....
1400	Berger (M)	1280	1250	1200	- 6 25
400	Bertrand Faure	406	405	400	- 1 48
820	Bic	802	792	790	- 1 50
1050	B.I.P.	1050	1050	1050	....
295	BIS	281	280	262 10	- 6 73
370	B N P (CI)	330	327	324	- 1 82
760	Bolloré Tech.	720	722	729	+ 1 25
3170	Bongrain	3000	3000	3005	+ 0 17
685	Bon-Marché	574	580	561	- 2 26
590	Bouygues	530	535	528	- 0 38
108	BP France	95	94	92 60	- 2 53
1090	B S N	1059	1060	1047	- 1 13
1180	Canal Plus	1135	1141	1138	+ 0 26
280	Cap Gem.S.	217 50	219 50	216	- 0 69
2610	Carrefour	2524	2532	2520	- 0 16
148	Casino	132 10	135	134	+ 1 44
92	Casino ADP	86	86	87	+ 1 16
505	Castorama D.I.	475 60	478	477	+ 0 29
178	C.C.F.	159 60	162 50	161	+ 0 88
40	CCMC Ly.	36	35 10	35 10	- 2 50
405	C.D.M.E.	385	385	380	- 1 30
172	C.E.G.I.D.	153	150	155	+ 1 31
87	Centrest (Ny)	78 90	80	76	- 3 68
385	C.E.P. Comm.	347	348	348	+ 0 29
120	Cerus	107 50	106 10	106 50	- 0 93
750	Cetelem	702	700	705	+ 0 43
235	CF Int.	222 10	222 50	223 50	+ 0 63
280	CGI Info.	283	287	283	....
1090	C G I P	1015	1020	1008	- 0 69
645	CGP	650	....	...	....
1180	Chargeurs S A	1115	1110	1095	- 1 79
315	Christian Dior	300	300 60	300 60	+ 0 20
585	C I C A (M)	555	550	549	- 1 08
385	Ciments franç.	370	370	375	+ 1 35
730	Clarins	730	725	725	- 0 68
460	Club Méditer.	425 10	430	430	+ 1 15
183	CMB Packa.	168	167	168	....
805	Colas	792	795	810	+ 2 27
245	Cpt. Entrep.	194 90	194 90	194 90	....
1090 80	Compt Mod.	1020	1028	1023	+ 0 29
235	CPR (Paris Rée.)	221	222	220	- 0 45
870	Créd. Foncier	743	738	738	- 0 67
230	Crédit Loc France	251	249	250	- 0 40

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
650	Cr Lyon (CI)	512	507	505	- 1 37
945	Crédit Nat.	860	869	866	+ 0 70
270	CSEE	255	256	256	+ 0 39
3210	Damart	3151	3151	3150	- 0 03
390	Dassault Aviation	385	385	386	+ 0 26
174	Dassault Electr.	175	170 10	172	- 1 71
1750	De Dietrich	1672	1673	1677	+ 0 30
78	Dév.P.d.C.(Li)	69 70	....	....	....
125	Dév.R.Sud-Est	109	105	107	- 1 83
350	D M C	310	311	310	....
410	Docks France	405	400	397	- 1 98
295	Dynaction	218	216	205	- 5 96
2240	Eaux (Gle)	2069	2098	2046	- 1 16
890	E.B.F.	856	854	835	- 2 45
440	Ecco	395 10	400	399 50	+ 1 11
375	Elf Aquitaine	321	322 50	322	+ 0 31
1050	ElfSanofi(ExSanofi)	964	980	968	+ 0 41
265	Erap-Elf (Certif)	225	221 50	222	- 1 33
675	Eridania-Beghin	573	567	565	- 1 40
410	Essilor	397 20	397	397	- 0 05
210	Essil.Int.(DP)	173	171 60	171 50	- 0 87
750	Esso	785	790	790	+ 0 64
1370	Eurafrance	1287	1281	1285	- 0 16
680	Eurocom	587	577	582	- 0 85
112	Eurodisneyland	97 25	96 80	96 85	- 0 41
970	Europe 1	932	934	916	- 1 72
35	Eurotunnel	29 80	29 90	28 60	- 4 03
1400	Exor	1494	1450	1450	- 2 95
120	Finextel	99	96 10	98	- 1 01
390	Fives Lille	337 50	340	342	+ 1 33
3200	Fromager. Bel	3340	3290	3260	- 2 40
2190	Gal.Lafayette	1905	1905	1905	....
1770	G.A.N.	1540	1530	1540	....
540	Gascogne (B)	500	500	505	+ 1 00
1430	Gaz et Eaux	1270	1275	1250	- 1 57
715	Géophysique	675	656	652	- 3 41
720	Groupe André SA	625	625	610	- 2 40
580	Groupe Cité	510	500	495	- 2 94
415	GTM-Entrep.	375 20	380 10	388	+ 3 41
1700	Guyenne-Gas.	1604	1600	1602	- 0 12
127	Hachette	102 20	105	102 20	....
515	Havas	440 90	446 80	445 20	+ 0 98
300	Idia	300	292	292	- 2 67
340	Imétal	308 10	308	310	+ 0 62
134	Immob. Phénix	109 50	108 80	105	- 4 11
106	Ingénico	90 50	90 10	90	- 0 55
6640	Inst. Mérieux	6580	6500	6500	- 1 22
470	Interbail	388	388	383	- 1 29
770	Intertechnique	680	675	675	+ 2 27
835	J. Lefebvre	790	795	805	+ 1 90
465	Klépierre	460	460	456	- 0 87
750	Labinal	704	702	702	- 0 28
340	Lafarge	298 90	303	301 90	+ 1 00
330	Lebon	282	284	281	- 0 35
4670	Legrand	4263	4298	4251	- 0 28
2600	Legrand (DP)	2280	2210	2210	- 3 07
430	Legris Industries	339 30	340	337 10	- 0 65
740	Locindus	592	591	599	+ 1 18
3930	L.V.M.H.	3463	3489	3430	- 0 95

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
525	Lyon.Eaux/Dumez	495	492	492	- 0 61
95	Majorette Ly.	87 70	87	86	- 1 94
300	Mar. Wendel	279	278 50	276	- 1 08
180	Matra	181 10	183	180	- 0 61
495	Merlin-Gerin	446 30	450	443	- 0 74
86	Metaleurop	72	73	73 50	+ 2 08
35	Métrologie In.	30	30 20	29	- 3 33
192	Michelin	202 40	203 50	199 90	- 1 24
156	Min. Salsig (Ny)	156 10	...	....	
72	MMB	75 90	76 90	76 20	+ 0 40
152	Moulinex	131 60	135	133	+ 1 14
1050	Navig. Mixte	895	900	880	- 0 56
118	Nord-Est	111	110 80	110 40	- 0 54
265	Nordon (Ny)	241 50	231 20	232	- 3 93
650	Nouv Galeries	647	647	647	..
141	Olipar	103	105	102 30	- 0 68
890	Oréal	908	914	899	- 1 10
365	Paribas	297 20	297 20	298	+ 0 27
192	Pechiney Int.	184	181	182	- 1 09
340	Pechiney (CIP)	301 50	301 20	304 10	+ 0 86
392 50	Pernod Ricard	382 90	383	382 90	...
745	Peugeot	645	648	648	+ 0 47
360	Pinault	345 70	345	344 20	- 0 43
750	Plastic-Omn.	780	774	775	- 0 64
580	Poliet	509	508	506	- 0 59
720	Primagaz	708	703	704	- 0 56
770	Printemps	719	716	710	- 1 25
696	Promodès	692	687	657	- 5 06
535	Radiotechn.	442	450	446	+ 0 90
5800	Redoute (La)	5660	5660	5660	...
170	Rémy Cointreau	152	152	153 40	+ 0 92
620	R. Poulenc CIP	570	575	571	+ 0 18
60	Rochette(La)	52	52	53	+ 1 92
446	Roussel Uclaf	450	437	445	- 1 11
3050	R. Impé.Ly *	2800	2800	2800	...
179	Sade (Ny)	161	160	160	- 0 62
2190	Sagem	2170	2149	2150	- 0 92
565	Saint Gobain	519	521	514	- 0 96
1260	Saint Louis	1135	1154	1120	- 1 32
1360	Salomon Ly.	1320	1350	1320	...
315	Salvepar (Ny)	310	306	305	- 1 61
1350	S A T	1417	1400	1400	- 1 20
245	Saul. Chât.	225 30	227	227	+ 0 75
1080	Saupiquet (Ns)	1000	1000	1010	+ 1 00
635	Schneider	561	570	556	- 0 89
14	SCOA	13 20	13 70	13 15	- 0 38
350	Scor s.a.	319	314	319	....
2080	S.E.B.	2055	2070	2045	- 0 49
420	Selimag	380	380	377	- 0 79
126	Sélectibanque	114 90	114	115 80	+ 0 78
215	Sextant A.	187	182	187 80	+ 0 43
710	S F I M	580	614	583	+ 0 52
210	S G E	200	195	195	- 2 50
410	Simco	355 50	356 50	356	+ 0 14
665	Sk. Rossignol	625	630	624	- 0 16
460	Sligos	430	430	430	....
505	Société Géné.	435 80	443	434 50	- 0 30
54	Sodecco(B)	51	51	51	..
100	Sodexo(Ns)	92	93	93	+ 1 09

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
1020	Sodexho	1009	1000	993	- 1 59
74	Sogenal(Ny)	66 50	66 10	66 10	- 0 60
420	Sogerap	380	364 90	384 90	+ 1 36
1490	Sommer-Allib.	1340	1333	1342	+ 0 15
395	SOPHIA	352	352	350	- 0 57
1700	Source Perrier	1700	1700	1700	...
785	Sovac	712	711	711	- 0 14
320	SPEP	276	268	270	- 2 17
315	Spie-Batignol.	269 50	269 50	265	- 1 67
800	Strafor Facom	746	745	747	+ 0 13
296	Suez	255 50	258 10	254	- 0 59
1030	Synthélabo	999	995	995	- 0 40
150	Thomson CSF	128 30	129 20	128 70	+ 0 31
235	Total	229 80	231	230 80	+ 0 44
181 50	– (certif)	168 10	172	170 80	+ 1 61
190 89	Truffaut Fin.	192	191 50	191 40	- 0 31
475	U A P	405 10	410	405 50	+ 0 10
295	U F B Locab.	235	231 20	230	- 2 13
305	U.G.C. DA (Robur)	258	256	256 50	- 0 58
650	U I C	476	485	476	...
445	U I F	401	401	398 50	- 0 62
750	U I S	736	736	730	- 0 82
425	Unibail	400 10	400	401	+ 0 22
750	Valéo	725	728	728	+ 0 41
205	Vallourec	150	151 70	155 90	+ 3 93
280	Via Banque	222	222	220	- 0 90
320	Worms et Cie	275	276	274	- 0 36
1260	Zodiac	1168	1170	1160	- 0 68
1060	Elf Gabon	962	967	965	+ 0 31
111	Amax	101 50	102	100	- 1 48
143	Amer. Barrick	148	144 30	148	....
124	Amer. Express	121 90	119	119	- 2 38
220	A.T.T.	228	218	222 20	- 2 54
167	Anglo Amer C.	147 80	149 20	149 70	+ 1 29
285	Amgold	271	....	....	....
240	Banco Santander	194	194	195 10	+ 0 57
815	B.A.S.F.	730	743	744	+ 1 92
950	Bayer	898	900	899	+ 0 11
54	Blenheim Plc	45	46	45	....
34	Buffelsfont.	30 10	30 20	30 20	+ 0 33
137	Chase Manh.	133 60	131	127	- 4 94
2700	Daimler Benz	2396	2386	2414	+ 0 75
121	De Beers	99 90	99 40	100	+ 0 10
2320	Deutsche Bank	2209	2203	2198	- 0 50
1150	Dresdner Bank	1090	1081	1083	- 0 64
59	Driefontein	57 60	57 60	57 50	- 0 17
260	Du Pont-Nem.	246 50	245	245	- 0 61
210	Eastman Kodak	210	206 50	206 50	- 1 67
13	East Rand	11 90	11 50	11 50	- 3 36
31	Echo Bay	32 85	33 05	33 90	+ 3 20
230	Electrolux	206	190	190	- 7 77
129	Ericsson	119 50	114	114	- 4 60
325	Exxon Corp.	305	310 30	310 30	+ 1 74
240	Ford Motor	225 50	215 50	215 50	- 4 86
48	Freegold	43 90	43 90	43 20	- 1 59
17	Gencor	14 50	14 20	14 20	- 2 07
405	Gén. Elect.	382 20	384 40	386 50	+ 1 13
225	Gén. Motors	198	194	194	- 2 02
345	Gén. Belgique	325	...	...	...

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
47	Gd. Métropol.	41	42 80	41 35	+ 0 85
55	Guinness	50 50	51 40	50 55	+ 0 10
21	Hanson PLC	19 10	19	19	- 0 52
23	Harmony Gold	20	20 70	21 40	+ 7 00
380	Hewlett Packard	348 50	....		...
32	Hitachi	29 20	29 40	29 40	+ 0 68
655	Hoechst	806	787	786	- 2 48
69	Homestake	69	71 35	70 80	+ 2 61
118	I.C.I.	110	111	111	+ 0 91
500	I.B.M.	462 10	463	461 10	- 0 22
335	I.T.T.	312	322 90	322 90	+ 3 49
177	Ito Yokado	156	154 70	154	- 1 28
53	Matsushita	47 65	47 50	47 40	- 0 52
3 55	Maxwell	3 55	...	...	...
235	Mc Donald's	220 60	222 60	222 60	+ 0 91
265	Merck	248	248 50	246	- 0 81
505	Minnesota M.	497 50	493	493	- 0 90
37	Mitsubishi	35	35 15	35 15	+ 0 43
335	Mobil corp.	320	320	320	
280	Morgan J.P.	290	294	294	+ 1 38
36400	Nestlé	34800	35700	35110	+ 0 89
134	Norsk Hydro	124 10	125	125	+ 0 73
95	OFSIL	95 15	94 65	94 65	- 0 53
1680	Pétrofina	1750	1775	1775	+ 1 43
390	Philip Morris	388	386 90	388 90	+ 0 23
91	Philips	77 90	77 90	77 90	..
56	Placer Dome	57 80	56 95	56 70	- 1 90
250	Procter Gamble	251	253	253	+ 0 80
160	Quilmès	161	163	160	- 0 62
22	Randfontein	20 25	20 95	20 70	+ 2 22
280	Rhone Poul. Rorer	278	278 90	281 80	+ 1 37
455	Royal Dutch	434 60	435 50	434 50	- 0 02
58	R T Z	51 60	51 70	51 50	- 0 19
17	Saat.& Saatchi	11 60	11 20	11 10	- 4 31
28	St Helena	25 20	26 20	26 45	+ 4 96
345	Schlumberger	310 50	310 30	310 30	- 0 06
48	Shell transp.	44 40	44 10	44 10	- 0 68
2250	Siemens	2124	2114	2100	- 1 13
168	Sony	157	157 10	157	...
54	Sumitomo Bank	50	51 10	51 70	+ 3 40
168	T.D.K.	151 10	154	154	+ 1 92
56	Telefonica	54 55	53 35	53 45	- 2 02
25	Toshiba	23 40	24 80	24 50	+ 4 70
545	Unilever	546	541	541	- 0 92
265	Unit.Techn.	262	272	272	+ 7 94
255	Vaal Reefs	235	231 80	238	+ 1 28
1370	Volkswagen	1214	1203	1202	- 0 99
380	Volvo	300 50	300 10	300 10	- 0 13
141	West. Deep.	108 70	108 50	109 90	+ 1 10
360	Xerox Corp.	358 50	...	...	....
104	Yamanouchi	95	93 35	93 35	- 1 74
3 90	Zambia Cop.	3 06	3 27	3 17	+ 3 59

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 9,8%78	100 50	0 29
10,80% 79/94	100 71	9 53
Emp Etat 13,4%83	104 14	7 87
Emp.Etat 12,2% 84	100 33	9 63
10,26% mars 86	102 15	3 73
OAT 10% 5/2000	105 51	1 58
OAT 9,9% 12/1997	102 80	6 03
OAT 9,8% 1/1996	101 25	4 68
PTT 11,2% 85	....	6 63
CFF 10,30% 86	102 30	4 69
CFF 10,25% nov 90	105 70	3 65
CNA 10 % 1979	100 50	3 81
CNB Bques 5000F	98 10	0 51
CNB Paribas 5000F	....	0 51
CNB Suez 5000F	98 07	0 51
CNI 1/82 5000F	98 25	0 51
CNT 9 % 85	97 10	2 37
CRH 10,90% déc.85	106	5 52
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1040	....
Cerus	2229	...
Alcatel 6 % janv. 89	600	...
Ly Eaux cv 6,5%	756	...
Thoms. cv 9,2% 86	751	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (sté fin.)	696	699
Applications Hydr.	1532	....
Arbel	479	468
Bains C.Monaco	901	920
B.Hypoth.Europ.	357	...
B N.P. Intercont.	340 50	341
Beghin-Say (C I)	465	472
Bénédictine	2650	2275
Bidermann Internat.	459	...
Blanzy Ouest	2250	1840
B T P	59 20	59
Cambodge	1100	1111
Carbone Lorraine	441	441 10
Case Poclain	5 60	5 50
C.B.C.	290	290
C.E.G.F (Frigor.)	700	.
Centenaire Blanzy	350	360
Cerabati	42	45 30d
Champex Ny	56	55

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
CIC (CIP)	174 90	172
C.I.M.	910	878
C.I.T.R.A.M. (B)	2800	....
Cogifi	282	282
Comiphos	460	....
Cie Industrielle	5030	5110
Cpt Lyon Alemand	335	333
Concorde	625	621
Constr Mét.Prov.	16 30	16 30
Credit Gén.Ind.	118	112 10
Cr Universel (Cie)	285	....
Derbley	595	....
Degremont	1810	1800
Delmas Vieljeux	2310	....
Didot Bottin	550	...
Eaux Bassin Vichy	2993	3100
Ecia	363	366
Ent.Mag. Paris	5000	....
Eaux (ex Esernat)	1950	1950
Finalens	300 20	....
F.I.P.P.	80 40	72 60o
F.N.A.C.	1865	....
Foncière (Cie)	460	....
Fonc.Lyonnaise	569	560
Foncina	342	....
Fougerolle	796	...
France I.A.R.D.	565	...
France SA (La)	1680	1646
From. Paul-Renard	1389	16 85d
Gaumont	450	450
Genefim	268	268 50
Gévelot	500	498
G.F.C.	293	295
Groupe Victoire	727	727
G.T.I (Transport)	207	207 10
Immobail	312	312
Immobanque	595	595
Im.Marseillaise	4350	4133
Immofice	364 20	369 90
Invest.(Ste Cie.)	3201	3201
Lambert Frères	264 50	..
Lille Bonnières	923	...
Locafinancière	470	470
Louis Vuitton	642	650
Louvre	2375	2365
Lucia	690	660
Machines Bull	30 30	30 40
Mag.Uniprix	195	
Magnant	540	....
Métal Déployé	420	420
Mors	67	67
Navigation (Nle)	199 40	198 90
Optorg	270	275
Oréal (CI)	490	480 10
Origny-Desvroise	630	630
Palais Nouveauté	1273	...
Paluel Marmont	610	..
Parfinance	151	154

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Paris France	191	195
Paris Orléans	210	..
Parthena Invest.	271	....
Pathé Cinéma	500	..
Piper Heidsieck	1000	....
Porcher	475	....
Promodès (CI)	398	....
Publicis	708	700
Rochefortaise	123 50	120
Rosario	151	152
Rougier	260	268
S.A.C.E.R.	432	..
S.A.F.A.A.	180	192
S.A.F.I.C Alcan	203	....
Saga	374 80	374 80
Saint Dominique (F.)	101	102 70
Salins du Midi	559	549
Savoisienne M.	162	....
S C.A.C.	720	
Senelle	446	430
S.Etud.Part. (M)	119	...
Silic	540	540
Sovim	113	113
S.I.P.H.	135	...
S.M.C.I.	100	...
Sofal	698	.
Soffo	245 50	249
Sofical	1080	...
Sofitam (ex Sazam)	76 55	...
Sofragi	2550	...
Soudure Autogène	755	755
Sovabail	320	330
Stemi	500	500
Taittinger	2490	2411
Testut-Aequitas	220	.
Tour Eiffel	189	...
Uliner	1100	1100
Vicat	480	480
Viniprix	1500	1500
Virax	120	...
Maroc Sté Brasserie	300	..

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	556	
Akzo Nv Sico	449	.
Alcan Aluminium	106	...
American Brands	245 20	245
Arbed	620	
Asturienne Mines	94 10	....
Banco Popular Espa.	533	...
B.Reglements Int.	18250	18250
Can.Pacifique	72 40	72
Chrysler Corp.	91	95 50
C I R.	6 35	6 20
Commerzbank	785	790
Dow Chemical	270	...
Fiat	20 90	.
GBL (Brux Lamb.)	511	510
Gevaert	1028	....
Glaxo Holdings Ltd	67 20	69
Goodyear Tire	340	332
Grace and Co (WR)	186 20	174 50
Honeywell Inc Im.	356	
Johannesburg	71 50	
Koninklijke Pakhoed.	132 30	.
Kubota	18	17 60
Midland Bank	36 15	
Noranda Mines	85 70	77 20
Olivetti priv.	8 60	8 65
Pfizer Inc	376 20	378
Ricoh	19	20 90d
Robeco	268 60	268 80
Rodamco NV	131	129 10
Rolinco	265 70	265 60
Saipem	6	
Sema Group	25 40	
SKF Aktiebolaget	88 50	
Tenneco Inc	170	..
Thorn Electrical	69	.
Toray Ind.	21 10	...
West Rand Cons	7	7

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	284	
Calciphos	94	92
C G H Cogenhor	6	
Coparex	615	
Drouot Assurances	339	
Electro-Banque	320	.
Europ Accum.	81	
Europ Soudres Ind.	17 20	
Gachot S.A.	40	40
Guy Degrenne	402	
Lecteurs du Monde	199	.
Nicolas	1198	
Particip. Percier	350	.
Quadrant	22	
Romento N.V.	219 20	220 80
St-Gobain-Emballage	1800	.
S.E.P.R.	1648	
S.M.T. Goupil	0 40	3 11d
S.P.R. act. B	286	
Waterman	1200	..

SICAV (sélection) 22/7

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	189 04	183 98
Amén-gan	6893 21	6628 09
Amplia	269874 12	269674 12•
Amplitude	608 71	591 95
Arbitrages Court.T.	7306 54	7306 54
Associc	1097 63	1097 63
Atout Futur	400 53	390 76
Auracic	1156 81	1123 12
Avenir Alizés	1671 95	1639 17•
Axa Capital	189 11	184 18
Axa Court Terme	8036 27	8036 27
Axa Cro.Ex.Dr.Inve.	855 51	830 59
Axa.Ep.Fr.Ex Agepargn.	762 78	740 56
Axa Europe	124 39	120 77
Axa Investments	99 63	96 73
Axa NPI	112 72	109 44
Axa Ob.Fr Extrans	139 52	135 46
Axa Ob.In.Er Mu.U Sa.	131 07	127 25
Axa Prem.Ex Agepre.	114 30	110 97
Axa Sél.Ex.Dr Sele	139 18	135 13
Axa Valeurs PER	118 38	114 93
Cadence 1	1028 68	1008 51
Cadence 2	1038 95	1018 58
Cadence 3	1029 89	1009 70
Capmonetaire	6371 33	6364 97
Capioblig	6352 42	6227 86
Captacic	1306 48	1287 15
Coexis	1316 02	1283 92
Compravalor	3553 26	3547 94
Converimmo	322 35	316 03
Credinter	430 76	418 21
Credit Mutuel Capital	1284 14	1258 96
Cred.Mut.Ep Cour.T.	677 79	677 79
Cred.Mut.Ep.Indus.	92 16	89 69•
Cred.Mut.Ep.J	70369 23	70369 23
Cred.Mut.Ep.long T	185 70	180 73•
Créd.Mut.Ep.Monde	1096 65	1067 30•
Cred.Mut.Ep Quatre	1091 40	1062 19
Dieze	1303 22	1271 43
Drouot France	819 12	795 26
Drouot Sécurité	218 82	212 45
Ecocic	1047 96	1017 44
Ecuper	125 80	122 14
Ecureuil Capitalisation	2568 61	2543 18
Ecureuil Géovaleurs	2276	2209 71
Ecureuil Invest	432 37	419 78
Ecureuil Monepremière	67855 58	67855 58
Ecureuil Monétaire	39899 86	39899 96
Ecureuil Trésorerie	2461 06	2461 06
Ecureuil Trimestr.	2007 70	1987 82
Elicash	2 829725	2 829725•
Energia	261	249 16
Eparcic	3644 42	3644 42
Eparcourt-Sicav	4346 20	4335 36
Epargne Associat.	25592 35	25300 95
Epargne Capital	10720 46	10614 34
Epargne Croissance	1627 42	1583 86
Epargne Obligat.	192 93	187 77
Epargne Première	14490 26	14382 39
Epargne-Unie	1229 07	1199 09
Epargne Valeurs	416 26	405 12
Eufi Cash capi.	8413 84	8413 84•
Eufinvest capi.	614 52	596 62•
Eurocic Leaders	1038 68	1008 43
Eurodyn.	1143 19	1115 31
Euro Gan	6090 80	5856 54
Europe Nouvelle	533 47	509 28
Fonsicav	14590 38	14590 38
France-gan.	9534 08	9167 38
France Garantie	259 55	259 03
France Index Sicav	106 11	103 •

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France Obligations	466 59	461 97
Francic	460 53	447 12
Francic Pierre	95 26	92 49
Francic-Regions	1180 09	1145 72
Fructi-Associations	35 69	35 69
Fructi-Capi	41 88	41 26
Fructidor	234 65	231 18
Fructifrance action C	882 61	861 08
Fructifrance action D	862 82	841 78
Gestilion	14881 33	14787 39
Gest.Associations	164 33	160 71•
Horizon	1168 97	1134 92
HLM Monétaire	14095 41	14095 41
Indust.Fra.Court.T.	1488 31	1488 31
Interépar	104020 61	100990 88
Interoblig	13622 47	13355 38
Intersélection Fce	510 08	500 08
Japacic	138 23	134 20
Jeunépargne	288 94	282 70
Latitude	2281 39	2277 97
Laumi C.T.	12698 66	12698 66
Laumi L.T.	6346 44	6181 59•
Lion Association	11291 30	11291 30
Lion Institution	29476 76	29403 25
Lionplus	975 35	956 23
Lion Trésor	2100 86	2080 06
Lion 20 000	26553 40	26553 40
Livret Bourse Inv	555 65	539 47•
Livret Portefeuil.	674 63	654 98
Méditerranée	168 10	163 20
Mensuel CIC	10132 79	10032 47
Monedan	68844 58	68844 58
Mone.J	73498 24	73498 24•
Monévalor	83027 20	83027 20
Mutualité dépôts	13539 67	13512 64
Natio Court Terme	287633 00	287633
Natio-Epargne	17743 54	17567 86
Natio-Ep Ret.	126 28	122 90
Natio Epargne Trésor	7812 06	7796 47
Natio-Imm.	1060 71	1032 32
Natio-Inter	1377 89	1341 01
Natio-Monétaire	25609 30	25609 30
Natio-Patrimoine	1306 52	1271 55
Natio-Placements	64659 14	64659 14
Natio-Revenu	1025 92	1015 76
Natio Sécurité	12205 38	12205 38
Natio-Valeurs	837 52	815 10
Nippon-Gan	4350 66	4183 33
Nord Sud Dévelop	1565 71	1562 58
Obli-Associations	150 13	148 64•
Oblicic-Mondial	2582 74	2544 57
Oblicic-Régions	1013 33	998 35
Oblifutur	2824 08	2755 20
Oblig. très caté.	175 36	172 77
Obliion	1343 12	1329 82
Oblisécurité Sicav	13064 38	13064 38
Oracion	1023 11	998 16
Orvalor	7034 10	6896 18
Paribas Capitalisation	1478 44	1456 59•
Paribas Opportunités	121 12	116 18•
Paribas Patrimoine	552 15	529 64
Patrimoine Retraite	223 50	219 12
Pervalor	602 08	590 27
Placement A	1418 06	1390 25
Placement J	7317 63	7303 02
Placement M	67814 01	67678 65
Placement Nord	944 72	926 20
Plénitude	131 38	127 84
Poste Croissance	22003 56	21981 58
Poste Gestion	66601 96	66601 96
Première Oblig.	10677 54	10666 87

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Prévoy. Ecureuil	110 06	108 97
Pro Associations	29813 68	29813 68
Proficus	919 76	897 33
Quartz	128 51	125 38
Réalvalor	727 43	713 17
Remacic	160 48	158 11
Revenus Trimestr.	5299 29	5246 82
Revenu-Vert	1124 31	1096 89
St Honoré Vie & Santé	962 35	918 71
St Honoré Bons du Tr.	11369 01	11312 45
St Honoré Global	218 89	208 96
St Honoré Invest	752 30	718 19
St Honoré Pacifique	530 49	506 43
St Honoré PME	516 08	492 68
St Honoré Real	15149 97	15089 61
Sécuricic	1763 90	1763 90
Sécuri-Gan	12964 95	12710 74
Sécuritaux	1409 25	1409 25
Sicaden	[illegible]	899 77
Sicav Associations	1667 19	1667 19
SFI-CNP Assur	625 12	608 92
S G. Fr opportunités	1131 29	1109 11
Sicav 5 000	425 55	414 16
S I. Est.	1233 12	1197 20
Silvafrance	685 70	667 35
Silvam	375 11	365 07
Silvarente	205 87	201 83
Silvinter	404 93	394 09
S.N.I.	1061 80	1030 87
Sogenfrance	1072 30	1051 27
Sogépargne	314 70	308 53
Sogevar	967 69	948 72
Sogintter	1213 84	1190 04
Soleil Investissements	552 84	531 58
Solstice	2154 65	2149 28
State Street Act. Eur.	9215 60	8803 96•
State Street Act. Frce.	10266 02	9967 01•
St. Str. Act Japon	9395 55	9077 83•
State Street Emer. Mts	11350 67	10804 97•
St.Street OAT Plus	10094 72	9896 78•
Stratégie Actions	787 90	757 60
Stratégie Rendement	1403 38	1359 21
Technocic	1009 65	980 24
Techno-Gan.	5476 48	5265 85
Thesora	683 95	657 38
Trésor Plus	1281 53	1268 84
Trésor Trimestriel	1031 04	1020 83
Trésoricic	131451 84	131451 84
Trilion	5108 52	5042 96
UAP Investissement	412 63	397 72
UAP Actions France	562 70	542 38
UAP Act. Select.	592 25	570 84
UAP Actificandi	498 62	480 60
UAP Altaï	196 37	189 27
UAP Alto Sicav	155 36	149 74
UAP Moyen Terme	139 19	134 16
UAP Première Cat.	10709 76	10322 68
Uni-Associations	124 45	124 45•
Uni-Foncier	1134 69	1107 01
Unifrance	570 83	556 91
Uni-Garantie	1286 87	1261 62
Uni Régions	1342 22	1309 48
Univar	238 95	238 95•
Univers Actions	1192 24	1163 16
Univers Obligations	1767 23	1724 13
Valorg.	2072 50	2070 43
Valreal	53922 31	53895 36

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/7	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats Unis (1 usd)	5 019	....	....	....
Ecu	6 873	....	....	....
Allemagne (100 dm)	337 540	....	....	....
Belgique (100 F)	16 391	....	....	....
Pays-Bas (100 fl)	299 470	....	....	....
Italie (1000 lires)	4 444	....	....	....
Danemark (100 krd)	87 660	....	....	....
Gde.Bretagne (1 L)	9 575	....	....	....
Grèce (100 drachmes)	2 749	....	....	....
Suisse (100 f)	380 620	....	....	....
Suède (100 krs)	92 860	....	....	....
Norvège (100 k)	85 800	....	....	....
Autriche (100 sch)	47 974	....	....	....
Espagne (100 pes)	5 284	....	....	....
Portugal (100 esc)	3 955	....	....	....
Canada (1 $ can)	4 217	....	....	....
Japon (100 yens)	3 979	....	....	....

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/7
Or fin (kilo en barre)	57800	58100
Or fin (en lingot)	58250	58050
Napoléon (20f)	328	335
Pièce Fr (10 f)	420	419
Pièce Suisse (20 f)	335	339
Pièce Latine (20 f)	330	335
Souverain	424	423
Pièce 20 dollars	1840	1895
Pièce 10 dollars	927 50	960
Pièce 5 dollars	615	620
Pièce 50 pesos	2195	2160
Pièce 10 florins	345	339

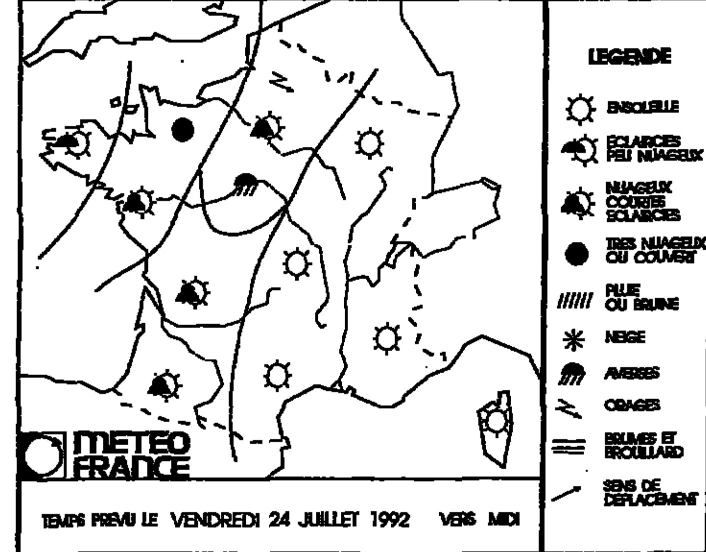
le joug des doctrines kantiennes.

DE VACANCES,
DE SA PARUTION

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 23 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC

PRÉVISIONS POUR LE 24 JUILLET 1992



Vendredi : légère aggravation orageuse. – Un nouvel épisode nuageux et orageux va toucher une grande partie de la France. Mais il ne devrait pas atteindre l'intensité de l'épisode de ce début de semaine.

Du sud-ouest au centre-ouest au nord du pays, la journée s'annonce maussade. Les nombreux nuages, les ondées et les orages locaux limiteront la hausse des températures. Dans l'après-midi, on pourra toutefois compter sur des éclaircies des pays de Loire à la Normandie.

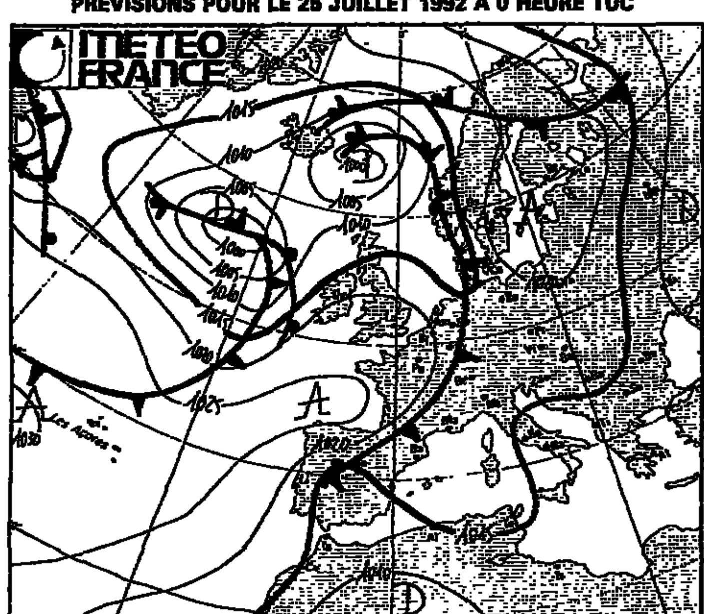
Sur les régions de l'Est, de la Lorraine, de l'Alsace à la région Rhône-Alpes, le soleil régnera une bonne partie de la journée, mais le temps deviendra lourd. Des nuages se développeront et des orages éclateront d'abord sur le relief, avant de toucher les régions situées en plaine.

Le pourtour méditerranéen restera à l'écart de cet épisode. A l'autre extrémité du pays, sur la Bretagne, la matinée débutera sous la grisaille, mais rapidement des éclaircies se développeront. Le vent de nord-ouest se lèvera.

Au lever du jour, les températures seront généralement comprises entre 13 degrés et 17 degrés, entre 17 degrés et 20 degrés sur les régions méridionales.

De 24-26 degrés du Nord au Nord-Ouest aux côtes atlantiques, les températures maximales s'étageront entre 28-31 degrés sur le nord-est du pays, entre 30-33 degrés sur le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 25 JUILLET 1992 A 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 23-7-92
Valeurs extrêmes relevées entre le 22-7-1992 à 18 heures TUC et le 23-7-1992 à 6 heures TUC

FRANCE											
AJACCIO	28	20	D	TOULOUSE	26	14	D	LUXEMBOURG	23	14	D
BIARRITZ	26	16	D	TOURS	24	12	D	MADRID	33	18	D
BORDEAUX	25	14	D	POINTE-A-PITRE	32	25	D	MARRAKECH	38	22	D
BOURGES	26	14	D	**ÉTRANGER**				MEXICO	23	13	T
BREST	21	13	N	ALGER	31	19	B	MILAN	29	16	D
CAEN	21	11	D	AMSTERDAM	22	10	D	MONTRÉAL	21	7	N
CHERBOURG	21	11	N	ATHÈNES	29	20	D	MOSCOU	27	14	D
CLERMONT-FER	24	12	D	BANGKOK	34	27	N	NAIROBI	23	12	C
DIJON	25	14	D	BARCELONE	27	19	D	NEW-YORK	26	19	C
GRENOBLE	26	15	C	BELGRADE	32	19	D	OSLO	–	–	–
LILLE	23	12	D	BERLIN	24	17	D	PALMA-DE-MAJ	32	14	D
LIMOGES	23	16	D	BRUXELLES	23	12	D	PÉKIN	33	23	C
LYON	26	16	D	LE CAIRE	34	22	D	RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
MARSEILLE	32	18	D	COPENHAGUE	24	13	D	ROME	28	21	D
NANCY	24	10	D	DAKAR	30	24	P	SÉVILLE	36	19	D
NANTES	24	12	D	DELHI	35	25	N	SINGAPOUR	32	24	C
NICE	29	21	D	GENÈVE	23	16	C	STOCKHOLM	28	15	N
PARIS-MONTS	24	15	D	HONGKONG	32	24	C	SYDNEY	16	5	D
PAU	24	14	D	ISTANBUL	26	19	N	TOKYO	30	26	D
PERPIGNAN	29	17	D	JÉRUSALEM	27	15	D	TUNIS	32	21	D
RENNES	24	13	D	LISBONNE	28	16	D	VARSOVIE	34	17	D
ST-ÉTIENNE	24	12	D	LONDRES	24	13	N	VENISE	29	19	N
STRASBOURG	26	12	D	LOS ANGELES	23	19	D	VIENNE	31	21	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 23 juillet

TF 1

20.45 Feuilleton : Mort à Palerme. De Luigi Perelli (4e épisode).
22.25 Magazine : Dans le baba.
23.25 Documentaire : Histoires naturelles. Le Vieil Homme et Cuba.
0.20 Journal et Météo.

A 2

20.45 Documentaire : Des trains pas comme les autres. Australie : l'Indian Pacific.
21.50 Série : Histoires fantastiques. Le Grand Truc, de Joe Dante. A 22.10, Le Miroir, de Martin Scorsese. *Des mondes peuplés d'êtres mystérieux.*
22.40 ▶ Cinéma : Dracula, prince des ténèbres. ■ Film britannique de Terence Fisher (1965).
0.15 Journal et Météo.

FR 3

20.45 Cinéma : Ils sont fous ces sorciers. □ Film français de Georges Lautner (1978).
22.25 Journal et Météo.
22.45 Cinéma : Chacal. ■■ Film franco-britannique de Fred Zinnemann (1973).

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Marathon. ■ Film italo-américain de Terence Young (1988).
22.00 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : Havana. □ Film américain de Sydney Pollack (1990) (v.o.).
0.30 Cinéma : Danny, le champion du monde. ■ Film britannique de Gavin Millar (1989) (v.o.).

M 6

20.40 Téléfilm : Une fille à croquer.
22.20 Série : La Malédiction du loup-garou.
23.15 Magazine : Le Glaive et la Balance. Médecines interdites.
1.00 Six minutes d'informations.

ARTE

20.40 Soirée thématique. L'eau, un luxe ?
20.41 Montage musical.
20.45 Deux météorologues. *Caricature des présentateurs de la météo.*
20.50 Court métrage : La Mystique de l'eau. De Georg Eich.
21.10 Documentaire : Histoires d'eaux. De Mascha Jirsa. *Sur le thème du gaspillage.*
21.40 Court métrage : La Sécheresse. De Patrick Boitet. *Dans le sud-ouest de la France.*
22.00 Reportage : La Chasse au gaspi. De Herbert Stelz.
22.20 Documentaire : La Politique de l'eau à Hambourg.
22.30 Court métrage : Toute une montagne en bouteille. D'Isabelle Rèbre.
22.40 Musique : Les jeux d'eau.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. Hommes sans femmes, d'après Angelo Longoni.
21.30 Profils perdus. Yvonne Verdier (1941-1989).
22.40 Les Nuits magnétiques. Impressions toscanes. 3. Les montagnes de marbre.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Frédéric-Jacques temple (l'Enclos).
0.50 Musique : Coda. Madredeus (4).

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert. La soirée de Thérèse Salviat. Œuvres de Bach, Mozart, Verdi, Trenet, Enesco, Webern, Brahms, Offenbach, Saint-Saëns, Josef Strauss et musique traditionnelle de Chine. A 21.00, Concert (donné les 30 et 31 janvier à Lille) : Fantaisie pour piano, chœur et orchestre en ut majeur op. 80, Symphonie nº 9 en ré mineur op. 125, de Beethoven, par le Chœur du Festival de Brighton, l'Orchestre philharmonique de la BBC, dir. : Matthias Bamert ; sol. : Roberte Mamou, piano, Lynda Russel, soprano, Elizabeth Laurence, mezzo-soprano, Kim Begley, ténor, Michael George, basse. A 2.45, œuvres de Bach, Tchaïkovski, Albinoni, Debussy, Cimarosa, Britten, Gibbons.
0.05 Bleu nuit. Par Xavier Prévost. En direct de Montpellier : l'Orchestre national de jazz dirigé par Denis Badault.

Vendredi 24 juillet

TF 1

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.25 Téléfilm : Mamie by Night. De Bernard Dumont, avec Odette Laure, Céline Carrie.. *Une veuve découvre la faune de Pigalle.*
17.00 Club Dorothée vacances.
17.40 Série : Loin de ce monde.
18.05 Série : Premiers baisers.
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles les bêtes.
20.00 Journal, Météo, Trafic infos et Tapis vert.
20.40 Feuilleton : Les Cœurs brûlés. De Jean Sagols, avec Mireille Darc, Pierre Vaneck (4e épisode). *Amour, haine et jalousie.*
22.20 Magazine : Passionnément vôtre. Présenté par Jean Bertolino. Passion gastronomie. Invité : Bernard Loiseau, chef de La Côte-d'Or à Saulieu.
23.20 Magazine : Club olympique. Présenté par Roger Zabel. Spécial avant-J.O. ; Football.
0.25 Journal et Météo.
0.30 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
1.25 Info revue.
2.25 Série : Port Breac'h.

A 2

13.45 Série : Euroflics. Secret défense, de Franck Apprédéris, avec Patrick Raynal, Bertrand Lacy.
14.35 Sport : Cyclisme. Tour de France : Tours-Blois, contre-la-montre individuel, 19e étape (60 km).
17.15 Magazine : Vélo club.
18.00 Magazine : Giga. Quoi de neuf docteur ? ; Reportages.
18.40 Série : Magnum.
19.30 Sport : Le Journal du Tour (et à 0.55).
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Jeu : Fort Boyard.
22.10 Sport : Football. Finale de la Coupe de la Ligue.
23.50 Journal des course, Journal et Météo.
0.05 Magazine : Les Arts au soleil.
0.10 Divertissement : L'Indigestion.
1.20 Téléfilm : Ces actes inqualifiables. De Linda Otto.
2.55 Documentaire : Aventure aux Maldives.

FR 3

13.25 Les Vacances de Monsieur Lulo.
14.50 Série : La Grande Aventure de James Onedin.
15.40 Série : La Grande Vallée.
16.30 Variétés : 40e à l'ombre. Emission présentée par Vincent Perrot, en direct d'Arcachon. Avec Richard Gotainer, Marie-Laure Béraud, Florent Pagny, Max Bale.
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Tom and Jerry Kids.
20.15 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thalassa. Le Grand Shpountz, de Lise Blanchet et Jean-Michel Destang. *Rediffusion d'un reportage deux fois primé cette année.*
21.45 Traverses. Nous ne vivrons plus ensemble, de Philippe Flandrin et Michel La Bayon. *Dans Osijek assiégée, le divorce entre les communautés serbe et croate.*
22.40 Journal et Météo.
23.00 Magazine : Musicales. Jeunes musiciens en France (1re partie).
0.55 Musique : Mélomanuit. Invité : Christian Lacroix. *Douce France*, de Charles Trenet ; *Nuages*, de Django Reinhardt.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Affaires privées. ■ Film américain de Mike Figgis (1989). Avec Richard Gere, Andy Garcia, Nancy Travis.
15.35 Cinéma : Danny, le champion du monde. ■ Film britannique de Gavin Millar (1989). Avec Jeremy Irons, Robbie Coltrane, Samuel Irons.
17.10 Le Journal du cinéma.
17.30 Jeux olympiques 1992. Présentation des Jeux olympiques, en direct de Barcelone. A 18.00, Football : Italie-Etats-Unis. A 20.00, Pologne-Koweït, depuis Saragosse ; Egypte-Qatar, depuis Sabadell ; Espagne-Colombie, depuis Valence ; A 22.00, le 4x100 français.
22.50 La flamme olympique.
23.00 Documentaire : Tokyo Olympiades. De Kon Ichikawa. *Les coulisses des J.O. de 1964 à Tokyo.*
1.10 Jeux olympiques 1992.

M 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : Les Années FM.
16.50 Magazine : Zygomachine.
17.15 Magazine : Nouba.
17.35 Série : Brigade de nuit.
18.30 Série : L'Etalon noir.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Météo 6.
20.38 Météo des plages.
20.40 Téléfilm : L'assassin était dans mon roman. D'Amo Innocenti, avec Christopher Lee, Alexis Denisof. *Un écrivain mène l'enquête.*
22.20 Série : Mission impossible, vingt ans après.
23.20 Magazine : Emotions.
23.50 Série : L'île mystérieuse.
1.00 Six minutes d'informations.
1.05 Les Terrasses de l'été.
1.10 Magazine : Rapline.

ARTE

19.00 Documentaire : Juan Goytisolo, géographies de l'exil. De Stephen Javor. *Catalan par sa mère, basque par son père, c'est en castillan qu'écrit Juan Goytisolo, romancier nomade.*
19.55 Documentaire : Harold Brodkey, la vie est un livre. De Georg Stefan Troller. *Portrait du romancier américain.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte.
22.10 Téléfilm : Un destin cannibale. De Roger Guillot, avec Thierry Fortino, Georges Friecker. *Léo, Marie, Serge, Elise sont tous quatre prisonniers de leurs « années copains ». Survient Amandine...*
23.40 Magazine : Mégamix. De Martin Meissonnier. Avec Lou Reed, Najma, Les Pires, l'Orchestre de la Luze, Asmahane, Wally Badarou, un sujet sur la musique au Cameroun.

FRANCE-CULTURE

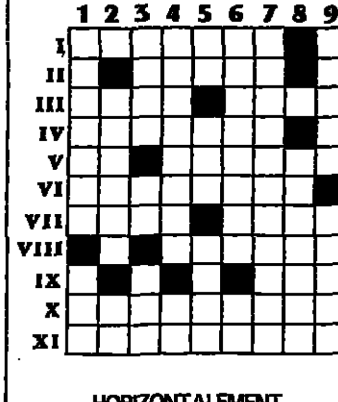
20.30 Radio-archives. Récital Francis Ponge.
21.30 Musique : Black and Blue. Le ragtime. Invité : Philippe Baudoin.
22.40 Les Nuits magnétiques. Impressions toscanes. 5. Terres de Sienne.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Madredeus (5).

FRANCE-MUSIQUE

19.08 Soirée concert La soirée de Jacques Merlet. A 21.00, Opéra (en direct de Montpellier) : Edgar, opéra en trois actes, de Puccini, par le Chœur régional d'enfants, le Chœur de l'Opéra du Rhin, le Chœur de l'Opéra de Montpellier, l'Orchestre philharmonique de Strasbourg, dir . Thomas Fulton ; sol. : Vasile Moldoveanu, ténor, Françoise Pollet, soprano, Katherine Ciesinski, mezzo-soprano, Falk Struckmann, baryton, Mario Castagnetti, basse.
0.05 Bleu nuit. Par Xavier Prévost. En direct de Montpellier : le Quintette d'Antoine Illouz.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5830



HORIZONTALEMENT

I. Sommes qui, pour certaines personnes, représentent un grand prix. – II. Affaiblit les forts, soutient les faibles. – III. Rois fougueux des prairies de jadis. Donna une certaine couleur. – IV. Eut un mal de chien à imposer ses idées. – V. Terme de mépris. Exécutera un certain travail. – VI. Vient à son heure. – VII. Son radiateur ne le quitte pas. Grandes, au temps du Déluge. – VIII. Conduit d'aération. – IX. Rire coupé. – X. Ne songe pas du tout à résister. – XI. Changeas d'état.

VERTICALEMENT

1. Ce que fit Lamartine en revoyant le lac. N'est point brillant. – 2. Comme il est difficile de s'en séparer ! En Bretagne. – 3. Il favorisait la mésentente. Paire de jumelles. Elément d'un cycle. – 4. En France. Trancha maints différends (épelé). – 5. Pronom. Fabrique de cadres. Equipa. – 6. Connaît la conduite qu'il a à tenir. Abréviation. – 7. Complètent des sujets de premier plan. – 8. Ne laissera pas épars. – 9. Ne fit pas preuve d'humilité. Ses abus écartent du droit chemin.

Solution du problème nº 5829

Horizontalement

I. Erratum. – II. Cigarette. – III. Or. Ré. Al. – IV. Lee. Poule. – V. Fautes. – VI. Errent. – VII. Ruera. Lac. – VIII. Emu. Tri. – IX. Envie. Pu. – X. Oui. Omise. – XI. Ure. Niais.

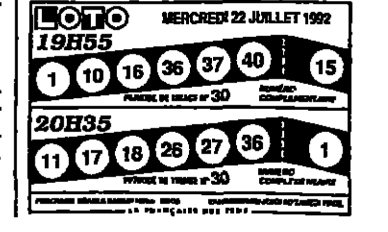
Verticalement

1. Ecolière. Ou. – 2. Rire. Rumeur. – 3. RG. Réunie. – 4. Aar. Fer. – 5. Trépanation. – 6. Ue. Out. Rémi. – 7. MT. Ut. Li. la. – 8. Talera. Psi. – 9. Celés. Crues.

GUY BROUTY

□ **Parution du *Guide des relations presse 92*.** – La neuvième édition du *Guide des relations presse* vient de paraître. Publié par Edinove, il recense, en 768 pages, les noms et coordonnées de 7 000 responsables de la communication dans les entreprises, les associations, les collectivités territoriales, etc.

▶ *Guide des relations presse*, 319 F (229 francs pour les étudiants), Edinove, 135, avenue de Wagram, 75017 Paris. Tél. : 16 (1) 42-27-79-73.



Le Monde

Après sa rencontre avec le président syrien

M. Baker a fait une visite impromptue au Liban

Le Liban n'a pas été l'oublié de la neuvième tournée proche-orientale du secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, qui a quitté Damas en fin de matinée, jeudi 23 juillet, pour rencontrer, en territoire libanais, à Zahle, ville natale du président Elias Hraoui, le chef de l'Etat libanais, le premier ministre Rachid Solh, et le ministre des affaire étrangères Fares Boueiz. Pour des raisons de *« dignité nationale »*, M. Boueiz avait fait de cette venue en territoire libanais la condition *sine qua non* d'une rencontre avec M. Baker.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

Le ministre libanais a donc réussi à convaincre M. Baker, mais à quel prix. Le département d'Etat a en effet souligné que cette rencontre avait été possible après la *« réaffirmation claire »* par M. Boueiz de la *« détermination du gouvernement libanais à appliquer dans la lettre et dans l'esprit les accords de Taef »* et à se préparer à prendre toutes ses responsabilités, y compris le redéploiement des forces syriennes à la fin de cet été, comme stipulé à Taef.

« Dans la mesure où le Liban est une partie importante du processus de paix et à la lumière de cette déclaration publique du gouvernement libanais qui reflète clairement sa détermination à rétablir son indépendance, sa souveraineté et à restaurer son contrôle sur son territoire, le secrétaire d'Etat va rencontrer MM. Hraoui et Boueiz au Liban », conclut le communiqué du département d'Etat.

La visite de M. Baker, qui intervient après son long entretien mercredi avec le président Assad, au cours duquel la question libanaise a été évoquée, est la première d'un chef de la diplomatie américaine depuis 1983. Elle intervient aussi au moment où diverses forces politiques chrétiennes ont appelé à une grève générale jeudi pour protester contre la tenue prochaine des élections législatives au Liban.

En rappelant au respect de la lettre et de l'esprit des accords de Taef, les Etats-Unis font sans aucun doute allusion au fait que la nouvelle loi électorale libanaise viole les accords sur deux points au moins, le nombre de sièges de députés, et le découpage électoral. De plus, la manière expéditive avec laquelle le gouvernement a fait voter cette loi est loin de respecter l'esprit de réconciliation nationale voulu à Taef.

Ces points comme le rappel du nécessaire retrait syrien en septembre, c'est-à-dire deux ans après le vote des réformes constitutionnelles au Liban, sont au centre des entretiens américano-libanais. Dans une interview publiée jeudi par *l'Orient-le Jour*, M. Djerejian, secrétaire d'Etat adjoint pour le Proche-Orient, s'est contenté de déclarer que les Etats-Unis souhaitaient des élections *« libres et équitables »*.

« Des signaux positifs »

Avant de partir pour le Liban, M. Baker, qui reprendra l'avion à Damas pour se rendre en Arabie saoudite, terme de sa tournée, avait conclu son étape syrienne par une conférence de presse conjointe avec son homologue syrien, M. Farouk Charah. Qualifiant son entretien avec le président Assad de *« bon »*, M. Baker a affirmé avoir trouvé à Damas le même sentiment de la nécessité d'exploiter aussitôt que possible la nouvelle opportunité créée par l'élection de M. Rabin. *« Nous espérons*, a pour sa part déclaré M. Charah, *que les nouveaux développements, spécialement l'élection d'un nouveau gouvernement en Israël, aideront les parties concernées à reprendre aussi vite que possible les négociations. »*

Incontestablement, Damas semblait rasséréné par les assurances américaines quant à la poursuite, dans la forme acceptée depuis Madrid, du processus de paix. Pour le reste, *« nous testerons la nouvelle politique du gouvernement israélien quand les partis reprendront les négociations »*, a affirmé M. Charah, qui, en réponse à une question sur d'éventuelles mesures de confiance que pourrait prendre la Syrie face au nouveau gouvernement israélien, a précisé : *« Ne demandez pas aux Arabes de faire un geste supplémentaire. Il est temps, au contraire, pour le nouveau gouvernement israélien, de faire des changements radicaux pour répondre à la position arabe. Sans la bonne volonté des Arabes, et spécialement de la Syrie, le processus de paix n'aurait pas été possible. »* M. Baker, qui semble depuis le début de sa tournée se satisfaire de la volonté exprimée par les Arabes de négocier au plus vite, a toutefois précisé : *« Je peux dire que les signaux venant des capitales arabes sont positifs. »*

Sur la question des colonies de peuplement dans les territoires occupés, M. Charah a répété qu'elles étaient toutes *« illégales »* et que *« les déclarations faites à ce sujet par M. Rabin ne sont pas utiles »*.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ **M. Baker prévoit une limitation « substantielle » de la colonisation israélienne.** – Le gouvernement israélien a annoncé, mercredi 22 juillet, de nouvelles mesures confirmant le « gel » de la colonisation dans les territoires occupés. Elles concernent *« les habitations qui ont fait l'objet de contrats signés mais pour lesquelles les travaux n'ont pas encore commencé »*, a-t-on indiqué au ministère du logement. La semaine dernière, le gouvernement avait évoqué l'arrêt des projets de construction sans préciser vraiment que des marchés déjà conclus pourraient être aussi remis en cause. Au Caire, après ses entretiens avec le président Moubarak et avant de se rendre à Damas, M. James Baker avait affirmé être *« très satisfait de la philosophie et des orientations du nouveau gouvernement israélien »*. Le secrétaire d'Etat, qui a indiqué que les Etats-Unis continuaient de considérer toutes les implantations comme *« un obstacle à la paix »*, a néanmoins souligné qu'*« il y aura une sérieuse et substantielle limitation et une réduction des activités de colonisation dans les territoires occupés »*.

□ **Assassinat du porte-parole d'Abou Nidal à Beyrouth.** – M. Walid Khaled, porte-parole de l'organisation Fath-Conseil révolutionnaire (Fath-CR), a été assassiné, jeudi 23 juillet, à Beyrouth par des inconnus circulant à bord d'une voiture. Créée en 1974 par Abou Nidal, cette organisation terroriste, dissidente du Fath de M. Arafat, est responsable de nombreux attentats meurtriers. – *(AFP.)*

AFRIQUE DU SUD

Echec des négociations entre syndicats et patronat

La Confédération des syndicats sud-africains a maintenu, mercredi 22 juillet, son mot d'ordre de grève générale en août, après l'échec de négociations avec le Comité consultatif sud-africain sur les questions du travail, qui représente le patronat.

Les deux parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur un compromis portant sur une fermeture volontaire, le 3 août seulement, au lieu de la grève générale de deux jours proposée par le Congrès national africain (ANC), dans le cadre de la campagne d'actions de masse destinée à accélérer les réformes institutionnelles. Selon la police, plus de mille Noirs ont été arrêtés lundi et mardi dans les hôpitaux, les postes de police, les tribunaux et autres édifices publics occupés à l'occasion des manifestations. Les manifestants, tous partisans de l'ANC, ont été relâchés avec un avertissement. – *(AFP, Reuter.)*

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 23 juillet 1992 a été tiré à 474 406 exemplaires.

Demain dans « *le Monde* »

« Sans visa » : Chapala, un lac se meurt

D. H. Lawrence avait prévenu : « L'eau de la vie est dans la paume de ma main. Quand les hommes m'oublient, je tourne la main et adieu ! L'ombre de la mort paraît. » Le Quetzalcoatl du « Serpent à plumes » est aujourd'hui sur le point de passer à l'acte : au Mexique, près de Guadalajara, le lac Chapala se meurt.

Les Jeux olympiques de Barcelone

Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux décrivent comment les Jeux ont été l'occasion de revoir l'urbanisme de la métropole catalane. Michel Bole-Richard a visité le Cecor, Centre de coordination de la sécurité, et fait le point sur les premières estimations des investissements réalisés.

Découvert aux Etats-Unis

Un nouveau rétrovirus pourrait expliquer les cas de « sida sans virus »

AMSTERDAM

de notre envoyé spécial

Quarante-huit heures après la révélation de l'existence de plusieurs cas de déficit immunitaire identiques cliniquement et biologiquement au sida, mais chez lesquels on ne retrouve aucun cas de VIH (*le Monde* du 23 juillet), des chercheurs appartenant à l'université de Californie et à la faculté de médecine de l'université de Californie du Sud annoncent, dans un article à paraître le 15 août dans les *Proceedings* de l'Académie des sciences des Etats-Unis, qu'ils ont découvert, sur deux malades atteintes de déficit immunitaire, une *« nouvelle particule rétrovirale »* appelée HICRV *(human intracysternal retroviral)*. Ces chercheurs, parmi lesquels deux célèbres virologistes, MM. Sudhir Gupta et Zaki Salahuddin, *expliquent que ce qui* pourrait bien être un nouveau rétrovirus humain est différent du HIV I, du HIV II, du HTLV I et du HTLV II.

Le HICRV a été découvert sur deux patientes : une femme de soixante-six ans, atteinte d'un déficit immunitaire sévère et d'une pneumonie à pneumocystis carinii ; et sa fille de trente-huit ans, asymptômatique et elle aussi atteinte de troubles du système immunitaire. Aucune de ces deux patientes n'appartenait à un groupe à risque du sida. Elles étaient toutes les deux séronégatives pour le HIV I, HIV II, HTLV I et HTLV II. Les chercheurs californiens formulent l'hypothèse selon laquelle ce nouveau rétrovirus pourrait être responsable de plusieurs de ces mystérieux cas de déficit immunitaire apparenté au sida. Mais ils ajoutent que *« la relation causale entre le HICRV et le déficit immunitaire en cellules T 4 reste à établir »*.

Le mode de transmission du HICRV n'est pas clair. Une possible transmission par voie sanguine n'est pas écartée dans la mesure où l'une des patientes a subi une transfusion sanguine en 1950.

FRANCK NOUCHI

Lire page 9 nos autres informations sur la conférence internationale du sida réunie à Amsterdam.

EN BREF

□ **M. Carignon (RPR) crée un *« comité départemental de soutien au « oui »* à Maastricht.** - M. Alain Carignon, maire RPR de Grenoble, président du conseil général de l'Isère, a annoncé, *mardi 21 juillet*, à Grenoble, la création d'un *« comité départemental de soutien au « oui » à Maastricht »* pour *« sensibiliser les habitants de l'Isère et les motiver sur les enjeux réels »* du traité sur l'Union européenne. Trente-cinq personnalités iséroises du monde sportif, économique, universitaire et culturel, ont déjà adhéré à cette structure que présidera M. Carignon.

□ **ALGÉRIE : Le FIS appelle à poursuivre la « résistance ».** – Malgré l'appel des autorités au dialogue, le Front islamique du salut (FIS) s'est dit déterminé à poursuivre la « résistance », dans son dernier communiqué diffusé dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 juillet. *« Le peuple algérien poursuivra la résistance par tous les moyens légitimes et chaque fois que l'occasion lui sera donnée pour se débarrasser de l'injustice »*, dit le texte signé par le dirigeant en fuite, M. Abderrazak Radjam. *(Reuter.)*

□ **KARABAKH : un avion abattu par les Arméniens.** – Un *« missile de la DCA des forces d'auto-défense du Haut-Karabakh »* a abattu, mardi 22 juillet, un Sukhoi-25 azerbaïdjanais qui venait de larguer ses bombes sur un village de la région de Mardakert, a annoncé l'état-major des forces arméniennes. – *(Itar-Tass.)*

Les gerbes présidentielles du 11 novembre

L'Élysée dément M. Klarsfeld persiste

Le service de presse de l'Elysée a démenti, mercredi 22 juillet, au terme du conseil des ministres, que la présidence de la République soit à l'origine de l'information donnée la veille par le président de l'Association des filles et fils des déportés juifs de France, Mᵉ Serge Klarsfeld, qui avait affirméque M. François Mitterrand avait désormais renoncé à faire déposer une gerbe, le 11 novembre, sur la tombe de Philippe Pétain (*nos dernières éditions*).

Il a fait savoir que *« contrairement aux déclarations de Serge Klarsfeld, la présidence de la République n'est en aucune manière à l'origine de l'information diffusée par celui-ci »*.

A la question de savoir si le président de la République avait pris une décision en ce sens, le service de presse s'est toutefois refusé à tout commentaire.

Apparemment surpris lui-même par la déclaration de M. Klarsfeld, M. Mitterrand aurait demandé à ses collaborateurs de déterminer l'origine de cette annonce.

M. Klarsfeld, pour sa part, a maintenu ses propos : *« Je maintiens avoir reçu, d'une source sûre à l'Élysée, l'information que j'ai rendue publique*, a-t-il déclaré. *Le démenti de la présidence de la République ne concerne que l'origine de l'information et non son contenu. Il appartient donc maintenant au président lui-même de faire connaître sa décision d'interrompre ou non le dépôt de gerbe en hommage à Pétain. »*

EUROPÉENS AVANT L'HEURE

Couples et union de cadres

METZ

de notre envoyée spéciale

Président en nœud papillon la CGC de Lorraine, Pierre Lahalle-Gravier taquine son bouc gris en évoquant son *« Eurorégionale des cadres »*. Quelle émotion pour ce juriste d'entreprise, à Longwy, le 25 juin, quand le nouveau-né fut lancé... Longwy, reine déchue de la sidérurgie, choisie par la CEE pour le premier de ses pôles de développement, sut recevoir les pairs du Luxembourg, de Belgique, de Sarre et de Rhénanie-Palatinat.

« D'Europe sociale, point ! La Commission plane trop haut pour la faire ». Certes, la Confédération des syndicats européens fonctionne utilement. *« Nous gommons les frontières sociales, entre nous d'abord. »* Entre gens qui ont des problèmes analogues et se reçoivent chez eux en amis. A cette organisation interrégionale peut adhérer directement tout salarié, syndiqué ou non. C'est l'originalité. Le *« nivellement par la base »* n'y est pas une référence admise, pas davantage la *« lutte de classes »*. *« De toute façon, la CGT est hostile à Maastricht »*, assène le Lorrain en fronçant le sourcil. L'Eurorégionale des cadres, pressée, conclura des expériences dans l'année. *« Bruxelles devra les généraliser, si déjà l'expérimentation marche entre nous. »* Voilà une version inconnue du lobbying coûteux.

Dénominateur

Mutuelles complémentaires de ces régions, retroussez vos manches. *« Nous demanderons à chacune de pratiquer un ticket modérateur commun »*, pour faciliter la vie des salariés empêtrés dans les mailles des différents règlements. Pierre Lahalle-Gravier étire ses longues jambes, rêvant *« d'égalités de tous les jours simple à régler »*. L'équité fiscale, *« des bus de ramassage enfin à Mannheim, comme il en existe à Metz à la charge de l'employeur »*. Des disparités criantes persistent d'une région à l'autre ? *« Nous refusons d'être ravalés au « plus petit commun dénominateur »*. Cinquante mille travailleurs transfrontaliers ont un destin de Mousquetaires. *« Eux vont construire l'Europe sociale des six millions d'habitants de cette aire ! »*

Sous d'autres cieux, plus discrets, de nombreux réseaux se tissent. A Valence, la fédération FO de Drôme-Ardèche collabore depuis des années avec ses voisines du Piémont et du Val d'Aoste. Leurs réunions s'ouvrent aux unions départementales de la CGT et de la CFDT. Ces compagnons de misère d'un même secteur, voire de la même holding, se serrent les coudes sous le choc brutal des redéploiements industriels encouragés par la CEE. Une foule d'autres, les *« jetés »* selon leur expression, ont compris que *« l'Europe les foutrait dehors »* et la trouvent *« simplement abjecte »*.

Plus conviviales, de multiples associations de défense s'invitent d'une ville à l'autre, pimentant leur lutte d'un zeste touristique. *« Parfois, c'est un emplâtre sur une jambe de bois. »* En ce moment se lance l'*« Association des couples France-Europe »*. Dans un couple mixte, chaque partenaire n'a *« aucune envie de devenir un citoyen déraciné. N'en déplaise à ceux qui veulent bouter hors des élections locales tout Européen qu'ils traitent en étranger »*.

DANIELLE ROUARD

le joug des doctrines kantiennes.